Nations Unies A/CN.4/710*

Assemblée générale

Distr. générale
12 janvier 2018
Français
Original : anglais

Commission du droit international
Soixante-dixième session
New York, 30 avril-1er juin 2018
Genève, 2 juillet-10 août 2018

Détermination du droit international coutumier

Moyens de rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier

Mémorandum du Secrétariat

Table des matières

		Page
	Introduction	3
	A. Mandat et examen antérieur de la question	3
	B. Analyse de l'état de la documentation	5
	C. Structure du mémorandum et de ses annexes	9
I.	État actuel de la documentation relative au droit international coutumier	10
	A. Description de la documentation recueillie	10
	B. Analyse de l'état de la documentation	32
II.	Moyens proposés pour rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier	40
Annexes		
I.	Ressources par État	45
II.	Ressources par organisation	145
III.	Ressources par domaine du droit international	161
IV.	Recueils de traités et d'informations liées au dépositaire	172

* Nouveau tirage pour raisons techniques (12 mars 2018).

18-00592* (F) 140318 150318

Merci de recycler

V. Juridictions internationales, juridictions mixtes et organes conventionnels 178

VI. Organes œuvrant à l'examen, à la codification, au développement progressif ou à l'harmonisation du droit international 189

VII. Langues des ressources recensées 192

Introduction

A. Mandat et examen antérieur de la question

1. À sa soixante-quatrième session en 2012, la Commission du droit international a décidé d'inscrire le sujet « Formation et identification du droit international coutumier » à son programme de travail et nommé Sir Michael Wood Rapporteur spécial pour le sujet[1]. À sa soixante-huitième session en 2016, la Commission a adopté en première lecture un ensemble de 16 projets de conclusion sur la détermination du droit international coutumier[2]. Dans le présent mémorandum, il est fait référence aux projets de conclusion adoptés à titre provisoire en première lecture, sans préjudice des modifications susceptibles d'être apportées en deuxième lecture.

2. Dans son quatrième rapport sur la détermination du droit international coutumier, le Rapporteur spécial a souligné les difficultés pratiques d'accès aux éléments de preuve permettant de déterminer la pratique des États et leur *opinio juris,* et rappelé les précédents travaux menés par la Commission sur le sujet[3]. Il a proposé que le Secrétariat soit prié d'établir un rapport sur la documentation relative au droit international coutumier et, si nécessaire, de formuler des recommandations sur les moyens de la rendre plus accessible[4]. Après avoir examiné ce rapport à sa soixante-huitième session en 2016, la Commission a demandé au Secrétariat d'établir un mémorandum sur les moyens de rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier, dans laquelle il ferait le point sur l'état actuel de la documentation relative au droit international coutumier et formulerait des propositions d'amélioration[5]. Le présent mémorandum fait suite à cette demande.

3. En 1949, à l'occasion de la première session de la Commission, le Secrétariat avait déjà mené une étude préparatoire similaire, établie conformément à l'article 24 du Statut de la Commission, sur l'état de la documentation relative au droit international coutumier, dans laquelle figuraient également des propositions d'amélioration[6]. Aux termes de cet article :

> La Commission examine les moyens susceptibles de rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier, par exemple la compilation et la publication de documents établissant la pratique des États et

---

[1] *Annuaire de la Commission du droit international, 2012,* vol. II (deuxième partie), p. 85, par. 268.

[2] *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément nº 10* (A/71/10), par. 62. À sa soixante-cinquième session en 2013, la Commission a décidé de renommer le sujet « Détermination du droit international coutumier » [ibid*., soixante-huitième session, Supplément nº 10* (A/68/10), par. 65].

[3] Voir quatrième rapport sur la détermination du droit international coutumier établi par le Rapporteur spécial, Sir Michael Wood (A/CN.4/695 et Add.1), par. 38 à 49.

[4] Ibid.

[5] *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément nº 10* (A/71/10), par. 56.

[6] *Moyens permettant de rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier : Étude préparatoire établie conformément à l'article 24 du Statut de la Commission du droit international* (*Mémorandum du Secrétaire général)* (A/CN.4/6 et Corr.1), disponible à l'adresse : http://legal.un.org/docs/index.asp?path=../ilc/documentation/french/a_cn4_6.pdf&lang=EF&referer=http://legal.un.org/ilc/sessions/1/docs.shtml ; voir également document de travail A/CN.4/W.9 établi sur la base de la partie III de ce texte, cité dans *l'Annuaire de la Commission du droit international, 1949*, p. 228, note 10.

des décisions de juridiction nationales et internationales sur des questions de droit international, et elle fait rapport à l'Assemblée générale sur ce sujet.

4. Conformément à cette disposition, la Commission avait entrepris à sa première session l'examen des moyens susceptibles de rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier. Elle avait invité Manley O. Hudson à élaborer un document de travail sur ce sujet. Celui-ci avait produit un document de travail sur la portée du droit international coutumier, la documentation relative au droit international coutumier et les moyens d'y accéder, document de travail qui avait été examiné à la deuxième session de la Commission en 1950[7]. À cette session, la Commission avait achevé l'examen du sujet et présenté à l'Assemblée générale un rapport dans lequel figuraient des propositions sur les moyens de rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier [8]. Elle recommandait en particulier de donner une diffusion aussi étendue que possible aux publications relatives au droit international que font paraître les organes des Nations Unies – notamment le *Recueil* et autres publications de la Cour internationale de Justice, le *Recueil des Traités* des Nations Unies et le *Recueil des sentences arbitrales* – et encourageait l'Assemblée à autoriser le Secrétariat à préparer plusieurs autres publications juridiques[9]. La Commission proposait également « que le Greffe de la Cour internationale de Justice publie de temps en temps des répertoires des *Recueils* de la Cour »[10]. Elle recommandait en outre « à l'Assemblée générale d'attirer l'attention des gouvernements sur l'intérêt qu'il y aurait à ce qu'ils publient des résumés de leur correspondance diplomatique et d'autres documents relatifs au droit international » et « d'étudier s'il serait souhaitable d'adopter une convention internationale relative à l'échange général de publications officielles portant sur le droit international et les relations internationales »[11].

5. Depuis lors, l'Assemblée générale a autorisé la plupart des publications proposées ainsi que la diffusion d'autres documents en la matière, notamment l'*Annuaire juridique des Nations Unies*, la *Série législative des Nations Unies*, le *Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité*, le *Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies*, et le *Résumé des arrêts, avis consultatifs et*

---

[7] *Annuaire de la Commission du droit international, 1950*, vol. II, document A/CN.4/16 et Add.1, p. 24 et 33. Voir également les observations sur le document de travail du juge Hudson sur l'article 24 du Statut de la Commission du droit international (présenté par le Secrétariat), ibid., document A/CN.4/27, p. 33.

[8] Ibid., p. 367 à 374, par. 24 à 94.

[9] Ibid., p. 373 et 374, par. 90 à 93. La Commission a recommandé la publication des ouvrages suivants : « a) Un annuaire juridique qui contiendrait notamment les nouveaux textes législatifs importants des divers pays ; les sentences arbitrales prononcées par les tribunaux internationaux compétents; les décisions importantes des tribunaux nationaux relatives à des problèmes de droit international, notamment celles qui concernent les conventions internationales multilatérales [...] ; b) Un recueil législatif contenant la législation nationale actuelle relative à des questions présentant un intérêt international, notamment les mesures législatives prises en vue de mettre en œuvre les instruments internationaux multilatéraux ; [...] c) Un recueil des constitutions de tous les États, qui serait tenu à jour par des volumes supplémentaires publiés de temps à autre ; [...] d) Une liste des publications officielles de tous les États, contenant le texte des traités conclus par ceux-ci, et complétée par une liste des principaux recueils de textes de traités dont la publication est due à l'initiative privée ; e) Un index d'ensemble du *Recueil des Traités* de la Société des Nations ; [...] f) Des tables périodiques du *Recueil des Traités* des Nations Unies ; g) Un répertoire de la pratique de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne les questions relatives au droit international ; h) De nouvelles séries du *Recueil des sentences arbitrales* [...]. »

[10] Ibid., par. 93.

[11] Ibid., par. 93 et 94.

ordonnances de la Cour internationale de Justice[12]. Au fil des années, ces publications ont beaucoup contribué à rendre accessible la documentation relative au droit international coutumier.

B. Champ et méthode

6. Comme l'étude réalisée en 1949, le présent mémorandum porte sur l'accès à la documentation relative au droit international coutumier. Toutefois, depuis cette date, la portée du droit international coutumier et les conditions d'accès à la documentation correspondante ont connu une évolution frappante. L'analyse de la portée du droit international coutumier – à savoir l'objet et le contenu des règles existantes du droit international coutumier – dépasse le cadre du présent mémorandum[13]. On peut néanmoins relever que la forte augmentation du nombre d'États et d'organisations internationales, l'intensification des relations internationales et le développement du droit international dans de nombreux domaines sont autant de facteurs ayant contribué à élargir la portée des règles de droit international coutumier depuis 1949. Il en est résulté une augmentation des sources à prendre en considération pour établir la preuve des deux éléments constitutifs de ces règles, à savoir une pratique générale et son

---

[12] Voir résolution 487 (V) du 12 décembre 1950, dans laquelle l'Assemblée générale « invite le Secrétaire général, lorsqu'il établira le programme de ses travaux futurs dans ce domaine, à étudier les recommandations qui figurent aux paragraphes 90, 91 et 93 de la deuxième partie dudit rapport de la Commission du droit international, en tenant compte des débats de la Sixième Commission et des suggestions qui y ont été faites, et à [lui] faire rapport à ce sujet ». Concernant l'*Annuaire juridique des Nations Unies*, voir également résolutions 1291 (XIII) du 5 décembre 1958, 1451 (XIV) du 7 décembre 1959, 1814 (XVII) du 18 décembre 1962 et 3006 (XXVII) du 18 décembre 1972 ; concernant la *Série législative des Nations Unies*, chaque volume a fait l'objet d'un mandat distinct au fil des ans en plus du mandat général figurant dans la résolution 486 (V) précitée : voir, plus récemment, résolutions 68/110 du 16 décembre 2013 et 69/117 du 10 décembre 2014 ; concernant le *Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité*, voir résolutions 686 (VIII) du 5 décembre 1952 et 55/222 du 23 décembre 2000 ; concernant le *Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies*, voir résolution 796 (VIII) du 27 novembre 1953 et, plus récemment, 72/118 du 7 décembre 2017 ; concernant le *Résumé des arrêts, avis consultatifs et ordonnances de la Cour internationale de Justice*, voir résolutions 46/50 du 9 décembre 1991 et, plus récemment, 70/236 du 23 décembre 2015 ; cette dernière résolution porte également renouvellement du mandat relatif au *Recueil des sentences arbitrales.* Concernant l'*Index cumulatif* du *Recueil des Traités* (périodiquement publié et disponible à l'adresse : https://treaties.un.org/pages/CumulativeIndexes.aspx?clang=_fr), voir les mandats portant sur le *Recueil* lui-même, notamment les résolutions 23 (I) du 10 février 1946, 24 (I) du 12 février 1946, 97 (I) du 14 décembre 1946, 364 (IV) du 1er décembre 1949, 482 (V) du 12 décembre 1950, 33/141 du 19 décembre 1978, 51/158 du 16 décembre 1996, 52/153 du 15 décembre 1997, 70/118 du 14 décembre 2015, 71/148 du 13 décembre 2016 et 72/119 du 7 décembre 2017. Parmi les publications recommandées par la Commission du droit international en 1950 (voir *supra*, note 9), les titres ci-après n'ont fait l'objet d'aucune publication par le Secrétariat : « un index d'ensemble du *Recueil des Traités* de la Société des Nations » (voir les neuf index publiés séparément par la Société des Nations à l'adresse : https://treaties.un.org/pages/Content.aspx?path=DB/LoNOnline/pageIntro_Table_fr.xml) ; un « recueil des constitutions de tous les États, qui serait tenu à jour par des volumes supplémentaires publiés de temps à autre » ; une « liste des publications officielles de tous les États, contenant le texte des traités conclus par ceux-ci, et complétée par une liste des principaux recueils de textes de traités dont la publication est due à l'initiative privée ».

[13] Cette analyse ne relève pas non plus du sujet « Détermination du droit international coutumier » étudié par la Commission : voir par. 5 du commentaire du projet de conclusion 1, *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément nº 10* (A/71/10), par. 63.

acceptation comme étant le droit (*opinio juris)*[14]. Cette observation vaut aussi pour les moyens auxiliaires de détermination du droit international coutumier, étant donné la multiplication des juridictions internationales et la prolifération des ouvrages de doctrine. Ces ressources sont en bonne partie accessibles, grâce notamment aux documents publiés à l'initiative de la Commission cités ci-dessus. En outre, les progrès de l'informatique et des sources d'information juridique font que la documentation relative au comportement des États et des organisations internationales est aujourd'hui bien plus accessible qu'en 1949. Comme l'a fait observer le Rapporteur spécial, « [l]a quantité même des documents disponibles est intimidante »[15]. Un certain nombre de sources restent toutefois à publier et des difficultés pratiques s'opposent toujours à la consultation des informations publiées. Le présent mémorandum vise notamment à analyser ces lacunes et ces obstacles.

7. Les données analysées dans le présent mémorandum ont été compilées en quatre temps. Premièrement, les États ont été consultés au sujet des ressources qui leur semblaient les plus utiles pour établir leur propre pratique et l'acceptation de celle-ci comme constituant le droit (*opinio juris).* Tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, les États non membres ayant reçu une invitation permanente à participer en tant qu'observateurs aux sessions et travaux de l'Assemblée générale, ainsi que les Îles Cook et Nioué, ont été invités à répondre à un questionnaire concernant les ressources bibliographiques disponibles sur le droit international coutumier ayant trait à leur pays. Vingt-six pays ont donné suite à ce questionnaire[16].

8. Deuxièmement, des renseignements ont été demandés à toutes les entités du système des Nations Unies et à toutes les entités et organisations ayant reçu une invitation permanente à participer en tant qu'observateurs aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale en 2016[17]. Ces organisations ont été invitées à répondre à un questionnaire sur la documentation relative au droit coutumier international compilée ou publiée à leur initiative. Trente-cinq organisations ont donné suite[18].

---

[14] Projet de conclusion 2, ibid., par. 62. Voir également quatrième rapport sur la détermination du droit international coutumier établi par le Rapporteur spécial, Sir Michael Wood (A/CN.4/695 et Add.1), par. 45.

[15] Ibid.

[16] Allemagne, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Canada, Danemark, Djibouti, El Salvador, Espagne, Finlande, France, Géorgie, Japon, Luxembourg, Malte, Paraguay, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Slovénie, Suisse, Swaziland et Togo.

[17] La liste des entités et organisations ayant reçu une invitation permanente à participer en tant qu'observateurs aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale en 2016 a été publiée sous la cote A/INF/70/5.

[18] Agence internationale de l'énergie atomique, Banque des règlements internationaux, Banque mondiale, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Bureau de la déontologie de l'Organisation des Nations Unies, Bureau des affaires juridiques de l'Organisation des Nations Unies, Bureau des affaires spatiales de l'Organisation des Nations unies, Centre du commerce international, Conseil de l'Europe, Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, Cour pénale internationale, Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, Fonds commun pour les produits de base, Fonds international de développement agricole, Fonds monétaire international, Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Organisation du Traité de sécurité collective, Organisation hydrographique internationale, Organisation internationale pour les migrations, Organisation maritime internationale, Organisation météorologique mondiale et Organisation mondiale du commerce, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, Pacte mondial des Nations Unies, Programme alimentaire mondial, Programme des Nations Unies pour

9. Troisièmement, plusieurs sociétés savantes, centres de recherche universitaire et bibliothèques spécialisées en droit international et en droit comparé ont été contactées. Le Réseau mondial des sociétés pour le droit international, qui réunit des sociétés savantes internationales [19], régionales [20] et nationales [21] a également été sollicité. Une société a répondu[22]. En outre, six universités et centres de recherche universitaire[23] et trois bibliothèques[24] spécialisés en droit international ont apporté

---

l'environnement, Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Société financière internationale, Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Union européenne, Union postale universelle, Université des Nations Unies.

[19] Académie de droit international de La Haye, Association de droit international et Institut du droit international, Association for International Arbitration, Association internationale du droit de la mer, Club de droit international, Groupe des Amis de la Cour pénale internationale, Institut pour l'arbitrage international.

[20] ASEAN Law Association, Asociación Americana de Derecho Internacional Privado, Association africaine de droit international, Association de droit international : branche de l'Afrique de l'Est, Association de droit international : branche des Caraïbes, Fondation africaine pour le droit international, Hispano-Luso-American Institute of International Law, Institut africain de droit international, Institute for International and Comparative Law in Africa, Latin American Society of International Law, Société africaine pour le droit international et Society for International Law in the Middle East, Société européenne de droit international.

[21] Academia Brasileira de Direito Internacional, Academia Colombiana de Derecho Internacional, Academia Mexicana de Derecho Internacional, American Society of International Law, Armenian Association of International Law, Asociación Argentina de Derecho Internacional, Asociación Costarricense de Derecho Internacional, Asociación Española de Profesores de Derecho Internacional y Relaciones Internacionales, Asociación Española para el Derecho Internacional de los Derechos Humanos, Association algérienne de droit international, Association de droit international : branches nationales, Association tunisienne de droit constitutionnel comparé et de droit international, Australian and New Zealand Society of International Law, British Institute of International and Comparative Law, Chinese Society of International Law, Comité français de droit international privé, Comité français de l'arbitrage, Conseil canadien de droit international, Czech Society of International Law, Deutsche Gesellschaft für Internationales Recht, Founding Members of an International Law Society in the State of Palestine, Hellenic Society of International Law and International Relations, Indian Society of International Law, Indonesian Society of International Law, International and Comparative Law Center – Armenia, International Law Association of Thailand, Irish Society of International Law, Japanese Association of World Law, Japanese Society of International Law, Koninklijke Nederlandse Vereniging Voor Internationaal Recht, Korean Society of International Law, Nigerian Society of International Law, Research Society of International Law – Pakistan, Section bangladaise de l'Asian Society of International Law, Section japonaise de l'Asian Society of International Law, Section malaisienne de l'Asian Society of International Law, Slovak Society of International Law, Sociedad Chilena de Derecho Internacional, Sociedad Cubana de Derecho Internacional, Sociedad Pruana de Derecho Internacional, Sociedade Portuguiesa de Direito Internacional, Società Italiana di Diritto Internazionale e di Diritto dell'Unione Europea, Société belge de droit international, Société française pour le droit international, Société libanaise pour le droit international, Société québécoise de droit international, Société suisse de droit international et Society of International Law Singapore.

[22] Association de droit international : branche italienne.

[23] Centre de droit international de Nanterre de l'Université Paris Nanterre (France), Centre d'études et de recherche en droit international et communautaire de l'Université de Yaoundé II (Cameroun), Centro de Direito Internacional – Belo Horizonte (Brésil), Institut suisse de droit comparé (Suisse), Center of International Law of the National University of Singapore et University of Richmond School of Law (États-Unis d'Amérique).

[24] Bibliothèque Dag Hammarskjöld au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, Bibliothèque et archives de l'Office des Nations Unies à Genève et Bibliothèque du Palais de la Paix à La Haye.

leur concours. Ces institutions ont fourni des renseignements bibliographiques dans plusieurs langues concernant plusieurs États et régions.

10. Quatrièmement, le Secrétariat a procédé à une enquête sur les sources d'information primaires les plus aisément accessibles issues des États et des organisations internationales. Ce travail s'est limité à un petit nombre de sources facilement disponibles sous forme électronique et à des documents imprimés dont l'existence et la teneur peuvent être confirmées par des ressources disponibles en ligne. Les informations recueillies ont ensuite été complétées et corroborées par recoupement avec plusieurs bases de données bibliographiques juridiques multinationales[25].

11. Les informations bibliographiques recueillies ne prétendent pas à l'exhaustivité. La collecte des sources concernant les États s'est heurtée aux difficultés d'accès à l'information dont il sera question à la section B du chapitre I. En outre, seules les ressources ayant trait à des organes d'un gouvernement central ont été prises en compte[26], bien que celles-ci puissent renvoyer ou donner accès à des ressources concernant des organes de rang inférieur[27].

12. Les ouvrages de doctrine n'ont généralement pas été recensés. Conformément au projet de conclusion 14, ces ouvrages peuvent être utiles à titre de moyens auxiliaires de détermination des règles de droit international coutumier[28], et une bibliographie sur le sujet est jointe en annexe au quatrième rapport du Rapporteur spécial[29]. Trois catégories seulement d'ouvrages sont prises en compte dans le présent mémorandum, dans la mesure où elles ont pour objet de compiler et de publier des documents attestant de l'existence des règles de droit international coutumier : les recueils de la pratique des États ou des organisations internationales concernant spécifiquement le droit international ; les ouvrages universitaires comprenant des documents attestant de l'existence d'une pratique ou de son acceptation comme étant

---

[25] Sources consultées : World Legal Information Institute (www.worldlii.org), base de données issue d'une collaboration entre plusieurs centres de recherche du monde entier sous la coordination de l'Australasian Legal Information Institute, centre conjoint de l'Université de Nouvelle-Galles du Sud et de l'University of Technology de Sydney ; GlobaLex (www.nyulawglobal.org/globalex/), base de données publiée par le Hauser Global Law School Program, de la faculté de droit de la New York University ; « Guide to Law Online » (www.loc.gov/law/help/guide/nations.php), base de données publiée par la bibliothèque juridique du Congrès des États-Unis ; M. Hoffman (dir.), *Foreign Law Guide*, disponible sur abonnement à l'adresse suivante : http://referenceworks.brillonline.com/browse/foreign-law-guide/ ; R. F. Gaebler et A. A. Shea (dir.), *Sources of State Practice in International Law*, 2e éd. rév., Brill/Nihoff, 2014.

[26] Les ressources écartées ne sont pas pour autant sans intérêt. Le projet de conclusion 7 sur la détermination du droit international coutumier vise ainsi au paragraphe 1 « toute la pratique accessible de l'État » (projet de conclusion 7, *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément no 10* (A/71/10), par. 62). La Commission a par ailleurs fait observer que « la pratique des organes d'un gouvernement central sera souvent plus importante que celle des composantes d'un État fédéral ou des subdivisions politiques de l'État » (commentaire relatif au projet de conclusion 7, par. 5, ibid., par. 63).

[27] Par exemple, les recueils de jurisprudence en ligne des juridictions supérieures de l'État renvoient souvent à ceux des juridictions inférieures. Il arrive aussi que les deux jurisprudences soient intégrées dans un même recueil.

[28] Projet de conclusion 14, *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément no 10* (A/71/10), par. 62.

[29] Voir quatrième rapport sur la détermination du droit international coutumier établi par le Rapporteur spécial, Sir Michael Wood (A/CN.4/695 et Add.1), annexe II.

le droit (*opinio juris*) ; les documents liés à des organes privés œuvrant à la codification et au développement du droit international[30].

C. Structure du mémorandum et de ses annexes

13. Toutes les informations bibliographiques rassemblées sont énumérées dans les annexes I à VI du présent mémorandum. Ces annexes mettent en évidence la grande variété de formes que peut revêtir la documentation relative au droit international.

14. On trouvera à l'annexe I la liste des ressources concernant les différents États, réparties entre, d'une part, les ressources d'ordre général (journaux officiels, recueils de lois, etc.) et, d'autre part, s'il y lieu, les ressources disponibles portant spécifiquement sur le droit international (recueils nationaux de traités, par exemple). L'annexe I contient aussi une liste des ressources intéressant plusieurs États, telles que des recueils législatifs régionaux ou des recueils multinationaux de documents ayant spécifiquement trait au droit international.

15. On trouvera à l'annexe II la liste des ressources concernant les organisations contactées ou recueillies par leurs soins[31]. Ces ressources peuvent attester de la pratique des États membres ou des différends organes de ces organisations et de leur acceptation de cette pratique comme étant le droit (*opinio juris)*.

16. On trouvera à l'annexe III une liste des ressources qui ne figurent pas dans les deux annexes précédentes et portent sur des domaines spécifiques du droit international, à savoir notamment des recueils d'attestations de la pratique et de son acceptation comme étant le droit (opinio juris) dans ces domaines, ainsi que des bases de données spécialisées, publiées par des organisations, des établissements universitaires ou d'autres entités.

17. Enfin, les annexes IV à VI regroupent d'autres sources susceptibles d'être utiles pour déterminer le droit international coutumier. L'annexe IV recense les recueils multinationaux de traités et d'informations liées au dépositaire, dont l'importance est expliquée dans le projet de conclusion 11[32]. L'annexe V rassemble des ressources concernant les juridictions internationales et les juridictions mixtes ainsi que la jurisprudence des organes de contrôle des traités. L'annexe VI répertorie certains documents relatifs aux organes chargés par les organisations intergouvernementales de l'examen, de la codification, du développement progressif ou de l'harmonisation du droit international, tels que la Commission du droit international, ainsi que les documents élaborés par des organes privés œuvrant à la codification ou au développement du droit international.

18. Les ressources recensées sont écrites dans 91 langues différentes, dont on trouvera l'énumération à l'annexe VII. Plusieurs ressources sont disponibles en plusieurs langues, comme on le verra à la section B du chapitre I.

19. Dans chacune des sous-catégories, les ressources sont classées par titre. Pour chacune d'entre elles sont fournies des données bibliographiques succinctes : auteur(s) ; titre (dans la langue d'origine et dans toute autre langue indiquée dans le titre ou sur la page d'accueil du site Web) ; année(s) de publication ; maison d'édition ; adresse des sources en ligne). Dans le cas des sites Web et des séries,

---

[30] Voir *infra*, chap. I, sect. A.11.

[31] Voir *supra*, par. 8.

[32] Voir projet de conclusion 11 et commentaire correspondant, *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément n° 10* (A/71/10), par. 63.

l'organisme responsable de l'édition est généralement omis ; dans le cas des ouvrages, la maison d'édition est indiquée lorsqu'elle est connue. Lorsqu'une ressource est disponible à la fois en ligne et sur papier, il en est fait expressément mention. Il en va de même pour les ressources en ligne accessibles uniquement sur abonnement. Les ressources électroniques ont été consultées pour la dernière fois au début d'octobre 2017.

20. Le présent mémorandum est organisé selon le plan suivant. Le chapitre I porte sur l'état actuel de la documentation relative au droit international coutumier. La section A du chapitre I décrit les divers documents disponibles pouvant être utiles à la détermination du droit international coutumier en renvoyant aux ressources bibliographiques correspondantes dans les annexes. La section B du chapitre I offre une analyse de la disponibilité générale des documents décrits dans la section précédente. En particulier, cette partie présente les principales difficultés s'opposant actuellement à la diffusion ou la consultation de la documentation relative au droit international coutumier avant d'offrir quelques conseils pour s'orienter dans la masse des informations disponibles, l'accent étant placé sur les moyens auxiliaires de détermination du droit international coutumier. Enfin, le chapitre II propose des moyens de rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier.

Chapitre I
État actuel de la documentation relative au droit international coutumier

A. Description de la documentation recueillie

1. Ensemble de documents utiles à la détermination du droit international coutumier

21. Aux termes du projet de conclusion 2 relatif à la détermination du droit international coutumier, « [p]our déterminer l'existence et le contenu d'une règle de droit international coutumier, il est nécessaire de rechercher s'il existe une pratique générale qui est acceptée comme étant le droit (*opinio juris*) »[33].

22. Pour ce qui est de l'élément relatif à la pratique générale, le projet de conclusion 4 dispose ce qui suit : « [l]'exigence d'une pratique générale en tant qu'élément constitutif du droit international coutumier signifie que c'est principalement la pratique des États qui contribue à la formation ou à l'expression de règles de droit international coutumier » ; en outre, « [d]ans certains cas, la pratique des organisations internationales contribue également à la formation, ou à l'expression, de règles de droit international coutumier », tandis que « [l]a conduite d'autres acteurs ne constitue pas une pratique pouvant contribuer à la formation, ou à l'expression, de règles de droit international coutumier, mais peut être pertinente aux fins de l'appréciation de la pratique » susmentionnée[34]. Aux termes du projet de

[33] Projet de conclusion 2, ibid., par. 62. Le projet de conclusion 3 dispose : « Dans l'appréciation des moyens permettant d'établir l'existence d'une pratique générale et son acceptation comme étant le droit (*opinio juris*), il faut tenir compte du contexte général, de la nature de la règle, et des circonstances propres à chacun de ces moyens. […] Chacun des deux éléments constitutifs doit être établi séparément. Cela exige d'apprécier pour chaque élément les moyens permettant d'en établir l'existence. » (ibid.).

[34] Projet de conclusion 4, ibid.

conclusion 5, « [l]a pratique de l'État consiste dans le comportement de celui-ci, dans l'exercice de ses fonctions exécutive, législative, judiciaire ou autre »[35]. La Commission a indiqué que la « [p]ratique peut revêtir une large variété de formes » et que « [l]es formes de pratiques étatiques comprennent, sans y être limitées : les actes et la correspondance diplomatiques ; la conduite relative aux résolutions adoptées par une organisation internationale ou lors d'une conférence intergouvernementale ; la conduite relative aux traités ; la conduite exécutive, y compris la conduite opérationnelle « sur le terrain » ; les actes législatifs et administratifs ; et les décisions des juridictions internes »[36].

23. Pour ce qui est de l'élément relatif à l'acceptation de la pratique comme étant le droit (*opinio juris*), le projet de conclusion 9 prévoit ce qui suit : « [l]a condition, en tant qu'élément constitutif du droit international coutumier, que la pratique générale soit acceptée comme étant le droit (*opinio juris*) signifie que la pratique en question doit être menée avec le sentiment de l'existence d'une obligation juridique ou d'un droit »[37]. Aux termes du projet de conclusion 10, la « preuve de l'acceptation comme étant le droit (*opinio juris*) peut revêtir une large variété de formes » ; ces « formes de preuves de l'acceptation comme étant le droit *(opinio juris*) comprennent, sans s'y limiter : les déclarations publiques faites au nom des États ; les publications officielles ; les avis juridiques gouvernementaux ; la correspondance diplomatique ; les décisions des juridictions nationales ; les dispositions de traités ; ainsi que la conduite en relation avec les résolutions adoptées par une organisation internationale ou lors d'une conférence intergouvernementale »[38].

24. Par ailleurs, dans la cinquième partie des projets de conclusion, la Commission a estimé que, « [p]our déterminer l'existence et le contenu des règles de droit international coutumier, il peut être recouru à diverses sources autres que des preuves directes de l'acceptation d'une pratique comme étant le droit (*opinio juris*) » ; ces sources sont : les traités, les résolutions adoptées par des organisations internationales et lors de conférences intergouvernementales, la jurisprudence et la doctrine des publicistes les plus qualifiés des différentes nations[39].

25. Les diverses formes de preuve dont les projets de conclusion 6 et 10 dressent une liste non exhaustive et les moyens de détermination mentionnés dans la cinquième partie des projets de conclusion figurent dans bon nombre des ressources bibliographiques répertoriées dans les annexes I à VI. Ces ressources sont classées du général (archives publiques, par exemple) au particulier (documents recueillis par des organismes privés œuvrant à la codification et au développement du droit international, notamment). Ces ressources seront examinées les unes après les autres ci-après.

---

[35] Projet de conclusion 5, ibid.

[36] Projet de conclusion 6, ibid.

[37] Projet de conclusion 9, ibid. En outre, « [u]ne pratique générale qui est acceptée comme étant le droit (*opinio juris*) doit être distinguée du simple usage ou de la simple habitude » (ibid.).

[38] Projet de conclusion 10, ibid. De plus, « [l]'absence de réaction s'étendant dans le temps à une pratique peut constituer la preuve de l'acceptation de cette pratique comme étant le droit (*opinio juris*), lorsque les États étaient en mesure de réagir et que les circonstances appelaient une réaction » (ibid.).

[39] Paragraphe 1 du commentaire général relatif à la cinquième partie, ibid., par. 63. Voir projets de conclusion 11 à 14, ibid., par. 62.

2. Archives et journaux officiels

26. Généralement, les États conservent des archives à des fins officielles et pour les besoins de la recherche historique. Les archives peuvent contenir des documents attestant la plupart des formes de pratique et l'acceptation comme étant le droit (*opinio juris*), et notamment des documents déterminant certaines formes de pratique que l'on peut difficilement trouver ailleurs, telles que des comptes rendus officiels de conduite opérationnelle « sur le terrain ». Elles peuvent également contenir des documents que les États avaient initialement classés confidentiels et qui peuvent donner des indications quant à une pratique antérieure. Dans le commentaire du projet de conclusion 5, il est précisé que la « [p]ratique doit être publiquement accessible ou au moins connue des autres États pour contribuer à la formation et à la détermination des règles du droit international coutumier » et que « [l']on voit mal comment le comportement confidentiel d'un État pourrait jouer ce rôle tant qu'il n'est pas révélé »[40].

27. L'annexe I contient des éléments d'information sur les archives de 93 États sur 197[41]. En outre, il y est fait référence à un certain nombre d'archives consacrées aux relations internationales et aux activités diplomatiques, qui sont souvent conservées par les ministères des affaires étrangères[42]. Dans la plupart des cas, il faut se rendre sur place pour consulter les dossiers d'archives, mais une quarantaine d'États ont numérisé certaines archives ou les ont autrement mises à disposition en ligne.

28. La plupart, sinon la totalité, des États disposent d'un journal officiel dans lequel sont publiés les actes législatifs et administratifs (et, parfois, les décisions rendues par les plus hautes juridictions nationales). Le titre de chacun des journaux officiels figure à l'annexe I.

29. Les organisations internationales conservent des archives et publient des documents ou des journaux officiels. Les archives et les documents officiels d'organisations internationales peuvent revêtir un intérêt en ce qu'ils peuvent notamment constituer un moyen de déterminer la conduite des États en relation avec les résolutions adoptées par une organisation internationale, une preuve des déclarations publiques faites au nom des États, une preuve de correspondance diplomatique ainsi qu'un moyen de déterminer plus généralement une conduite en relation avec les résolutions adoptées par une organisation internationale. Ces éléments peuvent également rendre compte de la pratique de l'organisation elle-même. Les informations disponibles concernant les archives et documents officiels d'organisations internationales figurent à l'annexe II. Ainsi, les documents officiels de toutes les séances de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies sont disponibles à partir

---

[40] Paragraphe 5 du commentaire relatif au projet de conclusion 5, ibid., par. 63.

[41] À savoir les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, les Îles Cook, Nioué, l'État de Palestine et le Saint-Siège.

[42] Par exemple, en Chine, 中华人民共和国外交部档案馆, disponible à l'adresse : http://dag.fmprc.gov.cn/chn/spdb/ ; en Italie, l'Archivio Storico Diplomatico, Ministero degli Affari Esteri e della Cooperazione Internazionale, versions papier et électronique, disponible à l'adresse : https://web.esteri.it/ArchivioStoricoDiplomatico/Default.aspx ; au Mexique, Archivo Histórico Genaro Estrada, Secretaría de Relaciones Exteriores, disponible à l'adresse : https://acervo.sre.gob.mx/index.php/archivo-historico-genaro-estrada.

d'une série de ressources bibliographiques, sur papier et en ligne[43], et les archives de l'Organisation et celles de la Société des Nations sont accessibles au grand public[44].

3. Conduite législative, exécutive et judiciaire des États

30. Aux termes du projet de conclusion 5, « [l]a pratique de l'État consiste dans le comportement de celui-ci, dans l'exercice de ses fonctions exécutive, législative, judiciaire ou autre »[45]. Certaines formes de conduite sont particulièrement pertinentes au niveau international[46], mais comme il est précisé dans le commentaire, « tout comportement de l'État, quelles que soient la branche concernée et les fonctions exercées », peuvent être constitutifs de la pratique des États[47].

31. Tout type d'acte législatif peut constituer une pratique pertinente aux fins de la détermination du droit international coutumier[48]. Il peut s'agir notamment de lois, d'actes, de statuts, de règlements, de décrets législatifs, d'arrêtés, de déclarations ou d'autres types d'acte pris par l'État dans l'exercice de sa fonction législative.

32. Outre le journal officiel, il existe divers recueils législatifs, au format papier ou électronique, dans au moins 195 États. De plus, un certain nombre de bases de données juridiques privées, généralement consultables sur abonnement, rassemblent la législation de plus de 60 États issus des cinq groupes régionaux[49] et plusieurs bases de données juridiques accessibles en ligne gratuitement renferment les actes législatifs de la plupart des États[50]. Tous ces recueils sont répertoriés à l'annexe I, soit par État soit dans la dernière section où figurent les ressources relatives à plusieurs États (le cas échéant). En outre, on trouvera à l'annexe III de nombreux recueils législatifs nationaux de différents États, qui sont consacrés à des domaines

---

[43] Les documents officiels des trois organes sont disponibles en versions papier électronique à l'adresse : http://research.un.org/fr (tous les documents publiés à partir de 1994 sont disponibles en version numérique ; pour ce qui est des documents publiés entre 1946 et 1994, seuls les plus importants ont été numérisés). En outre, les comptes rendus des séances de l'Assemblée générale sont disponibles à l'adresse : http://www.un.org/fr/ga/documents/pvsr.asp ; les comptes rendus des séances du Conseil de sécurité sont consultables à l'adresse : www.un.org/fr/sc/meetings/ ; les comptes rendus des séances du Conseil économique et social sont disponibles à l'adresse : http://research.un.org/fr/docs/ecosoc/meetings. En outre, on peut trouver de la documentation et des discours prononcés devant divers organes de l'Organisation depuis la soixante-septième session de l'Assemblée générale (2012) sur le portail PaperSmart à l'adresse : https://papersmart.unmeetings.org. Tous les documents de l'Organisation figurent également sur le Système de diffusion électronique des documents à l'adresse : https://documents.un.org.

[44] Voir les archives de l'Organisation des Nations Unies à l'adresse : https://archives.un.org et les archives de la Société des Nations, Office des Nations Unies à Genève, à l'adresse : http://libraryresources.unog.ch/leagueofnationsarchives.

[45] *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session*, *Supplément n° 10* (A/71/10), par. 62.

[46] Ces formes de conduite sont examinées au chapitre I, sect. A.4 à A.8 ci-dessous.

[47] Paragraphe 1 du commentaire relatif au projet de conclusion 5, *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément nº 10* (A/71/10), par. 63.

[48] Projet de conclusion 6, *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément nº 10* (A/71/10), par. 62.

[49] Voir, par exemple : База Данных Законодательство Стран СНГ (législation des pays de la CEI), disponible à l'adresse : http://base.spinform.ru ; Centre national de documentation juridique (Côte d'Ivoire), disponible à l'adresse : www.cndj.ci ; شبكة قوانين الشرق *(Eastlaws)*, disponible à l'adresse www.eastlaws.com ; 北大法宝法律数据库 (Chine), disponible à l'adresse : www.pkulaw.cn ; Microjuris Argentina, disponible à l'adresse : http://ar.microjuris.com/home.jsp ; Westlaw International, disponible à l'adresse : http://westlawinternational.com.

[50] Voir le réseau de sites Web gratuits affiliés au World Legal Information Institute (voir *supra*, note 25).

spécifiques du droit international et souvent tenus par des organisations internationales[51].

33. La conduite exécutive des États peut aussi constituer une pratique pertinente aux fins de la détermination du droit international coutumier[52], ainsi que, dans certaines circonstances, un moyen de déterminer son acceptation comme étant le droit (*opinio juris*)[53].

34. Certains éléments de la conduite exécutive des États sont plus difficiles que d'autres à obtenir. Les ordonnances, décrets et autres mesures adoptés par les gouvernements et qui font partie de l'ordre juridique d'un État figurent généralement dans les recueils législatifs susmentionnés ou sur les sites Web des gouvernements[54] ; ils sont donc largement disponibles (dans au moins 187 États). Les gouvernements de la plupart des pays disposent de sites Web officiels, répertoriés à l'annexe I, mais les informations qu'on y trouve au sujet des activités menées varient grandement d'un État à l'autre. Y figurent parfois des comptes rendus de la pratique de l'État dans des domaines particuliers. Ainsi, on peut trouver sur le site Web d'un ministère de la justice des informations quant au fonctionnement des procédures d'extradition et à leur fondement juridique[55]. On peut également rencontrer sur le site Web d'un gouvernement des documents officiels publiés au nom de l'État (manuels militaires, cartes officielles, etc.)[56]. Toutefois, il peut être plus difficile d'y trouver des informations attestant la pratique de l'État « sur le terrain », pour ce qui est notamment des mesures de police et la saisie des biens, ainsi que les opérations sur le champ de bataille ou toute activité militaire. La presse et d'autres médias peuvent fournir des informations à cet égard : ce type de ressources n'est généralement pas mentionné dans les annexes, mais certains organes de presse, publics ou autres, servent aussi de bulletins officiels[57]. En outre, il arrive que des organisations

---

[51] Voir, par exemple, Base de données sur le droit international humanitaire coutumier du Comité international de la Croix-Rouge, disponible à l'adresse : https://ihl-databases.icrc.org/customary-ihl/eng/docs/home ; *Bulletin du droit de la mer* publié par la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques de l'ONU, disponible à l'adresse : www.un.org/Depts/los/doalos_publications/los_bult.htm ; base de données ECOLEX, initiative conjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, disponible à l'adresse : www.ecolex.org ; base de données FAOLEX de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, disponible à l'adresse : http://faolex.fao.org/faolex/index.htm ; base de données NATLEX sur les législations nationales du travail, de la sécurité sociale et des droits de l'homme de l'Organisation internationale du Travail, disponible à l'adresse : www.ilo.org/dyn/natlex/ ; *Série législative des Nations Unies*, dont les volumes couvrent plusieurs domaines distincts, disponibles en version papier et à l'adresse : http://legal.un.org/legislativeseries/ ; base de données WIPO Lex de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, disponible à l'adresse : www.wipo.int/wipolex/.

[52] Voir paragraphe 5 du commentaire relatif au projet de conclusion 6, *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément n° 10* (A/71/10), par. 63.

[53] Voir paragraphe 3 du commentaire relatif au projet de conclusion 10, ibid.

[54] Voir *supra*, notes 49 et 50.

[55] Voir, par exemple, Rikoksen johdosta tapahtuva luovuttaminen : Yleistä, disponible à l'adresse : http://oikeusministerio.fi/rikoksen-johdosta-tapahtuva-luovuttaminen (Finlande).

[56] Voir, par exemple, OneMap, Autorité foncière de Singapour, disponible à l'adresse : https://www.onemap.sg/home/ (Singapour) ; Manual of the Law of Armed Conflict sur le portail du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, disponible à l'adresse : www.gov.uk/government/collections/jsp-383.

[57] Voir, par exemple, au Kazakhstan, Казахстанская правда, disponible à l'adresse : www.kazpravda.kz ; et au Pérou, *Diario Oficial : El Peruano*, disponible à l'adresse : http://www.elperuano.pe.

recensent des informations relatives à la conduite exécutive des États dans les recueils juridiques organisés par domaine mentionnés plus haut[58]. Au total, des ressources bibliographiques relatives à la conduite exécutive des États ont été recensées pour 192 pays.

35. La conduite des États pour ce qui est des procédures judiciaires internes peut constituer un moyen attestant la pratique et son acceptation comme étant le droit (*opinio juris*)[59]. Ainsi, les écritures ou les plaidoiries présentées par les États devant les juridictions nationales sont une forme de conduite exécutive[60], et les ordonnances, jugements, arrêts et autres décisions rendus par les juridictions nationales constituent la conduite judiciaire des États. Tous ces éléments peuvent être pertinents aux fins de la détermination du droit international coutumier. En outre, d'après le projet de conclusion 13, « [u]ne attention peut être portée, le cas échéant, aux décisions des juridictions nationales relatives à l'existence et au contenu de règles de droit international coutumier, à titre de moyen auxiliaire de détermination de telles règles »[61].

36. Des ordonnances, jugements, arrêts et autres décisions rendus par des juridictions nationales ont été trouvés dans les ressources bibliographiques relatives à 184 États. Des ressources dans lesquelles on trouve les écritures et plaidoiries présentées par les États devant les juridictions nationales ont été recensées pour environ 95 États. Les bases de données juridiques accessibles gratuitement ou sur abonnement mentionnées plus haut sont les ressources les plus répandues pour accéder à la pratique judiciaire des États[62]. Des recueils de décisions judiciaires au format papier existent également dans plusieurs pays et sont répertoriés à l'annexe I.

37. En outre, les recueils de décisions spécifiquement relatives au droit international rendues par les juridictions nationales sont extrêmement utiles. On trouvera à l'annexe I des informations concernant les recueils en versions papier et électronique dans lesquels figurent les décisions des juridictions nationales de plusieurs pays. Ainsi, les recueils *International Law Reports*, *International Legal Materials* et *Oxford Reports on International Law in Domestic Courts* proposent des résumés et des traductions en anglais des décisions relatives au droit international rendues dans le monde entier[63]. La base de données Oxford, par exemple, contient les éléments principaux (et souvent le texte intégral) de plus de 1 800 décisions rendues dans plus d'une centaine de pays. Cependant, ces trois ressources sont réservées aux abonnés. En revanche, il n'est pas rare que des organisations internationales compilent des

---

[58] Ces recueils figurent à l'annexe III, voir *supra*, note 51 ; par exemple, le Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés recueille une profusion de données sur la pratique exécutive des États dans le domaine du droit des réfugiés, disponible sur la base de données REFWORLD à l'adresse : www.refworld.org.

[59] Projets de conclusion 6 et 10, *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément nº 10* (A/71/10), par. 62.

[60] Paragraphe 5 du commentaire relatif au projet de conclusion 6, ibid., par. 63.

[61] Projet de conclusion 13, par. 2, ibid., par. 62. Voir également l'étude du Secrétariat sur le rôle des décisions des juridictions nationales dans la jurisprudence des cours et tribunaux internationaux de caractère universel relative à la détermination du droit international coutumier (A/CN.4/691).

[62] Voir *supra*, notes 49 et 50. Ces bases de données figurent à l'annexe I.

[63] Voir *International Law Reports*, Cambridge University Press (intitulé jusqu'en 1949 *Annual Digest of Public International Law* ou *Annual Digest and Report of Public International Law Cases*), disponible à l'adresse : http://ebooks.cambridge.org/clr/home.jsf ; *International Legal Materials*, American Society of International Law, disponible à l'adresse : https://www.asil.org/resources/international-legal-materials; *Oxford Reports on International Law*, Oxford University Press, disponible à l'adresse : http://opil.ouplaw.com/home/oril.

décisions rendues par des juridictions nationales dans des domaines du droit international relevant de leur champ d'action et qu'elles les mettent gratuitement à disposition ; les bases de données correspondantes sont énumérées à l'annexe III[64]. Par exemple, le Recueil de décisions de justice constitué par l'Organisation internationale du Travail regroupe des décisions rendues par les juridictions nationales sur le travail des enfants, la négociation collective, le licenciement, les travailleurs domestiques, les relations de travail, l'égalité de rémunération, le travail forcé, la liberté syndicale et bien d'autres questions relevant des règles et des normes du droit international du travail, dans environ 65 pays de toutes les régions du monde[65]. La base de données REFWORLD du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés est un autre exemple. On y trouve le texte intégral en langue originale ainsi qu'un sommaire en anglais de centaines de décisions de juridictions nationales portant sur le droit des étrangers et des réfugiés (et sur les domaines connexes) issues de plus de 70 pays (et d'un certain nombre de juridictions régionales et internationales)[66].

4. Conduite des États au niveau international

38. Certains éléments de la conduite exécutive des États concernent directement le droit international. En premier lieu, les actes diplomatiques et la correspondance diplomatique, y compris celle des organisations internationales, peuvent constituer des moyens de déterminer à la fois la pratique et son acceptation comme étant le droit (*opinio juris*)[67]. Des informations à ce sujet sont disponibles pour environ 130 États. Plus précisément, on peut trouver sur le site Web d'un certain nombre de ministères des affaires étrangères des correspondances de ce type, ainsi que dans les recueils documentaires, imprimés ou en ligne, de la pratique de certains États[68]. Des recueils multinationaux de correspondance diplomatique, en particulier des recueils historiques, figurent à la section de l'annexe I portant sur les ressources relatives à plusieurs États[69]. On trouve également des actes et de la correspondance diplomatiques sur les sites Web d'un certain nombre d'organisations internationales, ainsi que leur propre

---

[64] Certaines des ressources mentionnées à la note 51 ci-dessus contiennent également des décisions de juridictions nationales. Voir également, par exemple, base de données INCADAT sur les enlèvements internationaux d'enfants tenue par la Conférence de La Haye de droit international privé, disponible à l'adresse : www.incadat.com.

[65] *Recueil de décisions de justice*, Organisation internationale du Travail, disponible à l'adresse : http://compendium.itcilo.org.

[66] Voir *supra*, note 58.

[67] Projets de conclusion 6 et 10, *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément nº 10* (A/71/10), par. 62.

[68] Ces recueils figurent à l'annexe I. Voir, par exemple, *Außenpolitische Dokumentation, Texte und Dokumente*, Bundesministerium für Auswärtige Angelegenheiten, 1990-2000 (Autriche) ; Documents relatifs aux relations extérieures du Canada, 1874-1963, aux formats papier et électronique, disponible à l'adresse : www.international.gc.ca/history-histoire/documents-documents.aspx (Canada) ; Secrétariat d'État du Saint-Siège, disponible à l'adresse : www.vatican.va/roman_curia/secretariat_state/index_it.htm.

[69] Voir, par exemple, A.N. Makarov, Aleksandr N. et al., Fontes Juris Gentium, *Répertoire de la correspondance diplomatique des États européens : 1856-1878*, série B, sect. I, vols. 1 et 2, Berlin, Carl Heymann, 1932.

correspondance[70]. On peut aussi en rencontrer dans certaines bases de données tenues par des organisations[71].

39. Les déclarations publiques faites au nom des États peuvent constituer une preuve de la pratique des États et de son acceptation comme étant le droit (*opinio juris*)[72]. Celles d'environ 185 États sont accessibles. Outre les déclarations faites dans le cadre des activités d'organisations internationales (qui sont l'objet de la section suivante), d'autres déclarations officielles sont généralement disponibles sur les sites Web gouvernementaux[73], ainsi que dans les recueils et les bases de données relatives à des domaines spécifiques du droit international[74].

40. Les avis publiés de conseillers juridiques gouvernementaux, ainsi que les écritures et les plaidoiries présentées devant les juridictions sous-régionales, régionales ou internationales, peuvent également attester à la fois la pratique des États et son acceptation comme étant le droit (*opinio juris*)[75]. Ceux d'environ 73 États sont disponibles. Pour ce qui est des avis des conseillers juridiques gouvernementaux, qui sont généralement confidentiels, seules quelques publications spécialisées existent, dont certaines sont accessibles sur des sites Web gouvernementaux[76]. Ces publications sont répertoriées à l'annexe I. S'agissant des plaidoiries des États, on les trouve généralement dans les ressources imprimées et électroniques publiées par les juridictions internationales concernées. Elles figurent à l'annexe V[77].

5. Conduite relative aux organisations internationales

41. La conduite des États « en relation avec les résolutions adoptées par une organisation internationale » peut constituer une forme de preuve de la pratique et de

---

[70] La liste de ces sites Web figure à l'annexe II. Voir, par exemple, Système de diffusion électronique des documents de l'ONU (voir *supra*, note 43) ; base de données IMODOCS de l'Organisation maritime internationale, disponible à l'adresse : https://docs.imo.org.

[71] Ces bases de données sont répertoriées à l'annexe III. Voir, par exemple, les documents recueillis par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés dans la base de données REFWORLD (voir *supra*, note 58).

[72] Projet de conclusion 10, *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément nº 10* (A/71/10), par. 62. Voir également le paragraphe 2 du commentaire relatif au projet de conclusion 6, ibid., par. 63, et le paragraphe 3 du commentaire relatif au projet de conclusion 3, ibid., qui fait référence à l'affaire relative aux *Immunités juridictionnelles de l'État [Allemagne c. Italie ; Grèce (intervenant)], arrêt, C.I.J. Recueil 2012*, p. 122 et 123, par. 55.

[73] Ces sites figurent à l'annexe I.

[74] Voir annexe III et *supra*, note 51.

[75] Projets de conclusion 6 et 10, *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément nº 10* (A/71/10), par. 62 ; voir également le paragraphe 5 du commentaire relatif au projet de conclusion 6, ibid., par. 63, et les paragraphes 4 et 5 du commentaire relatif au projet de conclusion 10, ibid.

[76] Voir, par exemple, Selected Opinions of Attorneys-General of the Commonwealth of Australia with Opinions of Solicitors-General and the Attorney-General's Department, 1901-1950, disponible à l'adresse : http://legalopinions.ags.gov.au ; J. L. Cadwalader, *Digest of the Published Opinions of the Attorneys-General, and of the Leading Decisions of the Federal Courts, with Reference to International Law, Treaties, and Kindred Subjects*, Washington D.C., United States Government Printing Office, 1877, formats papier et électronique, disponible à l'adresse : http://nrs.harvard.edu/urn-3 :HUL.FIG :002410737.

[77] Voir, par exemple, *C.I.J. Mémoires*, formats papier et électronique, à l'adresse : www.icj-cij.org/fr/liste-des-affaires ; *Mémoires, procès-verbaux et documents du Tribunal international du droit de la mer*, formats papier et électronique, disponible à l'adresse : www.itlos.org/fr/publications/.

son acceptation comme étant le droit (*opinio juris*)[78]. Tout d'abord, « tous les actes des États liés à la négociation, l'adoption et l'application de résolutions, décisions ou autres actes adoptés par les États dans le cadre d'organisations internationales […] quel que soit leur intitulé et indépendamment de leur caractère juridiquement contraignant » peuvent établir l'existence de la pratique[79]. S'agissant de l'acceptation comme étant le droit (*opinio juris*), « les instruments multilatéraux et les négociations diplomatiques sont des éléments accessibles et très utiles pour établir la conviction juridique des États au regard du contenu du droit international coutumier lorsqu'ils examinent cette question et en débattent »[80].

42. Cette conduite des États se distingue des résolutions elles-mêmes, dont il sera question plus loin[81]. Les éléments attestant la conduite en relation avec les résolutions adoptées par une organisation internationale se rencontrent plutôt dans les comptes rendus ou les procès-verbaux des séances des organisations internationales, que l'on trouve généralement dans les recueils officiels imprimés et sur les sites Web des différentes organisations. Ces sites Web figurent à l'annexe II[82]. Parfois, des enregistrements audiovisuels des séances publiques sont également disponibles et rendent davantage compte encore de la conduite des États à cet égard[83]. Par exemple, on trouve sur le portail PaperSmart de l'ONU la plupart des déclarations faites par les délégations depuis 2012, ainsi que des liens vers des documents connexes et des fichiers audiovisuels[84]. En outre, les États mettent souvent leurs déclarations officielles à disposition sur le site Web de leurs missions permanentes auprès des diverses organisations internationales[85].

43. Comme on l'a vu plus haut, bien que « [ce soit] principalement la pratique des États qui contribue à la formation ou à l'expression de règles de droit international coutumier », « [d]ans certains cas, la pratique des organisations internationales

---

[78] Projets de conclusion 6 et 10, *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément nº 10* (A/71/10), par. 62.

[79] Paragraphe 5 du commentaire relatif au projet de conclusion 6, ibid., par. 63.

[80] Paragraphe 6 du commentaire relatif au projet de conclusion 10, ibid.

[81] Voir *infra*, chap. I, sect. A.8.

[82] Voir *supra*, note 43, pour les documents officiels des organes de l'ONU. Voir également, par exemple, Dépôt institutionnel pour le partage de l'information (IRIS) de l'Organisation mondiale de la santé, disponible à l'adresse : http://apps.who.int/iris/ ; base de données UNESDOC de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, disponible à l'adresse : www.unesco.org/new/en/unesco/resources/publications/unesdoc-database/ ; CARICOM, site Web du Secrétariat de la Communauté des Caraïbes, disponible à l'adresse : www.caricom.org.

[83] Voir, par exemple, les services de retransmission du Conseil européen, disponibles à l'adresse : https://video.consilium.europa.eu/fr/webcasts ; la télévision en ligne des Nations Unies, disponible à l'adresse : http://webtv.un.org.

[84] Voir *supra*, note 43.

[85] Certains de ces sites Web figurent à l'annexe I, où sont répertoriés ceux des missions permanentes à New York dans la mesure du possible : voir, par exemple, 中华人民共和国常驻联合国代表团 (Mission permanente de la République populaire de Chine auprès de l'ONU), disponible à l'adresse : www.china-un.org ; Постоянное представительство Российской Федерации при ООН (Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'ONU), disponible à l'adresse : http://russiaun.ru; Misión Permanente de la República Bolivariana de Venezuela ante Naciones Unidas (Mission permanente de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'ONU), disponible à l'adresse : http://onu.embajada.gob.ve/. Seuls les sites Web de missions auprès d'autres organisations internationales qui ont été communiqués par les États respectifs en réponse au questionnaire du Secrétariat figurent à l'annexe I : voir, par exemple, 国際民間航空機関日本政府代表部 (Délégation du Japon auprès de l'Organisation de l'aviation civile internationale), disponible à l'adresse : www.icao.emb-japan.go.jp/itprtop_ja/index.html.

contribue également à [leur] formation ou à [leur] expression »[86]. La pratique des organisations internationales proprement dite, qui est à distinguer de la pratique de leurs États membres, est accessible à partir des sites Web et des recueils de documents répertoriés à l'annexe II. On y trouve parfois également des rapports périodiques sur les activités desdites organisations. De manière plus générale, la pratique des organisations internationales peut également être consultée dans les archives et les rapports officiels susmentionnés[87].

44. Les avis juridiques des conseils des organisations internationales peuvent, selon leur objet, toucher le droit international. Compte tenu de leur nature confidentielle, ces avis sont rarement disponibles[88]. On en trouve parfois une version expurgée dans l'*Annuaire juridique des Nations Unies* (entre autres publications)[89]. En outre, il arrive que les services d'archives de certaines organisations autorisent la communication de ces avis après un certain nombre d'années[90].

6. Répertoires de la pratique intéressant le droit international

45. Compte tenu des multiples formes que peuvent prendre les documents utiles à la détermination du droit international coutumier, leur compilation dans des recueils par pays ou région et souvent pour une période donnée est particulièrement précieuse. Ces répertoires ou annuaires peuvent, par exemple, contenir tous les actes législatifs intéressant le droit international adoptés pendant une période donnée par tel État ou groupe d'États, des extraits de la correspondance diplomatique d'un État pour une période donnée, ou encore les décisions judiciaires nationales intéressant le droit international pendant une année donnée. L'intérêt de ces recueils tient à la quantité et à la grande diversité des conduites législative, exécutive et judiciaire qui peuvent, dans l'absolu, être pertinentes : pouvoir accéder, parmi ces éléments, à ceux qui intéressent particulièrement le droit international facilite grandement l'identification des documents susceptibles d'attester l'existence d'une règle spécifique du droit international coutumier. En effet, lors de son dernier examen de la question en 1950, la Commission du droit international avait recommandé à l'Assemblée générale « d'attirer l'attention des gouvernements sur l'intérêt qu'il y aurait à ce qu'ils publient des résumés de leur correspondance diplomatique et d'autres documents relatifs au droit international »[91].

46. Cet objectif n'a pas encore été atteint. Des répertoires périodiques de la pratique des États relative au droit international, organisés par État ou groupe d'États,

---

[86] Projet de conclusion 4, par. 1 et 2, *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément nº 10* (A/71/10), par. 62.

[87] Voir *supra*, chap. I, sect. A.2.

[88] Par exemple, le Service juridique de la Commission européenne avertit qu'« étant un service interne de la Commission, ses documents sont généralement des documents internes », et que « le Règlement (CE) nº 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission » prévoit une exception spécifique pour ce qui est de l'accès à ses documents : « Les institutions refusent l'accès à un document dans le cas où la divulgation porterait atteinte à la protection : […] des procédures juridictionnelles et des avis juridique […] à moins qu'un intérêt public supérieur ne justifie la divulgation du document visé » (http://ec.europa.eu/dgs/legal_service/documents_fr.htm).

[89] *Annuaire juridique des Nations Unies*, Division de la codification, Bureau des affaires juridiques de l'ONU, disponible à l'adresse : http://legal.un.org/unjuridicalyearbook/.

[90] Voir *supra*, chap. I, sect. A.2.

[91] *Annuaire de la Commission du droit international, 1950*, vol. II, p. 374, par. 94. Voir également résolution 487 (V) de l'Assemblée générale en date du 12 décembre 1950.

n'existent que dans une trentaine de pays[92]. S'y ajoutent les répertoires plus généraux couvrant les pays d'Afrique et d'Asie[93]. Ces recueils figurent à l'annexe I, le cas échéant, dans les sous-sections consacrées aux ressources spécifiquement relatives au droit international. En outre, les recueils de moyens de détermination relatifs à des domaines spécifiques du droit international qui figurent à l'annexe III peuvent également prendre la forme de répertoire de la pratique consacré à des domaines spécifiques[94]. Par exemple, le *Bulletin du droit de la mer*, que publie depuis 1983 la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques de l'ONU, rassemble des textes de loi nationaux, des déclarations faites par les États, des traités bilatéraux et d'autres types de documents spécifiquement relatifs au droit de la mer[95].

47. L'*Annuaire juridique des Nations Unies*[96] et le *Max Planck Yearbook of United Nations Law*[97] sont des recueils consacrés à la pratique de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées des Nations Unies se rapportant spécifiquement au droit international. En outre, deux autres publications sont expressément consacrées à la pratique de l'Organisation pour ce qui est de l'application de la Charte des Nations Unies. Le *Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies*[98] propose une analyse des décisions prises par les principaux organes de l'Organisation pour chacun des articles de la Charte, tandis que le *Répertoire de la*

---

[92] Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chine, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Inde, Irlande, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Pologne, République de Moldova, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Suède, Suisse et État de Palestine. Voir, par exemple, *Nordic Journal of International Law:* Acta scandinavica juris gentium, disponible à l'adresse : www.brill.com/nordic-journal-international-law ; *Japanese Yearbook on International Law* », disponible à l'adresse : www.ilajapan.org/jyil/ ; *Polish Yearbook of International Law*, disponible à l'adresse : www.inp.pan.pl/pyil/ ; L. Caflisch, *Compilation des chroniques de la pratique suisse en matière de droit international public : 1999-2015*, Berne, Département fédéral suisse des affaires étrangères, 2017, disponible à l'adresse : https://www.dfae.admin.ch/content/dam/eda/fr/documents/das-eda/organisation-eda/compilation-RSDIE_FR.pdf ; S. D. Murphy, *United States Practice in International Law*, vol. 1 (1999-2001) et vol. 2 (2002-2004), Cambridge University Press, 2003 et 2006.

[93] Voir *Annuaire africain de droit international en ligne*, disponible à l'adresse : www.brill.com/african-yearbook-international-law-online-annuaire-africain-de-droit-international-online ; *Asian Yearbook of International Law*, disponible à l'adresse : www.dilafoundation.org/about-the-asian-yearbook-of-international-law.html.

[94] Voir *supra*, chap. I, sect. A.3. Voir également, par exemple, G. Hafner, M. G. Kohen et S. Breau (dir.), *La pratique des États concernant les immunités des États*, Conseil de l'Europe et Martinus Nijhoff, 2006 ; P. Tavernier (dir.), *Recueil juridique des droits de l'Homme en Afrique*, vol. 1 (1996-2000) et vol. 2 (2000-2004), Bruxelles, Bruylant, 2002 et 2006 ; Book 25: Materials on the Responsibility of States for Internationally Wrongful Acts, *Série législative des Nations Unies*, disponible à l'adresse : http://legal.un.org/legislativeseries/book25.html.

[95] *Bulletin du droit de la mer*, Division des affaires maritimes et du droit de la mer, Bureau des affaires juridiques de l'ONU, disponible à l'adresse : http://www.un.org/Depts/los/doalos_publications/los_bult.htm. Sur la délimitation des frontières maritimes, voir également C. G. Lathrop (dir.), *International Maritime Boundaries*, American Society of International Law et Brill, 2016, disponible à l'adresse : http://referenceworks.brillonline.com/browse/international-maritime-boundaries.

[96] Voir *supra*, note 89.

[97] F. Lachenmann, T. J. Röder et R. Wolfrum, *Max Planck Yearbook of United Nations Law*, La Haye, Brill/Nijhoff, disponible à l'adresse : www.brill.com/publications/max-planck-yearbook-united-nations-law.

[98] Voir *supra*, note 12.

pratique du Conseil de sécurité[99] offre toutes les informations utiles concernant l'interprétation par le Conseil des dispositions de la Charte des Nations Unies et de son Règlement intérieur provisoire.

7. Traités, autres accords internationaux et actes relatifs aux négociations

48. Les traités et autres accords internationaux, ainsi que les actes relatifs à leur négociation, peuvent être utiles à la détermination du droit international coutumier à trois égards au moins. Premièrement, « la conduite relative aux traités » est l'une des formes de pratique envisagées dans le projet de conclusion 6[100]. Deuxièmement, « le processus d'élaboration des traités [et] les projets de dispositions conventionnelles […] peuvent contribuer à la formation d'une pratique étatique et constituer une preuve de l'acceptation comme étant le droit (*opinio juris*), ainsi qu'il est indiqué dans les projets de conclusion 6 et 10 »[101]. Troisièmement, conformément au projet de conclusion 11, « une règle énoncée dans un traité peut refléter une règle de droit international coutumier » dans certaines circonstances[102].

49. La plupart des traités peuvent être consultés, et ce, souvent dans plusieurs langues. Aux termes du paragraphe 1 de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, « [t]out traité ou accord international conclu par un Membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la Charte sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat et publié par lui ». Depuis 1946, la plupart des traités ainsi enregistrés ont été publiés au *Recueil des Traités des Nations Unies* dans leur langue d'origine, en anglais et en français, exception faite de certaines catégories de traités bilatéraux et d'autres accords ayant un objet limité (par exemple, ceux portant sur l'organisation de conférence ou officiellement publiés ailleurs)[103]. Le *Recueil* est disponible en ligne et sur papier[104]. Son exhaustivité dépend toutefois de la promptitude avec laquelle les États se conforment aux dispositions de l'Article 102 de la Charte. On ignore combien de traités n'ont pas encore été enregistrés.

50. De nombreux traités conclus avant 1946 sont eux aussi facilement accessibles. Le Recueil des Traités de la Société des Nations, qui porte sur la période allant de 1920 à 1946, est disponible en ligne et sur papier[105]. On peut en outre consulter, dans plusieurs publications mentionnées au début de l'annexe IV, des traités multilatéraux et accords internationaux remontant jusqu'au XV^{e} siècle[106].

---

[99] Voir *supra*, note 12.

[100] Projet de conclusion 6, *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément n^{o} 10* (A/71/10), par. 62.

[101] Paragraphe 1 du commentaire relatif au projet de conclusion 11, ibid., par. 63.

[102] Projet de conclusion 11, par. 1, ibid., par. 62.

[103] Article 12 du Règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 97 (I) du 14 décembre 1946, tel que modifié pour la dernière fois [voir résolutions 364 B (IV) du 1er décembre 1949, 482 (V) du 12 décembre 1950, 33/141 A du 19 décembre 1978 et 52/153 du 15 décembre 1997, et https://treaties.un.org/pages/Resource.aspx?path=Publication/Regulation/Page1_fr.xml].

[104] *Recueil des Traités des Nations Unies*, disponible à l'adresse : https://treaties.un.org/pages/Content.aspx?path=DB/UNTS/pageIntro_fr.xml.

[105] *Recueil des Traités de la Société des Nations,* 1920-1946, disponible à l'adresse : https://treaties.un.org/pages/LONOnline.aspx.

[106] Voir, par exemple, C. Parry (dir.), *Consolidated Treaty Series with Index 1648-1919,* Oxford, Oxford University Press, 1969, disponible à l'adresse : http://opil.ouplaw.com/home/OHT (version en ligne publiée sous la direction de Randall Lesaffer) ; G. F. de Martens *et al.*, *Nouveau Recueil général de traités et autres actes relatifs aux rapports de droit international [1494-1944],* Goettingue, Librairie Dieterich, 1890.

51. À ces publications générales s'ajoutent des collections thématiques d'accords, souvent tenues par les organisations compétentes en la matière. Ces publications sont énumérées à l'annexe IV[107]. Un recueil en ligne exhaustif des traités de paix, récemment publié à l'initiative de l'ONU et de l'Université de Cambridge, permet par exemple de procéder à une recherche thématique dans plus de 75 000 dispositions issues de près de 1 000 accords de paix[108]. En outre, 137 États publient des informations sur les traités auxquels ils sont parties. Ainsi, les bases de données et les sites Web publics énumérés à l'annexe I renvoient souvent au texte de traités multilatéraux dans leurs langues officielles, ce qui facilite considérablement l'accès aux principaux traités multilatéraux[109].

52. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, plusieurs organisations internationales et un certain nombre d'États ont été désignés comme dépositaires de nombreux traités multilatéraux. En cette qualité, leur conduite de dépositaire présente un intérêt à un double point de vue au moins. D'abord, elle peut attester en soi une pratique ou son acceptation comme étant le droit (*opinio juris*), notamment en ce qui concerne le droit international coutumier des traités[110]. Ensuite, les informations recueillies par les dépositaires (signature et ratification par les États) matérialisent « la conduite relative aux traités », soit l'une des « formes de pratiques étatiques » visées par le projet de conclusion 6[111]. L'annexe IV dresse la liste des ressources bibliographiques diffusées en ligne ou sur papier par les dépositaires[112].

---

[107] Voir, par exemple, traités, conventions, protocoles et chartes de l'Union africaine, disponible à l'adresse : https://au.int/en/treaties ; recueil des traités de l'Organisation du Traité de sécurité collective (Правовая база ОДКБ, Организация Договора о коллективной безопасности), disponible à l'adresse : www.odkb-csto.org/documents/ ; *Série des Traités du Conseil de l'Europe* et la *Série des traités européens*, disponibles à l'adresse : https://www.coe.int/fr/web/conventions ; Base de données relative aux traités bilatéraux d'investissement du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, disponible à l'adresse : https://icsid.worldbank.org/fr/Pages/Resources/Bilateral-Investment-Treaties-Database.aspx.

[108] Language of Peace, Organisation des Nations Unies et Université de Cambridge, disponible sur papier et en ligne à l'adresse : www.languageofpeace.org. Voir également la base de données Peacemaker sur les accords de paix du Département des affaires politiques, disponible à l'adresse : http://peacemaker.un.org/document-search#.

[109] Voir, par exemple, معاهدات بينالمللی (Afghanistan), disponible à l'adresse : http://moj.gov.af/fa/Page/1693 ; Traités internationaux, Secrétariat d'État aux affaires étrangères (Saint-Marin), disponible à l'adresse : www.esteri.sm/on-line/home/affari-esteri/trattati-internazionali.html ; *South African Treaty Register*, Office of the Chief State Law Adviser, Department of International Relations and Cooperation (Afrique du Sud), disponible à l'adresse : www.dirco.gov.za/chiefstatelawadvicer/treatysection.html ; Base Pública de Información sobre Acuerdos Internacionales suscritos por Uruguay, Ministerio de Relaciones Exteriores (Uruguay), disponible à l'adresse : www.tratados.mrree.gub.uy.

[110] Paragraphe 6 du commentaire relatif au projet de conclusion 4, *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément n° 10* (A/71/10), par. 63 (« La pratique des […] dépositaires […] pourrait contribuer à la formation ou à l'expression de règles du droit international coutumier »).

[111] Projet de conclusion 6, ibid., par. 62.

[112] Voir, par exemple, Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général, Organisation des Nations Unies, disponibles à l'adresse : https://treaties.un.org/pages/Content.aspx?path=DB/MTDSGStatus/pageIntro_fr.xml ; Conventions dont la Roumanie est dépositaire (Roumanie), disponible à l'adresse : www.mae.ro/node/1492 ; Dépositaire, Confédération suisse (Suisse), disponibles à l'adresse : www.eda.admin.ch/eda/fr/dfae/politique-exterieure/droit-international-public/traites-internationaux/depositaire.html ; Conventions, accords et traités déposés auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, disponibles à l'adresse : www.fao.org/legal/traites/traites-en-dehors-du-cadre/fr/ ; Situation des instruments juridiques de

Les publications exposant la pratique d'États ou d'organisations en qualité de dépositaires figurent respectivement aux annexes I (États) et III (à la rubrique « droit des traités »)[113]. À cet égard, le *Précis de la pratique du Secrétaire général en tant que dépositaire de traités multilatéraux*, élaboré par la Section des traités du Bureau des affaires juridiques de l'ONU, est particulièrement utile. Ce document, publié pour la dernière fois en 1999, offre un résumé détaillé de la pratique concernant de nombreux aspects du droit des traités (capacité de participer aux traités ; application des règles concernant les pleins pouvoirs et les signatures ; réserves, objections et déclarations ; entrée en vigueur des traités)[114]. En outre, le Manuel des traités, également élaboré par la Section des traités, fournit des orientations à la fois sur la pratique du Secrétaire-général en qualité de dépositaire de traités multilatéraux et sur la pratique du Secrétariat concernant l'enregistrement et la publication des traités en application de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies. Sa dernière mise à jour remonte à 2012[115].

53. Tout acte relatif à la négociation d'un traité (y compris les travaux préparatoires) peut également constituer une forme de pratique ou attester l'acceptation d'une pratique comme étant le droit (*opinio juris*)[116]. Ces actes sont consignés dans les comptes rendus officiels des conférences diplomatiques. Certains actes de conférence sont mentionnés à l'annexe II (par organisation internationale) et à l'annexe III (par domaine du droit international)[117]. Ainsi, par exemple, les actes de la Conférence des Nations Unies sur l'Organisation internationale de 1945 (« Conférence de San Francisco ») sont disponibles soit sur papier soit en ligne sous le titre *Documents de la Conférence des Nations Unies sur l'Organisation internationale*[118]. Par ailleurs, la série consacrée aux conférences diplomatiques regroupe la documentation de 12

---

l'OMC, 2015, disponible sur papier et en ligne à l'adresse : https://www.wto.org/french/res_f/publications_f/legal_instru_f.htm.

[113] Voir, par exemple, *Guide de la pratique en matière de traités internationaux*, Département fédéral des affaires étrangères, Confédération suisse (Suisse), 2015, versions papier et en ligne, disponible à l'adresse : https://www.dfae.admin.ch/eda/fr/dfae/services-publications/publications.html/publikationen/fr/eda/voelkerrecht/Praxisleitfaden-Voelkerrechtliche-Vertraege.

[114] *Précis de la pratique du Secrétaire général en tant que dépositaire de traités multilatéraux*, Section des traités, Bureau des affaires juridiques de l'ONU, 1999, versions papier et en ligne, disponible à l'adresse : https://treaties.un.org/pages/Resource.aspx?path=Publication/SoP/Page1_fr.xml.

[115] *Manuel des traités*, Section des traités, Bureau des affaires juridiques de l'ONU, 2012, disponible à l'adresse : https://treaties.un.org/Pages/Resource.aspx?path=Publication/TH/Page1_fr.xml. Voir également *Recueil des clauses finales des traités multilatéraux,* Section des traités, Bureau des affaires juridiques de l'ONU (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.04.V.3), disponible à l'adresse : https://treaties.un.org/Pages/Resource.aspx?path=Publication/FC/Page1_fr.xml.

[116] Projets de conclusion 6 et 10, *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément nº 10* (A/71/10), par. 62. Voir également paragraphe 5 du commentaire relatif au projet de conclusion 6, et paragraphe 6 du commentaire relatif au projet de conclusion 10, ibid., par. 63.

[117] Voir, par exemple, *Actes et documents de la … session*, Conférence de La Haye de droit international privé, périodiquement publiés depuis 1893 ; *Conférence des Nations Unies sur les relations consulaires, Conférences diplomatiques*, Division de la codification, Bureau des affaires juridiques de l'ONU, 1963, disponible à l'adresse : http://legal.un.org/diplomaticconferences/1963_cons_relations/.

[118] *Documents de la Conférence des Nations Unies sur l'Organisation internationale*, tenue du 26 avril au 26 juin 1945 à San Francisco (États-Unis), 22 vol., voir http://ask.un.org/faq/14405.

conférences tenues sous les auspices de l'ONU entre 1958 et 1998[119]. En outre, les archives historiques de la Médiathèque de droit international des Nations Unies renferment des informations détaillées sur la genèse de plus de 100 instruments juridiques internationaux, dont des traités internationaux, ainsi que des documents écrits et audiovisuels selon le cas[120]. Certains actes relatifs à la négociation des traités figurent parfois dans les répertoires des activités de ministères des affaires étrangères et dans les répertoires de la pratique des États en matière de droit international, dont il a été question ci-dessus[121]. Plus généralement, le Système d'information bibliographique de l'ONU permet de procéder à des recherches détaillées dans les publications relatives aux actes d'un grand nombre de conférences internationales, y compris les conférences diplomatiques[122].

8. Résolutions adoptées par des organisations internationales et lors de conférences intergouvernementales

54. Les résolutions adoptées par une organisation internationale ou lors d'une conférence intergouvernementale peuvent être utiles à la détermination du droit international coutumier à deux égards au moins. D'abord, comme indiqué ci-dessus à la section A.5 du chapitre I, la conduite en relation avec ces résolutions peut constituer une forme de pratique des États au sens du projet de conclusion 6 et la preuve de l'acceptation d'une pratique comme étant le droit (*opinio juris*) au sens du projet de conclusion 10[123]. Ensuite, aux termes du projet de conclusion 12, si une résolution adoptée par une organisation internationale ou lors d'une conférence intergouvernementale ne peut, en elle-même, créer une règle de droit international coutumier, elle peut « fournir un élément de preuve pour établir l'existence et le contenu d'une règle de droit international coutumier ou contribuer à son développement ». En outre, une disposition d'une telle résolution « peut refléter une règle de droit international coutumier s'il est établi que cette disposition correspond à une pratique générale qui est acceptée comme étant le droit (*opinio juris*) »[124]. Comme il est indiqué dans le commentaire relatif au projet de conclusion 12, « le terme « résolutions » s'entend de l'ensemble des résolutions, décisions et autres actes adoptés par les organisations internationales ou lors d'une conférence intergouvernementale, quel que soit le terme employé pour les désigner et qu'ils soient ou non juridiquement contraignants »[125].

55. Dans la plupart des cas étudiés, les résolutions des organisations internationales sont largement disponibles. On les trouve généralement dans les ressources répertoriées à l'annexe II[126]. Par exemple, toutes les résolutions et décisions adoptées

---

[119] *Conférences diplomatiques*, Division de la codification, Bureau des affaires juridiques de l'ONU, disponible à l'adresse : http://legal.un.org/diplomaticconferences/.

[120] Archives historiques, Médiathèque de droit international, Division de la codification, Bureau des affaires juridiques de l'ONU, disponible à l'adresse : http://legal.un.org/avl/historicarchives.html.

[121] Voir *supra*, notes 42 et 92. Voir également, par exemple, A. A. Cançado Trindade, *Repertório da Prática Brasileira do Direito Internacional Público* (6 vol. portant sur la période 1898-1981), Fundação Alexandre de Gusmão, disponible à l'adresse : http://funag.gov.br/loja/index.php?route=product/search&search=Pr%C3%A1tica%20Brasileira.

[122] Voir Système d'information bibliographique de l'ONU, disponible à l'adresse : http://unbisnet.un.org.

[123] Projets de conclusion 6 et 10, *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément nº 10* (A/71/10), par. 62.

[124] Projet de conclusion 12, par. 1 et 2, ibid.

[125] Paragraphe 2 du commentaire relatif au projet de conclusion 12, ibid., par. 63.

[126] Voir *supra*, note 70, par exemple : *Database of ASEAN and International Law Documents,* Centre for International Law, National University of Singapore (Singapour), disponible à l'adresse :

par les organes (et plusieurs autres entités) des Nations Unies sont consignées dans leur documentation officielle respective, dans le Système d'information bibliographique de l'ONU (qui comprend les projets de résolution)[127] et dans le Système de diffusion électronique des documents, ainsi que sur leurs sites Web respectifs et dans la Bibliothèque numérique de l'ONU. La plupart de ces ressources sont disponibles en ligne mais peuvent également être consultées sur papier dans nombre des 355 bibliothèques dépositaires des publications des Nations Unies réparties dans plus de 136 pays[128]. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés tient aussi à jour un recueil de résolutions, de recommandations et de déclarations, composé de plus de 11 500 documents, y compris les résolutions d'autres organisations internationales présentant un rapport avec son mandat[129].

56. Les résolutions adoptées lors de conférences intergouvernementales sont généralement consignées dans les actes des conférences évoqués ci-dessus[130].

9. Juridictions internationales, juridictions mixtes et organes conventionnels

57. Les ressources bibliographiques portant sur les juridictions internationales peuvent être utiles à la détermination du droit international coutumier à deux égards au moins. D'abord, comme indiqué ci-dessus, les écritures et les plaidoiries présentées devant les juridictions internationales, régionales ou sous-régionales peuvent également attester à la fois la pratique des États et l'acceptation comme étant le droit (*opinio juris*)[131]. Ensuite, comme il est énoncé dans le projet de conclusion 13, les « décisions de juridictions internationales, en particulier celles de la Cour internationale de Justice, relatives à l'existence et au contenu de règles de droit international coutumier constituent un moyen auxiliaire de détermination desdites règles »[132]. Aux termes du commentaire, l'expression « juridictions internationales » désigne notamment, mais non exclusivement, la Cour internationale de Justice, la Cour permanente de justice internationale, « les tribunaux régionaux et spécialisés tels que le Tribunal international du droit de la mer, la Cour pénale internationale et les autres tribunaux pénaux internationaux, les tribunaux régionaux des droits de l'homme et l'Organe d'appel de l'Organisation mondiale du commerce », ainsi que « les tribunaux arbitraux interétatiques et les autres tribunaux arbitraux appliquant le droit international »[133].

---

https://cil.nus.edu.sg/2009/cil-documents-database/ ; Selected Decisions and Selected Documents of the International Monetary Fund, disponible à l'adresse : www.imf.org/external/pubs/ft/sd/index.asp.

[127] Voir *supra*, note 43. Voir également Système d'information bibliographique de l'ONU, disponible à l'adresse : http://unbisnet.un.org/indexf.htm (la recherche « Type de ressource » : « (B01) : Résolutions et décisions » et « (B02) : Projets de résolutions et décisions » produit environ 50 000 et 48 000 résultats, respectivement) ; Bibliothèque numérique de l'ONU, disponible à l'adresse : https://digitallibrary.un.org/search?ln=en&cc=Resolutions+and+Decisions (environ 53 500 résultats).

[128] Voir Programme des bibliothèques dépositaires des publications des Nations Unies, disponible à l'adresse : https://library.un.org/content/united-nations-depository-library-programme.

[129] Voir Refworld : Resolutions/Recommendations/Declarations, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, disponible à l'adresse : www.refworld.org/type/RESOLUTION.html .

[130] Voir *supra*, par. 43.

[131] Voir *supra*, par. 38.

[132] Projet de conclusion 13, *Documents officiels de l'Assemblée générale, Soixante et onzième session, Supplément nº 10* (A/71/10), par. 62.

[133] Paragraphe 4 du commentaire relatif au projet de conclusion 13, ibid., par. 63.

58. Les ordonnances, jugements, arrêts et autres décisions des juridictions internationales, ainsi que celles des juridictions mixtes, sont généralement consultables au moyen des ressources bibliographiques énumérées à l'annexe V. Les juridictions permanentes disposent de recueils officiels, comme le *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances de la Cour internationale de Justice* (*C.I.J. Recueil*) et le Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances du Tribunal international du droit de la mer (TIDM Recueil), publications dans lesquelles sont reproduites dans les langues officielles toutes les décisions de ces deux instances[134]. En outre, le *Résumé des arrêts, avis consultatifs et ordonnances de la Cour internationale de Justice* propose la traduction en arabe, chinois, russe et espagnol du résumé des décisions de la Cour, établies par le Greffe en anglais et en français[135]. À ces publications s'ajoutent des recueils d'initiative privée, reproduisant ou systématisant la jurisprudence internationale[136]. Ainsi, dans le World Court Digest, établi par l'Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international, sont reproduits des extraits d'arrêts et de décisions de la Cour internationale de Justice et de sa devancière, la Cour permanente de Justice internationale, classés par questions de droit international (« bonne foi », « formation des règles du droit international », « compétence des États », « immunité des États », etc.)[137]. Ce recueil est particulièrement utile pour déterminer la position de la Cour quant à l'existence et au contenu d'une règle spécifique du droit international coutumier.

59. L'information sur les tribunaux arbitraux ne bénéficie pas du même degré de diffusion, de systématisation et d'analyse que les décisions des juridictions permanentes, et ce, pour plusieurs raisons, notamment le caractère ad hoc de l'arbitrage international. Même les informations les plus sommaires sur l'existence d'une procédure arbitrale concernant des États sont parfois difficiles d'accès. Les règlements d'arbitrage permettent la confidentialité de certaines procédures[138] et certaines sentences ne seront peut-être jamais publiées. Par exemple, le Règlement d'arbitrage de la Cour permanente d'arbitrage, loin de prévoir une publication automatique, dispose que « la sentence peut être rendue publique avec le consentement de toutes les parties ou lorsque sa divulgation est requise d'une partie en raison d'une obligation légale, afin de préserver ou faire valoir un droit ou en rapport avec une procédure judiciaire devant une juridiction étatique ou une autre autorité compétente[139] ». Aux termes du Règlement de procédure relatif aux instances d'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements : « Le Centre ne publie pas la sentence sans le consentement des parties. Toutefois, le Centre inclut dans les meilleurs délais dans ses publications des

---

[134] Voir Cour internationale de Justice, *C.I.J. Recueil,* disponible à l'adresse : www.icj-cij.org/fr/decisions ; Tribunal international du droit de la mer, *Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances*, disponible à l'adresse : www.itlos.org/en/publications/.

[135] *Résumé des arrêts, avis consultatifs et ordonnances de la Cour internationale de Justice*, Division de la codification, Bureau des affaires juridiques de l'ONU, disponible à l'adresse : http://legal.un.org/icjsummaries/volumes.shtml.

[136] Voir *supra*, note 63.

[137] *World Court Digest*, Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international, disponible à l'adresse : www.mpil.de/en/pub/publications/archive/wcd.cfm.

[138] Voir, par exemple, article 32 du Règlement de procédure relatif aux instances d'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, disponible à l'adresse : https://icsid.worldbank.org/fr/Pages/icsiddocs/ICSID-Convention-Arbitration-Rules.aspx.

[139] Paragraphe 5 de l'article 34 du Règlement d'arbitrage de la Cour permanente d'arbitrage 2012 disponible à l'adresse : https://pca-cpa.org/wp-content/uploads/sites/175/2015/11/PCA-Arbitration-Rules-2012.pdf.

extraits du raisonnement juridique adopté par le Tribunal. »[140] En outre, un grand nombre de sentences et de décisions rendues par les tribunaux arbitraux dans des domaines spécialisées (en matière d'investissement, par exemple) sont aisément disponibles mais réservées aux abonnés de base de données privées ou de recueils imprimés[141].

60. Plusieurs sentences arbitrales internationales sont néanmoins disponibles. Plusieurs publications anciennes consacrées aux pratiques arbitrales depuis le XVIII[e] siècle sont encore utilisées de nos jours[142]. Par ailleurs, les 30 volumes du *Recueil des sentences arbitrales internationales des Nations Unies* publiés depuis 1949 offrent une sélection de décisions rendues à l'occasion de litiges entre États ou entre États et organisations internationales de 1798 à nos jours. Ce recueil est disponible sur papier et en ligne, sachant que cette dernière version permet une recherche plein texte dans l'ensemble des volumes[143]. Plus récemment, les sites Web des institutions assurant les fonctions de nomination, de greffe ou d'administration auprès des tribunaux arbitraux, comme le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements et la Cour permanente d'arbitrage ont mis à disposition la plupart des sentences et pièces de procédure dont les parties ont autorisé la publication[144].

61. Les décisions des organes de contrôle créés en vertu d'instruments internationaux peuvent également mettre en évidence une règle de droit international coutumier. Ces organes publient généralement leurs décisions sur leurs sites Web respectifs, dont on trouvera la liste à l'annexe V. En particulier, la jurisprudence de certains organes conventionnels est regroupée dans une base de données commune[145], et un organe au moins diffuse certaines informations sous forme papier[146].

---

[140] Article 48, paragraphe 4 (voir *supra*, note 138).

[141] Voir, par exemple, Investment claims, Oxford University Press, disponible à l'adresse : http://oxia.ouplaw.com/home/ic ; Investor–State Law Guide, disponible à l'adresse : www.investorstatelawguide.com ; Transnational Dispute Management, disponible à l'adresse : www.transnational-dispute-management.com.

[142] Voir, par exemple, C. de Martens, *Causes célèbres du droit des gens*, 5 vol., 2[e] éd. rév., Leipzig, Brockhaus, 1858-1861 ; J. B. Moore, *International Adjudications : Ancient and Modern : History and Documents,* vol. 1 à 6, Oxford, Oxford University Press, 1929 à 1933 ; A. G. de Lapradelle et N. Politis, *Recueil des arbitrages internationaux 1798-1875,* vol. I à III, Paris, Pedone, 1905 à 1954 ; A. M. Stuyt, *Survey of International Arbitrations 1794-1990*, 3[e] éd., Dordrecht, Martinus Nijhoff, 1990.

[143] Nations Unies, *Recueil des sentences arbitrales internationales,* disponible à l'adresse : http://legal.un.org/riaa/.

[144] Voir, par exemple, Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, Affaires, disponible à l'adresse : https://icsid.worldbank.org/fr/Pages/cases/AdvancedSearch.aspx ; Cour permanente d'arbitrage, Affaires, disponible à l'adresse : https://pca-cpa.org/fr/cases/.

[145] Voir, par exemple, base de données sur la jurisprudence des organes conventionnels des Nations Unies compétents pour recevoir et examiner des plaintes émanant de particuliers, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, disponible à l'adresse : http://juris.ohchr.org/fr/Home/Index/ ; base de données des organes conventionnels, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, disponible à l'adresse : http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/treatybodyexternal/TBSearch.aspx?Lang=fr.

[146] Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Recommandations et résolutions, disponibles à l'adresse : www.achpr.org.

10. Organes chargés par les organisations internationales de l'examen, de la codification, du développement progressif ou de l'harmonisation du droit international

62. La Commission a mis l'accent sur certaines « sources autres que des preuves directes de l'acceptation d'une pratique comme étant le droit (*opinio juris*) » auxquelles il peut être recouru « pour déterminer l'existence et le contenu des règles de droit international coutumier »[147]. Parmi ces sources, comme l'indiquent les commentaires relatifs aux projets de conclusion, les textes issus des travaux de la Commission du droit international méritent une attention particulière. Cette situation tient à trois facteurs : premièrement, « le fait que la Commission tient des États un mandat unique de développement progressif du droit international et de codification » ; deuxièmement, le « caractère minutieux de ses procédures (qui supposent notamment la réalisation d'études approfondies de la pratique des États) » ; troisièmement, « l'étroite relation qu'elle entretient avec les États en sa qualité d'organe subsidiaire de l'Assemblée générale (et le fait que ceux-ci lui transmettent des observations orales et écrites tout au long de ses travaux) »[148].

63. Le mandat unique de la Commission, en sa qualité d'organe subsidiaire de l'Assemblée générale, découle du paragraphe 1 a) de l'Article 13 de la Charte des Nations Unies, qui dispose que « l'Assemblée générale provoque des études et fait des recommandations en vue d'encourager le développement progressif du droit international et sa codification ». Toutefois, si la Commission demeure le seul organe à l'échelon universel chargé de mener des études et de faire des recommandations concernant le développement progressif du droit international et sa codification en général, d'autres organes et institutions ont été chargés de fonctions similaires soit au niveau régional soit dans des domaines spécifiques du droit international. Leurs textes peuvent donc également être utiles à la détermination des règles du droit international coutumier.

64. Lors de l'étude de tel ou tel sujet, la Commission passe souvent en revue tous les documents disponibles sur les deux éléments constitutifs de la règle de droit international coutumier à déterminer ainsi que, souvent, les moyens auxiliaires utiles à cette détermination[149]. Pour ce faire, elle procède suivant différentes méthodes, individuelle (établissement de rapport par les rapporteurs spéciaux) ou collective (examen des points de l'ordre du jour et adoption du rapport annuel)[150]. La Commission a souligné qu'« il import[ait] que lui soient communiqués tous les éléments de la pratique des États et d'autres sources de droit international qui pourraient lui être utiles dans l'exercice de sa fonction » et que « les rapports de ses rapporteurs spéciaux [devaient] comporter une présentation adéquate des précédents

---

[147] Paragraphe 1 du commentaire général relatif à la cinquième partie, *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément n° 10* (A/71/10), par. 63.

[148] Paragraphe 2 du commentaire général relatif à la cinquième partie, ibid. Voir également Statut de la Commission du droit international, disponible à l'adresse : http://legal.un.org/docs/index.asp?path=../ilc/texts/instruments/french/statute/statute.pdf&lang=EF.

[149] Voir mémorandum du Secrétariat sur les éléments des travaux antérieurs de la Commission du droit international pouvant être particulièrement utiles pour le sujet de la formation et de l'identification du droit international coutumier (A/CN.4/659), observation 1, par. 13 à 15.

[150] Voir *La Commission du droit international et son œuvre*, Nations Unies, 9e éd., 2017, vol. I., partie II, sect. 5 b).

et autres données pertinentes, notamment des traités, des décisions judiciaires et de la doctrine, ainsi qu'une analyse approfondie des questions à l'examen »[151].

65. La principale ressource bibliographique relative aux travaux de la Commission est l'*Annuaire de la Commission du droit international*, dont les éditions successives depuis 1949 sont disponibles en version papier ou en ligne[152]. Depuis 1976, l'Annuaire reproduit : dans le volume I, le compte rendu analytique des séances plénières de la session écoulée[153] ; dans le volume II (première partie), les documents examinés à ladite session (rapports des rapporteurs spéciaux, études et mémorandum du Secrétariat, commentaires et observations des États, autres documents utiles) ; dans le volume II (deuxième partie), le rapport de la Commission à l'Assemblée générale sur les travaux de sa session[154]. Ce dernier comprend notamment le résumé des débats et le texte des projets de dispositions et des commentaires correspondants adopté par la Commission à cette session. La documentation relative aux travaux de la Commission est également consultable au moyen du Guide analytique des travaux de la Commission du droit international, dont la version en ligne est la source la plus exhaustive et la plus à ce jour à cet égard[155].

66. La contribution active des gouvernements à toutes les étapes des travaux de la Commission est au cœur du système institué par l'Assemblée générale aux fins du développement progressif du droit international et de sa codification[156]. Les États interviennent de plusieurs manières, notamment en présentant des documents sur les questions recensées par la Commission, en faisant des déclarations lors de l'examen de son rapport annuel à la Sixième Commission[157] et en soumettant des observations écrites sur les textes adoptés à titre provisoire[158].

---

[151] *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-douzième session, Supplément nº 10* (A/72/10), par. 284. La Commission a fait observer en 1977, et à maintes reprises depuis, qu'elle devait, « conformément à son statut, justifier ses propositions devant l'Assemblée générale, et en dernière analyse devant les États, au regard du droit en vigueur et de la nécessité d'en assurer le développement progressif pour répondre aux besoins actuels de la communauté internationale ». Elle a également indiqué que ses commentaires étaient « un élément essentiel du processus de codification, qui facilitent, au premier stade de ce processus, la participation des différents États appelés à présenter des commentaires et des observations, et, au stade final ainsi que par la suite, l'intelligence et l'interprétation des règles énoncées dans les conventions de codification » et que « [l]e fait que les États, dans leur correspondance diplomatique, et la CIJ se réfèrent à ces commentaires et les citent fréquemment montre qu'ils occupent une place importante dans les travaux préparatoires de ces conventions ». (*Annuaire de la Commission du droit international*, *1977*, vol. II (deuxième partie), p. 132, par. 125. Voir résolution 32/151 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1977, par. 10.

[152] Voir résolution 987 (X) de l'Assemblée générale en date du 3 décembre 1955, et, plus récemment, résolution 72/116 du 7 décembre 2017, par. 28 à 30.

[153] La Commission a indiqué qu'elle considérait les comptes rendus analytiques comme l'« équivalent de travaux préparatoires » ; voir *Annuaire de la Commission du droit international*, *2004*, vol. II (deuxième partie), p. 128, par. 367.

[154] Avant d'être publiés dans l'*Annuaire de la Commission du droit international,* vol. II (deuxième partie), les rapports annuels de la Commission figurent à chaque session dans le *Supplément nº 10* des *Documents officiels de l'Assemblée générale*.

[155] *Guide analytique des travaux de la Commission du droit international*, Nations Unies, disponible à l'adresse : http://legal.un.org/ilc/guide/gfra.shtml.

[156] Voir *Annuaire de la Commission du droit international, 1980*, vol. II. (deuxième partie), par. 191, et *Annuaire de la Commission du droit international, 1999*, vol. II (deuxième partie), par. 616.

[157] Ces déclarations sont consignées dans les comptes rendus des séances de l'Assemblée générale et consultables sur le portail PaperSmart (voir *supra*, note 43).

[158] Voir *La Commission du droit international et son œuvre* (voir *supra*, note 150), sect. 7, p. 73 à 81.

67. Depuis 1997, la Commission indique, au chapitre III de son rapport annuel, les points sur lesquels des observations seraient particulièrement intéressantes[159]. Pour certains sujets, la Commission demande aussi parfois aux organisations internationales de lui faire part de leurs commentaires et observations. C'est ainsi que leur contribution a été sollicitée dans le cadre des sujets « Protection des personnes en cas de catastrophe »[160], « Responsabilité des organisations internationales »[161], « Réserves aux traités »[162] et « Accords et pratique ultérieurs dans le contexte de l'interprétation des traités »[163].

68. Les documents donnant suite à une demande d'information sur une question spécifique sont extrêmement utiles dans le présent contexte mais sont plutôt rares. La Commission s'en est d'ailleurs inquiétée[164]. Ces commentaires, distribués aux membres de la Commission, ne font pas systématiquement l'objet d'une publication officielle. Depuis 2014, pour certains sujets, ces documents sont disponibles en ligne dans leur langue de rédaction dans le Guide analytique des travaux de la Commission du droit international[165].

69. Lorsque la Commission adopte un ensemble de dispositions en première lecture à titre provisoire, elle les transmet aux États par l'entremise du Secrétaire général pour commentaires et observations[166]. Il arrive que la Commission adresse de telles demandes aux organisations internationales et à d'autres entités. Ainsi, dans le cadre du sujet « Protection des personnes en cas de catastrophe », la Commission a également invité les « organisations internationales concernées, [le] Comité international de la Croix-Rouge et [...] la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge » à lui faire parvenir leurs commentaires et observations[167]. Les commentaires et observations ainsi recueillis sont compilés sous forme analytique par le Secrétariat dans un document de session publié dans les six langues officielles de l'ONU. La Commission est tenue de préparer, à la lumière ces observations, le texte final du projet et un rapport explicatif[168] [articles 16, alinéa i), et 22 du Statut de la Commission].

70. Quoique ne faisant pas partie des textes issus de la Commission du droit international, la Série législative des Nations Unies mérite néanmoins une attention particulière du fait de son lien direct avec les travaux de cet organe. Élaborée par le Secrétariat de l'ONU, cette publication rassemble les documents soumis par les États Membres et parfois par les organisations internationales sur la pratique législative, exécutive, judiciaire et administrative relatives à certaines questions de droit

---

[159] Ibid., sect. 7 a), p. 74.

[160] *Annuaire de la Commission du droit international, 2008*, vol. II (deuxième partie), par. 31 et 32.

[161] *Annuaire de la Commission du droit international, 2009*, vol. II (deuxième partie), par. 27 et 28.

[162] *Annuaire de la Commission du droit international*, *2010*, vol. II (deuxième partie), par. 25.

[163] *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante neuvième session, Supplément n° 10* (A/69/10), par. 26 ; ibid., *soixante-dixième session, Supplément n° 10* (A/70/10), par. 26.

[164] *Annuaire de la Commission du droit international, 1996*, vol. II (deuxième partie), par. 180 ; *Annuaire de la Commission du droit international*, *1999*, vol. II (deuxième partie), par. 617.

[165] Voir *supra*, note 155.

[166] Voir articles 16 à 21 du Statut de la Commission du droit international (voir *supra*, note 148). La Commission doit demander aux gouvernements de lui faire connaître, dans un délai raisonnable, leurs observations sur le document contenant le texte initial, explications et pièces à l'appui, et les informations fournies par les Gouvernements [art. 16, al. g) et h), et article 21]. Voir également *La Commission du droit international et son œuvre* (voir *supra*, note 150), sect. 7 a).

[167] *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-neuvième session, Supplément n° 10* (A/69/10), par. 53.

[168] Voir *La Commission du droit international et son œuvre* (voir *supra*, note 150), sect. 7 a).

international public. Les volumes de la Série ont été compilés à la demande de la Commission du droit international ou de l'Assemblée générale pour servir de documentation préparatoire à une conférence diplomatique ou de référence pour le développement d'un domaine particulier. La collection comprend actuellement 25 volumes, qui ont été publiés sporadiquement entre 1951 et 2012[169].

71. On trouvera les ressources relatives aux travaux de la Commission à l'annexe VI. Comme indiqué ci-dessus, d'autres organes ont été chargés par des organisations internationales de l'examen, de la codification, du développement progressif ou de l'harmonisation du droit international, soit par région (Commission du droit international de l'Union africaine, Comité des conseillers juridiques sur le droit international public du Conseil de l'Europe, Comité juridique interaméricain), soit par thème (Institut international pour l'unification du droit privé, Commission des Nations Unies pour le droit commercial international). La documentation issue de ces organes ou les concernant figure également à l'annexe VI[170]. Certaines des ressources bibliographiques rassemblées à leur initiative et portant sur des domaines particuliers du droit international sont mentionnées à l'annexe III[171].

11. Organes privés œuvrant à la codification et au développement du droit international

72. Aux termes du projet de conclusion 14, « [l]a doctrine des publicistes les plus qualifiés des différentes nations peut servir de moyen auxiliaire de détermination des règles de droit international coutumier ». Si les ouvrages universitaires dépassent le cadre du présent mémorandum, il reste que le projet de conclusion 14 vise aussi les « textes issus des travaux des organes internationaux œuvrant à la codification et au développement du droit international », notamment « l'Institut de droit international et l'Association de droit international ainsi que des organes internationaux d'experts spécialisés dans certains domaines »[172].

73. Les décisions et les actes de ces organes peuvent donc aussi servir de moyen auxiliaire de détermination du droit international coutumier. On trouvera à l'annexe VI certaines sources les concernant[173]. Par exemple, la série Harvard Research in International Law, publiée entre 1929 et 1932, a joué un rôle particulièrement important dans la détermination du droit international de cette

---

[169] *Série législative des Nations Unies*, versions papier et en ligne, disponible à l'adresse : http://legal.un.org/legislativeseries/.

[170] Voir, par exemple, *AUCIL Yearbook of the International Law Commission* (depuis 2013) ; *Annual Report of the Inter-American Juridical Committee to the General Assembly,* disponible à l'adresse : www.oas.org/en/sla/iajc/annual_reports.asp.

[171] Voir, par exemple, *Série législative des Nations Unies* : *Documentation concernant les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens*, publication des Nations Unies (numéro de vente : E/F.81.V.10), 1982, versions papier et en ligne, disponible à l'adresse : http://legal.un.org/legislativeseries/documents/untlegs0020.pdf ; *La mise en œuvre des sanctions des Nations Unies,* Comité des conseillers juridiques sur le droit international public du Conseil de l'Europe, disponible à l'adresse : http://www.cahdidatabases.coe.int/Search/Index/3 ; *Treaty Making : Expression of Consent by States to be Bound by a Treaty*, British Institute of International and Comparative Law et Comité des conseillers juridiques sur le droit international public du Conseil de l'Europe, Kluwer Law International, 2001.

[172] Paragraphe 5 du commentaire relatif au projet de conclusion 14, *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément nº 10* (A/71/10), par. 63.

[173] Voir, par exemple, *Annuaire* de l'Institut de droit international, disponible à l'adresse : www.idi-iil.org/fr/publications-par-categorie/annuaires/.

époque[174]. L'Annuaire de l'Institut de droit international est un important moyen auxiliaire de détermination des règles de droit coutumier international dans les domaines précis étudiés au fil des ans[175]. La raison tient principalement à la méthode collégiale suivie par l'Institut, société savante rassemblant « les hommes de diverses nations qui ont rendu des services au droit international, dans le domaine de la théorie ou de la pratique », et visant à « favoriser le progrès du droit international », notamment en formulant « les principes généraux de la science » après un examen consciencieux de la pratique des États constatée sur un certain sujet[176]. De même, les nombreuses branches et commissions de l'Association de droit international, qui a notamment pour objet social d'étudier, de clarifier et de développer le droit international[177], ont participé à des projets de codification tendant à l'étude de la pratique des États et de l'acceptation comme étant le droit (*opinio juris*) dans plusieurs domaines. Par conséquent, le compte rendu de leurs réunions peut être une source importante d'informations[178].

B. Analyse de l'état de la documentation

1. Catégories de documents utiles difficilement accessibles

74. Le présent mémorandum a jusqu'à présent porté sur la grande diversité des documents utiles à la détermination du droit international coutumier et sur les ressources bibliographiques qui peuvent permettre d'y accéder et qui sont répertoriées dans les annexes I à VI. Il ressort de cette étude que la documentation relative au droit international coutumier est abondante. Les informations sont bien plus accessibles aujourd'hui qu'en 1949, année de la dernière étude du genre réalisée par le Secrétariat[179]. Néanmoins, cette disponibilité n'est pas constante pour les différentes preuves du droit international coutumier et n'est pas uniforme entre les diverses régions du monde.

75. Certains types de documents sont beaucoup plus difficiles à trouver que d'autres et certains doivent légitimement pouvoir rester confidentiels. De fait, si la pratique législative et judiciaire des États est largement accessible, la pratique administrative s'avère bien plus difficile à déterminer et à évaluer. Par exemple, la correspondance diplomatique peut être classifiée confidentielle ou n'être accessible que par la consultation en personne des dossiers physiques des archives d'un État ou d'une organisation internationale. Il en va de même de la pratique exécutive dans le domaine du droit des conflits armés. Si certains États publient leurs manuels militaires, de nombreux autres ne le font pas. Plus généralement, la conduite exécutive « sur le terrain », notamment les opérations militaires, ne fait pas toujours l'objet de compte

---

[174] Voir *The Harvard Research in International Law : Original Materials (1929-1932),* Hein, 2008 ; *The Harvard Research in International Law : Contemporary Analysis and Appraisal*, Hein, 2007, tous deux disponibles sur abonnement à l'adresse : http://heinonline.org/HOL/Index?collection=hril.

[175] Voir *Annuaire* de l'Institut de droit international (voir *supra*, note 173).

[176] Article 1, paragraphe 2, et article 5 des statuts de l'Institut de droit international, disponible à l'adresse : www.idi-iil.org/app/uploads/2017/06/Statutes-of-the-Institute-of-International-Law.pdf.

[177] Article 3.1, statuts de l'Association de droit international, disponibles à l'adresse : http://www.ila-hq.org/images/ILA/docs/constitution_french_adopted_johannesurg_august_2016.pdf.

[178] Voir, de manière générale, Association de droit international (www.ila-hq.org) et *International Law Association Reports of Conferences*, disponibles aux adresses : www.ila-hq.org/index.php/publications/order-reports et http://heinonline.org/HOL/Index?index=ilarc/ilarc&collection=intyb.

[179] Voir *supra*, par. 1 à 5.

rendus ou est parfois rapportée par les services d'information, dont la fiabilité peut être difficile à évaluer. En outre, il arrive que des rapports détaillés d'un tel comportement existent mais demeurent confidentiels. Ainsi, si le Comité international de la Croix-Rouge recueille régulièrement des informations sur la pratique des États tout en aidant les gouvernements à s'acquitter de leurs obligations juridiques, la totalité de ces informations n'est pas rendue publique. De fait, les rapports confidentiels adressés aux gouvernements font partie intégrante de l'action du Comité international de la Croix-Rouge[180].

76. Les décisions des tribunaux arbitraux constituent une autre catégorie de sources qui ne sont pas uniformément disponibles, comme indiqué ci-dessus[181]. Si les décisions des institutions judiciaires permanentes sont généralement accessibles, un certain nombre de sentences arbitrales demeurent confidentielles et ne sont jamais publiées. En outre, les pièces de procédure présentées par les États devant les juridictions internationales, y compris les tribunaux arbitraux, ne sont pas toutes rendues publiques.

77. S'agissant des organisations internationales, même si l'on peut généralement trouver les versions électroniques des documents et comptes rendus de séances officiels, de nombreux documents susceptibles d'être utiles pour attester l'existence des règles de droit international coutumier ne sont jamais officiellement publiés ou demeurent confidentiels. Ainsi, la Banque mondiale ne publie ni les comptes rendus sténographiques ou analytiques des réunions auxquelles participent les représentants des États, ni les enregistrements vidéo ou audio de ces réunions, ni la correspondance diplomatique échangée avec les États. Elle recueille en outre des informations sur la conduite des États dans les domaines relevant de son mandat et de ses activités, sans pour autant les rendre publiques. En règle générale, comme indiqué ci-dessus, les avis juridiques des conseils des organisations internationales sont rarement publiés[182], et une partie de la correspondance diplomatique échangée avec les États n'est parfois rendue publique qu'après être restée plusieurs années dans les archives.

78. L'effet de la rareté de ce type de documentation sur la détermination de telle ou telle règle particulière du droit international coutumier dépend de la règle qu'il s'agit de caractériser. Lors de l'application de la théorie des deux éléments dans certains domaines du droit international ou pour certaines règles précises, la législation et la jurisprudence nationales peuvent jouer un rôle plus important que la conduite exécutive[183]. Dans un tel cas, la difficulté d'accès à la conduite exécutive est moins problématique aux fins de la détermination desdites règles. L'inverse peut être également vrai dans d'autres domaines du droit international, où la conduite exécutive peut constituer la principale source de pratique à prendre en considération. Comme précisé dans le commentaire relatif au projet de conclusion 3[184], « le type d'éléments de preuve consultés (et l'examen de leur existence ou inexistence) doit être adapté à la situation, et certaines formes de pratique et de preuves de l'acceptation comme

---

[180] Voir Comité international de la Croix-Rouge, « Memorandum : the ICRC's privilege of non-disclosure of confidential information », *International Review of the Red Cross*, 2016, vol. 97 (897/898), p. 433 et 444, disponible à l'adresse : www.icrc.org/en/download/file/19024/irc_97_1-2-18.pdf. Pour le détail des informations publiées par le Comité sur la pratique des États, voir *supra*, note 51.

[181] Voir *supra*, chap. I, sect. A.9.

[182] Voir *supra*, chap. I, sect. A.5.

[183] Voir deuxième rapport sur la détermination du droit international coutumier établi par le Rapporteur spécial, Sir Michael Wood (A/CN.4/672), par. 28.

[184] Voir *supra*, note 33, pour le texte du projet de conclusion 3.

étant le droit (*opinio juris*) peuvent se révéler particulièrement importantes, compte tenu du contexte »[185]. Par exemple, pour établir qu'une règle de droit international coutumier s'est formée en matière d'exceptions aux immunités juridictionnelles des États, la Cour internationale de Justice a explicitement énuméré les types d'éléments de preuve particulièrement importants, à savoir notamment la « jurisprudence des tribunaux internes », « les lois adoptées » et « l'invocation de l'immunité par certains États devant des tribunaux étrangers »[186].

2. Rareté des ressources spécifiquement relatives au droit international

79. Les disparités observées en ce qui concerne la disponibilité de certains types d'éléments de preuve soulignent plus encore la nécessité de disposer de ressources bibliographiques expressément consacrées au droit international, telles que les répertoires de la pratique des États consignés dans les annuaires de droit international, les collections nationales de traités ou les cartes constatant le règlement des revendications maritimes. Comme indiqué précédemment[187], ces ressources recèlent des informations utiles tirées d'un large éventail de pratiques législatives, exécutives et judiciaires des États. Souvent, les répertoires de la pratique des États mettent en évidence et rendent accessibles des catégories de pratiques étatiques qui seraient autrement difficiles d'accès, notamment des cas précis de conduite exécutive.

80. À cet égard, la recommandation faite en 1950 par la Commission du droit international, qui préconisait une large diffusion de ces répertoires et autres sources spécialisées, n'a pas encore été suivie par la plupart des gouvernements[188]. On a pu établir que seuls environ 66 États disposaient de ressources spécifiquement relatives au droit international. En particulier, sur l'ensemble des 1 989 ressources disponibles sur les États ou groupes d'États visés à l'annexe I, seules 194 portaient expressément sur le droit international. Sur ce total, 102 ressources bibliographiques concernaient 23 États (sur 29) du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, 36 se rapportaient à 14 États (sur 55) du Groupe des États d'Asie et du Pacifique, 24 intéressaient 14 États (sur 33) du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, 14 avaient trait à 9 États (sur 23) du Groupe des États d'Europe orientale et 8 concernaient 5 États (sur 54) du Groupe des États d'Afrique, le reste des ressources se rapportant simultanément à plusieurs États, ainsi qu'à un État non membre[189].

81. Ces disparités dans la disponibilité des ressources spécifiquement relatives au droit international semblent donc avoir un caractère régional. Si elles sont répandues dans la plupart des membres du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États et dans plusieurs membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes et du Groupe des États d'Europe orientale, ces ressources spécialisées sont bien plus

---

[185] Paragraphe 3 du commentaire relatif au projet de conclusion 3, *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément n° 10* (A/71/10), par. 63. Voir également troisième rapport sur la détermination du droit international coutumier établi par le Rapporteur spécial, Sir Michael Wood (A/CN.4/682), par. 17.

[186] *Immunités juridictionnelles de l'État* (voir *supra*, note 72), p. 122 et 123, par. 55.

[187] Voir *supra*, chap. I, sect. A.6.

[188] Voir *supra*, ibid. et note 9.

[189] La Turquie est membre à la fois du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États et du Groupe des États d'Asie et du Pacifique. Kiribati appartient au Groupe des États d'Asie et du Pacifique. Les États-Unis d'Amérique font partie du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États. Voir composition des groupes régionaux d'États Membres de l'ONU, disponible à l'adresse : www.un.org/fr/hq/dgacm/regionalgroups/.

rares dans les membres du Groupe des États d'Afrique et du Groupe des États d'Asie et du Pacifique.

3. Multiplicité des langues

82. Compte tenu de cette rareté et de la répartition inégale entre régions des ressources spécifiquement relatives au droit international, la détermination d'une règle de droit international coutumier peut nécessiter un examen minutieux des répertoires généraux de la conduite législative, exécutive, judiciaire et autres de plusieurs États. Cette tâche peut paraître titanesque pour plusieurs raisons. En particulier, pour des raisons linguistiques et pratiques, l'accès aux éléments de preuve théoriquement disponibles peut se révéler très difficile dans la pratique.

83. À cet égard, le premier obstacle entravant l'accès à la documentation relative au droit international coutumier pour les 197 États est de nature linguistique. Les quelque 2 500 entrées bibliographiques répertoriées dans les annexes I à VI renvoient à des documents établis dans plus de 90 langues, comme indiqué dans l'annexe VII. Les dix langues les plus représentées parmi les ressources recensées sont les six langues officielles de l'ONU auxquelles s'ajoutent quelques autres : l'anglais (1 703 entrées), le français (686), l'espagnol (517), l'arabe (286), le russe (257), le chinois (156), l'allemand (141), le portugais (133), l'italien (98) et le néerlandais (52). Les 10 langues les moins représentées (comportant chacune une entrée) sont l'afrikaans, le berbère, le philippin, le niuéen, l'oromo, le paluan, le pendjabi, le samoan, le sésotho et le tswana.

84. Moins de la moitié de toutes les ressources bibliographiques recensées sont, au moins en partie, disponibles dans plusieurs langues (soit plus de 1 120 ressources sur environ 2 500)[190]. La plupart du temps, l'anglais est l'une d'entre elles (avec plus de 1 040 ressources sur environ 1 120). Dans la pratique, la plupart des ressources multilingues sont disponibles dans deux (663 ressources) ou trois (223 ressources) langues, dont l'une est généralement l'anglais devant le français, l'espagnol, l'arabe, le russe et le chinois[191].

85. Le multilinguisme est essentiel pour permettre un accès véritablement universel à la documentation relative au droit international coutumier. Sur les 1 120 ressources bibliographiques multilingues répertoriées dans les annexes, seules 241 sont disponibles dans plus de trois langues. À quelques exceptions près, ces ressources proviennent généralement des activités d'organisations internationales. Par exemple, les documents des organes délibérants de l'Organisation des Nations Unies sont aujourd'hui régulièrement publiés dans les six langues officielles[192]. Les publications

---

[190] Voir, par exemple, la base de données HUDOC de la Cour européenne des droits de l'homme (disponible en 33 langues), la plupart des ressources relatives à l'Union européenne (disponibles en 24 langues), et plusieurs sites Web gouvernementaux proposant des contenus en plusieurs langues (par exemple, le site du Bureau du Guide suprême de la République islamique d'Iran, پایگاه اطلاعرسانی دفتر مقام معظم رهبری, accessible à l'adresse : http://leader.ir, ou le site du Gouvernement suédois, Regeringskansliet, accessible à l'adresse : www.regeringen.se).

[191] Sur les 1 120 ressources bibliographiques disponibles en plusieurs langues, 1 042 le sont, au moins en partie, en anglais, 552 en français, 304 en espagnol, 247 en arabe, 233 en russe et 146 en chinois.

[192] Le Système de diffusion électronique des documents de l'ONU, par exemple, permet la recherche de documents dans les six langues officielles ainsi qu'en allemand (voir https://documents.un.org/prod/ods.nsf/home.xsp). Néanmoins, les documents des organes délibérants publiés depuis 1946 ne sont pas tous disponibles dans les six langues, ces dernières ayant été adoptées comme langues officielles et langues de travail des organes principaux de l'Organisation à différents moments (voir « Historical Development of United Nations

juridiques périodiques, telles que le *Résumé des arrêts, avis consultatifs et ordonnances de la Cour internationale de Justice*, le *Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité* et l'*Annuaire juridique des Nations Unies*, sont d'autant plus importantes qu'elles sont disponibles en six langues[193].

86. Toutefois, même dans les ressources multilingues, la quantité d'informations effectivement traduite dans d'autres langues est souvent minime par rapport à l'ensemble de la documentation disponible dans la langue originale et pouvant présenter un intérêt pour le droit international coutumier. On peut faire le même constat pour de nombreux sites Web multilingues publiés sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. À cet égard, l'Assemblée générale a noté « avec préoccupation » qu'il y avait un « décalage entre l'anglais et les autres langues sur les sites Web qui sont administrés par le Secrétariat » et a « exhort[é] le Secrétaire général à encadrer l'action menée par l'ensemble des bureaux et départements du Secrétariat pour remédier concrètement à ces disparités, et demand[é] à cet égard à toutes les parties prenantes, y compris au Département de l'information et aux bureaux et départements auteurs, et tout particulièrement au Bureau de l'informatique et des communications du Secrétariat, de poursuivre leur collaboration, conformément à leur mandat respectif, pour parvenir à l'égalité parfaite des six langues officielles sur tous les sites Web de l'Organisation créés et administrés par le Secrétariat et ses diverses entités, dans le plein respect des principes énoncés en matière de multilinguisme et des résolutions adoptées sur cette question, ainsi que de celles relatives à l'accès des personnes handicapées, en faisant tout leur possible pour traduire les documents qui ne sont actuellement disponibles qu'en anglais et en fournissant aux bureaux et départements des solutions techniques respectant le principe d'égalité, dans les limites des ressources disponibles »[194].

Languages » sur le site de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, à l'adresse : http://ask.un.org/faq/14463).

[193] Comme indiqué plus haut, le *Résumé des arrêts* propose une traduction en quatre langues du résumé des décisions rendues dans les deux langues officielles de la Cour ; voir *supra*, note 135. Le *Répertoire* et *l'Annuaire juridique des Nations Unies* sont à terme publiés dans les six langues, même si un retard a été accumulé pour certaines d'entre elles.

[194] Résolution 71/328 de l'Assemblée générale en date du 11 septembre 2017, par. 35 ; voir également paragraphes 45 à 49. Voir en outre résolution 69/324 de l'Assemblée en date du 11 septembre 2015, par. 29 et 38 à 42.

4. Obstacles pratiques à l'accès à l'information

87. La fracture numérique entre les pays et les régions du monde est un autre obstacle évident à l'accès à l'information. Dans la dernière édition de son rapport sur la mesure de la société de l'information, l'Union internationale des télécommunications estime que plus de la moitié des ménages dans le monde ont désormais accès à Internet à leur domicile, contre moins de 20 % en 2005 et à peine plus de 30 % en 2010. Plus fondamentalement, 84,4 % des ménages des pays développés devraient disposer d'un tel accès en 2017, contre 42,9 % dans les pays en développement et seulement 14,7 % dans les pays les moins avancés[195]. Par ailleurs, l'écart entre les pays les moins avancés et les pays en développement semble se creuser[196]. La fracture numérique persiste également entre les régions, l'Europe restant en tête des ménages possédant un accès à Internet, avec près de 85 % contre seulement 18 % des ménages africains (malgré une forte hausse depuis 2010 où cette proportion n'était que de 3,9 %)[197].

88. Cette fracture numérique rend la documentation relative au droit international coutumier moins accessible et moins disponible. La plupart des ressources bibliographiques citées dans les annexes sont consultables en ligne. Sur environ 2 500 ressources, quelque 1 630 existent uniquement sous forme numérique, les autres étant disponibles sous forme imprimée et numérique (environ 540) ou uniquement imprimée (environ 320). S'il est possible que des ressources imprimées non citées dans les annexes existent (telles que les recueils de lois ou de décisions de juridictions nationales disponibles uniquement sous forme imprimée), il n'en demeure pas moins que la plupart des informations juridiques émanant de la plupart des États sont désormais accessibles en ligne. Tant que l'accès à Internet ne sera pas généralisé, l'universalité de l'accès à l'information ne sera pas une réalité. D'où l'importance de continuer à diffuser les publications sous forme imprimée.

89. L'accès à l'information se heurte à d'autres obstacles. Ainsi, par exemple, si les archives d'États ou d'organisations internationales sont particulièrement riches en informations, il faut souvent se rendre sur place pour pouvoir y avoir accès, ce qui complique dans la pratique la consultation des documents relatifs au droit international coutumier. Plus généralement, pour déterminer si cette documentation est véritablement disponible, il faut prendre en compte les facteurs de temps, de ressources matérielles et d'accès aux institutions et bibliothèques proposant des abonnements à des périodiques et à de nombreux services en ligne payants. En outre, les ressources en ligne ne reproduisent pas nécessairement toutes les pièces de la documentation recherchée, et l'information qui y est contenue peut évoluer avec le temps. Par conséquent, la forte croissance des informations en ligne devrait s'accompagner d'un surcroît de cohérence et d'exhaustivité.

90. À cet égard, l'existence de bibliothèques spécialisées donnant accès aux ressources relatives au droit international (outre les bibliothèques juridiques classiques) est cruciale pour rendre disponible la documentation liée au droit international coutumier. En particulier, des institutions telles que les bibliothèques de l'ONU (à Addis-Abeba, Bangkok, Beyrouth, Genève, New York, Santiago, Tokyo et

---

[195] Union internationale des télécommunications, *Measuring the Information Society Report 2017: Volume 1*, p. 15, disponible à l'adresse : www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/publications/misr2017/MISR2017_Volume1.pdf.

[196] Ibid.

[197] Ibid.

Vienne, entre autres)[198], les bibliothèques dépositaires des publications des Nations Unies dans le monde entier[199] et la bibliothèque du Palais de la paix à La Haye[200] offrent un accès à une multitude de documents sur le droit international coutumier qui seraient autrement inaccessibles, et permettent de faire appel aux compétences de bibliothécaires spécialisés. Les bibliothèques nationales peuvent également tenir un rôle important dans la collecte d'informations juridiques publiées par les gouvernements étrangers.

91. En 1950, la Commission du droit international avait recommandé que l'Assemblée générale examine « s'il [était] souhaitable d'élaborer une convention internationale concernant l'échange général des publications officielles relatives au droit international et aux relations internationales »[201]. Cette proposition n'a pas été reprise par l'Assemblée générale, qui n'a formulé aucune recommandation en ce sens. En 1958, au terme d'un processus distinct, la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a adopté deux conventions internationales sur la publication et l'échange de documents officiels par les États, toutes deux entrées en vigueur en 1961[202]. Ces conventions facilitent la mise en place d'échanges bilatéraux de documents officiels entre les bibliothèques nationales[203].

5. Moyens permettant d'accéder à la documentation existante et de l'utiliser

92. Malgré les difficultés évoquées précédemment en ce qui concerne la disponibilité de certains types de documents et les autres obstacles pratiques à l'accès à l'information, l'observation générale faite par le Rapporteur spécial et rappelée dans l'introduction du présent mémorandum, selon laquelle « la quantité même des documents disponibles est intimidante »[204], reste d'actualité. Pour déterminer l'existence de telle ou telle règle du droit international coutumier, on dispose en effet d'une multitude d'informations susceptibles de présenter un intérêt. En outre, la tâche est compliquée « par l'absence d'un système commun de classement qui permettrait de comparer et de différencier la pratique des États et d'autres acteurs »[205]. Pour s'orienter dans cette masse d'informations, il est nécessaire de procéder avec

---

[198] Bibliothèques des Nations Unies, voir https://library.un.org/fr/content/biblioth%C3%A8ques-de-lonu.

[199] Bibliothèques dépositaires des publications des Nations Unies, voir https://library.un.org/content/united-nations-depository-library-programme.

[200] Bibliothèque du Palais de la paix : La bibliothèque de droit international, voir https://www.peacepalacelibrary.nl/?lang=fr.

[201] *Annuaire de la Commission du droit international, 1950*, vol. II, p. 374, par. 94.

[202] Convention concernant les échanges entre États de publications officielles et documents gouvernementaux, signée à Paris le 3 décembre 1958, *Recueil des Traités des Nations Unies*, vol. 398, nº 5715, p. 9, et Convention concernant les échanges internationaux de publications, signée à Paris le 3 décembre 1958, ibid., vol. 416, nº 5995, p. 51. Ces deux conventions ont été déposées auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Le répertoire électronique des dépositaires compte respectivement 51 et 47 instruments de ratification, d'acceptation ou de notification de succession (voir www.unesco.org/eri/la/convention.asp?order=alpha&language=F&KO=13036 et http://www.unesco.org/eri/la/convention.asp?order=alpha&language=F&KO=15395).

[203] Voir, par exemple, les informations concernant les échanges internationaux de publications sur le site de la bibliothèque de la Diète nationale au Japon (www.ndl.go.jp/en/aboutus/cooperation/exchange/index.html).

[204] Quatrième rapport sur la détermination du droit international coutumier établi par le Rapporteur spécial, Sir Michael Wood (A/CN.4/695 et Add.1), par. 45.

[205] Ibid.

méthode, comme il est indiqué dans les commentaires relatifs aux projets de conclusion.

93. Premièrement, il faut déterminer quel sous-ensemble d'informations susceptibles de présenter un intérêt porte réellement sur la règle en question, car cette étape peut réduire considérablement le champ des recherches à mener. Comme on l'a dit précédemment, il importe de recenser les types de comportement qui sont le plus en rapport avec le contenu particulier de la règle à déterminer : dans certains cas, ce sera la jurisprudence nationale ; dans d'autres, la législation nationale, etc.[206]. Il est en outre indispensable d'apprécier la mesure dans laquelle certains États « sont particulièrement impliqués dans l'activité considérée ou les plus susceptibles d'être concernés par la règle alléguée »[207]. Comme indiqué dans le commentaire relatif au projet de conclusion 8 (sur la généralité de la pratique), « [i]l serait manifestement impossible de déterminer, par exemple, l'existence et le contenu d'une règle de droit international coutumier relative à la navigation dans des zones maritimes sans prendre en considération la pratique des États côtiers et des États qui ont les flottes les plus importantes, ou l'existence et le contenu d'une règle sur l'investissement étranger sans évaluer la pratique des pays exportateurs de capitaux ainsi que celle des États dans lesquels l'investissement est réalisé. Dans de nombreux cas, la totalité ou la quasi-totalité des États seront également concernés »[208]. Il est possible que seul un petit nombre d'États aient la possibilité de participer à une pratique donnée, ce qui peut éventuellement (mais pas nécessairement) restreindre le champ des informations utiles[209].

94. Deuxièmement, après avoir déterminé le sous-ensemble d'informations susceptibles de présenter un intérêt pour la règle considérée, on peut trouver des ressources bibliographiques portant spécifiquement sur le domaine du droit international objet de la recherche. Par exemple, il apparaît judicieux, pour établir l'existence ou non d'une règle de droit international coutumier en matière de droit des conflits armés, de commencer la recherche par les preuves de la pratique des États et de son acceptation comme étant le droit (*opinio juris*) rassemblées par le Comité international de la Croix-Rouge dans ses bases de données en ligne et dans ses publications imprimées[210].

95. Troisièmement, et fait parfois le plus important d'un point de vue pratique, il est possible que le travail de détermination de la règle de droit international coutumier en question ait déjà été mené par ailleurs. Peut-être existe-t-il déjà des sources subsidiaires donnant directement accès à une appréciation fiable de l'existence ou non de ladite règle. Comme on l'a vu, les « décisions des juridictions internationales, en particulier celles de la Cour internationale de Justice, relatives à l'existence et au contenu de règles de droit international coutumier constituent un moyen auxiliaire de détermination desdites règles »[211]. Si, par exemple, la Cour internationale de Justice s'est déjà prononcée sur l'existence de la règle considérée, il n'est sans doute pas réaliste ou nécessaire d'évaluer à nouveau toute la documentation susceptible de

---

[206] Voir *supra*, cha. I, sect. B.1.

[207] Paragraphe 4 du commentaire relatif au projet de conclusion 8, *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément nº 10* (A/71/10), par. 63.

[208] Ibid.

[209] Sur l'intérêt de l'« inaction » et de l'« absence de réaction », voir projet de conclusion 6, par. 1, et projet de conclusion 10, par. 3, ibid., par. 62, respectivement.

[210] Voir *supra*, note 51.

[211] Projet de conclusion 13, *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément nº 10* (A/71/10), par. 62. Voir *supra*, chap. I, partie A.9.

présenter un intérêt. Toutefois, les moyens subsidiaires doivent être examinés dans leur contexte et il convient de tenir compte de la date de l'évaluation des deux éléments constitutifs de la règle considérée ou de son inexistence, ainsi que de la méthode suivie.

96. En outre, comme indiqué précédemment[212], on peut également s'appuyer sur les travaux des organes chargés par les organisations internationales de l'examen, de la codification, du développement progressif ou de l'harmonisation du droit international, lesquels sont particulièrement utiles pour déterminer l'existence d'une règle de droit international coutumier (en particulier pour les règles établies qui ont par la suite été bien accueillies par les États). Il importe de noter que de tels organes d'experts existent également au niveau régional et que les informations qu'ils recueillent peuvent s'avérer particulièrement utiles pour combler les écarts régionaux en matière de disponibilité de l'information.

97. En conséquence, la question de savoir s'il est nécessaire d'effectuer une nouvelle recherche bibliographique afin de déterminer la réalité d'une règle particulière de droit international coutumier peut dépendre en définitive de la préexistence ou non de moyens subsidiaires utiles et fiables. Si tel est le cas, ces moyens pourraient bien être, dans la pratique, la première ressource bibliographique à prendre en compte pour déterminer l'existence de ladite règle.

Chapitre II
Moyens proposés pour rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier

98. En plus de dresser le bilan de l'état actuel de la documentation relative au droit international coutumier, le présent mémorandum a pour objet de proposer des moyens de l'améliorer[213].

99. Rendre la documentation relative au droit international coutumier plus accessible nécessiterait un effort conjoint de la part des États, des organisations internationales et de leur secrétariat, d'organes spécialisés (dont la Commission du droit international) et d'organismes privés (centres de recherche universitaire, sociétés savantes). Les propositions formulées en ce sens ci-après portent sur quatre domaines d'action potentiels.

100. Lorsqu'une étude semblable avait été menée en 1949, un projet ambitieux avait initialement été proposé, selon lequel le Secrétariat jouerait un rôle central dans la préparation d'une compilation systématique et exhaustive de la documentation relative au droit international coutumier sous la direction de la Commission du droit international et avec l'appui de gouvernements et d'organismes privés[214]. La Commission n'avait pas souscrit à cette proposition, considérée comme irréalisable[215]. Elle avait en revanche adopté plusieurs des propositions spécifiques qu'avait formulées le Secrétariat au sujet de plusieurs publications susceptibles de

---

[212] Voir *supra*, chap. II, sect. A.10.

[213] *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément n° 10* (A/71/10), par. 56.

[214] Voir *supra*, note 6.

[215] Ainsi, le Président était d'avis que l'établissement d'un recueil tel que celui proposé prendrait de nombreuses années et ne serait jamais complet (*Annuaire de la Commission du droit International, 1949*, p. 228, par. 89).

présenter un intérêt, dont bon nombre ont été ultérieurement reprises par l'Assemblée générale et mises en œuvre au fil du temps[216].

101. Ces publications spécialisées, qui regroupent des éléments attestant la pratique et son acceptation comme étant le droit (*opinio juris*), demeurent d'une importance cruciale pour la détermination du droit international coutumier. C'est pourquoi les recommandations formulées par la Commission en 1950 au sujet de l'intérêt desdites publications gardent toute leur actualité.

102. Cela dit, la proposition initiale du Secrétariat semble davantage réaliste aujourd'hui compte tenu de l'avènement d'Internet et des progrès accomplis dans les domaines des technologies de l'information et de l'accès à l'information. On peut donc concevoir que le Secrétariat joue un rôle désormais, sinon dans la collecte des documents principaux en tant que telle, du moins dans la diffusion centralisée, systématique et exhaustive des informations portant sur les moyens de trouver des documents relatifs au droit international coutumier. De fait, un tel rôle aiderait la Commission du droit international à s'acquitter de la fonction qui lui incombe au titre de l'article 24 de son Statut, dont le libellé est rappelé plus haut[217].

1. Moyens proposés pour que les États rendent plus accessible la documentation attestant leur pratique et son acceptation comme étant le droit (*opinio juris*)

103. Conformément à la recommandation formulée par la Commission en 1950, les États devraient continuer de garder à l'esprit « l'intérêt qu'il y aurait à ce qu'ils publient des résumés de leur correspondance diplomatique et d'autres documents relatifs au droit international »[218]. Au 1er octobre 2017, seuls 30 États disposaient de recueils de ce type[219]. Les États pourraient de nouveau être invités à publier directement des recueils périodiques de leur pratique en matière de droit international, éventuellement dans plusieurs langues, pour autant qu'ils en aient les moyens. En outre, on pourrait étudier l'intérêt de mettre en place un système commun de classification de la pratique des États et d'autres acteurs. L'attention des États pourrait également être appelée sur l'intérêt qu'il y aurait à favoriser la diffusion de ces informations par d'autres organismes, notamment dans les annuaires de droit international ou autres revues, en leur communiquant la documentation correspondante.

104. Il est primordial que les États continuent de rendre largement accessible la documentation relative à leur pratique législative, judiciaire et exécutive sur papier et en ligne. Les recueils de textes législatifs, judiciaires et administratifs accessibles gratuitement en ligne sont des ressources essentielles à la détermination des règles du droit international coutumier. La création de tels recueils, là où il n'en existe pas, pourrait être un moyen de rendre la documentation plus accessible.

105. On pourrait inciter les États à coopérer davantage à l'échelon régional pour rendre plus accessibles les documents attestant leur pratique et son acceptation comme étant le droit (*opinio juris*) dans leur région, en particulier dans le cadre des institutions régionales existantes.

106. La mise en œuvre par les États Membres de l'obligation, mise à leur charge par l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, d'enregistrer au Secrétariat tout traité

---

[216] Voir *supra*, notes 9 et 12.
[217] Voir *supra*, par. 1 à 5.
[218] Voir *supra*, note 11 et chap. I, sect. A.6. Voir également résolution 487 (V) de l'Assemblée générale en date du 12 décembre 1950.
[219] Voir *supra*, chap. I, sect A.6.

ou accord international qu'ils ont conclu, dont l'importance a été réaffirmée par l'Assemblée générale dans sa résolution 72/119 du 7 décembre 2017, est essentielle pour que les traités soient disponibles et que la conduite étatique à cet égard soit connue. Dans cette résolution, l'Assemblée a salué les efforts que faisaient le Secrétariat et les États Membres pour appuyer les activités de renforcement des capacités, d'aide à la publication ou d'assistance technique visant au respect de cette obligation (par. 11).

107. Il est extrêmement important de continuer de créer des bibliothèques spécialisées dans le droit international et d'en garantir l'accès au grand public aux fins de la détermination des règles du droit international coutumier. En effet, compte tenu de l'absence d'accès aux technologies de l'information et de la communication à un prix abordable dans de nombreux pays en développement et du fait qu'Internet donne accès à de plus en plus de ressources documentaires, il arrive que ces bibliothèques soient le seul endroit où l'on puisse consulter les ressources utiles. Les États et les autres acteurs intéressés pourraient être invités à prendre toutes les mesures possibles pour soutenir les bibliothèques spécialisées en droit international (dont les bibliothèques de l'ONU), les bibliothèques dépositaires des publications des Nations Unies et la bibliothèque du Palais de la Paix à La Haye[220].

2. Moyens pour le système des Nations Unies de continuer de produire et d'améliorer ses publications juridiques relatives au droit international et d'en assurer la plus large diffusion possible

108. Il faudrait assurer l'établissement et la très large diffusion des publications des Nations Unies relatives au droit international suivantes :

– *C.I.J. Mémoires ;*

– *C.I.J. Recueil ;*

– *Bulletin du droit de la mer ;*

– *Conférences diplomatiques ;*

– *Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité* ;

– *Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies ;*

– *Recueil des sentences arbitrales ;*

– *Résumé des arrêts, avis consultatifs et ordonnances de la Cour internationale de Justice* ;

– *La Commission du droit international et son œuvre ;*

– *Annuaire de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international ;*

– *Annuaire juridique des Nations Unies ;*

– *Annuaire de la Commission du droit international.*

109. La *Série législative des Nations Unies* pourrait être relancée. Cette publication facilite les travaux de la Commission du droit international lors de l'examen de questions spécifiques. Il s'agit d'une importante ressource pour la collecte et la

[220] L'importance des bibliothèques spécialisées en droit international avait déjà été mise en évidence par la Commission en 1950 : voir *Annuaire de la Commission du droit international, 1950*, vol. II, p. 372, par. 82.

publication de la documentation relative au droit international coutumier émanant des États (et, le cas échéant, d'autres entités) et présentant un rapport avec les sujets inscrits dans son programme de travail. Le dernier volume de la *Série législative des Nations Unies* regroupant des documents relatifs à la pratique des États est paru en 2005.

110. On pourrait réaffirmer davantage l'importance du *Recueil des Traités des Nations Unies*, dont la publication est prescrite par l'Article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout doit être fait pour développer et améliorer la base de données de l'Organisation relative aux traités, et donner ainsi accès en ligne au *Recueil des Traités* et, plus globalement, à des informations exhaustives sur les fonctions de dépositaire du Secrétaire général et sur l'enregistrement et la publication des traités conformément à l'Article 102 de la Charte, tout en gardant à l'esprit que, dans de nombreux pays en développement, les ressources nécessaires pour accéder aux technologies de l'information et des communications sont insuffisantes, comme l'a récemment souligné l'Assemblée générale dans sa résolution 72/119.

111. L'actualisation du *Précis de la pratique du Secrétaire général en tant que dépositaire de traités multilatéraux* au regard des nouvelles tendances et pratiques, envisagée par l'Assemblée dans ladite résolution, pourrait être encouragée.

112. Il pourrait être utile d'examiner périodiquement la portée et le contenu des publications des Nations Unies dans lesquelles sont recensés des documents relatifs au droit international coutumier pour vérifier que les informations qui y figurent rendent bien compte des tendances nouvelles.

113. L'importance primordiale que revêt le multilinguisme pour ce qui est de rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier pourrait être soulignée, eu égard à la résolution 71/328 de l'Assemblée générale.

114. En outre, on pourrait prendre acte de la valeur juridique essentielle des *Documents officiels* et autres documents des Nations Unies pour ce qui est de la détermination du droit international coutumier. On pourrait recommander à cet égard de poursuivre les efforts qui sont faits pour rendre accessibles en ligne tous les documents des organes délibérants publiés depuis 1946.

115. On pourrait encourager l'administration et l'actualisation régulière des sites Web et des bases de données électroniques du Secrétariat et d'autres organismes des Nations Unies qui diffusent des informations relatives au droit international.

3. Moyens de rendre davantage accessible la documentation relative au droit international coutumier dans le contexte du développement progressif et de la codification du droit international

116. Les États pourraient être incités à contribuer au développement progressif et à la codification du droit international en présentant de façon plus systématique leurs opinions et la documentation relative à leur pratique en réponse aux demandes formulées par la Commission du droit international aux différents stades de l'examen de tel ou tel sujet[221]. On pourrait rechercher des moyens concrets de renforcer les capacités afin d'aider les États à soumettre de telles informations.

117. La Commission du droit international pourrait coopérer davantage avec d'autres organes œuvrant à l'examen, à la codification, au développement progressif ou à l'harmonisation du droit international. Elle pourrait notamment inviter plus

[221] Voir *supra*, chap. I, sect. A.10.

régulièrement la Commission de l'Union africaine sur le droit international, l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique, le Comité des conseillers juridiques sur le droit international public du Conseil de l'Europe et le Comité juridique interaméricain à fournir des informations sur telle ou telle question d'intérêt et à lui présenter des observations sur les projets de dispositions et les commentaires s'y rapportant adoptés à titre provisoire.

118. Les États pourraient également être encouragés à contribuer aux travaux menés à l'échelle de leur région dans le domaine du développement progressif et de la codification du droit international.

119. On pourrait envisager de publier, dans le *Guide analytique des travaux de la Commission du droit international*, les observations écrites communiquées par les gouvernements et les organismes en réponse aux demandes d'information sur tel ou tel point précis[222].

4. Proposition de création d'une base de données en ligne actualisée régulièrement aux fins de la diffusion systématique et exhaustive d'informations bibliographiques sur la documentation relative au droit international coutumier

120. Les informations figurant dans les annexes au présent mémorandum pourraient être rendues accessibles à un large public au moyen d'une base de données en ligne administrée par le Secrétariat. Elles pourraient être actualisées régulièrement sur la base des éléments présentés par les États, les organisations internationales et d'autres entités.

121. À cette fin, on pourrait demander aux États et aux organisations concernées de charger un coordonnateur de mettre à jour régulièrement les informations. Le Secrétariat pourrait également conclure des partenariats avec des centres de recherche, des sociétés savantes, des établissements universitaires et d'autres organismes privés afin de gérer et de mettre à jour périodiquement les données.

122. Les informations recueillies devraient être soumises régulièrement à la Commission du droit international pour examen.

[222] Ibid.

Annexe I

Ressources par État

Afrique du Sud

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– South African Treaty Register, Office of the Chief State Law Adviser, Department of International Relations and Cooperation, https://treaties.dirco.gov.za/dbtw-wpd/textbase/treatywebsearch.htm.

– *South African Yearbook of International Law*, 1975-.

Ressources d'ordre général

– Constitutional Court, www.constitutionalcourt.org.za.

– Department of International Relations and Cooperation, www.dirco.gov.za.

– Department of Justice and Constitutional Development, www.justice.gov.za.

– Government, www.gov.za.

– *Government Gazette* = Staatskoerant, imprimé et en ligne, www.gpwonline.co.za/Gazettes/Pages/Published-National-Government-Gazettes.aspx.

– Juta Law, imprimé et en ligne, https://juta.co.za/law/, disponible sur abonnement.

– Laws of South Africa, University of Pretoria, www.lawsofsouthafrica.up.ac.za.

– LexisNexis South Africa, www.lexisnexis.co.za/, disponible sur abonnement.

– National Archives and Records Service, imprimé et en ligne, www.national.archives.gov.za.

– Parliament, www.parliament.gov.za.

– Permanent Mission of South Africa to the United Nations, www.southafrica-newyork.net/pmun/.

– *South Africa Yearbook*, imprimé et en ligne, www.gcis.gov.za/content/resourcecentre/sa-info/yearbook.

– *South African Law Reports*, 1947-, imprimé et en ligne, www.jutastat.com, disponible sur abonnement.

– Southern African Legal Information Institute, www.saflii.org.

– Supreme Court of Appeal, www.justice.gov.za/sca/.

Allemagne

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Archiv des Völkerrechts, Mohr Siebeck, 1948-, imprimé et en ligne, www.mohr.de/en/journals/archiv-des-voelkerrechts-avr.

– Berichte der Deutsche Gesellschaft für Internationales Recht, 1957-, imprimé et en ligne, www.dgfir.de/veroeffentlichungen/berichte/.

– *German Yearbook of International Law*, 1948-, imprimé et en ligne, www.gyil.org.

– Auswärtiges Amt, Verträge der Bundesrepublik Deutschland, Heymanns, 1955-1996.

– *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht = Heidelberg Journal of International Law*, 1929-, imprimé et en ligne, www.zaoerv.de.

Ressources d'ordre général

– Akten zur Auswärtigen Politik der Bundesrepublik Deutschland, Auswärtiges Amt, 1949-, imprimé et en ligne, www.ifz-muenchen.de/aktuelles/themen/akten-zur-auswaertigen-politik/open-access/.

– Auswärtiges Amt, www.auswaertiges-amt.de.

– Beck-Online : Die Datenbank, imprimé et en ligne, http://beck-online.beck.de, disponible sur abonnement.

– Bundesanzeiger, imprimé et en ligne, www.bundesanzeiger.de.

– Bundesarbeitsgericht, www.bundesarbeitsgericht.de.

– Bundesfinanzhof, imprimé et en ligne, www.bundesfinanzhof.de.

– Bundesgerichtshof, www.bundesgerichtshof.de.

– Bundesgesetzblatt, imprimé et en ligne, www.bgbl.de.

– Bundessozialgericht, imprimé et en ligne, www.bundessozialgericht.de.

– Bundesverfassungsgericht, www.bundesverfassungsgericht.de.

– Bundesverwaltungsgericht, www.bverwg.de.

– Schönfelder, Deutsche Gesetze : Sammlung des Zivil-, Straf-, und Verfassungsrechts, C.H. Beck, 1931-.

– Deutsche Rechtsprechung, 1950-, imprimé et en ligne, www.drsp.net, disponible sur abonnement.

– Deutscher Bundestag, www.bundestag.de.

– Die Bundesregierung, www.bundesregierung.de.

– Drucksachen und Plenarprotokolle des Bundestages, http://pdok.bundestag.de.

– Entscheidungen des Bundesarbeitsgerichts, 1955-.

– Entscheidungen des Bundesgerichtshofes in Strafsachen, Heymanns, 1951-.

– Entscheidungen des Bundesgerichtshofes in Zivilsachen, Heymanns, 1951-.

– Entscheidungen des Bundessozialgerichts, Heymanns, 1956-.

– Entscheidungen des Bundesverfassungsgerichts, Mohr, 1952-.

– Entscheidungen des Bundesverwaltungsgerichts, Heymanns, 1955-.

– Entscheidungen des Reichsgerichts in Strafsachen, 1880-1945.

– Entscheidungen des Reichsgerichts in Zivilsachen, 1880-1945.

– Gesetze im Internet, Bundesministerium der Justiz und für Verbraucherschutz, www.gesetze-im-internet.de.

– GesetzesPortal.de, www.gesetzesportal.de.

– Juris, imprimé et en ligne, www.juris.de, disponible sur abonnement.

– JuristenZeitung, 1951-, imprimé et en ligne, www.mohr.de/zeitschriften/juristenzeitung-jz.

– Justizportal des Bundes und der Länder, www.justiz.de.

– Permanent Mission of Germany to the United Nations in New York, https://new-york-un.diplo.de/vertretung/newyorkvn/en/Startseite.html.

– Sammelblatt für Rechtsvorschriften des Bundes und der Länder, 1950-.

– Sammlung der Entscheidungen des Bundesfinanzhofs, Stollfuss, 1952-.

– Sartorius, Verfassungs- und Verwaltungsgesetze, C.H. Beck, 1958-.

– Schönfelder II, Zivil-, Wirtschafts- und Justizgesetze für die neuen Bundesländer, C.H. Beck, 1990-.

Afghanistan

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– معاهدات بین المللی, http://moj.gov.af/fa/Page/1693 .

Ressources d'ordre général

– Human Rights Support Unit, Ministry of Justice, http://moj-hrsu.gov.af.

– Permanent Mission of Afghanistan to the United Nations in New York, http://afghanistan-un.org.

– جمهوري دولت ملي شوری = شورای ملی دولت = National Assembly, www.parliament.af.

– دفتر ریاست جمهوری اسلامی افغانستان = د افغانستان جمهوری ریاست رسمی ویبسایت = Office of the President, http://president.gov.af.

– ریاست عمومی اداره امور ریاست جمهوری, http://aop.gov.af.

– ستره محکمه, http://supremecourt.gov.af.

– ماهنامه آگاهی حقوقی, imprimé et en ligne, http://moj.gov.af/fa/page/1697/24118/1711.

– مجله عدالت, imprimé et en ligne, http://moj.gov.af/fa/page/1697/7967/1708.

– مجموعه قوانين افغانستان = د افغانستان د قوانينو مجموعه، في شكل مطبوع وإلكتروني, imprimé et en ligne, http://moj.gov.af/Content/files/index.htm.

– مركز اطلاعات و رسانه‌های حکومت = د حکومت د اطلاعاتو او رسنيو مرکز = Government Media and Information Center, www.gmic.gov.af.

– وزارت دفاع ملی, http://mod.gov.af.

– وزارت عدليه, http://moj.gov.af.

Albanie

Ressources d'ordre général

– Fletorja Zyrtare, imprimé et en ligne, www.qbz.gov.al.

– Gjykata e Lartë, www.gjykataelarte.gov.al.

– Gjykata Kushtetuese, www.gjk.gov.al.

– Institucioni i Presidentit, http://president.al.

– Kuvendi, www.parlament.al.

– Ministria e Punëve të Jashtme, www.punetejashtme.gov.al.

– Permanent Mission of Albania to the United Nations, www.albania-un.org/un/.

– Përmbleghëse e pergithsheme e legjislacionit ne fuqi të Republikës Popullore të Shqpërisë, 1945-1979.

Algérie

Ressources d'ordre général

– Le Conseil Constitutionnel = المجلس الدستوري, www.conseil-constitutionnel.dz.

– الجريدة الرسمية, imprimé et en ligne, www.joradp.dz.

– وزارة الشؤون الخارجية, www.mae.gov.dz.

Andorre

Ressources d'ordre général

– Afers Exteriors, www.exteriors.ad.

– *Butlletí Oficial*, imprimé et en ligne, www.bopa.ad.

– Consell Superior de la Justícia, www.justicia.ad.

– Govern d'Andorra, www.govern.ad.

– L'Estat Andorra, Recull de textos legislatius i constitucionals d'Andorra, Secretariat del Congrés de Cultura Catalana a Andorra, 1977.

– Recopilació 1866-1988 : ordinacions, decrets, acords, avisos, lleis, reglaments del M.I. Consell General, M.I. Govern, i jurisprudència de les M.I. delegacions permanents, Andorra Govern, Conselleria de Serveis Públics, 1989.

– Tribunal Constitucional, www.tribunalconstitucional.ad.

Angola

Ressources d'ordre général

– Assembleia Nacional de Angola, www.parlamento.ao.

– Diário da República, imprimé et en ligne, www.imprensanacional.gov.ao.

– Governo de Angola, www.governo.gov.ao.

– Legis Palop, Base de Dados Oficial dos Palop, www.legis-palop.org/bd/.

– Ministério da Justiça e dos Direitos Humanos, www.minjusdh.gov.ao.

– Ministério das Relações Exteriores, www.mirex.gov.ao.

– Permanent Mission of the Republic of Angola to the United Nations, www.un.int/angola/.

– Southern African Legal Information Institute, www.saflii.org.

– Tribunal Constitucional da República de Angola, www.tribunalconstitucional.ao.

Antigua-et-Barbuda

Ressources d'ordre général

– Antigua and Barbuda Laws, http://laws.gov.ag.

– Antigua and Barbuda's Government Information and Services, www.ab.gov.ag.

– Eastern Caribbean Supreme Court, Organization of Eastern Caribbean States, www.eccourts.org.

– Judicial Committee of the Privy Council, www.jcpc.uk.

– Ministry of Foreign Affairs, International Trade and Immigration, www.abforeignaffairs.com.

– Les Archives nationales, imprimées et en ligne, www.antiguanationalarchives.org.

– The Antigua and Barbuda Official Gazette, imprimé et en ligne, http://legalaffairs.gov.ag/detail_page.php?page=gazette.php.

Arabie saoudite

Ressources d'ordre général

– Ballantyne, William M., *Register of Laws of the Arabian Gulf*, 16e ed., Thomson Reuters Dubai, 2009.

– أحكام ديوان المظالم, imprimé et en ligne, www.bog.gov.sa/ScientificContent/JudicialBlogs/Pages/default.aspx.

– أم القرى: الجريدة الرسمية, imprimé et en ligne, www.uqn.gov.sa.

– المركز الوطني للوثائق والمحفوظات, https://uqu.edu.sa/dac/24882.

– الهيئة الوطنية لمكافحة الفساد = National Anti-corruption Commission, www.nazaha.gov.sa.

– شبكة المحامين العرب, imprimé et en ligne, www.mohamoon.net, partiellement disponible par abonnement.

– هيئة الخبراء بمجلس الوزراء = Bureau of Experts at the Council of Ministers, www.boe.gov.sa.

– وزارة الخارجية = Ministry of Foreign Affairs, www.mofa.gov.sa.

Argentine

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– *Anuario Argentino de Derecho Internacional*, 1983-, imprimé et en ligne, www.aadi.org.ar/index.php?acc=4.

– Biblioteca Digital de Tratados, Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto, http://tratados.mrecic.gov.ar/index.php.

– Libros del Instituto del Servicio Exterior de la Nación, www.isen.gov.ar/libros-del-isen.

– *Revista Iberoamericana de Derecho Internacional y de la Integración*, 2014-, imprimé et en ligne, www.ijeditores.com.ar/index.php?option=publicaciones.

Ressources d'ordre général

– Archivo de la Cancillería, Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto, 1867, www.mrecic.gov.ar/historia-del-archivo.

– Archivo General, Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto, imprimé et en ligne, www.mrecic.gov.ar/fondo-documentalv.

– *Boletín Oficial*, imprimé en ligne, www.boletinoficial.gob.ar.

– Cámara de Diputados de la Nación, www.diputados.gov.ar.

– Centro de Información Judicial, www.cij.gov.ar.

– Corte Suprema de Justicia, www.csjn.gov.ar.

– Digesto Jurídico argentino, imprimé et en ligne, www.saij.gob.ar/digesto-juridico-argentino.

– LegisLaw Banco Jurídico Argentino, www.legislaw.com.ar.

– Microjuris Argentina, http://ar.microjuris.com/home.jsp, disponible sur abonnement.

– Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto, www.cancilleria.gob.ar.

– Misión Permanente de la República Argentina ante las Naciones Unidas, http://enaun.mrecic.gov.ar.

– Poder Judicial de la Nación, www.pjn.gov.ar.

– Presidencia de la Nación, www.casarosada.gob.ar.

– Senado, www.senado.gov.ar.

– Sistema Argentino de Documentación Jurídica, Ministerio de Justicia y Derechos Humanos, www.saij.gob.ar.

Arménie

Ressources d'ordre général

– Permanent Mission of Armenia to the United Nations, http://un.mfa.am/en/.
– Ազգային ժողովը, http://www.parliament.am.
– Արտաքին Գործերի Նախարարություն, http://mfa.am.
– Կառավարությունը, http://www.gov.am.
– Հայաստանի Իրավական Տեղեկատվական Համակարգ, http://www.arlis.am.
– Նախագահը, http://www.president.am.
– Պաշտոնական տեղեկագրում Հայաստանի Հանրապետության.
– Սահմանադրական դատարանը, http://www.concourt.am.

Australie

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Australian Treaties Database, Department of Foreign Affairs and Trade, http://dfat.gov.au/international-relations/treaties/pages/treaties.aspx

– Australian Treaties Library, Australasian Legal Information Institute and Department of Foreign Affairs and Trade, www.austlii.edu.au/au/other/dfat/.

– Australian Treaty Series, Department of Foreign Affairs, imprimé et en ligne, www.austlii.edu.au/au/other/dfat/treaties/index.html.

– Australian Year Book of International Law, 1965-, imprimé et en ligne, https://aybil.law.anu.edu.au.

– Joint Standing Committee on Treaties, Parliament of Australia, www.aph.gov.au/Parliamentary_Business/Committees/Joint/Treaties.

– Select Documents on International Affairs, Department of Foreign Affairs and Trade, 1966-1999, imprimé et en ligne, www.austlii.edu.au/au/other/dfat/seldoc/.

Ressources d'ordre général

– Australasian Legal Information Institute, University of Technology Sydney and University of New South Wales, www.austlii.edu.au.

– Australian Government, www.australia.gov.au.

– Department of Defence, www.minister.defence.gov.au.

– Department of Foreign Affairs and Trade, http://dfat.gov.au.

– Department of the Prime Minister and Cabinet, www.dpmc.gov.au.

– Federal Court of Australia, www.fedcourt.gov.au.

– Federal Register of Legislation, imprimé et en ligne, www.legislation.gov.au.

– Gazette, imprimé et en ligne, www.legislation.gov.au/content/Gazettes.

– High Court of Australia, www.hcourt.gov.au.

– Minister for Foreign Affairs, http://foreignminister.gov.au.

– National Archives of Australia, imprimé et en ligne, www.naa.gov.au.

– Permanent Mission of Australia to the United Nations : New York, http://unny.mission.gov.au.

– Report of proceedings, Parliament of Australia, http://parlinfo.aph.gov.au.

– Selected Opinions of Attorneys-General of the Commonwealth of Australia with Opinions of Solicitors-General and the Attorney-General's Department, 1901-1950, http://legalopinions.ags.gov.au.

– The Hansard, imprimé et en ligne, www.aph.gov.au/Parliamentary_Business/Hansard.

– Westlaw International, http://westlawinternational.com, disponible sur abonnement.

Autriche

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Außenpolitische Dokumentation, Texte und Dokumente, Bundesministerium für Auswärtige Angelegenheiten, 1990-2000.

– Austrian Review of International and European Law, 1996-, imprimé et en ligne, www.brill.com/publications/austrian-review-international-and-european-law

Ressources d'ordre général

– ALEX Historische Rechts- und Gesetzestexte Online, imprimé et en ligne, http://alex.onb.ac.at/index.htm.

– Ausgewählte Entscheidungen des Verfassungsgerichtshofes, Verlag Österreich.

– Außen- und Europapolitischer Bericht, Bericht des Bundesministers für Europa, Integration und Äußeres, 1975-, imprimé et en ligne, www.bmeia.gv.at/das-ministerium/aussen-und-europapolitischer-bericht/, also

published in English as Foreign and European Policy Report, www.bmeia.gv.at/en/the-ministry/foreign-and-european-policy-report/.

– Außenministerium, www.bmeia.gv.at.

– Bundesgesetzblatt, imprimé et en ligne, www.ris.bka.gv.at/Bgbl-Auth/.

– Entscheidungen des Obersten Gerichtshofes in Zivilsachen, Verlag Österreich.

– Entscheidungen des Österreichischen Obersten Gerichtshofes in Strafsachen, Verlag Österreich.

– Erkenntnisse und Beschlüsse des Verwaltungsgerichtshofes, Verlag Österreich.

– Juristische Blätter, 1872-.

– KODEX des österreichischen Rechts, LexisNexis, imprimé et en ligne, www.lexisnexis.at/produkte/kodex/ .

– Österreichische Juristen-Zeitung, 1946-.

– Österreichische Richterzeitung, 1908-, imprimé et en ligne, https://richtervereinigung.at.

– Österreichisches Staatsarchiv, www.oesta.gv.at.

– Parlament, www.parlament.gv.at.

– Permanent Mission of Austria to the United Nations, www.bmeia.gv.at/oev-new-york/.

– Rechtsinformationssystem, Bundeskanzleramt, imprimé et en ligne, www.ris.bka.gv.at.

– Systematisches Verzeichnis des Geltenden Bundesrechts, Verlag Österreich, 1985-.

– Zeitschrift für Öffentliches Recht = Journal of Public Law, 1919-, imprimé et en ligne, https://link.springer.com/journal/708.

Azerbaïdjan

Ressources d’ordre général

– Ali Məhkəməsi, http://supremecourt.gov.az.

– Hüquq Nəşrləri, Məhkəmə-Hüquq Şurası, imprimé et en ligne, www.judicialcouncil.gov.az/neshrler.php.

– Hüquqi Aktların Dövlət Reyestri, imprimé et en ligne, www.huquqiaktlar.gov.az.

– Konstitusiya Məhkəməsi, www.constcourt.gov.az.

– Milli Arxiv İdarəsi, imprimé et en ligne, www.milliarxiv.gov.az.

– Nazirlər Kabineti, www.cabmin.gov.az.

– Normativ hüquqi aktların vahid internet elektron bazası, www.e-qanun.az.

– Prezidenti, http://az.president.az.

– Vahid Məhkəmə Portali, https://courts.gov.az/az/.

– Xarici İşlər Nazirliyi, www.mfa.gov.az.

Bahamas

Ressources d’ordre général

– Court of Appeal, www.courtofappeal.org.bs.

– Judicial Committee of the Privy Council, www.jcpc.uk.

– Laws, Office of the Attorney General and Ministry of Legal Affairs, http://laws.bahamas.gov.bs.

– Ministry of Foreign Affairs, http://mofa.gov.bs.

– Supreme Court, www.supremecourt.org.bs.

– The Government, www.bahamas.gov.bs.

Bahreïn

Ressources d’ordre général

– Ballantyne, William M., Register of Laws of the Arabian Gulf, 16e ed., Thomson Reuters Dubai, 2009.

– الجريدة الرسمية, imprimé et en ligne, www.mia.gov.bh/ar/official-gazette/Pages/default.aspx.

– بوابة الحكومة الإلكترونية, www.bahrain.bh.

– شبكة المحامين العرب, imprimé et en ligne, www.mohamoon.net, partiellement disponible par abonnement.

– وزارة الشئون الخارجية = Ministry of Foreign Affairs, www.mofa.gov.bh/Default.aspx?tabid=8260&language=ar-BH.

Bangladesh

Ressources d’ordre général

– Ministry of Foreign Affairs, www.mofa.gov.bd.

– Permanent Mission of the People’s Republic of Bangladesh to the United Nations, www.un.int/bangladesh/.

– গণপ্রজাতন্ত্রী বাংলাদেশ সরকার, www.bangladesh.gov.bd.

– ঢাকা আইন রিপোর্ট = The Dhaka law reports, 1982-.

– প্রধানমন্ত্রীর কার্যালয়, www.pmo.gov.bd.

– বাংলাদেশ সরকার প্রেস = Bangladesh Government Press, imprimé et en ligne, www.dpp.gov.bd/bgpress/bangla/index.php.

– বাংলাদেশের আইন, imprimé et en ligne, http://bdlaws.minlaw.gov.bd.

– সুপ্রিম কোর্ট = Supreme Court, imprimé et en ligne, www.supremecourt.gov.bd/web/.

Barbade

Ressources d'ordre général

– Archives Department, imprimé et en ligne, http://archives.gov.bb.

– Barbados Integrated Government, www.gov.bb.

– Government Information Service, http://gisbarbados.gov.bb.

– Judicial System, www.barbadoslawcourts.gov.bb.

– Official Gazette.

– Parliament, www.barbadosparliament.com.

– The Caribbean Court of Justice, www.caribbeancourtofjustice.org.

Bélarus

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Белорусский журнал международного права и международных отношений, 1996-2005, imprimé et en ligne, www.beljournal.evolutio.info.

– Журнал международного права и международных отношений, 2005-, imprimé et en ligne, www.beljournal.evolutio.info.

Ressources d'ordre général

– National Register of Legal Acts of the Republic of Belarus, 1998-, imprimé et en ligne, http://ncpi.gov.by/ncli/national%20register.aspx.

– Permanent Mission of the Republic of Belarus to the United Nations, http://un.mfa.gov.by.

– Верховный Суд, http://court.gov.by.

– Конституционный Суд, www.kc.gov.by.

– Министерство иностранных дел, http://mfa.gov.by.

– Национальный архив, www.narb.by.

– Национальный правовой интернет-портал = National Legal Internet Portal, http://pravo.by and http://law.by.

– Национальный центр правовой информации Республики Беларусь, http://ncpi.gov.by.

– Новости Беларуси - БелТА, www.belta.by.

– Официальный интернет-портал Президента, http://president.gov.by.

– Палата представителей Национального собрания, www.house.gov.by.

– Совет Министров, www.government.by.

– Совет Республики Национального собрания, www.sovrep.gov.by.

– Союзное государство, www.postkomsg.com.

– Эталон-online, http://etalonline.by.

Belgique

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Databank van verdragen = Base de données traités, http://diplomatie.belgium.be/nl/Verdragen/databank_van_verdragen et http://diplomatie.belgium.be/fr/traites/base_de_donnees_traites.

– Revue belge de droit international = Belgisch tijdschrift voor Internationaal Recht, 1965-, imprimé et en ligne, http://rbdi.bruylant.be/public/index.php.

Ressources d'ordre général

– Archief = Archives = Archiv, Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking = Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement = Föderaler Öffentlicher Dienst Auswärtige Angelegenheiten, https://diplomatie.belgium.be/nl/Documentatie/Archief.

– Archives de l'État = Rijksarchief = Staatsarchiv = State Archives, imprimé et en ligne, http://arch.arch.be.

– Belgisch staatsblad = Moniteur belge, 1845-, imprimé et en ligne, www.ejustice.just.fgov.be/cgi/welcome.pl.

– Cour de Justice Benelux = Benelux-Gerechtshof, www.courbeneluxhof.be.

– Cour de Justice Benelux : jurisprudence = Benelux-Gerechtshof : jurisprudentie, 1982-.

– De Belgische Senaat = Le Sénat de Belgique, www.senate.be.

– Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking = Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement = Föderaler Öffentlicher Dienst Auswärtige Angelegenheiten, http://diplomatie.belgium.be.

– JUSTEL, www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi.pl.

– Permanent Mission of Belgium to the United Nations, http://newyorkun.diplomatie.belgium.be.

– Service public fédéral Justice = Federale Overheidsdienst Justitie, www.juridat.be.

Belize

Ressources d'ordre général

– Belize National Library Service and Information System, imprimé et en ligne, www.bnlsis.org.

– Gazette.

– Judiciary, www.belizejudiciary.org/web/.

– Laws of Belize, Revised Edition, Belize Legal Information Network, 2000, imprimé et en ligne, www.belizelaw.org/web/lawadmin/index2.html.

– Ministry of Foreign Affairs, www.mfa.gov.bz.

– National Assembly, www.nationalassembly.gov.bz.

– Permanent Mission of Belize to the United Nations, www.belizemission.com.

– The Caribbean Court of Justice, www.caribbeancourtofjustice.org.

– The Official Government Portal, www.belize.gov.bz.

Bénin

Ressources d'ordre général

– Droit et lois, 2004-2015, imprimé et en ligne, www.droitetlois.com.

– *Journal officiel de la République du Bénin*.

– Portail officiel du Gouvernement, http://gouv.bj.

– Secrétariat général du Gouvernement du Bénin, https://sgg.gouv.bj.

Bhoutan

Ressources d'ordre général

– གཞི་རྒྱལ་ཡོངས་ཚོགས་འདུ་ = National Assembly, www.nab.gov.bt/en.

– གཞི་རྒྱལ་ཡོངས་ཚོགས་སྡེ་ = National Council of Bhutan, National Portal of Bhutan, www.nationalcouncil.bt/dz.

– དཔལ་ལྡན་འབྲུག་པའི་དྲང་ཁྲིམས་སྒོན་སྡེ = Royal Court of Justice, www.judiciary.gov.bt.

– འབྲུག་རྒྱལ་ཡོངས་དཔེ་མཛོད། = The National Library, imprimé et en ligne, www.library.gov.bt/index.html.

– Ministry of Foreign Affairs, www.mfa.gov.bt.

– National Portal of Bhutan, www.bhutan.gov.bt.

– Office of the Attorney General, http://oag.gov.bt.

– The Permanent Mission of the Kingdom of Bhutan to the United Nations in New York, www.un.int/bhutan/.

Bolivie (État plurinational de)

Ressources d'ordre général

– Archivo y Biblioteca Nacionales, imprimé et en ligne, www.archivoybibliotecanacionales.org.bo.

- Asamblea Legislativa Plurinacional : Cámara de Diputados, www.diputados.bo.
- Asamblea Legislativa Plurinacional : Cámara de Senadores, http://senado.gob.bo.
- Gaceta Oficial, imprimé et en ligne, www.gacetaoficialdebolivia.gob.bo.
- Ministerio de la Presidencia, www.presidencia.gob.bo.
- Ministerio de Relaciones Exteriores, www.cancilleria.gob.bo.
- Órgano Judicial, www.organojudicial.gob.bo.
- Tribunal Supremo de Justicia, http://tsj.bo.

Bosnie-Herzégovine

Ressources d'ordre général

- Arhiv, www.arhivbih.gov.ba.
- Federalna agencija za upravljanje oduzetom imovinom, www.fazuoi.gov.ba.
- Ministarstvo vanjskih poslova, www.mvp.gov.ba.
- Permanent Mission of Bosnia and Herzegovina to United Nations in New York, http://bhmissionun.org.
- Portal pravosuđa, www.pravosudje.ba.
- Službeni list, www.sluzbenilist.ba.
- Tužilaštvo, www.tuzilastvobih.gov.ba.
- Vijeće ministara, www.vijeceministara.gov.ba.

Botswana

Ressources d'ordre général

- Botswana e-laws, Attorney General's Chambers, 1964-2013, www.elaws.gov.bw.
- Botswana National Archives and Records Services.
- Government, www.gov.bw.
- Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation, www.mofaic.gov.bw.
- Permanent Mission of Botswana to the United Nations, www.botswanaun.org.
- Southern African Legal Information Institute, www.saflii.org.

Brésil

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Anuário Brasileiro de Direito Internacional, 2006-, imprimé et en ligne, http://centrodireitointernacional.com.br/publicacoes/anuario-brasileiro-de-direito-internacional/.

– Cançado Trindade, Antônio Augusto, Repertório da Prática Brasileira do Direito Internacional Público (6 vols.), Fundação Alexandre de Gusmão, 1898-1981, imprimé et en ligne, http://funag.gov.br/loja/index.php?route=product/search&search=Pr%C3%A1tica%20Brasileira.

– Sistema Atos Internacionais, http://dai-mre.serpro.gov.br.

Ressources d'ordre général

– Arquivo Nacional, http://arquivonacional.gov.br.

– Cadernos do CHDD, Fundação Alexandre de Gusmão, 2002-, imprimé et en ligne, http://funag.gov.br/loja/index.php?route=product/category&path=59.

– Câmara dos Deputados, www.camara.leg.br.

– Catálogo de Cartas e Publicações, Diretoria de Hidrografia e Navegação, Marinha do Brasil, www.mar.mil.br/dhn/chm/box-publicacoes/publicacoes/catalogo/Catalogo-completo.pdf.

– Conselho da Justiça Federal, www.cjf.jus.br.

– Diário Oficial da União, imprimé et en ligne, http://portal.imprensanacional.gov.br/.

– Ministerial Reports : Relações Exteriores, 1830-1960, Center for Research Libraries, imprimé et en ligne, http://www-apps.crl.edu/brazil/ministerial/rela%C3%A7oes_exteriores.

– Ministério da Defesa, www.defesa.gov.br/.

– Ministério da Indústria, Comércio Exterior e Serviços, www.mdic.gov.br/.

– Ministério da Justiça e Segurança Pública, www.justica.gov.br.

– Ministério das Relações Exteriores, www.itamaraty.gov.br.

– Ministério dos Direitos Humanos, www.sdh.gov.br.

– Ministério Público da União, www.mpu.mp.br.

– Missão do Brasil junto às Nações Unidas, http://delbrasonu.itamaraty.gov.br.

– ONUBR : Nações Unidas no Brasil, https://nacoesunidas.org.

– Palácio do Planalto : Presidência da República, http://www2.planalto.gov.br.

– Repertório de Política Externa, Fundação Alexandre de Gusmão, 2015-, imprimé et en ligne, www.funag.gov.br/ipri/repertorio/index.php/about-us.

– Resenha de Política Exterior do Brasil, Ministério das Relações Exteriores, 1995-2014, imprimé et en ligne, www.itamaraty.gov.br/pt-BR/resenha-de-politica-exterior-do-brasil.

– Senado Federal, www.senado.leg.br.

– Superior Tribunal de Justiça, www.stj.jus.br/portal/site/STJ.

– Supremo Tribunal Federal, www.stf.jus.br.

Brunéi Darussalam

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Brunei Darussalam Treaty Series : Counter Terrorism, Intellectual Property, Law of the Sea and Maritime, 2013-, imprimé et en ligne, www.agc.gov.bn/AGC%20Site%20Pages/Publication.aspx.

Ressources d'ordre général

– Attorney General's Chambers, Prime Minister's Office, www.agc.gov.bn.

– E-darussalam : The official portal of the Government of Brunei Darussalam, www.brunei.gov.bn.

– Jabatan Perdana Menteri = جابتن ڤردان منتري = Prime Minister's Office, www.jpm.gov.bn.

– Judgments of the courts of Brunei Darussalam, Attorney General's Chambers, 1987-.

– Judicial Committee of the Privy Council, www.jcpc.uk.

– Permanent Mission of Brunei Darussalam to the United Nations, www.un.int/brunei/.

– Reports of Cases before the Supreme Court, Malaysia; the Court of Appeal, Brunei Darussalam and the Judicial Committee of the Privy Council (on appeal from the Republic of Singapore and Brunei Darussalam), also known as Supreme Court Reports, 1988-1996.

– Sinnadurai, Visu (dir.), The Privy Council cases : Malaysia, Singapore, Brunei, 1875-1990.

– Warta Kerajaan Negara Brunei Darussalam = Brunei Darussalam Government Gazette, imprimé et en ligne, www.agc.gov.bn/Lists/gazetteII/AllItems.aspx.

– كمنترين حال إيهول لوار نكري دان ڤرداكغن = Ministry of Foreign Affairs and Trade, www.mofat.gov.bn/site/Home.aspx.

Bulgarie

Ressources d'ordre général

– Ciela, Софтуерна интеграция справочен и правен софтуер, www.ciela.net, disponible sur abonnement.

– Висш съдебен съвет = Supreme Judicial Council, www.vss.justice.bg.

– Върховен касационен съд, www.vks.bg.

– Държавен вестник, imprimé et en ligne, http://dv.parliament.bg/DVWeb/index.faces.

– Държавна агенция « Архиви », imprimé et en ligne, www.archives.government.bg.

– Конституционния съд, www.constcourt.bg.

– Министерство на външните работи, www.mfa.bg.

– Народно събрание, www.parliament.bg.

– Постоянно представителство на Република България към ООН, www.mfa.bg/embassies/usapr.

– Президент = President, www.president.bg.

– Социалистическо право, 1952-1987.

Burkina Faso

Ressources d'ordre général

– Assemblée nationale, www.assembleenationale.bf.

– Conseil constitutionnel, www.conseil-constitutionnel.gov.bf.

– Cour de cassation, www.cour-cassation.gov.bf.

– *Journal officiel du Burkina Faso*, imprimé et en ligne, www.sggcm.gov.bf.

– Legiburkina.bf : La diffusion du droit, Secrétariat général du Gouvernement et du Conseil des ministres, www.legiburkina.bf.

– Ministère des affaires étrangères, de la coopération et des Burkinabè de l'exterieur, www.mae.gov.bf.

– Palais de Kosyam : La présidence du Faso, www.presidence.bf.

– Mission permanente du Burkina Faso auprès de l'Organisation des Nations Unies, www.un.int/burkinafaso.

– Portail officiel du Gouvernement du Burkina Faso, www.primature.gov.bf.

– Revue burkinabè de droit, 1985-.

– Secrétariat général du Gouvernement et du Conseil des ministres, www.sggcm.gov.bf.

Burundi

Ressources d'ordre général

– Assemblée nationale, www.assemblee.bi.

– Gouvernement, www.burundi.gov.bi.

– *Ikinyamakuru c'ibitegekwa mu Burundi = Bulletin officiel du Burundi*.

– Mission permanente du Burundi auprès de l'Organisation des Nations Unies, www.burundimission.org.

– Présidence de la République, www.presidence.gov.bi.

– Revue administrative et juridique du Burundi, 1967-1974.

– Revue juridique de droit écrit et coutumier du Rwanda et du Burundi, 1961-1966.

– Sénat, www.senat.bi.

Cabo Verde

Ressources d'ordre général

– Arquivo Nacional, imprimé et en ligne, www.arquivonacional.cv.

– Assembleia Nacional, www.parlamento.cv.

– Forças Armadas, www.fa.gov.cv.

– Governo, www.governo.cv.

– Imprensa Nacional, imprimé et en ligne, www.incv.cv.

– Legis Palop, Base de Dados Oficial dos Palop, www.legis-palop.org/bd/.

– Ministério Público, www.ministeriopublico.cv.

– Presidência da República, www.presidencia.cv.

Cambodge

Ressources d'ordre général

– ក្រសួងការបរទេសនិងសហប្រតិបត្តិការអន្តរជាតិ, www.mfaic.gov.kh.

– សមាគមរបារ = The Bar Association of the Kingdom of Cambodia, imprimé et en ligne, www.bakc.org.kh.

– Domestic Laws, United Nations Human Rights Office of the High Commissioner : Cambodia, imprimé et en ligne, http://cambodia.ohchr.org/en/node/2240.

– Laws : Sithi.org, www.sithi.org/temp.php?url=law_infrastructur.php&tab_id=&type=1&sP=&mt=&yt=&lg=.

Cameroun

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Conventions du Cameroun, Centre d'études et de recherche en droit international et communautaire, Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Yaoundé II, www.cameroun-traites-accords.com.

Ressources d'ordre général

– Assemblée nationale = The National Assembly, www.assnat.cm.

– Commission nationale des droits de l'homme et des libertés = National Commission on Human Rights and Freedoms, www.cndhl.cm.

– *Journal officiel de la République fédérale du Cameroun = Official Gazette of the Federal Republic of Cameroon*.

– Ministère de la justice, http://minjustice.gov.cm.

– Ministère des relations extérieures, www.diplocam.cm.

– National Archives = Archives nationales.

– Présidence de la République, www.prc.cm.

– Services du Premier Ministre = Prime Minister's Office, www.spm.gov.cm.

Canada

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Canada Treaty Series = Recueil des traités du Canada, imprimé et en ligne, www.treaty-accord.gc.ca/cts-rtc.aspx.

– *Canadian Human Rights Yearbook = Annuaire canadien des droits de la personne*, 1983-, imprimé et en ligne, https://cdp-hrc.uottawa.ca/en/publications/canadian_human_rights_yearbook

– Canadian Yearbook of International Law = Annuaire canadien de droit international, 1961-, imprimé et en ligne, www.cambridge.org/core/journals/canadian-yearbook-of-international-law-annuaire-canadien-de-droit-international.

Ressources d'ordre général

– *Canada Gazette = Gazette du Canada*, imprimé et en ligne, http://canadagazette.gc.ca.

– Canada Supreme Court Reports = Recueil des arrêts de la Cour suprême du Canada, 1876-, imprimé et en ligne, https://scc-csc.lexum.com.

– CanLII : The Canadian Legal Information Institute, www.canlii.org.

– Centre d'accès à l'information juridique, www.caij.qc.ca.

– Centre for International Policy Studies, www.cips-cepi.ca.

– Department of Foreign Affairs, Trade and Development (DFATD) Digital Library, http://gac.canadiana.ca.

– Documents on Canadian External Relations = Documents relatifs aux relations extérieures du Canada, 1874-1963, imprimé et en ligne, www.international.gc.ca/history-histoire/documents-documents.aspx.

– Federal Court = Cour fédérale, www.fct-cf.gc.ca.

– Federal Court of Appeal = Cour d'appel fédérale, http://decisions.fca-caf.gc.ca.

– Global Affairs Canada = Affaires mondiales Canada, www.international.gc.ca.

– Government of Canada Publications = Publications du gouvernement du Canada, www.publications.gc.ca.

– Justice Laws Website = Site Web de la législation (Justice), http://laws-lois.justice.gc.ca.

– LEGISinfo, www.parl.gc.ca/legisinfo.

– LexisNexis, www.lexisnexis.ca, disponible sur abonnement.

– Library and Archives Canada = Bibliothèque et Archives Canada, www.canada.ca/en/library-archives.html.

– Office of the Prime Minister = Cabinet du Premier Ministre, www.pm.gc.ca.

– Parliament = Parlement, www.parl.gc.ca.

– Permanent Mission of Canada to the United Nations = Mission permanente du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies, www.international.gc.ca/prmny-mponu/.

– Royal Canadian Mounted Police = Gendarmerie royale du Canada, www.rcmp.gc.ca.

– Senate = Sénat, https://sencanada.ca.

– SOQUIJ : Intelligence juridique, http://soquij.qc.ca, disponible sur abonnement.

– The Department of National Defence and the Canadian Armed Forces = Le Ministère de la défense nationale et les Forces armées canadiennes, www.forces.gc.ca.

– Westlaw International, http://westlawinternational.com, disponible sur abonnement.

Chili

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Ley Chile : Búsqueda de Tratados, Biblioteca del Congreso Nacional, 1824, imprimé et en ligne, www.leychile.cl/Consulta/buscador_tratados.

– *Revista Tribuna Internacional*, imprimé et en ligne, www.tribunainternacional.uchile.cl.

Ressources d'ordre général

– « Apuntes Internacionales » Initiative, Academia Diplomática de Chile « Andrés Bello », Ministerio de Relaciones Exteriores, www.apuntesinternacionales.cl.

– Archivo General Histórico, Ministerio de Relaciones Exteriores, imprimé et en ligne, http://prontus.minrel.gov.cl/biblioarchivo/site/edic/base/port/biblioteca.html.

– Archivos Históricos : Memorias, Ministerio de Relaciones Exteriores, imprimé et en ligne, http://prontus.minrel.gov.cl/memorias/biblioarchivo/2013-10-15/154606.html.

– Bases Jurisprudenciales, Poder Judicial, http://basejurisprudencial.poderjudicial.cl.

– Cámara de Diputados, www.camara.cl.

– Diario Oficial, Ministerio del Interior y Seguridad Pública, imprimé et en ligne, www.diariooficial.interior.gob.cl.

– Diplomacia, Academia Diplomática de Chile “Andrés Bello”, Ministerio de Relaciones Exteriores, 1974-, imprimé et en ligne, www.apuntesinternacionales.cl/centro-de-publicaciones/.

– Gobierno, www.gob.cl.

– Ley Chile, Biblioteca del Congreso Nacional, imprimé et en ligne, www.leychile.cl/Consulta/.

– Microjuris Chile, http://cl.microjuris.com, disponible sur abonnement.

– Ministerio de Relaciones Exteriores, www.minrel.gob.cl.

– Misión Permanente de Chile ante las Naciones Unidas, http://chile.gob.cl/onu/en/.

– Poder Judicial, www.pjud.cl.

– Prensa Presidencia, https://prensa.presidencia.cl.

– Senado, www.senado.cl.

– Tribunal Constitucional, www.tribunalconstitucional.cl.

– vLex Chile, http://vlex.cl/jurisdictions/CL, disponible sur abonnement.

Chine

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– *Chinese Journal of International Law*, 2002-, imprimé et en ligne, https://academic.oup.com/chinesejil.

– 中国国际法学会 = Chinese Society of International Law, www.csil.cn.

– 段, 洁龙, 中国国际法实践与案例, 法律出版社, 2011.

– 中国国际法年刊 = *Chinese Yearbook of International Law*, 中国国际法学会, 1982-, imprimé et en ligne, www.csil.cn/Year/List.aspx?CId=35.

– 中国法学网, 中国社会科学院国际法研究所, www.iolaw.org.cn/web/organ/org_guojifa.asp.

– 北大国际法与比较法评论 = *PKU International and Comparative Law Review*, 北京大学出版社, imprimé et en ligne, www.pkulaw.cn/cluster_form.aspx?menu_item=journal&EncodingName=&search_tj=journal_id{3a63&Db=qikan&keyword=&range=name.

Ressources d’ordre général

– LexisNexis China, www.lexisnexis.com.cn, disponible sur abonnement.

– Westlaw China, www.westlawchina.com, disponible sur abonnement.

– 中华人民共和国国家档案局 = The State Archives Administration of the People's Republic of China, imprimé et en ligne, www.saac.gov.cn, disponible sur abonnement.

– 中华人民共和国外交部, www.fmprc.gov.cn.

– 中华人民共和国外交部档案馆, http://dag.fmprc.gov.cn/chn/spdb/.

– 中华人民共和国常驻联合国代表团 = Permanent Mission of the People's Republic of China to the United Nations, www.china-un.org.

– 中华人民共和国最高人民检察院 = The Supreme People's Procuratorate of the People's Republic of China, www.spp.gov.cn.

– 中华人民共和国最高人民法院 = The Supreme People's Court of the People's Republic of China, www.court.gov.cn.

– 全国人大常委会法制工作委员会, 中华人民共和国法律汇编, 人民出版社.

– 中国人大网 = The National People's Congress of the People's Republic of China, www.npc.gov.cn.

– 中国政府网 中央人民政府门户网站, www.gov.cn.

– 中国法律 = China Law, 1994-, imprimé et en ligne, www.pkulaw.cn/cluster_form.aspx?menu_item=journal&EncodingName=&search_tj=journal_id{3a49&Db=qikan&keyword=&range=name&;.

– 中国法律年鉴 = Law Yearbook of China, 中国法律年鉴编辑部, imprimé et en ligne, www.pkulaw.cn/cluster_form.aspx?menu_item=journal&EncodingName=&search_tj=journal_id{3a45&Db=eqikan&keyword=&range=name.

– 北大法宝法律数据库, www.pkulaw.cn, disponible sur abonnement.

– 国务院公报, imprimé et en ligne, www.gov.cn/gongbao/currentissue.htm.

– 国务院法制办公室, www.chinalaw.gov.cn.

Chypre

Ressources d'ordre général

– CyLaw : Η Κυπριακή Πηγή Νομικής Πληροφόρησης, Παγκυπριος Δικηγορικος Συλλογος, www.cylaw.org.

– Permanent Mission of the Republic of Cyprus to the United Nations, www.cyprusun.org.

– Ανωτάτο Δικαστηρίο, www.supremecourt.gov.cy.

– Βουλή των Αντιπροσώπων, www.parliament.cy.

– Γραμματεία Υπουργικού Συμβουλίου, www.cm.gov.cy.

– Γραφείο Επιτρόπου Νομοθεσίας, www.olc.gov.cy.

– Γραφείο Τύπου και Πληροφοριών, www.moi.gov.cy/moi/pio/pio2013.nsf/.

– Διαδικτυακή Πύλη της Κυπριακής Δημοκρατίας, www.cyprus.gov.cy.

– Επίσημη Εφημερίδα, www.mof.gov.cy/mof/gpo/gpo.nsf/dmlgaz_view_sections_gr/dmlgaz_view_sections_gr.

– Κρατικό Αρχείο, www.mjpo.gov.cy.

– Προεδρία = Cumhuriyeti Cumhurbaşkanlığı = Presidency, www.presidency.gov.cy.

– Υπουργείο Εξωτερικών = Ministry of Foreign Affairs, www.mfa.gov.cy.

Colombie

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– *Anuario Colombiano de Derecho Internacional*, 2008-, imprimé et en ligne, www.anuariocdi.org.

– Biblioteca Virtual de Tratados, Ministerio de Relaciones Exteriores, 1823, http://apw.cancilleria.gov.co/tratados/sitepages/menu.aspx.

Ressources d'ordre général

– Archivo General de la Nación, Ministerio de Cultura, imprimé et en ligne, www.archivogeneral.gov.co.

– Cámara de Representantes, www.camara.gov.co.

– Consejo de Estado, www.consejodeestado.gov.co.

– Corte Constitucional, www.corteconstitucional.gov.co.

– Corte Suprema de Justicia, www.cortesuprema.gov.co.

– Diario Oficial, imprimé et en ligne, www.imprenta.gov.co/portal/page/portal/IMPRENTA/Productos/Diario_Oficial.

– Informe de Gestión, Ministerio de Relaciones Exteriores, imprimé et en ligne, www.cancilleria.gov.co/ministry/strategy/managementreport.

– Memorias al Congreso, Ministerio de Relaciones Exteriores, 1823-, imprimé et en ligne, www.cancilleria.gov.co/ministry/strategy/informes.

– Ministerio de Relaciones Exteriores, www.cancilleria.gov.co.

– Misión Permanente de Colombia ante las Naciones Unidas en Nueva York, http://nuevayork-onu.mision.gov.co.

– Presidencia de la República, http://es.presidencia.gov.co.

– Senado de la República, www.senado.gov.co.

– Sistema Único de Información Normativa, Ministerio de Justicia, www.suin-juriscol.gov.co.

– vLex Colombia, http://vlex.com.co/jurisdictions/CO, disponible sur abonnement.

Comores

Ressources d'ordre général

– Centre national de documentation et de recherche scientifique, www.cndrs-comores.org.

– *Journal officiel de l'Union des Comores*.

– Ministère des relations extérieures, http://diplomatie.gouv.km.

– Mission permanente des Comores auprès de l'Organisation des Nations Unies, www.un.int/comoros/.

– Portail du Gouvernement, www.gouvernement.km.

– Présidence de la République, http://beit-salam.km/.

– Recueil des textes législatifs d'ordre général : 1979-30 septembre 2005, Assemblée de l'Union.

Congo

Ressources d'ordre général

– Cour constitutionnelle, http://cour-constitutionnelle.cg.

– *Journal officiel*, imprimé et en ligne, www.sgg.cg/les_derniers_jo.asp.

– Mission permanente du Congo auprès de l'Organisation des Nations Unies, www.un.int/congo/.

– Présidence, www.presidence.cg/president/index.php.

– Ousmanou, Sadjo, *Recueil de jurisprudence commerciale congolaise*, Ministère du Commerce et des Approvisionnements, 2000-2011.

– *Revue congolaise de droit et des affaires*, 2010-, imprimé et en ligne, www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=revue&no=152.

– Secrétariat général du Gouvernement, www.sgg.cg.

Costa Rica

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Instrumentos Jurídicos, Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto, www.rree.go.cr/?sec=servicios&cat=informacion&cont=578.

Ressources d'ordre général

– Archivo Nacional, www.archivonacional.go.cr.

– Asamblea Legislativa, www.asamblea.go.cr.

– Digesto de Jurisprudencia, Poder Judicial, www.poder-judicial.go.cr/digesto/.

– La Gaceta – Diario Oficial, imprimé et en ligne, www.imprentanacional.go.cr/gaceta/.

– Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto, www.rree.go.cr.

– Permanent Mission of Costa Rica to the United Nations, www.un.int/costarica/.

– Poder Judicial, www.poder-judicial.go.cr.

– Presidencia, http://presidencia.go.cr.

– Sistema Costarricense de Información Jurídica, Procuraduría General de la República, www.pgrweb.go.cr/scij/.

– vLex Costa Rica, http://vlex.co.cr, disponible sur abonnement.

Côte d'Ivoire

Ressources d'ordre général

– Centre national de documentation juridique, www.cndj.ci, disponible sur abonnement.

– Chambre administrative de la Cour suprême, www.consetat.ci.

– Conseil constitutionnel, www.conseil-constitutionnel.ci.

– *Journal officiel*, imprimé et en ligne, www.sgg.gouv.ci/jo.php.

– Meledje, Djedjro Francisco, *Les grands arrêts de la jurisprudence constitutionnelle ivoirienne*, Centre national de documentation juridique, 2012.

– Ministère des affaires étrangères, www.diplomatie.gouv.ci.

– Présidence de la République, www.presidence.ci.

– *Recueil des décisions et avis du Conseil constitutionnel*, Centre National de Documentation Juridique, 1980-2012.

Croatie

Ressources d'ordre général

– Izbor odluka Vrhovni Sud Republike Hrvatske, 1994-.

– Ministarstvo vanjskih i europskih poslova, www.mvep.hr.

– Permanent Representation of Croatia to the United Nations, http://un.mfa.hr.

– Predsjednica, http://predsjednica.hr.

– Službeni list, imprimé et en ligne, www.nn.hr.

– Ustavni sud, www.usud.hr.

– Vlada, https://vlada.gov.hr.

– Vrhovni sud Republike Hrvatske = Supreme Court of the Republic of Croatia, www.vsrh.hr.

Cuba

Ressources d'ordre général

– Archivo Nacional, imprimé et en ligne, www.arnac.cu.

– Asamblea Nacional del Poder Popular, www.parlamentocubano.cu.

– Gaceta Oficial de la República de Cuba, imprimé et en ligne, www.gacetaoficial.gob.cu.

– Gobierno, www.cubagob.cu.

– Ministerio de Relaciones Exteriores, www.minrex.gob.cu.

– Tribunal Supremo Popular, www.tsp.cu.

Danemark

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– *Nordic Journal of International Law* : Acta scandinavica juris gentium, 1930-, imprimé et en ligne, www.brill.com/nordic-journal-international-law.

Ressources d'ordre général

– Danish Foreign Policy Yearbook …, Danish Institute for International Studies, 1997-, imprimé et en ligne, www.diis.dk.

– Folketinget, www.ft.dk and www.thedanishparliament.dk.

– Forsvarsministeriet, www.fmn.dk.

– Højesteret, www.hoejesteret.dk and www.supremecourt.dk.

– Karnovs Lovsamling, imprimé et en ligne, www.karnovgroup.dk/produktoversigt/karnovs-lovsamling-online, disponible sur abonnement.

– Lovtidende, imprimé et en ligne, www.lovtidende.dk.

– Ministerialtidende, 1871-2012, imprimé et en ligne, www.ministerialtidende.dk.

– Permanent Mission of Denmark to the United Nations in New York, http://fnnewyork.um.dk.

– Retsinformation.dk, www.retsinformation.dk.

– Rigsarkivet, imprimé et en ligne, www.sa.dk.

– Statsministeriet, www.stm.dk.

– Udenrigsministeriet, http://um.dk.

– Ugeskrift for Retsvæsen, 1867, imprimé et en ligne, www.karnovgroup.dk/produktoversigt/ugeskrift-for-retsvaesen-ufr, disponible sur abonnement.

Djibouti

Ressources d'ordre général

– Assemblée nationale de Djibouti, www.assemblee-nationale.dj.

– *Journal officiel de la République de Djibouti*, imprimé et en ligne, www.presidence.dj/sousmenu.php?ID=37.

– Ministère de la justice et des affaires pénitentiaires, Chargé des Droits de l'Homme, www.justice.gouv.dj.

– Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, www.djibdiplomatie.dj.

– Présidence de la République, www.presidence.dj.

Dominique

Ressources d'ordre général

– Dominica Library and Information Centre, www.dlis.gov.dm.

– Eastern Caribbean Supreme Court, Organization of Eastern Caribbean States, www.eccourts.org.

– Government of the Commonwealth of Dominica : Web Portal, www.dominica.gov.dm.

– National Archives, www.dlis.gov.dm/national-archives.

Égypte

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– المجلة المصرية للقانون الدولي = Revue Egyptienne de Droit International, 1945-.

– الوفد الدائم لجمهورية مصر العربية في نيويورك – الولايات المتحدة, www.mfa.gov.eg/arabic/embassies/egyptian_embassy_newyork/pages/default.aspx.

Ressources d'ordre général

– أحكام المحكمة الدستورية العليا, imprimé et en ligne, www.cc.gov.eg/Dostoureya.aspx.

– أحكام محكمة النقض, imprimé et en ligne, www.cc.gov.eg/Courts/Cassation_Court/All/Cassation_Court_All_Cases.aspx.

– الجريدة الرسمية لجمهورية مصر العربية, imprimé et en ligne, www.alamiria.com/.

– المحكمة الدستورية العليا = The Supreme Constitutional Court, http://sccourt.gov.eg.

– الهيئة العامة للاستعلامات = State Information Service, www.sis.gov.eg.

– الوقائع المصرية, www.alamiria.com/ and www.cc.gov.eg/Legislations/Egypt_Legislations.aspx.

– بوابة خدمات الحكومة المصرية, www.egypt.gov.eg.

– وزارة الخارجية، جمهورية مصر العربية, www.mfa.gov.eg.

– دار الكتب والوثائق, imprimé et en ligne, www.darelkotob.gov.eg/index.html.

– مجلس الدولة = Council of State, www.ecs.eg.

– مجلس النواب المصري, www.parliament.gov.eg.

El Salvador

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Sistema de Gestión de Instrumentos Internacionales, Ministerio de Relaciones Exteriores, http://tratados.rree.gob.sv.

Ressources d'ordre général

– Archivo General de la Nación, imprimé et en ligne, www.cultura.gob.sv/agn/.

– Asamblea Legislativa, www.asamblea.gob.sv.

– Centro de Documentación Judicial, www.jurisprudencia.gob.sv.

– Consejo Nacional de la Judicatura, www.cnj.gob.sv.

– *Diario Oficial*, imprimé et en ligne, www.diariooficial.gob.sv.

– Instituto de Acceso a la Información Pública, www.iaip.gob.sv.

– Leyes y Decretos : Índice Legislativo, Asamblea Legislativa, www.asamblea.gob.sv/eparlamento/indice-legislativo.

– Memoria de Labores, Ministerio de Relaciones Exteriores, 1827-, imprimé et en ligne, www.rree.gob.sv/index.php?option=com_rsfiles&view=rsfiles&Itemid=1555.

– Ministerio de Relaciones Exteriores, http://rree.gob.sv.

– Organo Judicial : Corte Suprema de Justicia, www.csj.gob.sv.

– Permanent Mission of El Salvador to the United Nations, www.un.int/elsalvador/.

– Presidencia de la República, www.presidencia.gob.sv.

– Transparencia.gob.sv, www.transparencia.gob.sv.

– vLex El Salvador, http://sv.vlex.com, disponible sur abonnement.

Émirats arabes unis

Ressources d'ordre général

– Ballantyne, William M., *Register of Laws of the Arabian Gulf*, 16e ed., Thomson Reuters Dubai, 2009.

– بوابة التشريعات الإلكترونية لدولة الامارات العربية المتحدة، وزارة العدل, imprimé et en ligne, www.elaws.gov.ae/DefaultAr.aspx.

– البعثة الدائمة للإمارات العربية المتحدة لدى الأمم المتحدة, www.un.int/uae/ar.

– البوابة الرسمية لحكومة الإمارات العربية المتحدة, www.government.ae.

– الجريدة الرسمية.

– شبكة المحامين العرب, imprimé et en ligne, www.mohamoon.net, partiellement disponible par abonnement.

– وزارة الخارجية والتعاون الدولي, www.mofa.gov.ae.

– وزارة العدل, http://ejustice.gov.ae.

Équateur

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Sistema de Tratados, Ministerio de Relaciones Exteriores y Movilidad Humana, http://sitrac.cancilleria.gob.ec/sitrac/consultas/busqueda.aspx.

Ressources d'ordre général

– Archivo Nacional del Ecuador, www.ane.gob.ec.

– Asamblea Nacional, www.asambleanacional.gob.ec.

– Biblioteca Central, Ministerio de Relaciones Exteriores y Movilidad Humana, imprimé et en ligne, http://biblioteca.cancilleria.gob.ec.

– Consejo de la Judicatura, www.funcionjudicial.gob.ec.

– DerechoEcuador : Revista Judicial, imprimé et en ligne, www.derechoecuador.com.

– Ministerio de Relaciones Exteriores y Movilidad Humana, www.cancilleria.gob.ec.

– Presidencia, www.presidencia.gob.ec.

– Registro Oficial, imprimé et en ligne, www.registroficial.gob.ec.

– Sistema de Procesamiento de Jurisprudencia, Consejo de la Judicatura, http://app.funcionjudicial.gob.ec/sipjur/.

– vLex Ecuador, http://vlex.ec, disponible sur abonnement.

Érythrée

Ressources d'ordre général

– ጋዜጣ ሕግታት ኤርትራ = Gazette of Eritrean Laws.

– Civil code of the State of Eritrea, Ministry of Justice, 2015.

– Civil procedure code of the State of Eritrea, Ministry of Justice, 2015.

– Criminal procedure code of the State of Eritrea, Ministry of Justice, 2015.

– Penal code of the State of Eritrea, Ministry of Justice, 2015.

– The Permanent Mission of Eritrea to the United Nations, www.eritrea-unmission.org.

Espagne

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– *Revista Electrónica de Estudios Internacionales*, 2000-, www.reei.org.

– *Revista Española de Derecho Internacional*, 1948-, imprimé et en ligne, http://revista-redi.es.

– *Spanish Yearbook of International Law*, 1991-, imprimé et en ligne, www.sybil.es.

– Tratados Internacionales, Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación, www.exteriores.gob.es/Portal/es/PoliticaExteriorCooperacion/Tratados/Paginas/default.aspx.

Ressources d'ordre général

– *Boletín Oficial del Estado*, imprimé et en ligne, http://boe.es.

– Centro de Documentación Judicial (CENDOJ), Poder Judicial, www.poderjudicial.es/cgpj/es/Temas/Centro-de-Documentacion-Judicial–CENDOJ-/.

– Congreso de los Diputados, www.congreso.es.

– Legislación, Agencia Estatal Boletín Oficial del Estado, http://boe.es/legislacion/.

– Poder Judicial, www.poderjudicial.es.

– Tribunal Constitucional, www.tribunalconstitucional.es.

Estonie

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– *Baltic Yearbook of International Law*, 2001-, imprimé et en ligne, www.brill.com/publications/baltic-yearbook-international-law.

Ressources d'ordre général

– Eesti seadus, 1998-.

– Permanent Mission of Estonia to the United Nations, www.un.estemb.org.

– Riigi Teataja, imprimé et en ligne, www.riigiteataja.ee.

– Riigikohus = Supreme Court, www.nc.ee.

– Vabariigi President, www.president.ee.

– Vabariigi Valitsus, https://valitsus.ee.

– Välisministeerium, www.vm.ee.

État de Palestine

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– *Palestine Yearbook of International Law*, 1984-, imprimé et en ligne, http://booksandjournals.brillonline.com/content/22116141.

Ressources d'ordre général

– Permanent Observer Mission of the State of Palestine to the United Nations, http://palestineun.org.

– ديوان الفتوى والتشريع, imprimé et en ligne, www.lab.pna.ps/ar_new/index.php?p=lab3.

– المقتفي – منظومة القضاء والتشريع في فلسطين = Palestinian Legal and Judicial System "Al-Muqtafi", http://muqtafi.birzeit.edu/en/index.aspx, disponible sur abonnement.

– الوقائع الفلسطينية، معهد الحقوق في جامعة بيرزيت, imprimé et en ligne, http://muqtafi.birzeit.edu/pg/.

– مجلس القضاء الأعلى، دولة فلسطين، السلطة القضائية, imprimé et en ligne, www.courts.gov.ps.

– وزارة العدل, www.moj.pna.ps.

États-Unis d'Amérique

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Moore, John Bassett, *A Digest of International Law as Embodied in Diplomatic Discussions, Treaties, and other International Agreements, International Awards, the Decisions of Municipal Courts, and the Writings of Jurists, and especially in Documents, Published and Unpublished, issued by Presidents and Secretaries of State of the United States, the Opinions of the Attorneys-General, and the Decisions of Courts, Federal and State* (8 vols.), Government Printing Office, 1906.

– Wharton, Francis, *A Digest of the International Law of the United States, Taken from Documents issued by Presidents and Secretaries of State, and from Decisions of Federal Courts and Opinions of Attorneys-General* (3 vols.), Government Printing Office, 1886.

– American Foreign Policy and Treaty Index, Congressional Information Service, 1993-1999.

– *American Journal of International Law*, 1907-, imprimé et en ligne, www.asil.org/resources/american-journal-international-law.

– *Consolidated Treaties and International Agreements*, Current Document Service : United States, Oceana Publications, 1997-2007.

– Whiteman, Marjorie Millace, *Digest of International Law* (15 vols.), Department of State, 1963-1973.

– Hackworth, Green H., *Digest of International Law* (8 vols.), Department of State, 1940-1944.

– Cadwalader, John, *Digest of the Published Opinions of the Attorneys-General, and of the Leading Decisions of the Federal Courts : with reference to International Law, Treaties, and Kindred Subjects*, Government Printing Office, 1877, imprimé et en ligne, http://nrs.harvard.edu/urn-3:HUL.FIG:002410737.

– *Digest of United States Practice in International Law*, Department of State, 1973-, imprimé et en ligne, www.state.gov/s/l/c8183.htm.

– *Executive Agreement Series*, Department of State, 1928-1945.

– *Foreign Relations of the United States*, Department of State, 1861-, imprimé et en ligne, https://history.state.gov/historicaldocuments, as well as https://uwdc.library.wisc.edu/collections/FRUS/.

– HeinOnline United States Treaties and Agreements Library, imprimé et en ligne, www.heinonline.org/HOL/Index?collection=ustreaties, disponible sur abonnement.

– Moore, John Bassett, *History and Digest of the International Arbitrations to which the United States has been a Party*, United States Government Printing Office, 1898.

– Committee on Foreign Relations and Committee on Foreign Affairs, *Legislation on Foreign Relations through …*, Government Printing Office, 1977-, imprimé et en ligne, https://foreignaffairs.house.gov/legislation-on-foreign-relations/.

– Senate Treaty Documents, 1981-, imprimé et en ligne, www.congress.gov/search?q={%22source%22 :%22treaties%22}.

– Miller, David Hunter, *Treaties and Other International Acts of the United States of America*, Government Printing Office, 1931-1948, imprimé et en ligne, https://catalog.hathitrust.org/Record/011354556.

– *Treaties and Other International Acts Series*, Department of State, 1945-, imprimé et en ligne, www.state.gov/s/l/treaty/tias/index.htm.

– Bevans, Charles L., *Treaties and Other International Agreements of the United States of America*, 1776-1949, imprimé et en ligne, www.loc.gov/law/help/us-treaties/bevans.php.

– *Treaties in Force : a List of Treaties and Other International Agreements of the United States in Force on January 1, …*, Department of State, 1929-, imprimé et en ligne, www.state.gov/s/l/treaty/tif/.

– Malloy, William M. et al., *Treaties, Conventions, International Acts, Protocols, and Agreements between the United States of America and Other Powers*, Government Printing Office, 1910-1938.

– *Treaty Series*, Department of State, 1795-1945.

– Murphy, Sean, *United States Practice in International Law*, vol. 1 (1999-2001) and vol. 2 (2002-2004), Cambridge University Press, 2002-2006.

– *United States Treaties and Other International Agreements* (35 vols.), Department of State, 1950-1984.

Ressources d'ordre général

– *A Decade of American Foreign Policy : Basic Documents 1941-1949*, rev. ed., Department of State, 1985.

– Congress.gov, www.congress.gov.

– Court Listener, Free Law Project, www.courtlistener.com.

– Department of State, www.state.gov.

– *Federal Register : the Daily Journal of the United States Government*, imprimé et en ligne, www.federalregister.gov.

– Government Publishing Office, www.gpo.gov.

– House of Representatives, www.house.gov.

– Hasse, Adelaide R., Index to United States Documents relating to Foreign Affairs, 1828-1861 (3 vols.), Carnegie Institution of Washington.

– JUSTIA US Law, http://law.justia.com.

– Lexis Research System, www.lexis.com.

– LII : Legal Information Institute, Cornell Law School, www.law.cornell.edu.

– National Archives, www.archives.gov.

– Office of the Clerk, United States House of Representatives, http://clerk.house.gov.

– Pacer, www.pacer.gov.

– *Senate Executive Documents and Reports*, Congressional Information Service, 1987.

– Supreme Court, www.supremecourt.gov.

– Claussen, Martin P. et al. (dir.), *The National State Papers of the United States*, 1789-1817, M. Glazier, 1977.

– The White House, www.whitehouse.gov.

– United States Code, Office of the Law Revision Counsel, House of Representatives, http://uscode.house.gov.

– United States Code Annotated, Thomson West, 1927-, imprimé et en ligne, www.westlaw.com.

– United States Code Service, Michie, 1972-, imprimé et en ligne, www.lexis.com.

– United States Congressional Serial Set, Government Printing Office, 1817-, imprimé et en ligne, https://memory.loc.gov/ammem/amlaw/lwss.html.

– United States Mission to the United Nations, https://usun.state.gov.

– *United States Reports, Cases Adjudged in the Supreme Court*, imprimé et en ligne, www.supremecourt.gov/opinions/boundvolumes.aspx.

– United States Senate, www.senate.gov.

– United States Statutes at Large, 1789–, imprimé et en ligne, www.loc.gov/law/help/statutes-at-large/index.php.

– Westlaw, www.westlaw.com, disponible sur abonnement.

– Westlaw International, http://westlawinternational.com, disponible sur abonnement.

Éthiopie

Ressources d'ordre général

– የኢትዮጵያ መንግስት ፖርታል, http://www.ethiopia.gov.et.

– የኢትዮጵያ ፌዴራል ፍርድ ቤቶች = Ethiopian Federal Courts, http://www.fsc.gov.et.

– የፌዴራል ነጋሪት ጋዛታ = Federal Negarit Gazeta.

– የኢትዮጵያ ሕግ መጽሔት = Journal of Ethiopian law, 1964-2012.

Ex-République yougoslave de Macédoine

Ressources d'ordre général

– PRAVO, MOST Citizen's Association, www.pravo.org.mk.

– Академика, www.akademika.com.mk, disponible sur abonnement.

– Државен архив, www.arhiv.gov.mk.

– ЛДБИС : Базата на закони, други прописи и акти, www.pravda.gov.mk/LDBISReader/.

– Министерство за правда, www.pravda.gov.mk.

– Министерството за надворешни работи = Ministry of Foreign Affairs, www.mfa.gov.mk.

– Службен весник На Република Македонија, imprimé et en ligne, www.slvesnik.com.mk.

– Собрание, www.sobranie.mk.

– Судски Портал, www.vsrm.mk.

– Уставен Суд = Constitutional Court, www.ustavensud.mk.

Fédération de Russie

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Бюллетень международных договоров, 1993-, imprimé et en ligne, www.szrf.ru/index.phtml.

– Ежегодник «Дипломатический вестник», Министерство иностранных дел РФ, 1998-.

– Международная жизнь, 1922-, imprimé et en ligne, https://interaffairs.ru.

– Московский журнал международного права = Moscow Journal of International Law, 1991-, imprimé et en ligne, www.mjil.ru.

– Российский Ежегодник международного права, 1994-.

Ressources d'ordre général

– Бюллетень Верховного Суда Российской Федерации, Московская правда, 1992-, imprimé et en ligne, www.supcourt.ru/second.php.

– Ведомости Федерального Собрания Российской Федерации, Издательский отдел Управления документационного обеспечения и архива Аппарата Государственной Думы, 1993-2004.

– Вестник Конституционного Суда Российской Федерации, Издательство «СПАРК», 1993-.

– Вестник экономического правосудия Российской Федерации, ООО «Издательская группа «ЗАКОН», 1993-, imprimé et en ligne, www.vestnik.ru.

– ГАРАНТ : Информационно-правовой портал, www.garant.ru, disponible sur abonnement.

– Государственный архив Российской Федерации, http://statearchive.ru.

– Документы Верховного Суда Российской Федерации, www.supcourt.ru.

– Законность, Генеральная прокуратура РФ, 1934-.

– Кодекс : Профессиональная справочная система, www.kodeks.ru, disponible sur abonnement.

– Консультант Плюс, www.consultant.ru, partiellement disponible par abonnement.

– Министерство иностранных, www.mid.ru.

– Официальные сетевые ресурсы Президента России : Документы, www.kremlin.ru/acts/news.

– Официальный интернет-портал правовой информации, http://pravo.gov.ru.

– Парламентская газета, АНО «Парламентская газета», 1998-, imprimé et en ligne, www.pnp.ru.

– Постоянное представительство Российской Федерации при ООН, http://russiaun.ru.

– Правительство, http://government.ru.

– Решения Конституционного Суда Российской Федерации, www.ksrf.ru/ru/Decision/Pages/default.aspx.

– Российская газета, imprimé et en ligne, https://rg.ru.

– Российская юстиция, Издательская группа «Юрист», 1922-.

– Россотрудничество, http://rs.gov.ru.

– Собрание законодательства Российской Федерации, 1994-, imprimé et en ligne, www.szrf.ru/index.phtml.

– Совет Федерации Федерального Собрания Российской Федерации : Документы, www.council.gov.ru/activity/documents/.

– Союзное государство, www.postkomsg.com.

Fidji

Ressources d'ordre général

– Judicial Department, http://judiciary.gov.fj.

– Ministry of Foreign Affairs, www.foreignaffairs.gov.fj.

– Pacific Islands Legal Information Institute, University of the South Pacific School of Law, www.paclii.org.

– Parliament, www.parliament.gov.fj.

– Permanent Mission of Fiji to the United Nations (New York), www.fijiprun.org.

– The Fijian Government, www.fiji.gov.fj.

Finlande

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– *Finnish Yearbook of International Law*, 1990-, imprimé et en ligne, http://fsil.fi/fybil/.

– *Nordic Journal of International Law* : Acta scandinavica juris gentium, 1930-, imprimé et en ligne, www.brill.com/nordic-journal-international-law.

– Valtiosopimukset : Vieraiden valtioiden ja kansainvälisten järjestöjen kanssa tehdyt sopimukset sekä sopimuskortisto, www.finlex.fi/fi/sopimukset/.

Ressources d'ordre général

– Archivum Finlandiae Publicum = Kansallisarkisto, imprimé et en ligne, www.arkisto.fi.

– Edilex, www.edilex.fi, partiellement disponible par abonnement.

– Eduskunta = Riksdagen, www.eduskunta.fi.

– Finlex, Oikeusministeriön, www.finlex.fi.

– KKO :n ratkaisut kommentein, 1998-.

– Permanent Mission of Finland to the United Nations, www.finlandun.org.

– Suomen Laki, https://suomenlaki.almatalent.fi, disponible sur abonnement.

– Ulkoasiainministeriö = Utrikesministeriet, www.formin.finland.fi.

– Valtioneuvosto, http://valtioneuvosto.fi.

France

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– *Annuaire français de droit international*, 1955-, imprimé et en ligne, www.persee.fr/collection/afdi.

– Base des traités et accords de la France, http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/Traites/Accords_Traites.php.

– Journal du droit international, Clunet, 1915-, imprimé et en ligne, www.lexisnexis.fr/droit-document/numeros/journal-droit-international-clunet-.htm.

– Pellet, Alain, and Alina Miron (dir.), *Les grandes décisions de jurisprudence française de droit international public*, Dalloz, 2015.

– Carpentier, Adrien, *Recueil de traités, conventions et déclarations de droit international*, Marchal et Billard, 1907.

– Kiss, Alexandre-Charles, *Répertoire de la pratique française en matière de droit international public*, Centre national de la recherche scientifique, 1962-1972.

– *Revue générale de droit international public*, 1894, imprimé et en ligne, www.rgdip.com.

Ressources d'ordre général

– *Annuaire de législation [française et] étrangère*, Centre français de droit comparé, 1870-1989.

– Archives nationales, www.archives-nationales.culture.gouv.fr.

– ArianeWeb, www.conseil-etat.fr/Decisions-Avis-Publications/Decisions/ArianeWeb.

– Assemblée nationale, www.assemblee-nationale.fr.

– Commission d'accès aux documents administratifs, www.cada.fr.

– Conseil constitutionnel, www.conseil-constitutionnel.fr.

– Conseil d'État, www.conseil-etat.fr.

– Cour de cassation, www.courdecassation.fr.

– Dalloz.fr, www.dalloz.fr, disponible sur abonnement.

– Droit.org, Laboratoire de normologie, linguistique et informatique juridique de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, www.droit.org.

– Elysee.fr, www.elysee.fr.

– France Diplomatie, www.diplomatie.gouv.fr.

– Gouvernement.fr, www.gouvernement.fr.

– Institut des hautes études de défense nationale, www.ihedn.fr.

– *Journal officiel*, www.legifrance.gouv.fr/Droit-francais/Selection-du-JORF/.

– Legifrance.gouv.fr : le service public de la diffusion du droit, www.legifrance.gouv.fr.

– LexisNexis, www.lexisnexis.fr, disponible sur abonnement.

– Ministère des armées, www.defense.gouv.fr.

– Représentation permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, https://onu.delegfrance.org.

– Sénat, www.senat.fr.

Gabon

Ressources d'ordre général

– Assemblée nationale, www.assemblee-nationale.ga.

– Cour constitutionnelle, www.cour-constitutionnelle.ga.

– Tchivounda, Guillaume Pambou and Moussavou-Moussavou, Jean-Bernard, *Eléments de la pratique gabonaise en matière de traités internationaux*, LGDJ, 1986.

– Ministère des affaires etrangères, de la francophonie et de l'intégration régionale, chargé des Gabonais de l'étranger, www.diplomatie.gouv.ga.

– Portail officiel du gouvernement, www.gouvernement.ga.

– Présidence de la République, http://presidence-gabon.ga.

– Primature, www.primature.gouv.ga.

– Secrétariat général du Gouvernement, www.sgg.gouv.ga.

– Sénat, www.senatgabon.com.

Gambie

Ressources d'ordre général

– Judiciary, http://judiciary.gov.gm.

– National Assembly, http://assembly.gov.gm.

– Office of the President, http://statehouse.gov.gm.

– Permament Mission of the Republic of The Gambia to the United Nations, www.un.int/gambia/.

– Revised Laws of Gambia, LexisNexis South Africa, 2010-, https://store.lexisnexis.co.za/products/revised-laws-of-gambia-skuZASKU060GAMBONLSUB/details, disponible sur abonnement.

Géorgie

Ressources d'ordre général

– ეროვნული არქივი = National Archives, imprimé et en ligne, www.archives.gov.ge.

– თავდაცვის სამინისტრო = Ministry of Defence, https://mod.gov.ge.

– იუსტიციის სამინისტრო, http://www.justice.gov.ge.

– მთავრობა = Government, http://gov.ge.

– პარლამენტი, http://www.parliament.ge.

– პრეზიდენტი, https://www.president.gov.ge.

– საგარეო საქმეთა სამინისტრო = Ministry of Foreign Affairs, http://www.mfa.gov.ge.

– საკონსტიტუციო სასამართლო, imprimé et en ligne, http://constcourt.ge.

– საქართველოს საკანონმდებლო მაცნე, imprimé et en ligne, https://matsne.gov.ge.

– უზენაესი სასამართლო = Supreme Court, imprimé et en ligne, www.supremecourt.ge.

Ghana

Ressources d'ordre général

– Ghana gazette.

– Ghana Legal, http://cases.ghanalegal.com.

– Judiciary, https://judicial.gov.gh.

– Ministry of Foreign Affairs and Regional Integration, http://mfa.gov.gh

– National Archives.

– Parliament, www.parliament.gh.

– Permanent Mission of Ghana to the United Nations, www.un.int/ghana/.

– The Ghana Law Reports, 1959-.

Grèce

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– *Revue hellénique de droit international = Hellenic Review of International Law*, 1948-2016, imprimé et en ligne, www.hiifl.gr/?page_id=691.

Ressources d'ordre général

– E-themis : Διαρκής Κώδικας Νομοθεσίας, Ραπτάρχης, imprimé et en ligne, www.e-themis.gov.gr.

– NOMOS : Βάσεις Νομικών δεδομένων, imprimé et en ligne, https://lawdb.intrasoftnet.com/index.php, disponible sur abonnement.

– Άρειος Πάγος = Areios Pagos : Supreme Civil and Criminal Court of Greece, www.areiospagos.gr.

– Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, imprimé et en ligne, www.et.gr.

– Μόνιμη Αντιπροσωπεία της Ελλάδος στα Ηνωμένα Έθνη, www.mfa.gr/missionsabroad/un.html.

– Πρωθυπουργός της Ελλάδας, http://primeminister.gr.

– Συμβούλιο της Επικρατείας και Διοικητική Δικαιοσύνη, imprimé et en ligne, www.adjustice.gr.

– Υπουργείο Εξωτερικών, www.mfa.gr.

Grenade

Ressources d'ordre général

– Eastern Caribbean Supreme Court, Organization of Eastern Caribbean States, www.eccourts.org.

– Government, www.gov.gd.

– Government Gazette.

– Judicial Committee of the Privy Council, www.jcpc.uk.

– Laws of Grenada, Ministry of Legal Affairs, http://laws.gov.gd.

– National Archives, https://grenadanationalarchives.wordpress.com.

– Permanent Mission of Grenada to the United Nations, www.grenadamissiontotheun.org.

Guatemala

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Consulta de tratados internacionales vigentes, Ministerio de Relaciones Exteriores, www.minex.gob.gt/pBase.aspx?ID=/MAYT/MAYT_TRATADO_ACUERDO/MAYT_TRATADO_ACUERDO_VIGENTEWebReport.aspx.

Ressources d'ordre général

– Archivo General de Centro América, 1537-1985.

– Base de Datos de Normativa y Resoluciones Judiciales, Centro Nacional de Análisis y Documentación Judicial, http://jurisprudencia.oj.gob.gt.

– Congreso de la República, www.congreso.gob.gt.

– Gaceta Jurisprudencial.

– Memoria de Labores, Ministerio de Relaciones Exteriores, 1849-, imprimé et en ligne, www.minex.gob.gt/Listado_Documentos.aspx?ID=41.

– Ministerio de Relaciones Exteriores, www.minex.gob.gt.

– Organismo Judicial de la República, www.oj.gob.gt.

– Permanent Mission of Guatemala to the United Nations, www.guatemalaun.org.

– Presidencia de la República, www.guatemala.gob.gt.

– Sistema de Consulta de Jurisprudencia Constitucional, Corte de Constitucionalidad, http://cc.gob.gt/sistemajuris/.

– vLex Guatemala, http://gt.vlex.com, disponible sur abonnement.

Guinée

Ressources d'ordre général

– Bulletin de la justice guinéenne, Ministère de la justice, 1997-.

– *Journal officiel de la République de Guinée*, imprimé et en ligne, www.sgg.gov.gn/journaux-officiels-republique-guinee.

– Palais Sékhoutouréya : Présidence de la République, www.presidence.gov.gn.

– Portail officiel du Gouvernement, www.gouvernement.gov.gn.

Guinée-Bissau

Ressources d'ordre général

– Assembleia Nacional Popular, www.anpguinebissau.org.

– Governo, www.gov.gw.

– Legis Palop, Base de Dados Oficial dos Palop, www.legis-palop.org/bd/.

– Ministério das Pescas, www.minpesca-gw.org.

Guinée équatoriale

Ressources d'ordre général

– Página web institucional de Guinea Ecuatorial, www.guineaecuatorialpress.com.

Guyana

Ressources d'ordre général

– Government Information Agency, http://gina.gov.gy.

– Laws of Guyana, Ministry of Legal Affairs, http://mola.gov.gy/information/laws-of-guyana.

– Ministry of Foreign Affairs, www.minfor.gov.gy.

– National Archives, http://guyananationalarchives.com.

– Parliament, http://parliament.gov.gy.

– Permanent Mission of the Republic of Guyana to the United Nations, www.un.int/guyana/.

– The Caribbean Court of Justice, www.caribbeancourtofjustice.org.

– The Official Gazette, imprimé et en ligne, www.officialgazette.gov.gy.

Haïti

Ressources d'ordre général

– *Annuaire de legislation haïtienne*, 1905-1919, imprimé et en ligne, https://catalog.hathitrust.org/api/volumes/oclc/6381705.html.

– *Bulletin de arrêts du Tribunal de cassation rendus en toutes matiéres : affaires civiles, criminelles et urgentes*, 1856.

– *Bulletin des lois et actes de la République d'Haïti*, 1870-1957, imprimé et en ligne, partiellement disponible à l'adresse http://dloc.com/dlohlaw.

– Digital Library of the Caribbean : Haitian Law and Legal Materials, http://dloc.com/dlohlaw.

– Haiti Justice, http://haitijustice.com.

– *La Chronique judiciaire d'Haiti*, 1980-.

– *Le Moniteur, Journal officiel de la République d'Haïti*.

– Ministère des affaires étrangères, http://mae.gouv.ht.

– Mission permanente d'Haïti auprès de l'Organisation des Nations Unies, www.un.int/haiti.

– Primature, http://primature.gouv.ht.

Honduras

Ressources d'ordre général

– Archivo Nacional de Honduras.

– Centro Electrónico de Documentación e Información Judicial, Poder Judicial, www.poderjudicial.gob.hn/juris/principal.aspx.

– Congreso Nacional, www.congresonacional.hn.

– La Gaceta : Diario Oficial, imprimé et en ligne, www.lagaceta.hn.

– Permanent Mission of Honduras to the United Nations, www.un.int/honduras/.

– Presidencia de la República, www.presidencia.gob.hn.

– Secretaría de Relaciones Exteriores y Cooperación Internacional, www.sre.gob.hn.

– vLex Honduras, http://hn.vlex.com, disponible sur abonnement.

Hongrie

Ressources d'ordre général

– A Magyar Országgyűlés jogalkotása, 1990-.

– Alkotmánybíróság, http://alkotmanybirosag.hu.

– Hatályos jogszabályok, Wolters Kluwer, https://net.jogtar.hu.

– Jogtudományi közlöny, 1860-.

– Kúria, www.lb.hu.

– Legislation of the Hungarian Parliament, 1993-.

– Magyar jog, 1976-.

– Magyar Közlöny, imprimé et en ligne, www.magyarkozlony.hu.

– Magyarország Kormánya, www.kormany.hu.

– Nemzeti Jogszabálytár, Magyar Közlöny Lap- és Könyvkiadó Kft, www.njt.hu.

– Permanent Mission of Hungary : United Nations New York, https://un-newyork.mfa.gov.hu.

Îles Cook

Ressources d'ordre général

– Judicial Committee of the Privy Council, www.jcpc.uk.

– Legislation, Ministry of Marine Resources, www.mmr.gov.ck/publications/legislation.

– Ministry of Finance and Economic Management, www.mfem.gov.ck.

– Ministry of Foreign Affairs and Immigration, www.mfai.gov.ck.

– Ministry of Justice : Te Tango Tutara O Te Ture, www.justice.gov.ck.

– Pacific Islands Legal Information Institute, University of the South Pacific School of Law, www.paclii.org.

Îles Marshall

Ressources d'ordre général

– Judiciary, http://rmicourts.org.

– Nitijela = Parliament, https://rmiparliament.org.

– Office of the President, www.rmigov.com.

– Pacific Islands Legal Information Institute, University of the South Pacific School of Law, www.paclii.org.

– Permanent Mission of the Marshall Islands to the United Nations, www.un.int/marshallislands/.

– *The Marshall Islands Government Gazette*.

Îles Salomon

Ressources d'ordre général

– Ministry of Foreign Affairs and External Trade, www.mfaet.gov.sb.

– National Parliament, www.parliament.gov.sb.

– Pacific Islands Legal Information Institute, University of the South Pacific School of Law, www.paclii.org.

– Prime Minister's Press Secretariat Office, http://pmpresssecretariat.com.

Inde

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Bilateral/Multilateral Documents, Ministry of External Affairs, www.mea.gov.in/bilateral-documents.htm?53/Bilateral/Multilateral_Documents.

– Patel, Bimal N. (dir.), *India and International Law* (2 vols.), Brill, 2005-2008.

– *Indian Journal of International Law*, 1960-, imprimé et en ligne, www.isil-aca.org/publication.htm.

– Indian Treaties Database, Ministry of External Affairs, www.mea.gov.in/treaty.htm.

– Patel, Bimal N., *The State Practice of India and the Development of International Law*, Brill, 2016.

Ressources d'ordre général

– Annual Reports, Ministry of External Affairs, www.mea.gov.in/annual-reports.htm?57/Annual_Reports.

– India Code, Ministry of Law and Justice, Legislative Department, http://indiacode.nic.in.

– Judgments : The Judgment Information System (JUDIS), Registry of the Supreme Court, http://judis.nic.in/supremecourt/chejudis.asp.

– Law Commission of India, http://lawcommissionofindia.nic.in.

– Legal Information Institute of India, www.liiofindia.org.

– Ministry of External Affairs, www.mea.gov.in.

– Ministry of Law and Justice, http://lawmin.nic.in.

– Permanent Mission of India to the United Nations, www.pminewyork.org.

– Press Information Bureau, Government of India, www.pib.nic.in.

– *The Gazette of India*, imprimé et en ligne, www.egazette.nic.in.

– Westlaw Asia, www.westlawasia.com, disponible sur abonnement.

– भारत के प्रधानमंत्री = Prime Minister of India, www.pmindia.gov.in.

Indonésie

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Basis Data Perjanjian Internasional = Treaty Database, Direktorat Jenderal Hukum Dan Perjanjian Internasional Kementerian Luar Neger, http://treaty.kemlu.go.id.

Ressources d'ordre général

– Hukum online, www.hukumonline.com, disponible sur abonnement.

– Informasi Perkara Mahkamah Agung, http://kepaniteraan.mahkamahagung.go.id/perkara/.

– Mahkamah Konstitusi, www.mahkamahkonstitusi.go.id.

– Produk Perundang-undangan, Kementerian Sekretariat Negara, http://setneg.go.id/index.php?option=com_perundangan&Itemid=42.

Iran (République islamique d')

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– مجله حقوقی بین‌المللی, imprimé et en ligne, http://cilamag.ir.

– مرکز امور حقوقی بین‌المللی نهاد ریاست جمهوری = CILA : Center for International Legal Affairs, www.cila.ir.

– مرکز داوری اتاق بازرگانی و صنایع و معادن = ACIC : Arbitration Center of Iran Chamber, http://arbitration.ir.

Ressources d'ordre général

– آرای وحدت رویه دیوان عالی کشور, www.rrk.ir/laws/?CatCode=19.

– پایگاه اطلاع رسانی دولت, http://dolat.ir.

– پایگاه اطلاع‌رسانی دفتر مقام معظم رهبری, http://leader.ir.

– پایگاه اطلاع‌رسانی ریاست جمهوری, http://president.ir.

– دادستانی کل کشور, www.dadsetani.ir.

– دفتر نمایندگی دائم جمهوری اسلامی ایران نزد سازمان ملل متحد – نیویورک, http://newyork.mfa.ir.

– روزنامه رسمی جمهوری اسلامی ایران, imprimé et en ligne, www.rrk.ir.

– فصلنامه سیاست خارجی, imprimé et en ligne, http://fp.ipisjournals.ir.

– مرکز پژوهش‌های مجلس شورای اسلامی = Islamic Parliament Research Center, http://rc.majlis.ir/fa/law.

– وزارت امور خارجه = Ministry of Foreign Affairs, www.mfa.gov.ir.

– وزارت دادگستری، سازمان تعزیرات حکومتی, www.tazirat.gov.ir.

– وزارت دادگستری جمهوری اسلامی ایران, www.justice.ir.

Iraq

Ressources d'ordre général

– الوقائع العراقية: الجريدة الرسمية, imprimé et en ligne, www.moj.gov.iq/iraqmag/.

– دار الكتب والوثائق الوطنية = National Library and Archives, www.iraqnla-iq.com.

– قاعدة التشريعات العراقية, www.iraqld.iq.

– مجلس القضاء الأعلى = Higher Judicial Council, www.iraqja.iq.

– ممثلية جمهورية العراق في الأمم المتحدة — نيويورك, http://mofamission.gov.iq/ab/USANewY.

– وزارة الخارجية = Ministry of Foreign Affairs, www.mofa.gov.iq/ab/.

– وزارة العدل, www.moj.gov.iq.

Irlande

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– *Irish Treaty Series*, www.dfa.ie/our-role-policies/international-priorities/international-law/find-a-treaty/.

– *Irish Yearbook of International Law*, 2006-, imprimé et en ligne, www.bloomsburyprofessional.com/uk/series/irish-yearbook-of-international-law/.

Ressources d'ordre général

– An Roinn Gnóthaí Eachtracha agus Trádála = Department of Foreign Affairs and Trade, www.dfa.ie.

– An tSéirbhís Chúirteanna = Courts Service, www.courts.ie.

– BAILII : British and Irish Legal Information Institute, www.bailii.org.

– Documents on Irish Foreign Policy, 1919-, imprimé et en ligne, www.difp.ie.

– eISB : electronic Irish Statute Book, Office of the Attorney General, www.irishstatutebook.ie.

– Government of Ireland, www.gov.ie.

– Houses of the Oireachtas = Tithe an Oireachtais, www.oireachtas.ie.

– Iris Oifigiúil, imprimé et en ligne, www.irisoifigiuil.ie.

– IRLII : Irish Legal Information Initiative, University College Cork, www.ucc.ie/law/irlii/index.php.

– Law Reform Commission, imprimé et en ligne, www.lawreform.ie.

– Permanent Mission of Ireland to the United Nations, www.dfa.ie/pmun/newyork/.

Islande

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– *Nordic Journal of International Law* : Acta scandinavica juris gentium, 1930-, imprimé et en ligne, www.brill.com/nordic-journal-international-law.

Ressources d'ordre général

– Alþingi, imprimé et en ligne, www.althingi.is.

– Hæstiréttur Íslands, www.haestirettur.is.

– Iceland at United Nations New York, www.iceland.is/iceland-abroad/un/nyc/.

– Íslensk lög, imprimé et en ligne, www.althingi.is/lagasafn/.

– Lögbirtingablad, imprimé et en ligne, www.logbirtingablad.is, partiellement disponible par abonnement.

– Stjórnarráð, www.stjornarrad.is.

– Stjórnartíðindi, imprimé et en ligne, www.stjornartidindi.is.

– Stjórnartíðindi fyrir Ísland.

– Utanríkisráðuneytið, www.utanrikisraduneyti.is.

Israël

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– *Israel Yearbook on Human Rights*, 1971-, imprimé et en ligne, http://booksandjournals.brillonline.com/content/books/9789004341951.

– לאומיות-בין אמנות תרגום = Unit for the Translation of International Conventions, www.justice.gov.il/Units/TergomOmanotBimLeumi/Pages/Odot.aspx.

Ressources d'ordre général

– *Israel Law Reports*, 1992-.

– Permanent Mission of Israel to the United Nations, http://embassies.gov.il/un/Pages/default.aspx

– Selected judgments of the Supreme Court of Israel, 1962-1996.

– VERSA : Opinions of the Supreme Court of Israel, Benjamin N. Cardozo School of Law, Yeshiva University, http://versa.cardozo.yu.edu.

– המדינה ארכיון, imprimé et en ligne, www.archives.gov.il.

– ישראל מדינת דיני.

– השופטת הרשות, www.court.gov.il, some English translations available at http://elyon1.court.gov.il/VerdictsSearch/EnglishStaticVerdicts.html.

– בישראל הדין עורכי לשכת, imprimé et en ligne, www.israelbar.org.il.

– החוץ משרד, http://mfa.gov.il.

– הממשלה ראש משרד = Prime Minister's Office, www.pmo.gov.il.

Italie

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– ATRIO : Archivio dei Trattati Internazionali Online, Ministero degli Affari Esteri e della Cooperazione Internazionale, http://itra.esteri.it.

– Focarelli, Carlo, Digesto del diritto internazionale, Editoriale Scientifica, 2004.

– *Italian Yearbook of Human Rights*, 2011-, imprimé et en ligne, http://unipd-centrodirittiumani.it/en/attivita/italian-yearbook-of-human-rights/637.

– *Italian Yearbook of International Law*, 1975-, imprimé et en ligne, www.brill.com/publications/italian-yearbook-international-law.

– Italy's Diplomatic and Parliamentary Practice on International Law, https://italyspractice.info.

– Picone, Paolo et al. (dir.), La giurisprudenza italiana di diritto internazionale pubblico : repertorio 1960-1987, 1987-1997 (2 vols.), Jovene.

– La Prassi Italiana di Diritto Internazionale (1861-1925), Società Italiana per l'Organizzazione Internazionale, Consiglio Nazionale delle Ricerche, 1970-1995.

– L'Italia e l'applicazione del Diritto Internazionale : Rassegna dell'Istituto di Studi Giuridici Internazionali del Consiglio Nazionale delle Ricerche, 2012-2015, www.larassegna.isgi.cnr.it/en/.

– Prassi italiana di diritto internazionale, 1919-1925, www.prassi.cnr.it/prassi/index.html.

– Rivista di diritto internazionale, 1906-, imprimé et en ligne, www.iusexplorer.it/Rivista/Rivista_di_Diritto_Internazionale.

Ressources d'ordre général

– Affari Esteri, 1969-, imprimé et en ligne, www.affari-esteri.it.

– Archivio Storico Diplomatico, Ministero degli Affari Esteri e della Cooperazione Internazionale, imprimé et en ligne, https://web.esteri.it/ArchivioStoricoDiplomatico/Default.aspx.

– Corte costituzionale della Repubblica Italiana, www.cortecostituzionale.it.

– DeJure, www.iusexplorer.it/dejure, disponible sur abonnement.

– *Gazzetta Ufficiale della Repubblica Italiana*, imprimé et en ligne, www.gazzettaufficiale.it.

– Giurisprudenza costituzionale, 1956-, imprimé et en ligne, www.iusexplorer.it/Rivista/Giurisprudenza_Costituzionale.

– Giurisprudenza di merito, 1969-, imprimé et en ligne, www.iusexplorer.it/Rivista/Giurisprudenza_di_Merito.

– Giurisprudenza italiana, 1849-, imprimé et en ligne, www.utetgiuridica.it/giurit/.

– Giustizia amministrativa : Consiglio di Stato, Tribunali Amministrativi Regionali, www.giustizia-amministrativa.it.

– Il Foro italiano, 1876-, imprimé et en ligne, www.foroitaliano.it.

– InfoLEGES, www.infoleges.it, partiellement disponible par abonnement.

– ItalgiureWeb, Ministero della Giustizia, www.italgiure.giustizia.it, disponible sur abonnement.

– Leggi d'Italia, Wolters Kluwer, 1963-, imprimé et en ligne, www.leggiditaliaprofessionale.it, disponible sur abonnement.

– Lex : Legislazione Italiana, 1915-, imprimé et en ligne, www.utetgiuridica.it/opere/scheda/13/.

– Lex24, www.diritto24.ilsole24ore.com/lex24/, disponible sur abonnement.

– Ministero degli Affari Esteri e della Cooperazione Internazionale, www.esteri.it/mae/it.

– Ministero della Difesa, www.difesa.it.

– Normattiva : il portale della legge vigente, www.normattiva.it.

– Parlamento italiano, www.parlamento.it.

– Rappresentanza Permanente d'Italia presso le Nazioni Unite, www.italyun.esteri.it/rappresentanza_onu/it.

– Sistema Archivistico Nazionale, imprimé et en ligne, http://san.beniculturali.it/web/san/home.

Jamaïque

Ressources d'ordre général

– Blackhall's Laws of Jamaica, www.jamaicalawonline.com, partiellement disponible par abonnement.

– Houses of Parliament, www.japarliament.gov.jm.

– Jamaica Information Service, http://jis.gov.jm.

– Jamaica Laws Online, Ministry of Justice, http://moj.gov.jm/laws.

– Judicial Committee of the Privy Council, www.jcpc.uk.

– The Court of Appeal, http://courtofappeal.gov.jm.

– The Jamaica Archives : Jamaican Archival Information Network, imprimé et en ligne, http://archives.jard.gov.jm.

– The Supreme Court, http://supremecourt.gov.jm.

Japon

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– *Japanese Yearbook on International Law*, 1957-, imprimé et en ligne, www.ilajapan.org/jyil/, known until 2007 as Japanese Annual of International Law.

– *Kokusaiho gaiko zassi = Journal of International Law and Diplomacy*, Japanese Society of International Law, 1902-, imprimé et en ligne, www.jsil.jp/index-e.htm.

– Oda, Shigeru, Hisashi Owada and Kazuya Hirobe, *The Practice of Japan in International Law : 1961-1970*, University of Tokyo Press, 1982.

– 日本外交文書, 1936, imprimé et en ligne, www.mofa.go.jp/mofaj/annai/honsho/shiryo/bunsho/index.html.

Ressources d'ordre général

– ASEAN 日本政府代表部 = Mission of Japan to ASEAN, www.asean.emb-japan.go.jp.

– Japanese Law Translation, Ministry of Justice, www.japaneselawtranslation.go.jp.

– OECD 日本政府代表部 = Permanent Delegation of Japan to the OECD, www.oecd.emb-japan.go.jp.

– インターネット版官報, imprimé et en ligne, https://kanpou.npb.go.jp.

– ジュネーブ国際機関日本政府代表部, www.geneve-mission.emb-japan.go.jp.

– ユネスコ日本政府代表部 = Permanent Delegation of Japan to UNESCO, www.unesco.emb-japan.go.jp.

– リサーチ・ナビ, http://rnavi.ndl.go.jp.

– 参議院 = House of Councillors, The National Diet, www.sangiin.go.jp.

– 国立公文書館 = National Archives of Japan, www.archives.go.jp.

– 国際民間航空機関日本政府代表部 = Delegation of Japan to the International Civil Aviation Organization, www.icao.emb-japan.go.jp/itprtop_ja/index.html.

– 国際連合日本政府代表部 = Permanent Mission of Japan to the United Nations, www.un.emb-japan.go.jp.

– 在ウィーン国際機関日本政府代表部 = Permanent Mission of Japan to the International Organizations in Vienna, www.vie-mission.emb-japan.go.jp.

– 外交史料館 = Diplomatic Archives of the Ministry of Foreign Affairs, www.mofa.go.jp/mofaj/annai/honsho/shiryo/index.html.

– 外交青書, www.mofa.go.jp/mofaj/gaiko/bluebook/index.html.

– 外務省 = Ministry of Foreign Affairs, www.mofa.go.jp.

– 欧州連合日本政府代表部 = The Mission of Japan to the European Union, www.eu.emb-japan.go.jp.

– 特集世界新秩序と日本の針路, 外務省.

– 衆議院 = The House of Representatives, www.shugiin.go.jp.

– 裁判所 = Courts in Japan, www.courts.go.jp.

– 軍縮会議日本政府代表部 = Delegation of Japan to the Conference on Disarmament, www.disarm.emb-japan.go.jp.

– 防衛省 = Ministry of Defense, www.mod.go.jp.

– 電子政府の総合窓口 e-Gov, www.e-gov.go.jp.

– 首相官邸 = Prime Minister of Japan and His Cabinet, www.kantei.go.jp.

Jordanie

Ressources d’ordre général

– The Permanent Mission of the Hashemite Kingdom of Jordan to the United Nations, www.missionjordanun.org.

– الجريدة الرسمية, imprimé et en ligne, www.pm.gov.jo/newspaper.

– المجلس القضائي = Judicial Council, www.jc.jo.

– الموقع الرسمي لجلالة الملك عبدالله الثاني ابن الحسين = His Majesty King Abdullah II, https://kingabdullah.jo.

– الحكومة, www.jordan.gov.jo.

– وزارة الخارجية, www.mfa.gov.jo.

Kazakhstan

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Қазақстан Республикасының халықаралық шарттары бюллетені.

Ressources d’ordre général

– The Permanent Mission of the Republic of Kazakhstan to the United Nations in New York, http://kazakhstanun.com.

– Әділет : Нормативтік құқықтық актілерінің ақпараттық-құқықтық жүйесі, http://adilet.zan.kz.

– Заң кесімдері және Президентінің актілері, www.government.kz/kz/zakonodatelnye-akty.html.

– Қазақстан Республикасы Парламентінің Жаршысы.

– Казахстанская правда, imprimé et en ligne, www.kazpravda.kz .

Kenya

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Treaties, Kenya Law, www.kenyalaw.org/treaties/.

Ressources d’ordre général

– Government, www.mygov.go.ke.

– *Kenya Law Reports*, imprimé et en ligne, www.kenyalaw.org.

– Laws of Kenya, Kenya Law, www.kenyalaw.org/lex//index.xql.

– Ministry of Foreign Affairs, www.mfa.go.ke.

– National Archives and Documentation Service, imprimé et en ligne, www.archives.go.ke.

– Parliament, www.parliament.go.ke.

– Permanent Mission of the Republic of Kenya to the United Nations, www.un.int/kenya/.

– *The East Africa Law Reports*, 1968-.

– The Judiciary, www.judiciary.go.ke.

– *The Kenya Gazette*, imprimé et en ligne, http://kenyalaw.org/kenya_gazette/.

Kirghizistan

Ressources d’ordre général

– Permanent Mission of the Kyrgyz Republic to the United Nations, www.un.int/kyrgyzstan/

– Адилет министрлиги, http://minjust.gov.kg.

– Жогорку Кенеши, www.kenesh.kg.

– Нормативные акты Правительства Кыргызской Республики.

– Президент, www.president.kg.

– Сборник актов Президента Кыргызской Республики, 2001-.

– Эркин Тоо, 1992-, imprimé et en ligne, www.erkintoo.kg.

Kiribati

Ressources d'ordre général

– Judicial Committee of the Privy Council, www.jcpc.uk.

– Pacific Islands Legal Information Institute, University of the South Pacific School of Law, www.paclii.org.

– Presidential web portal, www.president.gov.ki.

Koweït

Ressources d'ordre général

– Permanent Mission of the State of Kuwait to the United Nations = وفد دولة الكويت الدائم لدى الأمم المتحدة, www.kuwaitmissionun.org.

– Ballantyne, William M., Register of Laws of the Arabian Gulf, 16e ed., Thomson Reuters Dubai, 2009.

– الكويت اليوم, imprimé et en ligne, http://kuwaitalyawm.media.gov.kw.

– الأميريالديوان = Al-Diwan Al-Amiri, www.da.gov.kw.

– وزارة الخارجية بدولة الكويت = Ministry of Foreign Affairs, www.mofa.gov.kw.

– الحكومة, www.e.gov.kw.

– رقابة, imprimé et en ligne, www.reqaba.com.

– شبكة المحامين العرب, imprimé et en ligne, www.mohamoon.net, partiellement disponible par abonnement.

Lesotho

Ressources d'ordre général

– Government, www.gov.ls.

– LesLII : Lesotho Legal Information Institute, www.lesotholii.org.

– Ministry of Foreign Affairs and International Relations, www.foreign.gov.ls/home/.

– National Archives.

– Parliament, www.parliament.ls.

– Permanent Mission of the Kingdom of Lesotho to the United Nations, www.un.int/lesotho/.

Lettonie

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– *Baltic Yearbook of International Law*, 2001-, imprimé et en ligne, www.brill.com/publications/baltic-yearbook-international-law.

Ressources d'ordre général

– Ārlietu Ministrija, www.mfa.gov.lv.

– Augstākā Tiesa, www.at.gov.lv.

– Latlex, www.lursoft.lv/law?act=LISSSIMPL, partiellement disponible par abonnement.

– Latvijas Republikas Augstākās Padomes un Valdības ziņotājs, 1992-.

– Latvijas Republikas Saeimas Ziņotājs, imprimé et en ligne, www.saeima.lv/lv/par-saeimu/publikacijas/latvijas-republikas-saeimas-zinotajs.

– Latvijas Republikas Satversmes tiesas spriedumi = Judgments of the Constitutional Court of the Republic of Latvia = Решенииа Конституцсионного Суда Латвиїскої Респубики.

– Latvijas Tiesas, www.tiesas.lv.

– Latvjas vestnesis : Latvijas Republikas oficiālais izdevums, imprimé et en ligne, www.vestnesis.lv.

– Likumi.lv, Latvijas Republikas tiesību akti, https://likumi.lv.

– Permanent Mission of the Republic of Latvia to the United Nations, www.mfa.gov.lv/en/newyork.

– Satversmes tiesa, www.satv.tiesa.gov.lv.

– Valsts Prezidents, www.president.lv.

Liban

Ressources d'ordre général

– *L'Argus de la législation libanaise*, Bureau des documentations libanaises et arabes, 1961-.

– Mission permanente du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies, www.un.int/lebanon/.

– الجريده الرسمية, imprimé et en ligne, www.pcm.gov.lb/arabic/subpgoldJo.aspx?pageid=3836.

– المجلس الدستوري = Conseil constitutionnel, imprimé et en ligne, www.cc.gov.lb.

– المراجعة القضائية اللبنانية = *Revue judiciaire libanaise*, 1945-.

– رئاسة الجمهورية = Présidence de la République, www.presidency.gov.lb.

– رئاسة مجلس الوزراء, imprimé et en ligne, www.pcm.gov.lb.

– مجموعة قوانين لبنان, SADER, imprimé et en ligne, http://lebaneselaws.com/default.aspx, disponible sur abonnement.

– مجموعة قوانين لبنان المفسرة, SADER, imprimé et en ligne, http://lebaneselaws.com/default.aspx, disponible sur abonnement.

– وزارة الخارجية والمغتربين, www.emigrants.gov.lb.

Libéria

Ressources d'ordre général

– Center for National Documents and Records Agency : National Archives, www.cndra.gov.lr.

– Government, www.eliberia.gov.lr.

– LiberLII : Liberia Legal Information Institute, www.liberlii.org.

– Ministry of Foreign Affairs, www.mofa.gov.lr.

– Permanent Mission of Liberia to the United Nations, www.libpermission.org.

– The Judiciary, http://judiciary.gov.lr.

Libye

Ressources d'ordre général

– Libyan Mission to the United Nations, www.libyanmission-un.org.

Liechtenstein

Ressources d'ordre général

– Entscheidungen der liechtensteinischen Gerichte, www.gerichtsentscheidungen.li.

– Landesverwaltung, www.llv.li.

– Landtag, www.landtag.li.

– LILEX : Konsolidiertes Recht / Landesgesetzblatt, www.gesetze.li.

– Ministerium für Äusseres, Justiz und Kultur, www.regierung.li/ministerien/ministerium-fuer-aeusseres-justiz-und-kultur.

– Permanent Mission of Liechtenstein to the United Nations, www.regierung.li/ministries/ministry-for-foreign-affairs/diplomatic-representations/new-york-usa/current-issues.

– Regiering, www.regierung.li.

Lituanie

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– *Baltic Yearbook of International Law*, 2001-, imprimé et en ligne, www.brill.com/publications/baltic-yearbook-international-law.

Ressources d'ordre général

– Aukščiausiasis Teismas, imprimé et en ligne, www.lat.lt.

– Infolex, imprimé et en ligne, www.infolex.lt, disponible sur abonnement.

– Konstitucinė jurisprudencija, 2006-, imprimé et en ligne, www.lrkt.lt/lt/veikla/leidyba/konstitucine-jurisprudencija/117.

– Konstitucinis Teismas, www.lrkt.lt.

– Mano vyriausybė, http://lrv.lt.

– Oficialioji konstitucinė doktrina : Oficialiosios konstitucinės doktrinos nuostatos, 1993-2016, imprimé et en ligne, www.lrkt.lt/lt/teismo-aktai/oficialioji-konstitucine-doktrina/704.

– Permanent Mission of Lithuania to the United Nations in New York, https://mission-un-ny.mfa.lt.

– Prezidentė, www.lrp.lt.

– Seimas, www.lrs.lt.

– Teisės aktų registras, imprimé et en ligne, www.e-tar.lt.

– Užsienio reikalų ministerija, www.urm.lt.

– Vyriausiasis administracinis teismas, imprimé et en ligne, www.lvat.lt.

Luxembourg

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– *Annales du droit luxembourgeois*, Bruylant, 1991-.

Ressources d'ordre général

– Chambre des députés du Grand-Duché de Luxembourg, www.chd.lu.

– Cour de Justice Benelux = Benelux-Gerechtshof, www.courbeneluxhof.be.

– Cour de Justice Benelux : jurisprudence = Benelux-Gerechtshof : jurisprudentie, 1982-.

– *Journal des tribunaux Luxembourg*, Larcier.

– *Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg*, imprimé et en ligne, http://legilux.public.lu.

– La justice, www.justice.public.lu.

– Le portail de l'actualité gouvernementale, www.gouvernement.lu.

– *Pasicrisie Luxembourgeoise : Recueil trimestriel de la jurisprudence luxembourgeoise/Bulletin de jurisprudence administrative*, 1881-, imprimé et en ligne, www.pasicrisie.lu.

Madagascar

Ressources d'ordre général

– Antenimierampirenena = Assemblée nationale, www.assemblee-nationale.mg.

– Droit malagasy, www.cnlegis.gov.mg.

– Foiben'ny arisivam-pirenena = Direction des archives nationales, www.archivesnationales.gov.mg.

– Haute Cour constitutionnelle, www.hcc.gov.mg.

– Lexxika : Droit malagasy, www.lexxika.com/droit-malagasy/.

– Ministère des affaires étrangères, www.diplomatie.gov.mg.

– Mission permanente de la République de Madagascar auprès de l'Organisation des Nations Unies, www.un.int/madagascar/.

– Présidence de la République, www.presidence.gov.mg.

– Primature, www.primature.gov.mg.

– Sénat, www.senat.mg.

– Southern African Legal Information Institute, www.saflii.org.

Malaisie

Ressources d'ordre général

– All Malaysia Reports, imprimé et en ligne, www.westlaw.com.my/eng/AllMalaysiaReports.htm.

– Attorney General's Chambers of Malaysia, www.agc.gov.my.

– CLJ Law, www.cljlaw.com, partiellement disponible par abonnement.

– Lawnet, Percetakan Nasional Malaysia Berhad, www.lawnet.com.my, disponible sur abonnement.

– Laws of Malaysia, imprimé et en ligne, www.agc.gov.my/agcportal/index.php?r=portal2/lom&menu_id=VXlsMDlEclhJVXlGcUd6c0JreVhEUT09.

– Lexis Malaysia, www.lexisnexis.com.my, disponible sur abonnement.

– *Malayan Law Journal*, 1932-.

– Ministry of Foreign Affairs, www.kln.gov.my.

– Parlimen, www.parlimen.gov.my.

– Pejabat Ketua Pendaftar = Office of the Chief Registrar, Mahkamah Persekutuan Malaysia = Federal Court of Malaysia, www.kehakiman.gov.my.

– Permanent Mission of Malaysia to the United Nations, www.un.int/malaysia.

– *Reports of Cases before the Supreme Court, Malaysia; the Court of Appeal, Brunei Darussalam and the Judicial Committee of the Privy Council (on appeal from the Republic of Singapore and Brunei Darussalam), also known as Supreme Court Reports*, 1988-1996.

– Sinnadurai, Visu (dir.), *The Privy Council cases : Malaysia*, Singapore, Brunei, 1875-1990.

– *Warta Kerajaan Persekutuan = Federal Government Gazette*, imprimé et en ligne, www.federalgazette.agc.gov.my.

– Westlaw Asia, www.westlawasia.com, disponible sur abonnement.

Malawi

Ressources d'ordre général

– Government, www.malawi.gov.mw.

– Malawi Law Commission, www.lawcom.mw.

– Malawi Legal Information Institute, www.malawilii.org.

– Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation, www.foreignaffairs.gov.mw.

– National Archives, www.sdnp.org.mw/ruleoflaw/archives/index.html.

– Parliament, www.parliament.gov.mw.

– Permanent Mission of the Republic of Malawi to the United Nations, www.un.int/malawi/.

Maldives

Ressources d'ordre général

– Department of Judicial Administration, http://judiciary.gov.mv.

– Gazette, www.gazette.gov.mv.

– Maldives Immigration, http://immigration.gov.mv.

– People's Majlis, www.majlis.gov.mv.

– Permanent Mission of the Republic of Maldives to the United Nations, http://maldivesmission.com.

– Supreme Court of the Maldives, www.supremecourt.gov.mv.

– The Presidency, http://presidencymaldives.gov.mv.

Mali

Ressources d'ordre général

– Assemblée ationale, www.assemblee-nationale.ml.

– Codes et textes usuels de la République du Mali, Ministère de la justice, 2000.

– Cour constitutionnelle, www.courconstitutionnelle.ml.

– *Journal officiel de la République du Mali*, imprimé et en ligne, http://sgg-mali.ml/fr/journal-officiel/le-journal-officiel.html.

– Lois et règlements, CNPM : Conseil National du Patronat du Mali, www.cnpmali.org/index.php/lois-et-reglements.

– Ministère des Maliens de l'extérieur et de l'intégration africaine, www.maliens-exterieur.gouv.ml.

– Présidence de la République, www.koulouba.ml.

– Primature : Portail officiel du Gouvernement, www.primature.gov.ml.

– Secrétariat général du Gouvernement, http://sgg-mali.ml.

– Mission permanente du Mali auprès de l'Organisation des Nations Unies, www.un.int/mali/.

Malte

Ressources d'ordre général

– Court Services, Ministry for Justice, Culture and Local Government, www.justiceservices.gov.mt/courtservices/default.aspx.

– Foreignaffairs.gov.mt, http://foreignaffairs.gov.mt.

– *Gazzetta tal-Gvern ta' Malta = The Malta Government Gazette*, imprimé et en ligne, https://gov.mt/mt/Government/Government%20Gazette/Pages/Government%20Gazette.aspx.

– Gov.mt, www.gov.mt.

– Legal Services, Ministry for Justice, Culture and Local Government, http://justiceservices.gov.mt.

– Parlament, www.parlament.mt.

– President, https://president.gov.mt.

– The Judiciary, www.judiciarymalta.gov.mt.

– The Permanent Mission of Malta to the United Nations in New York, http://foreignaffairs.gov.mt/en/Embassies/Pr_New_York/Pages/Pr_New_York.aspx.

– Uffiċċju tal-Prim Ministru = Office of the Prime Minister, www.primeminister.gov.mt.

Maroc

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– الاتفاقيات الثنائية في الميدان القضائي, imprimé et en ligne, http://212.217.46.66/Cerp/ar/document/convention.aspx?_t=1.

– الاتفاقيات الدولية لوزارة العدل, http://adala.justice.gov.ma/AR/Conventions/Conventions.aspx.

Ressources d'ordre général

– Bulletin officiel : édition de traduction officielle, imprimé et en ligne, www.sgg.gov.ma/Legislation/LarecherchedanslessommairesBO.aspx.

– اجتهادات محكمة النقض, imprimé et en ligne, www.juris.courdecassation.ma.

– أرشيف المغرب = Archives du Maroc, imprimé et en ligne, www.archivesdumaroc.ma.

– البوابة الوطنية, www.maroc.ma.

– الجريدة الرسمية, imprimé et en ligne, www.sgg.gov.ma/arabe/Legislations/recherche_bo.aspx.

– المحكمة الدستورية, www.cour-constitutionnelle.ma.

– عدالة: البوابة القانونية والقضائية لوزارة العدل = Adala Maroc : Portail juridique et judiciaire du Ministère de la justice du Maroc, http://adala.justice.gov.ma.

Maurice

Ressources d'ordre général

– *Acts Passed and Gazetted*, National Assembly, http://mauritiusassembly.govmu.org/English/acts/Pages/default.aspx.

– Judicial Committee of the Privy Council, www.jcpc.uk.

– Laws of Mauritius, Attorney General's Office, http://attorneygeneral.govmu.org/English/LawsofMauritius/Pages/default.aspx.

– Ministry of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade, http://foreign.govmu.org.

– National Archives, imprimé et en ligne, http://nationalarchives.govmu.org.

– National Assembly, http://mauritiusassembly.govmu.org.

– Permanent Mission of the Republic of Mauritius to the United Nations, http://www1.govmu.org/portal/sites/mfamission/newyork/index.htm.

– Republic of Mauritius, www.govmu.org.

– Southern African Legal Information Institute, www.saflii.org.

– The Supreme Court, https://supremecourt.govmu.org.

Mauritanie

Ressources d'ordre général

– Ministère des affaires étrangères et de la coopération, www.diplomatie-mr.com.

– Mission permanente de la République islamique de Mauritanie auprès de l'Organisation des Nations Unies, www.un.int/mauritania/.

– الجريدة الرسمية للجمهورية الإسلامية الموريتانية = *Journal officiel de la République islamique de Mauritanie*.

– المحكمة العليا = Cour suprême, www.coursupreme.mr

– الوزارة الأولى, http://primature.gov.mr.

Mexique

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– *Anuario Mexicano de Derecho Internacional*, Universidad Nacional Autónoma de México, 2000-, imprimé et en ligne, http://revistas.juridicas.unam.mx/index.php/derecho-internacional/index.

– Tratados Internacionales celebrados por México, Secretaría de Relaciones Exteriores, http://tratados.sre.gob.mx.

Ressources d'ordre général

– Archivo Histórico « Genaro Estrada », Secretaría de Relaciones Exteriores, 1923, https://acervo.sre.gob.mx/index.php/archivo-historico-genaro-estrada.

– Cámara de Diputados, www.diputados.gob.mx.

– Consulta de Expedientes, Poder Judicial de la Federación, www.dgepj.cjf.gob.mx/paginas/serviciosTramites.htm?pageName=servicios%2Fexpedientes.htm.

– Consulta de Sentencias de Órganos Jurisdiccionales, Poder Judicial de la Federación, http://sise.cjf.gob.mx/consultasvp/default.aspx

– *Diario Oficial de la Federación*, imprimé et en ligne, www.dof.gob.mx.

– Legislación, Universidad Nacional Autónoma de México, www.juridicas.unam.mx/legislacion.

– Memoria Documental, Secretaría de Relaciones Exteriores, 1821-, imprimé et en ligne, www.gob.mx/sre.

– Misión Permanente de México ante la Organización de las Naciones Unidas, https://mision2.sre.gob.mx/onu/.

– Poder Judicial de la Federación, www.cjf.gob.mx.

– Presidencia, www.gob.mx/presidencia/.

– Secretaría de Relaciones Exteriores, www.gob.mx/sre.

– Senado, www.senado.gob.mx/index.php.

– vLex Mexico, http://vlex.com.mx/jurisdictions/MX, disponible sur abonnement.

Micronésie (États fédérés de)

Ressources d'ordre général

– Congress, www.fsmcongress.fm.

– Government, www.fsmgov.org.

– Legal Information System, http://fsmlaw.org.

– Office of the President, www.fsmpio.fm.

– Permanent Mission of the Federated States of Micronesia to the United Nations, www.fsmgov.org/fsmun/.

Monaco

Ressources d'ordre général

– Conseil national, www.conseil-national.mc.

– Gouvernement princier, www.gouv.mc.

– *Journal de Monaco : Bulletin officiel de la Principauté*, imprimé et en ligne, http://journaldemonaco.gouv.mc.

– Légimonaco, Gouvernement Princier, www.legimonaco.mc.

– *Revue de droit monégasque*, 1999-.

– Service central des archives et de la documentation administrative, www.gouv.mc/Gouvernement-et-Institutions/Le-Gouvernement/Ministere-d-Etat/Secretariat-General-du-Gouvernement/Service-Central-des-Archives-et-de-la-Documentation-Administrative.

Mongolie

Ressources d'ordre général

– Permanent Mission of Mongolia to the United Nations, www.un.int/mongolia/.

– Гадаад Харилцааны Яам, www.mfa.gov.mn.

– Засгийн газар = Government, http://zasag.mn.

– Их Хурал = Great Hural (Parliament), www.parliament.mn.

– Монгол Улсын Хууль Тогтоомжийн Сан, www.mongolianlaws.com.

– Төрийн мэдээлэл, imprimé et en ligne, www.parliament.mn/m/bcno.

– Улсын Дээд шүүх = Supreme Court, www.supremecourt.mn.

– Үндсэн хуулийн шүүх = The Constitutional Court, www.conscourt.gov.mn.

Monténégro

Ressources d'ordre général

– Ministarstvo vanjskih poslova, www.mvpei.gov.me.

– Predsjednik, www.predsjednik.me.

– Skupština, www.skupstina.me.

– Službeni list Crne Gore, imprimé et en ligne, www.sluzbenilist.me.

– Sudovi = The Courts, www.sudovi.me.

– Vlada, www.gov.me.

Mozambique

Ressources d'ordre général

– Assembleia da República, www.parlamento.mz.

– Boletim da República, imprimé et en ligne, www.inm.gov.mz.

– Conselho Constitucional, www.cconstitucional.org.mz.

– Legis Palop, Base de Dados Oficial dos Palop, www.legis-palop.org/bd/.

– Ministério dos Negócios Estrangeiros e Cooperação, www.minec.gov.mz.

– Permanent Mission of the Republic of Mozambique to the United Nations, www.un.int/mozambique/.

– Portal do Governo, www.portaldogoverno.gov.mz.

– Presidência da República, www.presidencia.gov.mz.

– Southern African Legal Information Institute, www.saflii.org.

– Tribunal Supremo, www.ts.gov.mz.

Myanmar

Ressources d'ordre général

– Constitutional Tribunal, www.myanmarconstitutionaltribunal.org.mm.

– Ministry of Foreign Affairs, www.mofa.gov.mm.

– Permanent Mission of the Republic of the Union of Myanmar to the United Nations, www.un.int/myanmar/.

– President Office, www.president-office.gov.mm.

– The Supreme Court of the Union, www.unionsupremecourt.gov.mm.

– Union Attorney General's Office, www.oag.gov.mm.

– Union Parliament, www.myanmarparliament.gov.mm.

Namibie

Ressources d’ordre général

– *Annotated Laws and Regulations*, Namibian Parliament, https://laws.parliament.na.

– Government, www.gov.na.

– *Government Gazette*, imprimé et en ligne, www.parliament.na/index.php?option=com_phocadownload&view=category&id=128&Itemid=1266.

– Ministry of International Relations and Cooperation, www.mirco.gov.na.

– Namibian Law Reports, 1990-, imprimé et en ligne, https://juta.co.za/products/3949-namibian-law-reports-1990-to-date-online/, disponible sur abonnement.

– NamibLII : Namibia Legal Information Institute, www.namiblii.org.

– Parliament, www.parliament.na.

– Permanent Mission of the Republic of Namibia to the United Nations, www.un.int/namibia/

– Southern African Legal Information Institute, www.saflii.org.

– Superior Courts, www.ejustice.moj.na.

Nauru

Ressources d’ordre général

– Government, www.naurugov.nr.

– Pacific Islands Legal Information Institute, University of the South Pacific School of Law, www.paclii.org.

– Permanent Mission of the Republic of Nauru to the United Nations, www.un.int/nauru/.

– RONLAW : Nauru’s Online Legal Database, http://ronlaw.gov.nr.

Népal

Ressources d’ordre général

– Ministry of Foreign Affairs, www.mofa.gov.np.

– National Human Rights Commission, http://nhrcnepal.org.

– The Permanent Mission of Nepal to the United Nations, www.un.int/nepal/.

– कानून आयोग = Law Commission, www.lawcommission.gov.np.

– महान्यायाधिवक्ताको कार्यालय नेपाल, www.attorneygeneral.gov.np.

– व्यवस्थापिका-संसद = Legislature-Parliament, http://parliament.gov.np.

– सरकार : प्रधानमन्त्री र सेवक कार्यालय परिषद्, www.opmcm.gov.np.

– सर्वोच्च अदालत = Supreme Court, www.supremecourt.gov.np.

Nicaragua

Ressources d'ordre général

– Archivo General de la Nación, www.inc.gob.ni/bibliotecas-y-archivos/.

– *Digesto Jurídico Nicaragüense*, Asamblea Nacional, 1821-, imprimé et en ligne, http://digesto.asamblea.gob.ni.

– *La Gaceta : Diario Oficial*, imprimé et en ligne, www.lagaceta.gob.ni.

– Legislación Nicaragüense, Asamblea Nacional, www.asamblea.gob.ni/Informacion%20Legislativa/.

– Poder Judicial, www.poderjudicial.gob.ni.

Niger

Ressources d'ordre général

– *Journal officiel de la République du Niger*.

– Présidence de la République, www.presidence.ne.

Nigéria

Ressources d'ordre général

– Federal High Court, www.fhc-ng.com.

– *Federal Republic of Nigeria Official Gazette*.

– Ministry of Foreign Affairs, www.foreignaffairs.gov.ng.

– National Archives.

– National Assembly, www.nassnig.org.

– Permanent Mission of Nigeria to the United Nations, http://nigeriaunmission.org.

– Supreme Court, http://supremecourt.gov.ng.

Nioué

Ressources d'ordre général

– Government = Ko e Fakatufono, www.gov.nu.

– Pacific Islands Legal Information Institute, University of the South Pacific School of Law, www.paclii.org.

Norvège

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– *Nordic Journal of International Law* : Acta scandinavica juris gentium, 1930-, imprimé et en ligne, www.brill.com/nordic-journal-international-law.

Ressources d'ordre général

– Norges Domstoler, www.domstol.no.

– Norsk Lovtidend, imprimé et en ligne, http://lovdata.no/register/lovtidend, partiellement disponible par abonnement.

– Permanent Mission of Norway to the United Nations, www.norway.no/en/un.

– Regjering, www.regjeringen.no.

– Stortinget, www.stortinget.no.

Nouvelle-Zélande

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– New Zealand Treaties Online, www.treaties.mfat.govt.nz.

– *New Zealand Yearbook of International Law*, 2004-, imprimé et en ligne, www.laws.canterbury.ac.nz/intlaw/.

Ressources d'ordre général

– Decisions, Ministry of Justice = Tāhū o te Ture, www.justice.govt.nz/courts/decisions/.

– Foreign Affairs and Trade = Manatū Aorere, www.mfat.govt.nz.

– Government, www.beehive.govt.nz.

– *New Zealand Gazette = Te Kāhiti o Aotearoa*, imprimé et en ligne, https://gazette.govt.nz.

– New Zealand Legal Information Institute, University of Otago Faculty of Law, University of Canterbury, and Australasian Legal Information Institute, www.nzlii.org.

– New Zealand Legislation = Kia ora : The authoritative source of Acts, Bills and Legislative Instruments, Parliamentary Counsel Office = Te Tari Tohutohu Pāremata, www.legislation.govt.nz.

– Ngā Kōti = Courts, www.courtsofnz.govt.nz.

– Parliament = Pāremata, www.parliament.nz.

– Te Rua Mahara o te Kāwanatanga = Archives, http://archives.govt.nz/has.

Oman

Ressources d'ordre général

– Permanent Mission of the Sultanate of Oman to the United Nations, www.un.int/oman/.

– Ballantyne, William M., *Register of Laws of the Arabian Gulf*, 16e ed., Thomson Reuters Dubai, 2009.

– الجريدة الرسمية.

– شبكة المحامين العرب, imprimé et en ligne, www.mohamoon.net, partiellement disponible par abonnement.

– عُماننا: البوابة الرسمية للخدمات الحكومية الالكترونية = Omanuna, www.oman.om.

– وزارة الخارجية, www.mofa.gov.om.

Ouganda

Ressources d'ordre général

– Government, www.gou.go.ug.

– Ministry of Foreign Affairs, www.mofa.go.ug.

– Parliament, www.parliament.go.ug.

– Permanent Mission of the Republic of Uganda to the United Nations, http://newyork.mofa.go.ug.

– *The East Africa Law Reports*, 1968-.

– The Judiciary, www.judiciary.go.ug.

– *The Uganda Gazette*, imprimé et en ligne, www.ulii.org/ug/gazette/UGGaz.

– Uganda Legal Information Institute, www.ulii.org.

Ouzbékistan

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Сборник международных договоров и Законов Республики Узбекистан, Шарк, 1995-.

Ressources d'ordre général

– Hukumat Portali, www.gov.uz.

– LexUZ on-line : Ўзбекистон Республикаси Қонун ҳужжатлари маълумотлари миллий базаси, Адлия вазирлиги ҳузуридаги Ҳуқуқий ахборот билан таъминлаш маркази, http://lex.uz.

– Oliy Majlisining Senati, http://senat.uz.

– Prezident, http://president.uz.

– Republic of Uzbekistan : Laws and Decrees, 1992.

– Tashqi Ishlar Vazirligi, www.mfa.uz.

– The Permanent Mission of the Republic of Uzbekistan to the United Nations, www.un.int/uzbekistan.

– Бош Прокуратураси, www.prokuratura.uz.

– Конституциявий суди, www.ksu.uz.

– Конун номи билан : Ўзбекистон Республикаси Олий Судининг ахборотномаси.

– Народное слово, 1991-, imprimé et en ligne, http://narodnoeslovo.uz.

– Олий Мажлиси, http://parliament.gov.uz.

– Олий суди, www.supcourt.uz.

– Собрание законодательства Республики Узбекистан, 1991-, imprimé et en ligne, http://lex.uz/ru/law_collection/3274/.

– Ўзбекистон Республикаси қонун ҳужжатлари тўплами.

Pakistan

Ressources d'ordre général

– *A Collection of the Central Acts and Ordinances*, 1947-1972.

– *A Collection of the Federal Acts and Ordinances for the Year 1973*.

– *A Collection of the Federal Acts and Ordinances, President's Orders and Regulations for the Year …*, 1974-1979.

– *A Collection of the Federal Ordinances, President's Orders and Regulations for the Year …*, 1981-.

– *All Pakistan Legal Decisions*, 1949-.

– *Federal Court Reports : containing Cases determined by the Federal Court of Pakistan*, 1950-1956.

– *Gazette of Pakistan*.

– Law and Justice Commission of Pakistan, http://ljcp.gov.pk.

– Ministry of Foreign Affairs, www.mofa.gov.pk.

– National Archives of Pakistan, www.nap.gov.pk.

– National Assembly, www.na.gov.pk.

– *National Law Reporter*, 1978-.

– Official Gateway to the Government of Pakistan, www.pakistan.gov.pk.

– Pakistan Mission to United Nations, http://pakun.org.

– *Pakistan Supreme Court reports : containing Cases determined by the Supreme Court of Pakistan*, 1956-.

– President of the Islamic Republic of Pakistan, http://president.gov.pk.

– Prime Minister's Office, http://pmo.gov.pk.

– Senate of Pakistan, www.senate.gov.pk.

– Supreme Court of Pakistan, www.supremecourt.gov.pk.

Palaos

Ressources d'ordre général

– Judiciary branch, www.palausupremecourt.net.

– National Congress, imprimé et en ligne, www.palauoek.com.

– Pacific Islands Legal Information Institute, University of the South Pacific School of Law, www.paclii.org.

– Permanent Mission of the Republic of Palau to the United Nations, New York, https://palauun.org.

Panama

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Tratados, Ministerio de Relaciones Exteriores, http://mire.gob.pa/index.php/es/documentacion/tratados.

Ressources d'ordre général

– Archivo Nacional de Panamá, www.archivonacional.gob.pa.

– Centro de Documentación Judicial, Órgano Judicial, www.organojudicial.gob.pa/cendoj/.

– *Gaceta Oficial*, imprimé et en ligne, www.gacetaoficial.gob.pa.

– Legislación de la República de Panamá (LEGISPAN), Asamblea Nacional, www.asamblea.gob.pa/legispan-2/.

– *Memoria*, Ministerio de Relaciones Exteriores, 1904-, imprimé et en ligne, www.mire.gob.pa.

– Ministerio de la Presidencia, www.presidencia.gob.pa.

– Ministerio de Relaciones Exteriores, www.mire.gob.pa.

– Permanent Mission of Panama to the United Nations, www.panama-un.org.

– vLex Panama, http://vlex.com.pa, disponible sur abonnement.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Ressources d'ordre général

– National Parliament of Papua New Guinea, www.parliament.gov.pg.

– Pacific Islands Legal Information Institute, University of the South Pacific School of Law, www.paclii.org.

– *Papua New Guinea National Gazette*.

Paraguay

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Consulta de Tratados, Ministerio de Relaciones Exteriores, www.mre.gov.py/tratados/public_web/Tratados.aspx.

Ressources d'ordre général

– Archivo Nacional de Asunción, imprimé et en ligne, www.archivonacionaldeasuncion.org.

– Biblioteca y Archivo Central, www.bacn.gov.py.

– Congreso, www.congreso.gov.py.

– Consulta de Jurisprudencia : Sistema de Información y Análisis, Corte Suprema de Justicia, www.csj.gov.py/jurisprudencia.

– Corte Suprema de Justicia, www.csj.gov.py.

– Digesto Legislativo, Senado, http://digesto.senado.gov.py.

– *Gaceta Oficial*, imprimé et en ligne, www.gacetaoficial.gov.py.

– Honorable Cámara de Diputados, www.diputados.gov.py.

– Honorable Cámara de Senadores, www.senado.gov.py.

– La Ley Online, www.laleyonline.com.py, disponible sur abonnement.

– Leyes.com.py, www.leyes.com.py, disponible sur abonnement.

– Ministerio de Relaciones Exteriores, www.mre.gov.py.

– Presidencia, www.presidencia.gov.py.

– Sistema de Administración de Información (SAI), Ministerio de Relaciones Exteriores, Unidad de Coordinación de la Gestión Documental, http://app.mre.gov.py/sai/vistas/decretos/busqueda/busqueda.php.

– vLex Paraguay, http://py.vlex.com, disponible sur abonnement.

Pays-Bas

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Panhuys, Haro F., *International Law in the Netherlands* (3 vols.), Sijthoff and Noordhoff, 1978-1980.

– *Nederlands Tijdschrift voor Internationaal Recht = Netherlands International Law Review = Revue néerlandaise de droit international*, 1953-1974.

– *Netherlands International Law Review*, 1975-, imprimé et en ligne, https://link.springer.com/journal/40802.

– *Netherlands Yearbook of International Law*, 1970- imprimé et en ligne, www.springer.com/series/8913.

– Verdragenbank = Treaty Database, https://verdragenbank.overheid.nl.

Ressources d'ordre général

– Cour de Justice Benelux = Benelux-Gerechtshof, www.courbeneluxhof.be.

– Cour de Justice Benelux : jurisprudence = Benelux-Gerechtshof : jurisprudentie, 1982-.

– De Rechtspraak, www.rechtspraak.nl.

– Het Parlement, www.parlement.nl.

– Ministerie van Buitenlandse Zaken, www.rijksoverheid.nl/ministeries/ministerie-van-buitenlandse-zaken.

– Nationaal Archief, www.nationaalarchief.nl.

– Officiële bekendmakingen, https://zoek.officielebekendmakingen.nl.

– Overheid.nl, www.overheid.nl.

– Permanente Vertegenwoordiging VN, New York, www.permanentevertegenwoordigingen.nl/permanente-vertegenwoordigingen/pv-vn-new-york, et www.permanentrepresentations.nl/permanent-representations/pr-un-new-york.

– Regering, www.rijksoverheid.nl/regering.

Pérou

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Archivo Nacional de Tratados "Embajador Juan Miguel Bákula Patiño", Ministerio de Relaciones Exteriores, Dirección General de Tratados, https://apps.rree.gob.pe/portal/webtratados.nsf.

– *Memoria*, Ministerio de Relaciones Exteriores, 1829-2006, www.rree.gob.pe/servicioalciudadano/Documents/Biblioteca_Memoria_institucional.pdf.

– *Revista Peruana de Derecho Internacional*, 1941-, imprimé et en ligne, www.spdi.org.pe/index.php?option=com_docman&Itemid=69.

Ressources d'ordre général

– Archivo Digital de la Legislación, Congreso de la República, www.leyes.congreso.gob.pe.

– Archivos de la Cancillería, Ministerio de Relaciones Exteriores, www.rree.gob.pe/servicioalciudadano/Paginas/Archivos_de_Cancilleria.aspx.

– Congreso de la República, www.congreso.gob.pe.

– Consulta de Expedientes Judiciales, Poder Judicial, http://cej.pj.gob.pe/cej/forms/busquedaform.html.

– *Diario Oficial : El Peruano*, imprimé et en ligne, www.elperuano.pe.

– *Gaceta Jurídica*, imprimé et en ligne, www.gacetajuridica.com.pe, partiellement disponible par abonnement.

– Jurisprudencia Nacional Sistematizada, Corte Suprema de Justicia de la República, http://jurisprudencia.pj.gob.pe.

– Ministerio de Relaciones Exteriores, www.rree.gob.pe.

– Permanent Mission of Peru to the United Nations, www.un.int/peru/.

– Poder Judicial, www.pj.gob.pe.

– Presidencia de la República, www.presidencia.gob.pe.

– Sistema Nacional de Archivos, http://agn.gob.pe/Portal/sistema-nacional-de-archivos/.

– Sistema Peruano de Información Jurídica, Ministerio de Justicia y Derechos Humanos, http://spij.minjus.gob.pe.

– Tribunal Constitucional, www.tc.gob.pe.

Philippines

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Philippine Treaties Online, Office of Legal Affairs, Department of Foreign Affairs, http://210.5.104.56/treaty/.

– *Philippine Yearbook of International Law*, 1966-1989, imprimé et en ligne, https://home.heinonline.org/titles/Philippine-Law-Collection/Philippine-Yearbook-of-International-Law/.

Ressources d'ordre général

– Department of Foreign Affairs = Kagawaran ng Ugnayang Panlabas, www.dfa.gov.ph.

– House of Representatives, www.congress.gov.ph.

– Office of the Vice President, http://ovp.gov.ph.

– *Official Gazette*, imprimé et en ligne, www.officialgazette.gov.ph.

– President = Pangulo, http://president.gov.ph.

– Sandiganbayan, http://sb.judiciary.gov.ph.

– Senate, www.senate.gov.ph.

– Supreme Court, http://sc.judiciary.gov.ph.

– The LawPhil Project : Philippine Laws and Jurisprudence Databank, Arellano Law Foundation, www.lawphil.net.

– Westlaw Asia, www.westlawasia.com, disponible sur abonnement.

Pologne

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– *Polish Yearbook of International Law*, 1966-, imprimé et en ligne, www.inp.pan.pl/pyil/.

Ressources d'ordre général

– Dziennik Ustaw, imprimé et en ligne, www.infor.pl/monitor-polski/.

– INFORLEX, www.inforlex.pl, disponible sur abonnement.

– Internetowy System Aktów Prawnych (ISAP), http://isap.sejm.gov.pl.

– Ministerstwo Spraw Zagranicznych, www.msz.gov.pl.

– Monitor polski : dziennik urzędowy Rzeczypospolitej Polskiej Ludowej, imprimé et en ligne, http://monitorpolski.gov.pl.

– Orzecnictwo Sadu Najwyzszego : Izba cywilna i administracyjna oraz izba pracy i ubez pieczen spoecznych, 1962-.

– Orzeczenia Trybunału Konstytucyjnego, imprimé et en ligne, http://otk.trybunal.gov.pl/orzeczenia/.

– Sąd Najwyższy, www.sn.pl

– Stałe Przedstawicielstwo Rzeczypospolitej Polskiej przy Narodów Zjednoczonych w Nowym Jorku, www.nowyjorkonz.msz.gov.pl/pl/p/nowyjorkonz_us_s_pl/.

– Trybunał Konstytucyjny, http://trybunal.gov.pl.

Portugal

Ressources d'ordre général

– Assembleia da República, www.parlamento.pt.

– *Diário da República*, imprimé et en ligne, https://dre.pt.

– Gabinete de Documentação e Direito Comparado, Procuradoria Geral da República, www.gddc.pt.

– Governo, www.portugal.gov.pt.

– Instituto Diplomático, Ministério dos Negócios Estrangeiros, https://idi.mne.pt.

– Missão Permanente de Portugal junto das Nações Unidas, www.onu.missaoportugal.mne.pt.

– Presidência da República, www.presidencia.pt.

– Serviço de Estrangeiros e Fronteiras, www.sef.pt.

– Supremo Tribunal de Justiça, www.stj.pt.

– Tribunal Constitucional, www.tribunalconstitucional.pt.

Qatar

Ressources d'ordre général

– Ballantyne, William M., *Register of Laws of the Arabian Gulf*, 16e ed., Thomson Reuters Dubai, 2009.

– الميزان: بوابة قطر القانونية = Al Meezan : Qatar Legal Portal, imprimé et en ligne, www.almeezan.qa.

– الجريدة الرسمية, imprimé et en ligne, www.almeezan.qa/OfficialJournalPage.aspx?language=ar.

– المجلس الأعلى للقضاء = Supreme Judiciary Council, imprimé et en ligne, www.sjc.gov.qa.

– الوفد الدائم لدولة قطر لدى الأمم المتحدة في نيويورك, http://ny.mission.qa.

– الحكومة, http://portal.www.gov.qa.

– شبكة المحامين العرب, imprimé et en ligne, www.mohamoon.net, partiellement disponible par abonnement.

– وزارة خارجية بدولة قطر, www.mofa.gov.qa.

République arabe syrienne

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– المعاهدات, http://parliament.gov.sy/arabic/index.php?node=205.

Ressources d'ordre général

– Permanent Mission of the Syrian Arab Republic to the United Nations, www.un.int/syria/.

– وزارة الخارجية والمغتربين = Ministry of Foreign Affairs and Expatriates, www.mofa.gov.sy.

– التشريعات السورية, http://parliament.gov.sy/arabic/index.php?node=5518&cat=355&.

– الجريدة الرسمية.

– مراسيم وقوانين, http://portal.egov.sy/law.ar_law/ar/0/0/module.page.html.

– مركز الوثائق التاريخية, www.dgam.gov.sy/index.php?p=257.

– وزارة العدل, www.moj.gov.sy.

République centrafricaine

Ressources d'ordre général

– Permanent Mission of the Central African Republic to the United Nations = Mission permanente de la Republique Centrafricaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, www.pmcar.org.

– Présidence, http://presidence.govcf.org.

– Primature, http://primature.govcf.org.

– *Recueil des arrêts de la Cour suprême*, Giraf, 2000.

République de Corée

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– *Korean Journal of International and Comparative Law*, 2013-, imprimé et en ligne, www.brill.com/publications/journals/korean-journal-international-and-comparative-law.

– 외교부 = Ministry of Foreign Affairs, www.mofa.go.kr.

Ressources d'ordre général

– LawKorea, www.lawkorea.com, partiellement disponible par abonnement.

– Westlaw Asia, www.westlawasia.com, disponible sur abonnement.

– 관보, imprimé et en ligne, http://gwanbo.moi.go.kr.

– 국가 법률 정보 센터, www.law.go.kr.

– 국립중앙도서관 = National Library of Korea, www.nl.go.kr.

– 대한민국 법원 종합법률정보, http://glaw.scourt.go.kr.

– 대한민국국회, www.assembly.go.kr.

– 대한민국법원로고 = Court of Korea, imprimé et en ligne, www.scourt.go.kr/scourt/index.html.

– 대한민국영문법령 = Statutes of the Republic of Korea, Korea Legislation Research Institute, http://elaw.klri.re.kr.

– 로앤비= LAWnB, www.lawnb.com, disponible sur abonnement.

– 법제처, www.moleg.go.kr/main.html.

– 주 유엔 대한민국 대표부, http://un.mofa.go.kr.

– 헌법재판소 = Constitutional Court of Korea, www.ccourt.go.kr.

République démocratique du Congo

Ressources d'ordre général

– Assemblée nationale, www.assemblee-nationale.cd.

– *Journal officiel de la République démocratique du Congo*, La banque congolaise de données juridiques, imprimé et en ligne, www.journalofficiel.cd/jordc/index.php.

– Mission permanente de la République démocratique du Congo auprès de l'Organisation des Nations Unies, www.un.int/drcongo/.

– Primature, Cabinet du premier ministre, www.primature.cd.

– Sénat, www.senat.cd.

République démocratique populaire lao

Ressources d'ordre général

– Permanent Mission of the Lao People's Democratic Republic to the United Nations, www.un.int/lao/.

– ກະຊວງການຕ່າງປະເທດຂອງສາທາລະນະລັດປະຊາທິປະໄຕປະຊາຊົນລາວ = Ministry of Foreign Affairs, www.mofa.gov.la.

– ຈົດໝາຍເຫດທາງລັດຖະການ = Lao Official Gazette, imprimé et en ligne, www.laoofficialgazette.gov.la.

– ຊາຊົນສູງສຸດສານຂອງສາທາລະນະລັດປະຊາທິປະໄຕປະຊາຊົນລາວ = The People's Supreme Court, imprimé et en ligne, www.peoplecourt.gov.la, requires log-in.

– ລັດຖະບານ, www.laogov.gov.la.

– ສະພາແຫ່ງຊາດຂອງສາທາລະນະລັດປະຊາທິປະໄຕປະຊາຊົນລາວ = The National Assembly of the Lao People's Democratic Republic, imprimé et en ligne, www.na.gov.la.

République de Moldova

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– *Revista moldoveneasca de drept international si relatii internationale = Moldavian Journal of International Law and International Relations = Молдавский журнал международного права и международных отношений*, 2006-, imprimé et en ligne, http://rmdiri.md.

Ressources d'ordre général

– Curtea Supremă de Justiţie, imprimé et en ligne, www.csj.md.

– Guvernul, http://gov.md.

– Jurist, imprimé et en ligne, www.lex.md.

– Ministerul Afacerilor Externe şi Integrării Europene, www.mfa.gov.md/start-page-md/.

– *Monitorul oficial al Republicii Moldova*, imprimé et en ligne, http://monitorul.md.

– Permanent Mission of the Republic of Moldova to the United Nations, www.onu.mfa.md.

– Registrul de Stat : Al actelor juridice al Republicii Moldova, Ministerul Justitiei, imprimé et en ligne, http://justice.md.

République dominicaine

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Instrumentos Internacionales, Congreso, http://enlacecongreso.mirex.gob.do/ecc/Lists/Instrumentos%20Internacionales/Instrumentos%20Internacionales%20En%20General.aspx.

Ressources d'ordre général

– Archivo General de la Nación, 1935, imprimé et en ligne, http://agn.gob.do.

– Cámara de Diputados, www.camaradediputados.gob.do.

– Consultoría Jurídica del Poder Ejecutivo, www.consultoria.gov.do.

– Jurisprudencia y Legislación : Database, Poder Judicial, www.poderjudicial.gob.do/consultas/jurisprudencia/indice_jurisprudencia_legislacion.aspx.

– Ministerio de Relaciones Exteriores, www.mirex.gob.do.

– Permanent Mission of the Dominican Republic to the United Nations, www.un.int/domrep/.

– Poder Judicial, www.poderjudicial.gob.do.

– Senado, www.senado.gob.do.

– vLex Dominican Republic, http://do.vlex.com, disponible sur abonnement.

République populaire démocratique de Corée

Ressources d'ordre général

– 조선 민주주의 인민 공화국 법전, 법률 출판사, 2016.

– 조선 민주주의 인민 공화국 사회주의 헌법, 조선 민주주의 인민 공화국 최고 인민 회의 상임 위원회, 2016.

– 조선민주주의인민공화국법전 : 대중용, 법률 출판사, 2008.

République tchèque

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Czech Yearbook of Public and Private International Law, 2010-, imprimé et en ligne, www.cyil.eu.

Ressources d'ordre général

– Ministerstvo zahraničních věcí, www.mzv.cz.

– Národní archiv, imprimé et en ligne, www.nacr.cz/eindex.htm.

– Nejvyšší soud, www.nsoud.cz.

– Nejvyšší správní soud, www.nssoud.cz.

– Nové ASPI, www.noveaspi.cz, disponible sur abonnement.

– Permanent Mission of the Czech Republic to the United Nations, www.mzv.cz/un.newyork.

– Poslanecká sněmovna, www.psp.cz.

– Sbírka zákonů.

– Sbírka zákonů a Sbírka mezinárodních smluv, Ministerstvo vnitra, imprimé et en ligne, http://aplikace.mvcr.cz/sbirka-zakonu/.

– Senát, www.senat.cz.

– Ústavní soud, www.usoud.cz.

– Vláda, www.vlada.cz.

– Zákony pro lidi, www.zakonyprolidi.cz, partiellement disponible par abonnement.

République-Unie de Tanzanie

Ressources d'ordre général

– *Gazeti la Jamhuri ya Muungano wa Tanzania = Official Gazette of the United Republic of Tanzania*, imprimé et en ligne, www.tanzania.go.tz/home/pages/12.

– Government Portal, www.tanzania.go.tz.

– Law Reform Commission of Tanzania, www.lrct.go.tz.

– Ministry of Foreign Affairs and East African Cooperation, www.foreign.go.tz.

– Parliament of Tanzania = Bunge la Tanzania, http://parliament.go.tz.

– Permanent Mission of Tanzania to the United Nations, www.un.int/tanzania/.

– President's Office, Public Service Management, www.utumishi.go.tz.

– Prime Minister's Office, http://pmo.go.tz.

– Southern African Legal Information Institute, www.saflii.org.

– *The East Africa Law Reports*, 1968-.

– The Judiciary, www.judiciary.go.tz.

– Tovuti Rasmi ya Rais, http://ikulu.go.tz.

Roumanie

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Tratate, www.mae.ro/tratate.

Ressources d'ordre général

– Consiliul Legislativ, www.clr.ro.

– Guvernul, www.gov.ro.

– Înalta Curte de Casaţie şi Justiţie, www.scj.ro.

– Jurindex : Indexul jurisprudenţei naţionale, Consiliului Superior al Magistraturii, www.jurisprudenta.org.

– Ministerul Justiției, www.just.ro.

– Ministerul Afacerilor Externe, www.mae.ro.

– Misiunea Permanentă a României pe lângă Organizaţia Naţiunilor Unite, http://mpnewyork.mae.ro.

– *Monitorul Oficial*, imprimé et en ligne, www.monitoruloficial.ro.

– Portal Legislativ, http://legislatie.just.ro.

– Președintele, www.presidency.ro.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Parry, Clive, *A British Digest of International Law* (8 vols.), Stevens and Sons, 1965-1967.

– *British and Foreign State Papers*, Foreign Office, 1812-1968, imprimé et en ligne, https://home.heinonline.org/titles/World-Treaty-Library/British-and-Foreign-State-Papers/.

– *British Practice in International Law*, British Institute of International and Comparative Law, 1964-1967.

– *British Yearbook of International Law*, 1920-, imprimé et en ligne, https://academic.oup.com/bybil.

– Lauterpacht, Elihu, *Contemporary Practice of the United Kingdom in the Field of International Law*, British Institute of International and Comparative Law, 1962-1963.

– Smith, Herbert A., *Great Britain and the Law of Nations*, P. S. King and Son, 1932-1935.

– *International and Comparative Law Quarterly*, 1952-, imprimé et en ligne, www.biicl.org/iclq.

– McNair, Arnold, *International Law Opinions* (3 vols.), Cambridge University Press, 1956.

– Parry, Clive, *Law Officers' Opinions to the Foreign Office 1793-1860* (97 vols.), Gregg Publishing, 1970.

– United Kingdom Treaties Online, http://treaties.fco.gov.uk/treaties/treaty.htm.

Ressources d'ordre général

– BAILII : British and Irish Legal Information Institute, www.bailii.org.

– Courts and Tribunals Judiciary, www.judiciary.gov.uk.

– Foreign and Commonwealth Office, www.gov.uk/government/organisations/foreign-commonwealth-office

– GOV.UK, www.gov.uk.

– *Hansard : the Official Report of all Parliamentary Debates*, 1909-, imprimé et en ligne, http://hansard.parliament.uk

– House of Commons Library, imprimé et en ligne, www.parliament.uk/commons-library.

– Judicial Committee of the Privy Council, www.jcpc.uk.

– Legislation.gov.uk, www.legislation.gov.uk.

– LexisNexis, www.lexisnexis.co.uk, disponible sur abonnement.

– Northern Ireland Courts and Tribunals Service, www.courtsni.gov.uk.

– Scottish Courts and Tribunals, www.scotcourts.gov.uk.

– *The Gazette : Official Public Record*, imprimé et en ligne, www.thegazette.co.uk.

– The National Archives, imprimé et en ligne, http://nationalarchives.gov.uk.

– The Supreme Court, www.supremecourt.uk.

– *The UK Supreme Court Yearbook*, Appellate Press Ltd, 2010-, imprimé et en ligne, www.ukscy.org.uk.

– United Kingdom Parliament Foreign Affairs Committee, www.parliament.uk/business/committees/committees-a-z/commons-select/foreign-affairs-committee/.

– Westlaw International, http://westlawinternational.com, disponible sur abonnement.

– Westlaw UK, http://legalresearch.westlaw.co.uk.

Rwanda

Ressources d'ordre général

– Government, www.gov.rw.

– Laws and Regulations, Ministry of Justice, www.minijust.gov.rw/laws-and-regulations/laws/.

– Legal Information Portal, www.lip.gov.rw.

– Ministry of Foreign Affairs and Cooperation, www.minaffet.gov.rw.

– National Archives, imprimé et en ligne, www.ralsa.rw.

– Office of the Prime Minister, www.primature.gov.rw.

– *Official Gazette*, imprimé et en ligne, www.primature.gov.rw/media-publication/publication/latest-offical-gazettes.html.

– Parliament, www.parliament.gov.rw.

– Permanent Mission of Rwanda to the United Nations, http://rwandaun.org.

– Revue juridique de droit écrit et coutumier du Rwanda et du Burundi, 1961-1966.

– Rwanda Law Reform Commission, www.rlrc.gov.rw.

– Supreme Court, www.judiciary.gov.rw.

Sainte-Lucie

Ressources d'ordre général

– Eastern Caribbean Supreme Court, Organization of Eastern Caribbean States, www.eccourts.org.

– Government, www.govt.lc.

– Judicial Committee of the Privy Council, www.jcpc.uk.

– Laws, imprimé et en ligne, www.slugovprintery.com/index.php/documents?laws.

– Ministry of External Affairs, International Trade and Civil Aviation, http://externalaffairs.govt.lc.

– National Archives Authority of Saint Lucia.

– Permanent Mission of Saint Lucia to the United Nations, http://saintluciamissionun.org.

– *Saint Lucia Government Gazette*, imprimé et en ligne, www.slugovprintery.com/index.php/gazettearchive.

Saint-Kitts-et-Nevis

Ressources d'ordre général

– Eastern Caribbean Supreme Court, Organization of Eastern Caribbean States, www.eccourts.org.

– Government, www.gov.kn.

– Information Service, http://sknis.kn.

– Judicial Committee of the Privy Council, www.jcpc.uk.

– Ministry of Foreign Affairs, www.foreign.govt.kn.

– National Archives, imprimé et en ligne, www.nationalarchives.gov.kn.

Saint-Marin

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Trattati internazionali, Segreteria di Stato Affari Esteri, www.esteri.sm/on-line/home/affari-esteri/trattati-internazionali.html.

Ressources d'ordre général

– Archivio Leggi, Decreti e Regolamenti, Consiglio Grande e Generale, www.consigliograndeegenerale.sm/on-line/home/archivio-leggi-decreti-e-regolamenti.html.

– *Bollettino Ufficiale della Repubblica di San Marino*, www.bollettinoufficiale.sm.

– Collegio Garante della Costituzionalità delle Norme, www.collegiogarante.sm.

– Consiglio Grande e Generale, www.consigliograndeegenerale.sm.

– Portale Ufficiale, www.sanmarino.sm.

– Pubblica Amministrazione, www.pa.sm.

– Reggenza della Repubblica, www.reggenzadellarepubblica.sm.

– Segreteria di Stato Affari Esteri, www.esteri.sm.

– Segreteria di Stato per gli Affari Interni, www.interni.segreteria.sm.

– Testi coordinati delle norme vigenti, Consiglio Grande e Generale, www.consigliograndeegenerale.sm/on-line/home/testi-coordinati.html.

Saint-Siège

Ressources d'ordre général

– Acta Apostolicae Sedis, www.vatican.va/archive/aas/index_it.htm.

– Apostolicum Rotae Romanae Tribunal, www.rotaromana.va.

– Archivio storico, Segreteria di Stato, Sezione per i rapporti con gli Stati, www.vatican.va/roman_curia/secretariat_state/sezione-rapporti-stati/archivio-storico/index_it.htm.

– Archivum Secretum Vaticanum = Archivio Segreto Vaticano = Papal Archives, http://asv.vatican.va.

– Codex Iuris Canonici, www.vatican.va/latin/latin_codex.html.

– La Santa Sede = The Holy See, www.vatican.va

– Penitenzieria Apostolica, www.penitenzieria.va.

– Segreteria di Stato = Secretariat of State, www.vatican.va/roman_curia/secretariat_state/index_it.htm.

– Stato della Città del Vaticano = Vatican City State, www.vaticanstate.va.

– The Permanent Observer Mission of the Holy See to the United Nations, https://holyseemission.org.

Saint-Vincent-et-les Grenadines

Ressources d'ordre général

– Eastern Caribbean Supreme Court, Organization of Eastern Caribbean States, www.eccourts.org.

– Government, www.gov.vc.

– House of Assembly, www.assembly.gov.vc.

– Judicial Committee of the Privy Council, www.jcpc.uk.

– Judiciary, www.judiciary.gov.vc.

– Ministry of Foreign Affairs, Trade and Commerce, www.foreign.gov.vc.

– National Archives.

Samoa

Ressources d'ordre général

– Government, www.govt.ws.

– Ministry of Foreign Affairs and Trade, www.mfat.gov.ws.

– Pacific Islands Legal Information Institute, University of the South Pacific School of Law, www.paclii.org.

– Parliament, www.palemene.ws.

– Permanent Mission of the Independent State of Samoa to the United Nations, New York, www.un.int/samoa/.

– SamLII : Samoa Legal Information Institute, www.samlii.org.

Sao Tomé-et-Principe

Ressources d'ordre général

– Arquivo Histórico de São Tomé e Príncipe, imprimé et en ligne, http://ahstp.org.

– Assembleia Nacional de São Tomé e Príncipe, www.parlamento.st.

– *Diário da República de São Tomé e Príncipe*.

– Legis Palop, Base de Dados Oficial dos Palop, www.legis-palop.org/bd/.

– Ministério das Finanças e Administração Pública, www.min-financas.st.

– Ministério dos Negócios Estrangeiros e Comunidades da República Democrática de São Tomé e Príncipe, www.mnec.gov.st.

– Pesquisa de Legislações, Gabinete de Registro de Informação Pública, www.grip.st/?cntnr_legislc=legislc.

– Serviço de Migração e Fronteiras, www.smf.st.

Sénégal

Ressources d’ordre général

– Assemblée nationale, www.assemblee-nationale.sn.

– Cour suprême, http://coursupreme.sn.

– *Journal officiel*, www.jo.gouv.sn.

– Présidence de la République, www.presidence.sn.

– Ministère des affaires etrangères et des Sénégalais de l’extérieur, www.diplomatie.gouv.sn.

Serbie

Ressources d’ordre général

– Ekspert, www.ekspert.rs, disponible sur abonnement.

– Permanent Mission of the Republic of Serbia to the United Nations - New York, www.un.int/serbia/.

– Propisi.com, www.propisi.com, disponible sur abonnement.

– Архив за правне и друштвене наук, 1906-.

– Архив Србије, Установа културе од националног значаја, imprimé et en ligne, www.archives.org.rs.

– Влада = Vlada, www.srbija.gov.rs.

– Врховни Касациони Суд = Vrhovni Kasacioni Sud, www.vk.sud.rs.

– Збирка судских одлука.

– Инг-Про, http://propisi.net, disponible sur abonnement.

– Министарство правде = Ministarstvo pravde, www.mpravde.gov.rs.

– Министарство спољних послова Републике Србије = Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Serbia, www.mfa.gov.rs.

– Народна скупштина = Narodna skupština, www.parlament.rs.

– Правно-информациони систем, imprimé et en ligne, www.pravno-informacioni-sistem.rs, disponible sur abonnement.

– Службени гласник, imprimé et en ligne, www.slglasnik.com, disponible sur abonnement.

– Уставни суд = Ustavni sud, www.ustavni.sud.rs.

Seychelles

Ressources d’ordre général

– Department of Foreign Affairs, www.mfa.gov.sc.

– Government, www.egov.sc.

– Laws of Seychelles, imprimé et en ligne, www.attorneygeneraloffice.gov.sc/index.php/resources/print-publications/laws-of-seychelles.

– National Archives, imprimé et en ligne, www.sna.gov.sc.

– *Official Gazette*.

– Seychelles Legal Information Institute, www.seylii.org.

– The National Assembly, http://nationalassembly.sc.

Sierra Leone

Ressources d'ordre général

– Laws, The Sierra Leone Web, www.sierra-leone.org/laws.html.

– Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation, http://foreignaffairs.gov.sl.

– National Archives.

– Parliament, www.parliament.gov.sl.

– Sierra Leone Legal Information Institute, www.sierralii.org.

– Sierra Leone Truth and Reconciliation Commission, www.sierraleonetrc.org.

– State House, www.statehouse-sl.org.

– *The Sierra Leone Gazette*, imprimé et en ligne, www.sierralii.org/sl/gazette/SLGaz/.

Singapour

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– International Investment Agreements, Ministry of Trade and Industry, www.mti.gov.sg/MTIInsights/Pages/IIAs.aspx.

– International Tax Agreements, Inland Revenue Authority, www.iras.gov.sg/irashome/Quick-Links/International-Tax/.

– National University of Singapore Centre for International Law, https://cil.nus.edu.sg.

– *Singapore Journal of International and Comparative Law*, 1997-2004, imprimé et en ligne, www.heinonline.org/HOL/Index?index=journals/singa&collection=journals.

– *Singapore Yearbook of International Law*, 2004–2008, imprimé et en ligne, www.commonlii.org/sg/journals/SGYrBkIntLaw/.

– Trade from Singapore : International Agreements, International Enterprise Singapore, www.iesingapore.gov.sg/trade-from-singapore/international-agreements.

Ressources d'ordre général

– Attorney-General's Chambers, www.agc.gov.sg.

– *Government Gazette*, imprimé et en ligne, www.egazette.com.sg, partiellement disponible par abonnement.

– LawNet : Comprehensive Legal Solutions, Singapore Academy of Law, imprimé et en ligne, www.lawnet.sg, disponible sur abonnement.

– Ministry of Defence, www.mindef.gov.sg.

– Ministry of Foreign Affairs, www.mfa.gov.sg.

– National Archives of Singapore, imprimé et en ligne, www.nas.gov.sg.

– OneMap, Singapore Land Authority, www.onemap.sg.

– Parliament of Singapore, www.parliament.gov.sg.

– Permanent Mission of the Republic of Singapore to the United Nations, www.mfa.gov.sg/content/mfa/overseasmission/newyork.html.

– *Reports of Cases before the Supreme Court, Malaysia; the Court of Appeal, Brunei Darussalam and the Judicial Committee of the Privy Council (on appeal from the Republic of Singapore and Brunei Darussalam), also known as Supreme Court Reports*, 1988-1996.

– Singapore Electronic Navigational Chart, Maritime and Port Authority, www.mpa.gov.sg/web/portal/home/port-of-singapore/port-operations/charts-tidal-information-aids-to-navigation-hydrography/nautical-charts/singapore-electronic-navigational-chart-enc.

– Singapore Government Directory, www.gov.sg/sgdi/ministries/.

– Singapore Law Watch, Singapore Academy of Law, imprimé et en ligne, www.singaporelawwatch.sg.

– Singapore Police Force, www.police.gov.sg/news-and-publications.

– Singapore Statutes Online, http://statutes.agc.gov.sg.

– SingaporeLaw.sg, Singapore Academy of Law, imprimé et en ligne, www.singaporelaw.sg.

– Sinnadurai, Visu (dir.), The Privy Council cases : Malaysia, Singapore, Brunei, 1875-1990.

– Westlaw Asia, www.westlawasia.com, disponible sur abonnement.

Slovaquie

Ressources d'ordre général

– Jednotný automatizovaný systém právnych informácií, http://jaspi.justice.gov.sk.

– Ministerstvo Spravodlivosti, www.justice.gov.sk.

– Ministerstvo Zahraničných a Európskych Záležitostí Slovenskej Republiky, www.mzv.sk.

– Najvyšší Súd, imprimé et en ligne, www.nssr.gov.sk.

– Nové ASPI, Wolters Kluwer, www.noveaspi.sk partiellement disponible par abonnement.

– Slov-Lex, imprimé et en ligne, www.slov-lex.sk.

– The Permanent Mission of the Slovak Republic to the United Nations, www.mzv.sk/web/unnewyork-en.

– Úrad Vlády, www.vlada.gov.sk.

– Uradný vestnik.

– Ústavný Súd, imprimé et en ligne, www.ustavnysud.sk.

Slovénie

Ressources d'ordre général

– Državni zbor, www.dz-rs.si.

– Informacijski pooblaščenec, www.ip-rs.si.

– IUS-INFO, www.iusinfo.si, disponible sur abonnement.

– Ministrstvo za zunanje zadeve, www.mzz.gov.si.

– Pravnik, 1862-, imprimé et en ligne, www.revija-pravnik.si.

– Pravno-informacijski sistem, www.pisrs.si.

– Sodstvo, www.sodisce.si.

– Tax-Fin-Lex, www.tax-fin-lex.si, disponible sur abonnement.

– Uradni list Republike Slovenije, imprimé et en ligne, www.uradni-list.si.

– Vlada, www.vlada.si.

Somalie

Ressources d'ordre général

– Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation, www.mfa.gov.so.

– Permanent Mission of the Somali Republic to the United Nations, www.un.int/somalia/.

Soudan

Ressources d'ordre général

– Permanent Mission of the Republic of Sudan to the United Nations, www.un.int/sudan/.

– الجريدة الرسمية = The Gazette, imprimé et en ligne, http://moj.gov.sd/files/index/28.

– مجلس الوزراء, http://sudan.gov.sd.

– وزارة الخارجية, http://mofa.gov.sd.

Soudan du Sud

Ressources d'ordre général

– Laws of South Sudan, Gurtong Trust, Peace and Media Project, www.gurtong.net/Governance/ConstitutionLaws/LawsofSouthSudan/tabid/342/Default.aspx.

– *The Southern Sudan Gazette*.

Sri Lanka

Ressources d'ordre général

– Attorney General's Department, www.attorneygeneral.gov.lk.

– *Bar Association Law Journal*, Bar Association of Sri Lanka, 1983-.

– Lawnet : Ministry of Justice, www.lawnet.gov.lk.

– Permanent Mission of Sri Lanka to the United Nations, www.un.int/srilanka/.

– Supreme Court, www.supremecourt.lk.

– *The Sri Lanka Law Reports : containing Cases and other Matters decided by the Supreme Court and the Court of Appeal of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka*, 1978-, imprimé et en ligne, www.lawnet.gov.lk/sri-lanka-law-reports-2/.

– අධිකරණ අමාත්‍යාංශය = வெளிநாட்டு அலுவல்கள் அமைச்சு = Ministry of Justice, http://moj.gov.lk.

– අධිකරණ සේවා කොමිෂන් සභාවේ ලේකම් = நீதித்துறை சேவை ஆணையம் செயலகம் = Judicial Service Commission Secretariat, www.jsc.gov.lk.

– ජාතික ලේඛනාරක්ෂක දෙපාර්තමේන්තුව = தேசிய ஆவணக்காப்பகம் துறை = Department of National Archives, www.archives.gov.lk.

– නීති කොමිෂන් සභාව = சட்ட ஆணைக்குழு = Law Commission, http://lawcom.gov.lk.

– පනත් = சட்டம் = Acts, http://documents.gov.lk/si/acts.php.

– විදේශ කටයුතු අමාත්‍යාංශය = வெளியுறவு அமைச்சகம் = Ministry of Foreign Affairs, www.mfa.gov.lk.

– ශ්‍රී ලංකා ප්‍රජාතාන්ත්‍රික සමාජවාදී ජනරජයේ ගැසට් පත්‍රය = வர்த்தமானப் பத்திரிகை = *The Gazette of the Democratic Socialist*

Republic of Sri Lanka, imprimé et en ligne, http://documents.gov.lk/si/gazette.php.

– පාර්ලිමේන්තුව = பாராளுமன்றம் = Parliament, www.parliament.lk.

Suède

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– *Nordic Journal of International Law* : Acta scandinavica juris gentium, 1930-, imprimé et en ligne, www.brill.com/nordic-journal-international-law.

– Sveriges internationella överenskommelser, imprimé et en ligne, www.regeringen.se/rattsdokument/sveriges-internationella-overenskommelser/.

Ressources d'ordre général

– Lagrummet.se, https://lagrummet.se.

– Nytt juridiskt arkiv, 1874-, imprimé et en ligne, www.wolterskluwer.se/cms/pub/zeteo-juridisk-basinformation.

– Permanent Mission of Sweden to the United Nations, www.swedenabroad.com/en-GB/Embassies/UN-New-York/.

– Rättsdokument, Regeringskansliet, www.regeringen.se/rattsdokument/.

– Regeringskansliet = The Swedish Government, www.regeringen.se.

– Regeringskansliets rättsdatabaser, Regeringskansliet, http://rkrattsbaser.gov.se.

– Svensk författningssamling, imprimé et en ligne, http://rkrattsdb.gov.se/sfspdf/.

– Utrikesfrågor : offentliga dokument m.m. rörande viktigare svenska utrikesfrågor, 1950-2000, imprimé et en ligne, www.regeringen.se/sokresultat/?query=Utrikesfra%CC%8Agor.

– Vägledande avgöranden, imprimé et en ligne, www.rattsinfosok.dom.se/lagrummet/index.jsp.

Suisse

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Caflisch, Lucius, *Compilation des chroniques de la pratique suisse en matière de droit international public : 1999-2015*, 2017, imprimé et en ligne, www.dfae.admin.ch/content/dam/eda/fr/documents/das-eda/organisation-eda/compilation-RSDIE_FR.pdf.

– Datenbank Staatsverträge = Banque de données des traités internationaux = Banca dati dei trattati internazionali = Treaty database, www.eda.admin.ch/eda/de/home/aussenpolitik/voelkerrecht/internationale-vertraege/datenbank-staatsvertraege.html.

- Diplomatische Dokumente der Schweiz = Documents diplomatiques suisses = Documenti Diplomatici Svizzeri = Diplomatic Documents of Switzerland, www.dodis.ch.
- Direktion für Völkerrecht = Direction du droit international public = Direzione del diritto internazionale pubblico = Directorate of International Law, Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten = Département fédéral des affaires étrangères = Dipartimento federale degli affari esteri = Federal Department of Foreign Affairs, www.dfae.admin.ch/eda/de/home/aussenpolitik/voelkerrecht.html.
- *Praxisleitfaden Völkerrechtliche Verträge = Guide de la pratique en matière de traités internationaux = Practice Guide to International Treaties*, Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten = Département fédéral des affaires étrangères = Dipartimento federale degli affari esteri = Federal Department of Foreign Affairs, 2015, imprimé et en ligne, www.dfae.admin.ch/eda/de/home/dienstleistungenundpublikationen/publikationen.html/publikationen/de/eda/voelkerrecht/Praxisleitfaden-Voelkerrechtliche-Vertraege.
- Guggenheim, Paul, *Répertoire Suisse de droit international public : Documentation concernant la pratique de la Confédération en matière de droit international public 1914-1939*, Helbring et Lichtenhahn, 1975.
- *Schweizerische Zeitschrift für internationales und europäisches Recht = Revue suisse de droit international et européen = Rivista svizzera di diritto internazionale e europeo = Swiss Review of International and European Law*, 1991-, imprimé et en ligne, www.szier.ch.
- *Schweizerisches Jahrbuch für internationales Recht = Annuaire suisse de droit international*, Schultess, 1944-1990.

Ressources d'ordre général

- *Amtliche Sammlung des Bundesrechts = Recueil officiel du droit fédéral = Raccolta ufficiale delle leggi federali*, www.admin.ch/gov/de/start/bundesrecht/amtliche-sammlung.html.
- *Bundesblatt = Feuille fédérale = Foglio federale*, imprimé et en ligne, www.admin.ch/gov/de/start/bundesrecht/bundesblatt.html .
- Bundesgericht = Tribunal fédéral = Tribunale federale = Tribunal federal, www.bger.ch.
- Bundesstrafgericht = Tribunal pénal fédéral = Tribunale penale federale = Tribunal penal federal, www.bstger.ch.
- Bundesverwaltungsgericht = Tribunal administratif fédéral = Tribunale amministrativo federale = Tribunal administrativ federal, www.bvger.ch.
- Der Bundesrat = Le Conseil fédéral = Il Consiglio federale = Il Cussegl federal = The Federal Council, www.admin.ch.
- Die Bundesversammlung - Das Schweizer Parlament = L'Assemblée fédérale - Le Parlement suisse = L'Assemblea federale - Il Parlamento svizzero = L'Assamblea federala - Il Parlament svizzer = The Federal Assembly - The Swiss Parliament, www.parlament.ch.

– LexFind, www.lexfind.ch.

– Mission of Switzerland to the United Nations in New York, www.eda.admin.ch/missions/mission-new-york/en/home/topics.html.

– Swisslex, www.swisslex.ch, disponible sur abonnement.

– *Systematische Sammlung des Bundesrechts = Recueil systématique du droit fédéral = Raccolta sistematica del diritto federale = Collecziun sistematica = Classified compilation*, www.admin.ch/gov/de/start/bundesrecht/systematische-sammlung.html.

Suriname

Ressources d'ordre général

– De Nationale Assemblée, www.dna.sr.

– Kabinet van de President, www.gov.sr/kabinet-van-de-president.aspx.

– Ministerie van Buitenlandze Zaken, www.gov.sr/ministerie-van-buza.aspx.

– Nationaal Archief, www.nationaalarchief.sr.

– Overheid, www.gov.sr.

– Staatsblad van de Republiek Suriname.

– The Permanent Mission of the Republic of Suriname to the United Nations, www.un.int/suriname/.

Swaziland

Ressources d'ordre général

– Government, www.gov.sz.

– National Archives, www.gov.sz/index.php?option=com_content&view=article&id=321&Itemid=395

– Permanent Mission of the Kingdom of Swaziland to the United Nations, www.un.int/swaziland/.

– Swazi Legal Information Institute, www.swazilii.org.

– *Swaziland Government Gazette*.

– *The Swaziland Law Reports*, 1969-.

Tadjikistan

Ressources d'ordre général

– Вазорати Адлияи, www.minjust.tj.

– Вазорати корҳои хориҷии, www.mfa.tj.

– Қонун ва қарорҳо, Маҷлиси намояндагони Маҷлиси Олии, http://parlament.tj/category/qonun-va-qarorho/.

– Қонунҳо, Маркази миллии қонунгузории назди Президенти Ҷумҳурии Тоҷикистон, http://mmk.tj/legislation/base/.

– Маҷлиси миллии Маҷлиси Олии, http://majmilli.tj.

– Маҷлиси намояндагони Маҷлиси Олии, http://parlament.tj.

– Президенти, www.president.tj.

Tchad

Ressources d’ordre général

– *Journal officiel de la République du Tchad*.

– Présidence de la République, www.presidence.td.

– Primature, www.gouvernement.td.

– Secrétariat Général du Gouvernement, http://sgg.gouv.td.

Thaïlande

Ressources d’ordre général

– The Permanent Mission of Thailand to the United Nations, www.un.int/thailand/.

– กระทรวงการต่างประเทศ = Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of Thailand, www.mfa.go.th.

– คณะกรรมการสิทธิมนุษยชนแห่งชาติ = National Human Rights Commission of Thailand, www.nhrc.or.th.

– รัฐบาลไทย = Government, www.thaigov.go.th.

– ราชกิจจานุเบกษา, imprimé et en ligne, www.mratchakitcha.soc.go.th.

– ศาลยุติธรรม = Court of Justice, www.coj.go.th.

– ศาลรัฐธรรมนูญ = The Constitutional Court, www.constitutionalcourt.or.th.

– สภาขับเคลื่อนการปฏิรูปประเทศ = National Reform Steering Assembly, www.parliament.go.th.

– สภานิติบัญญัติแห่งชาติ = The National Legislative Assembly, www.senate.go.th.

– สำนักงานคณะกรรมการกฤษฎีกา, www.krisdika.go.th.

Timor-Leste

Ressources d’ordre général

– Gabinete das Fronteiras Marítimas, www.gfm.tl.

– *Jornal da República*, imprimé et en ligne, www.mj.gov.tl/jornal/.

– Ministério da Administração Estatal, www.estatal.gov.tl.

– Ministério da Justiça, www.mj.gov.tl.

– Ministério Público, www.mp.tl.

– Presidência da República, http://presidenciarepublica.tl.

– Tribunais, www.tribunais.tl.

Togo

Ressources d'ordre général

– Assemblée nationale togolaise, www.assemblee-nationale.tg.

– Centre des formalités des entreprises, imprimé et en ligne, www.cfetogo.org.

– Cour suprême du Togo, www.coursupremetogo.tg.

– *Journal officiel de la République togolaise*, imprimé et en ligne, http://jo.gouv.tg.

– Lois, règlements et jurisprudences du Togo : Le portail officiel du droit togolais, Ministère de la justice, www.legitogo.gouv.tg.

– Togo : République togolaise, www.republicoftogo.com.

Tonga

Ressources d'ordre général

– Attorney General's Office, http://crownlaw.gov.to.

– Ministry of Information and Communications, www.mic.gov.to.

– Pacific Islands Legal Information Institute, University of the South Pacific School of Law, www.paclii.org.

– Tonga Government Gazette, imprimé et en ligne, https://crownlaw.gov.to/cms/gazettes/gazettes-by-year.html.

Trinité-et-Tobago

Ressources d'ordre général

– Digital Legislative Library, 1838-2015, http://laws.gov.tt.

– Government, www.ttconnect.gov.tt.

– Judicial Committee of the Privy Council, www.jcpc.uk.

– Judiciary, www.ttlawcourts.org.

– Ministry of Foreign and CARICOM Affairs, https://foreign.gov.tt.

– National Archives, www.natt.gov.tt.

– Parliament, www.ttparliament.org.

– The Office of the President, https://otp.tt.

– Trinidad and Tobago Gazette, imprimé et en ligne, www.news.gov.tt/content/e-gazette.

Tunisie

Ressources d'ordre général

– بوابة العدل = Portail de la justice, www.e-justice.tn.

– الرائد الرسمي للجمهورية التونسية = *Journal officiel de la République tunisienne*, imprimé et en ligne, www.iort.gov.tn et www.cnudst.rnrt.tn/wwwisis/jort.06/form.htm.

– Eastlaws = شبكة قوانين الشرق, www.eastlaws.com, disponible sur abonnement.

– البوابة الوطنية للمعلومات القانونية, www.legislation.tn.

– رئاسة الحكومة البوابة, www.pm.gov.tn.

– مجلس نواب الشعب, www.anc.tn.

– وزارة الخارجية, www.diplomatie.gov.tn.

Turkménistan

Ressources d'ordre général

– Adalat ministrligi, http://minjust.gov.tm.

– Altyn Asyr, www.turkmenistan.gov.tm.

– Daşary işler ministrligi, www.mfa.gov.tm.

– Hukuk Maglumatlary merkezi, imprimé et en ligne, http://minjust.gov.tm/ru/php/mmerkezi/.

Turquie

Ressources d'ordre général

– Adalet dergisi, 1909-, imprimé et en ligne, www.yayin.adalet.gov.tr.

– Anayasa Mahkemesi, http://anayasa.gov.tr.

– Başbakanlık, www.basbakanlik.gov.tr.

– Birleşmiş Milletler Daimi Temsilciliği, http://turkuno.dt.mfa.gov.tr.

– Büyük Millet Meclisi, www.tbmm.gov.tr.

– Danıştay Başkanliği, www.danistay.gov.tr.

– Danıştay Kararlar Dergisi, 1967-.

– Dışişleri Bakanliği, www.mfa.gov.tr.

– MEVBANK, Lebib Yalkın, www.lebibyalkin.com.tr, disponible sur abonnement.

– Mevzuat Bilgi Sistemi, www.mevzuat.gov.tr.

– *Resmî gazete*, imprimé et en ligne, www.resmigazete.gov.tr.

– Türk İçtihatlar Külliyatı, Tercüman Kitapçılık, 1950-.

– Yargıtay Başkanlığı, www.yargitay.gov.tr.

Tuvalu

Ressources d'ordre général

– Judicial Committee of the Privy Council, www.jcpc.uk.

– Pacific Islands Legal Information Institute, University of the South Pacific School of Law, www.paclii.org.

– *Tuvalu Gazette*.

– Tuvalu Legislation On-line, Attorney General's Chambers, http://tuvalu-legislation.tv.

Ukraine

Ressources d'ordre général

– Верховна Рада, http://rada.gov.ua.

– Відомості Верховної Ради України, 1991-.

– Вісник Верховного Суду України, 1994-, imprimé et en ligne, www.scourt.gov.ua/clients/vsu/vsu.nsf/(firstview)/vis.html.

– Вісник Конституційного Суду України, 1997-, imprimé et en ligne, www.ccu.gov.ua/docs/6.

– Голос України, 1991-, imprimé et en ligne, www.golos.com.ua.

– Збірник урядових нормативних актів України, 1997-.

– Офіційний вісник Президента України.

– Офіційний Вісник України, imprimé et en ligne, http://ovu.com.ua.

– Платформа Ліга Закон, https://platforma.ligazakon.net, disponible sur abonnement.

– Постійне представництво України при ООН, http://ukraineun.org.

– Урядовий кур'єр, 1990-, imprimé et en ligne, www.ukurier.gov.ua.

– Урядовий портал, www.kmu.gov.ua

Uruguay

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Base Pública de Información sobre Acuerdos Internacionales suscritos por Uruguay, Ministerio de Relaciones Exteriores, www.tratados.mrree.gub.uy.

Ressources d'ordre général

– Archivo General de la Nación, www.agn.gub.uy

– Base de Jurisprudencia Nacional Pública, Poder Judicial, http://bjn.poderjudicial.gub.uy/BJNPUBLICA/busquedaSimple.seam.

– *Diario Oficial*, imprimé et en ligne, www.impo.com.uy/diariooficial.

– El Derecho Digital : Database, www.elderechodigital.com, certaines informations ne sont disponibles que sur abonnement.

– Ministerio de Relaciones Exteriores, www.mrree.gub.uy.

– Normativa y Avisos Legales del Uruguay, Centro de Información Oficial, www.impo.com.uy/cgi-bin/bases/consultaBasesBS.cgi.

– Parlamento, https://parlamento.gub.uy.

– Permanent Mission of Uruguay to the United Nations, www.un.int/uruguay/.

– Poder Judicial, www.poderjudicial.gub.uy.

– Presidencia, www.presidencia.gub.uy.

– vLex Uruguay, http://uy.vlex.com, disponible sur abonnement.

Vanuatu

Ressources d'ordre général

– Government, https://gov.vu.

– *Journal officiel = Gazette*.

– National Library and Archives, www.vanla.org.

– Pacific Islands Legal Information Institute, University of the South Pacific School of Law, www.paclii.org.

– Parliament, https://parliament.gov.vu.

– Permanent Mission of the Republic of Vanuatu to the United Nations, www.un.int/vanuatu/.

Venezuela (République bolivarienne du)

Ressources d'ordre général

– Archivo General de la Nación, imprimé et en ligne, www.agn.gob.ve.

– Asamblea Nacional, www.asambleanacional.gob.ve.

– *Gaceta Oficial*, imprimé et en ligne, www.mp.gob.ve/web/guest/archivos-gaceta-oficial.

– Ministerio del Poder Popular para Relaciones Exteriores, www.mre.gov.ve.

– Misión Permanente de la República Bolivariana de Venezuela ante Naciones Unidas, www.misionvenezuelaonu.org.

– Tribunal Supremo de Justicia, www.tsj.gob.ve.

– vLex Venezuela, http://vlex.com.ve, disponible sur abonnement.

Viet Nam

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Biên giới lãnh thổ, http://biengioilanhtho.gov.vn/sites/vi/home.aspx.

– Cơ sở dữ liệu Điều ước quốc tế & Thỏa thuận quốc tế, Bộ Ngoại giao, Vụ Luật pháp và Điều ước quốc tế, https://treaty.mofa.gov.vn/default.aspx.

Ressources d'ordre général

– Bộ Công Thương = Ministry of Industry and Trade, www.moit.gov.vn.

– Bộ Kế hoạch và Đầu tư, www.mpi.gov.vn.

– Bộ Ngoại giao = Ministry of Foreign Affairs, www.mofa.gov.vn.

– Bộ Tư pháp = Ministry of Justice, www.moj.gov.vn.

– Cơ sở dữ liệu quốc gia về Văn bản pháp luật, http://vbpl.vn/pages/portal.aspx.

– Công báo nước Cộng hòa xã hội chủ nghĩa Việt Nam, imprimé et en ligne, http://congbao.chinhphu.vn.

– Cổng thông tin điện tử Chính phủ, www.chinhphu.vn.

– Cổng thông tin điện tử Quốc hội nước, http://quochoi.vn/Pages/default.aspx.

– Cục Văn thư và Lưu trữ Nhà nước = State Records Management and Archives Department of Vietnam, imprimé et en ligne, www.archives.gov.vn.

– Tòa án nhân dân tối cao = The Supreme People's Court, http://toaan.gov.vn/portal/page/portal/tandtc.

– Văn bản quy phạm pháp luật, Cổng thông tin điện tử Chính phủ, http://vanban.chinhphu.vn/portal/page/portal/chinhphu/hethongvanban.

– Văn phòng Chủ tịch nước, http://vpctn.gov.vn.

Yémen

Ressources d'ordre général

Permanent Mission of Yemen to the United Nations, www.un.int/yemen/.

Zambie

Ressources d’ordre général

– Judiciary, www.judiciaryzambia.com.

– Laws of Zambia, Blackhall Publishing, www.zambialaws.com, disponible sur abonnement.

– National Archives, imprimé et en ligne, www.nationalarchiveszambia.org.

– National Assembly, www.parliament.gov.zm.

– *The Zambia Gazette*, imprimé et en ligne, www.zambialii.org/zm/gazette/ZMGaz/.

– *Zambia Law Reports*, 1963-1997, imprimé et en ligne, https://juta.co.za/products/3679-zambia-law-reports-online/.

– Zambia Legal Information Institute, www.zambialii.org.

Zimbabwe

Ressources d’ordre général

– *Government Gazette*.

– Ministry of Foreign Affairs, www.zimfa.gov.zw.

– National Archives, www.archives.gov.zw.

– Parliament, www.parlzim.gov.zw.

– Permanent Mission of Zimbabwe to the United Nations, www.un.int/zimbabwe/.

– Zimbabwe Law Reports, 1980-, imprimé et en ligne, https://juta.co.za/products/3527-case-law-of-zimbabwe-online/.

– Zimbabwe Legal Information Institute, www.zimlii.org.

Ressources relatives à plusieurs États

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– *African Yearbook of International Law = Annuaire africain de droit international*, 1997-, imprimé et en ligne, www.brill.com/african-yearbook-international-law-online-annuaire-africain-de-droit-international-online.

– *Asian Yearbook of International Law*, 1991-, imprimé et en ligne, www.dilafoundation.org/about-the-asian-yearbook-of-international-law.html.

– *Cambridge International Documents Series*, Cambridge University Press, 1991-.

– Eastlaws شبكة قوانين الشرق, www.eastlaws.com, disponible par abonnement.

– Makarov, Aleksandr N. et al., Handbuch der diplomatischen Korrespondenz der europäischen Staaten = Répertoire de la correspondance diplomatique des

états européens = Digest of the Diplomatic Correspondence of the European States, Fontes juris gentium, série B, section I, vols. 1 et 2, Carl Heymann, 1856-1878.

– *International Law Reports*, Cambridge University Press, 1922-, imprimé et en ligne, http://ebooks.cambridge.org/clr/home.jsf, (connu jusqu'en 1949 sous le nom d'Annual Digest of Public International Law).

– *International Legal Materials*, 1962-, imprimé et en ligne, www.asil.org/resources/international-legal-materials.

– *Oxford Reports on International Law*, Oxford University Press, imprimé et en ligne, http://opil.ouplaw.com/home/oril.

– *Revista de derecho internacional*, Instituto Americano de Derecho Internacional, 1922-1952.

– Gaebler, Ralph and Alison Shea, Sources of State Practice in International Law, 2e ed., Brill, 2014, imprimé et en ligne, http://booksandjournals.brillonline.com/content/books/9789004272224.

Ressources d'ordre général

– African Law Library, African Innovation Foundation, www.africanlawlibrary.net.

– Asian Legal Information Institute, www.asianlii.org.

– Constitute : The World's Constitutions to Read, Search and Compare, Comparative Constitutions Project, University of Texas at Austin, www.constituteproject.org.

– Foreign Law Guide, http://referenceworks.brillonline.com/browse/foreign-law-guide, disponible sur abonnement.

– GlobaLex, www.nyulawglobal.org/Globalex/.

– Zweigert, Konrad et al., *International Encyclopedia of Comparative Law*, Martinus Nijhoff, 1981-.

– Juricaf : La jurisprudence francophone des cours suprêmes, Association des cours judiciaires suprêmes francophones, www.juricaf.org.

– JuriDocs, JuriAfrique : Portail du droit africain, http://juriafrique.com/rubriques/juridocs/, disponible sur abonnement.

– N-Lex : A common gateway to National Law = Acceso común a las fuentes del Derecho nacional = Accès commun aux sources du droit national = … (dans 24 langues), European Union, http://eur-lex.europa.eu/n-lex/.

– *Oxford Constitutions of the World*, Oxford University Press, 2013-, http://oxcon.ouplaw.com, disponible sur abonnement.

– The African Legal Information Institute, University of Cape Town, www.africanlii.org.

– The Avalon Project : Documents in Law, History and Diplomacy, Yale Law School, Lillian Goldman Law Library, http://avalon.law.yale.edu/default.asp.

– World Legal Information Institute, University of Technology Sydney and University of New South Wales, www.worldlii.org.

– *Yearbook of Islamic and Middle Eastern Law*, 1994-, imprimé et en ligne, http://booksandjournals.brillonline.com/content/22112987.

Annexe II

Ressources par organisation

Agence internationale de l’énergie atomique

– International Atomic Energy Agency, www.iaea.org.

Agence internationale pour les énergies renouvelables

– International Renewable Energy Agency, www.irena.org.

Agence spatiale européenne

– Law at ESA, www.esa.int/About_Us/Law_at_ESA/.

Association des États de la Caraïbe

– Association of Caribbean States = Asociación de Estados del Caribe = Association des États de la Caraïbe, www.acs-aec.org.

Association des États riverains de l’océan Indien

– Indian Ocean Rim Association, www.iora.net.

Association des nations de l’Asie du Sud-Est

– ASEAN Cooperation on Environment, http://environment.asean.org.

– *ASEAN Documents Series*, ASEAN Secretariat, 1985-, imprimé et en ligne, http://asean.org/resources_cat/publications-8/.

– ASEAN Intergovernmental Commission on Human Rights, http://aichr.org.

– Association of Southeast Asian Nations, http://asean.org.

– Database of ASEAN and International Law Documents, Centre for International Law, National University of Singapore, https://cil.nus.edu.sg/2009/cil-documents-database/.

Association européenne de libre-échange

– European Free Trade Association, www.efta.int.

Association latino-américaine d’intégration

– Asociación Latinoamericana de Integración, www.aladi.org.

Association sud-asiatique de coopération régionale

– South Asian Association for Regional Cooperation, www.saarc-sec.org.

Autorité internationale des fonds marins

– International Seabed Authority, www.isa.org.jm.

Banque asiatique de développement

– Asian Development Bank, www.adb.org.

Banque des règlements internationaux

– Bank for International Settlements, www.bis.org.

– *International Journal of Central Banking*, 2005-, imprimé et en ligne, www.ijcb.org.

Banque mondiale

– Decisions, World Bank Sanctions Board, http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTABOUTUS/ORGANIZATION/ORGUNITS/EXTOFFEVASUS/0,,contentMDK:23059612~pagePK:64168445~piPK:64168309~theSitePK:3601046,00.html.

– Documents and Reports, http://documents.worldbank.org/curated/en/home.

– *ICSID Review : Foreign Investment Law Journal*, International Centre for Settlement of Investment Disputes and Oxford University Press, 1986-, imprimé et en ligne, https://icsid.worldbank.org/en/Pages/resources/ICSID-Review.aspx.

– International Centre for Settlement of Investment Disputes, https://icsid.worldbank.org.

– *International Finance Corporation : Annual Report*, imprimé et en ligne, www.ifc.org/wps/wcm/connect/CORP_EXT_Content/IFC_External_Corporate_Site/Annual+Report.

– Multilateral Investment Guarantee Agency, www.miga.org.

– Operations Manual, https://policies.worldbank.org/sites/ppf3/Pages/Manuals/Operational%20Manual.aspx.

– World Bank, www.worldbank.org.

– *World Bank Annual Report …*, imprimé et en ligne, www.worldbank.org/en/about/annual-report.

– World Bank Group Archives, imprimé et en ligne, www.worldbank.org/en/about/archives.

Benelux

– Benelux, www.benelux.int.

Centre du commerce international

– International Trade Centre, www.intracen.org.

Centre régional sur les armes légères et de petit calibre dans la région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les États limitrophes

– Regional Centre on Small Arms in the Great Lakes Region, the Horn of Africa and Bordering States, https://recsasec.org.

Centre Sud

– The South Centre, www.southcentre.int.

Chambre de commerce internationale

– International Chamber of Commerce, https://iccwbo.org.

Charte de l'énergie

– International Energy Charter, www.energycharter.org.

Comisión Permanente del Pacífico Sur

– Comisión Permanente del Pacífico Sur, http://cpps-int.org.

Commission internationale humanitaire d'établissement des faits

– International Humanitarian Fact-Finding Commission, www.ihffc.org.

Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

– Legal Resources, www.ctbto.org/member-states/legal-resources/.

– Preparatory Commission for the Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty Organization, www.ctbto.org.

Communauté d'Afrique de l'Est

– East African Community Information Resource Centre, http://elibrary.eac.int.

– East African Community : One People, One Destiny, www.eac.int.

Communauté d’États indépendants

– База Данных Законодательство Стран СНГ, http://base.spinform.ru, disponible sur abonnement.

– Исполнительный комитет Содружества Независимых Государств, www.cis.minsk.by.

Communauté de développement de l’Afrique australe

– Southern African Development Community, www.sadc.int.

Communauté économique des États de l’Afrique centrale

– Economic Community of Central African States = Communauté Économique des États de l’Afrique Centrale = Comunidad Económica de los Estados de África Central = Comunidade Económica dos Estados da África Central, www.ceeac-eccas.org

Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest

– Economic Community of West African States, www.ecowas.int.

– ECOWAS Commission, www.comm.ecowas.int.

– ECOWAS Parliament, http://parl.ecowas.int.

Conférence de La Haye de droit international privé

– *Actes et documents de la … session = Proceedings of the … Session*, Hague Conference on Private International Law = Conférence de La Haye de droit international privé, 1893-.

– Hague Conference on Private International Law = Conférence de La Haye de droit international privé, www.hcch.net.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

– United Nations Conference on Trade and Development, http://unctad.org.

Conférence internationale sur la région des Grands Lacs

– International Conference on the Great Lakes Region, www.icglr.org.

Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie

– Secretariat of the Conference on Interaction and Confidence Building Measures in Asia, www.s-cica.org.

Conseil de coopération du Golfe

– الأمانة العامة لمجلس التعاون لدول الخليج العربية = The Cooperation Council for the Arab States of the Gulf, www.gcc-sg.org.

Conseil de l'Europe

– Committee of Ministers, www.coe.int/en/web/cm/home.

– Congress of Local and Regional Authorities, www.coe.int/en/web/congress/home.

– Council of Europe, www.coe.int.

– Documents, Records and Archives, imprimés et en ligne, www.coe.int/en/web/documents-records-archives-information/home.

– Parliamentary Assembly, http://assembly.coe.int.

Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination

– United Nations System Chief Executives Board for Coordination, www.unsceb.org.

Cour pénale internationale

– Assembly of States Parties to the Rome Statute, https://asp.icc-cpi.int/Pages/default.aspx.

– *ICC Official Journal*, www.icc-cpi.int/resource-library/Pages/offical-journal.aspx.

– ICC Vademecum of Administrative Issuances, www.icc-cpi.int/resource-library/Pages/vademecum.aspx.

États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

– African, Caribbean and Pacific Group of States, www.acp.int.

Fonds commun pour les produits de base

– Common Fund for Commodities, http://common-fund.org.

Fonds international de développement agricole

– International Fund for Agricultural Development, www.ifad.org.

Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures

– International Oil Pollution Compensation Funds, www.iopcfunds.org.

Fonds monétaire international

– Elibrary, www.elibrary.imf.org.

– International Monetary Fund, www.imf.org.

– *Selected Decisions and Selected Documents of the International Monetary Fund*, International Monetary Fund, 1962-, imprimé et en ligne, www.imf.org/external/pubs/ft/sd/index.asp.

Initiative de l'Europe centrale

– Central European Initiative, www.cei.int.

Ligue des États arabes

– جامعة الدول العربية = League of Arab States, www.lasportal.org.

Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe

– Common Market for Eastern and Southern Africa, www.comesa.int.

Mercado Común del Sur = Mercado Comum do Sul

– Instituto de Políticas Públicas en Derechos Humanos, www.ippdh.mercosur.int.

– MERCOSUR = MERCOSUL, www.mercosur.int.

– Normativa y Documentos Oficiales, www.mercosur.int/innovaportal/v/4059/12/innova.front/normativa-y-documentosoficiales.

– Parlamento del MERCOSUR, www.parlamentomercosur.org.

Organisation de coopération et de développement économiques

– Ilibrary, www.oecd-ilibrary.org.

– Library and Archives, www.oecd.org/general/oecdarchives.htm.

– Organisation for Economic Co-operation and Development, www.oecd.org.

Organisation de l'aviation civile internationale

– ICAO: Uniting Aviation, www.icao.int.

Organisation de coopération économique de la mer Noire

– Organization of the Black Sea Economic Cooperation, www.bsec-organization.org.

Organisation de coopération économique du groupe des huit pays en développement

– D-8 Organization for Economic Cooperation, www.developing8.org.

Organisation de la coopération islamique

– منظمة التعاون الإسلامي = Organisation of Islamic Cooperation = Organisation de la coopération islamique, www.oic-oci.org.

Organisation de Shanghai pour la coopération

– 上海合作组织 = Шанхайская организация сотрудничества = Shanghai Cooperation Organisation, http://chn.sectsco.org, http://rus.sectsco.org, et http://eng.sectsco.org.

Organisation des États américains

– Organization of American States, www.oas.org.

Organisation des États des Caraïbes orientales

– Organisation of Eastern Caribbean States, www.oecs.org.

Organisation des Nations Unies

Ressources spécifiquement relatives au droit international

– Audiovisual Library of International Law, United Nations, www.un.org/law/avl/.

– *Documents of the United Nations Conference on International Organizations, San Francisco, 1945 = Documents de la Conférence des Nations Unies sur l'organisation internationale, San Francisco, 1945* (22 vols.), http://ask.un.org/faq/14405.

– *Diplomatic Conferences*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/diplomaticconferences/.

– *Repertoire of the Practice of the Security Council*, United Nations, 1946-, imprimé et en ligne, www.un.org/en/sc/repertoire/index.shtml.

– *Repertory of Practice of United Nations Organs*, United Nations, 1946-, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/repertory/.

– *United Nations Juridical Yearbook*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1962-, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/unjuridicalyearbook/.

– *United Nations Legal Publications* : Global Search, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, http://legal.un.org/globalsearch/dtSearch/Search_Forms/dtSearch.html.

– *United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1951-, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/.

Ressources d'ordre général

– الأمم المتحدة = 联合国 = United Nations = Organisation des Nations Unies = Организация Объединенных Наций = Naciones Unidas, www.un.org.

– Codification and Progressive Development of International Law, Codification Division, Office of Legal Affairs, http://legal.un.org/cod/.

– Comisión Económica para América Latina y el Caribe, www.cepal.org.

– Comisión Económica para América Latina y el Caribe: Repositorio Digital, http://repositorio.cepal.org.

– Cour internationale de Justice, *Annuaire …* = International Court of Justice, *Yearbook …*, 1947-, imprimé et en ligne, www.icj-cij.org/en/publications.

– Dag Hammarskjöld Library, https://library.un.org.

– Department for Economic and Social Affairs, www.un.org/development/desa/.

– Department for Economic and Social Affairs: Division for Public Administration and Development Management, https://publicadministration.un.org.

– Department for Economic and Social Affairs: Financing for Development Office, www.un.org/esa/ffd/documents.html.

– Department of Economic and Social Affairs: Multimedia Library, www.un.org/development/desa/publications/.

– Department of Peacekeeping Operations, www.un.org/en/peacekeeping/about/dpko/.

– Department of Political Affairs, www.un.org/undpa/.

– Department of Public Information, www.un.org/en/sections/department-public-information/.

– Economic and Social Commission for Asia and the Pacific, www.unescap.org.

– Economic and Social Commission for Western Asia, www.unescwa.org.

– Economic and Social Council, www.un.org/ecosoc/.

– Economic and Social Council, Official Records, United Nations, 1946-, imprimé et en ligne, http://research.un.org/en/docs/ecosoc/or.

– Economic Commission for Africa, www.uneca.org.

– Economic Commission for Europe, www.unece.org.

– General Assembly Meeting Records, www.un.org/en/ga/documents/pvsr.asp.

– General Assembly of the United Nations, www.un.org/en/ga/.

– General Assembly, Official Records, United Nations, 1946-, imprimé et en ligne, http://research.un.org/en/docs/ga/or.

– Joint United Nations Programme on HIV/AIDS, www.unaids.org.

– *Max Planck Yearbook of United Nations Law*, Brill / Nijhoff, 1997-, imprimé et en ligne, www.brill.com/publications/max-planck-yearbook-united-nations-law.

– Office for Disaster Risk Reduction, www.unisdr.org.

– Office for Disaster Risk Reduction: Prevention Web, www.preventionweb.net.

– Office for Outer Space Affairs, www.unoosa.org.

– Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, www.unocha.org.

– Office of Administration of Justice, www.un.org/en/oaj/.

– Office of Counter-Terrorism, www.un.org/en/counterterrorism/.

– Office of Internal Oversight Services, https://oios.un.org.

– Office of Legal Affairs, http://legal.un.org/ola/.

– Office of Legal Affairs: Division for Ocean Affairs and the Law of the Sea, www.un.org/Depts/los/.

– Office of the High Commissioner for Human Rights, www.ohchr.org.

– Office of the High Representative for the Least Developed Countries, Landlocked Developing Countries and Small Island Developing States, http://unohrlls.org.

– Office of the Special Representative of the Secretary General for Children and Armed Conflict, https://childrenandarmedconflict.un.org.

– Office of the Special Representative of the Secretary-General on Sexual Violence in Conflict, www.un.org/sexualviolenceinconflict/.

– Office on Drugs and Crime, www.unodc.org.

– Office on Genocide Prevention and the Responsibility to Protect, www.un.org/en/genocideprevention/.

– Office on Sport for Development and Peace, www.un.org/sport/.

– Official Document System, United Nations, https://documents.un.org.

– PaperSmart, https://papersmart.unmeetings.org.

– Peacebuilding Commission, www.un.org/en/peacebuilding/.

– Security Council, www.un.org/en/sc/.

– Security Council Meeting Records, www.un.org/en/sc/meetings/.

– Security Council, Official Records, United Nations, 1946-, imprimé et en ligne, http://research.un.org/en/docs/sc/or.

– Trusteeship Council, Official Records, United Nations, 1947-1994, imprimé et en ligne, http://unbisnet.un.org:8080/ipac20/ipac.jsp?&menu=search&aspect=subtab124&npp=50&ipp=20&spp=20&profile=bib&ri=1&source=~%21horizon&index=.SE&term=%22Trusteeship+Council.+Official+Records%22.

– UNBISnet: United Nations Bibliographic Information System, http://unbisnet.un.org.

– UN-Habitat, https://unhabitat.org.

– United Nations Archives, imprimé et en ligne, https://archives.un.org.

– United Nations Children's Fund, www.unicef.org.

– United Nations Commission on Human Rights, 1946-2006, www.ohchr.org/EN/HRBodies/CHR/Pages/CommissionOnHumanRights.aspx.

– United Nations Development Programme, www.undp.org.

– United Nations Environment Programme, www.unep.org.

– United Nations High Commissioner for Refugees, www.unhcr.org.

– United Nations Human Rights Council, www.ohchr.org/en/hrbodies/hrc/pages/hrcindex.aspx.

– United Nations Information System on the Question of Palestine, www.un.org/unispal/data-collection/.

– United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute, www.unicri.it.

– United Nations Library and Archives at Geneva, http://libraryresources.unog.ch.

– United Nations Office for Disarmament Affairs, www.un.org/disarmament/.

– United Nations Office for Disarmament Affairs: Regional Centre for Peace and Disarmament in Africa, www.unrec.org.

– United Nations Office for Disarmament Affairs: Regional Centre for Peace and Disarmament in Asia and the Pacific, http://unrcpd.org.

– United Nations Office for Disarmament Affairs: Regional Centre for Peace and Disarmament in Latin America and the Caribbean, www.unlirec.org.

– United Nations Population Fund, www.unfpa.org.

– United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East, www.unrwa.org.

– United Nations Staff Regulations, Staff Rules, Secretary-General's Bulletins, Administrative Instructions, Information Circulars and other documents, https://hr.un.org/handbook/source.

– UN-Women, www.unwomen.org.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

- Basic texts of the Food and Agriculture Organization of the United Nations, 2015, www.fao.org/legal/home/basic-texts/en/.
- *Development Law Magazine*, 2016-, www.fao.org/legal/development-law/newsletter-2-2017/en/#first.
- *FAO Legal Papers*, 1998-, www.fao.org/legal/publications/legal-papers/en/.
- Food and Agriculture Organization of the United Nations, www.fao.org.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

- UNESDOC Database, www.unesco.org/new/en/unesco/resources/publications/unesdoc-database/.
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, http://unesco.org.

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

- United Nations Industrial Development Organization, www.unido.org.

Organisation des pays exportateurs de pétrole

- Organization of the Petroleum Exporting Countries, www.opec.org.

Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

- North Atlantic Treaty Organization, www.nato.int.

Organisation du Traité de sécurité collective

- Организация Договора о коллективной безопасности, www.odkb-csto.org.

Organisation internationale de droit du développement

- International Development Law Organization, www.idlo.int.

Organisation internationale de police criminelle

- International Criminal Police Organization, www.interpol.int.

Organisation internationale du Travail

- International Labour Organization, www.ilo.org.

Organisation internationale pour les migrations

– *International Migration Journal*, 1961-, www.iom.int/international-migration-journal.

– International Organization for Migration, www.iom.int.

Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique

– *AALCO Journal of International Law*, 2012-.

– *AALCO Quarterly Bulletin*, 2005-.

– Asian-African Legal Consultative Organization, www.aalco.int.

– *Yearbook of the Asian-African Legal Consultative Organization*, 2003-.

Organisation maritime internationale

– IMODOCS, https://docs.imo.org.

– International Maritime Organization, www.imo.org.

– Resolutions and other decisions of the Assembly, International Maritime Organization, 1948-.

Organisation météorologique mondiale

– Library, https://public.wmo.int/en/resources/library.

– World Meteorological Organization, https://public.wmo.int.

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

– World Intellectual Property Organization, www.wipo.int.

Organisation mondiale de la Santé

– IRIS: Institutional Repository for Information Sharing, http://apps.who.int/iris/.

– World Health Organization, www.who.int.

Organisation mondiale du commerce

– World Trade Organization, www.wto.org.

– *World Trade Review*, WTO Secretariat and Cambridge University Press, imprimé et en ligne, www.wto.org/english/res_e/trade_rev_e/trade_rev_e.htm.

Organisation mondiale du tourisme

– Conference Services, http://lmd.unwto.org.

– World Tourism Organization, www.unwto.org.

Organisation pour l’interdiction des armes chimiques

– Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons, www.opcw.org.

Organisation pour la démocratie et le développement économique-GUAM

– GUAM: Organization for Democracy and Economic Development = ГУАМ: Организация за демократию и экономическое развитие, http://guam-organization.org.

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

– Office for Democratic Institutions and Human Rights, www.osce.org/odihr.

– Organization for Security and Co-operation in Europe, www.osce.org.

Organisme pour l’interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes

– Organismo para la Proscripción de las Armas Nucleares en la América Latina y el Caribe, www.opanal.org.

Programme alimentaire mondial

– World Food Programme, www.wfp.org.

– World Food Programme Executive Board, http://executiveboard.wfp.org.

Programme des partenaires du développement

– Partners in Population and Development, www.partners-popdev.org.

Secrétariat de l’Accord de libre-échange nord-américain

– NAFTA Secretariat = Secrétariat de l’ALÉNA = Secretariado del TLCAN, www.nafta-sec-alena.org.

Secrétariat de la Communauté des Caraïbes

– CARICOM: Caribbean Community, www.caricom.org.

Secrétariat de la Communauté du Pacifique

– Pacific Community = Communauté du Pacifique, www.spc.int.

Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification

– United Nations Convention to Combat Desertification, www.unccd.int.

Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique

– Convention on Biological Diversity, www.cbd.int.

Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

– United Nations Framework Convention on Climate Change, http://unfccc.int.

Secrétariat du Commonwealth

– Commonwealth iLibrary, www.thecommonwealth-ilibrary.org.

– Commonwealth Legal Information Institute, www.commonlii.org.

– The Commonwealth, http://thecommonwealth.org.

Société des Nations

– League of Nations Archives, United Nations Office at Geneva, 1919-1946, http://libraryresources.unog.ch/leagueofnationsarchives.

– *League of Nations Official Journal*, League of Nations, 1920-1940, imprimé et en ligne, https://home.heinonline.org/titles/Law-Journal-Library/League-of-Nations-Official-Journal/, disponible sur abonnement.

– Schiffer, Walter *et al.*, *Répertoire des questions de droit international général posées devant la Société des Nations = Repertoire of Questions of General International Law before the League of Nations*, Geneva Research Centre, 1920-1940.

Système d’intégration de l’Amérique centrale

– Sistema de la Integración Centroamericana, www.sica.int/.

Système économique latino-américain

– Sistema Económico Latinoamericano y del Caribe, www.sela.org.

Tribunal international du droit de la mer

– *ITLOS Yearbook*, International Tribunal for the Law of the Sea and Brill Nijhoff, 1997-, imprimé et en ligne, www.itlos.org/en/publications/.

Union africaine

– Advisory Board on Corruption = Conseil consultatif sur la corruption, www.auanticorruption.org.

– African Union, www.au.int.

– African Union Peace and Security, www.peaceau.org.

– Pan African Parliament, www.panafricanparliament.org.

Union des nations de l'Amérique du Sud

– Unión de Naciones Suramericanas = União de Nações Sul-Americanas = Union of South American Nations = Unie van Zuid-Amerikaanse Naties, www.unasursg.org.

Union économique eurasienne

– Евразийский экономический союз, www.eaeunion.org.

Union économique et monétaire ouest-africaine

– Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, www.uemoa.int.

Union européenne

– Comitology register of the European Commission, http://ec.europa.eu/transparency/regcomitology/index.cfm.

– Document register of the Council of the European Union, 1999, www.consilium.europa.eu/en/documents-publications/public-register/.

– EUR-Lex, http://eur-lex.europa.eu.

– European Commission, https://ec.europa.eu.

– European Council – Council of the European Union, www.consilium.europa.eu.

– European Council streaming, https://video.consilium.europa.eu/en/webcasts.

– European Parliament, www.europarl.europa.eu.

– European Union, https://europa.eu.

– European Union External Action, https://eeas.europa.eu.

– General report on the activities of the European Union, imprimé et en ligne, https://europa.eu/european-union/documents-publications/reports-booklets/general-report_en.

– *Official Journal of the European Union*, imprimé et en ligne, http://eur-lex.europa.eu/oj/direct-access.html.

– Register of European Commission documents, http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/.

– Register of European Commission expert groups and other similar entities, http://ec.europa.eu/transparency/regexpert/index.cfm.

– Westlaw International, http://westlawinternational.com, disponible sur abonnement.

Union internationale des télécommunications

– *Collection of the Basic Texts of the International Telecommunication Union adopted by the Plenipotentiary Conference*, 2015, imprimé et en ligne, http://handle.itu.int/11.1002/pub/80a4dff8-en.

– International Telecommunication Union, www.itu.int.

Union interparlementaire

– Inter-Parliamentary Union, www.ipu.org.

Union postale universelle

– Universal Postal Union, www.upu.int.

– Universal Postal Union News, http://news.upu.int.

Union pour la Méditerranée

– Union for the Mediterranean = Union pour la Méditerranée = الاتحاد من أجل المتوسط, http://ufmsecretariat.org.

Annexe III

Ressources par domaine du droit international

Commerce

– Le droit des affaires en Afrique francophone, www.droit-afrique.com.

– Trade Law Guide, www.tradelawguide.com, disponible sur abonnement.

– WorldTradeLaw.net, http://worldtradelaw.net, disponible sur abonnement.

Association latino-américaine d'intégration

– SICOEX: Normas Reguladoras de Comercio Exterior, http://consultawebv2.aladi.org/sicoexV2/jsf/mna_normasReguladoras_Entrada.seam.

Cours d'eau internationaux

Organisation des Nations Unies

– *Legislative Texts and Treaty Provisions concerning the Utilization of International Rivers for Other Purposes than Navigation, United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1963, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/documents/untlegs0012.pdf.

Cyberespace

Organisation des Nations Unies

– Repository Cybercrime, United Nations Office on Drugs and Crime, www.unodc.org/cld/v3/cybrepo/.

Développement

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

– FAOLEX Database, http://faolex.fao.org/faolex/index.htm.

– *Legislative Studies*, 1971-, imprimé et en ligne, www.fao.org/legal/publications/legislative-studies/.

Droit de la mer et droit maritime

– Lathrop, Coalter (dir.), *International Maritime Boundaries* (7 vols.), American Society of International Law and Brill, 2016, imprimé et en ligne, http://referenceworks.brillonline.com/browse/international-maritime-boundaries.

Autorité internationale des fonds marins

– National Legislation Database, International Seabed Authority, www.isa.org.jm/national-legislation-database.

Organisation des Nations Unies

– *Law of the Sea Bulletin*, Division for Ocean Affairs and the Law of the Sea, United Nations Office of Legal Affairs, 1983-, imprimé et en ligne, www.un.org/Depts/los/doalos_publications/los_bult.htm.

– *Law of the Sea Information Circular*, Division for Ocean Affairs and the Law of the Sea, United Nations Office of Legal Affairs, 1995-2013, imprimé et en ligne, www.un.org/Depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/losics.htm.

– *Laws and Regulations on the Regime of the High Seas (volume I), United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1951, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/documents/untlegs0001.pdf.

– *Laws and Regulations on the Regime of the High Seas (volume II), United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1952, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/documents/untlegs0002.pdf.

– *Laws and Regulations on the Regime of the Territorial Sea, United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1957, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/documents/untlegs0006.pdf.

– *Laws Concerning the Nationality of Ships, United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1955, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/documents/untlegs0005.pdf.

– Maritime Space: Legislation and Treaties, Division for Ocean Affairs and the Law of the Sea, United Nations Office of Legal Affairs, www.un.org/Depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/.

– *National Legislation and Treaties relating to the Law of the Sea, United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1974, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/documents/untlegs0016.pdf.

– *National Legislation and Treaties relating to the Law of the Sea, United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1976, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/documents/untlegs0018.pdf.

– *National Legislation and Treaties relating to the Law of the Sea, United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1980, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/documents/untlegs0019.pdf.

– *National Legislation and Treaties relating to the Territorial Sea, the Contiguous Zone, the Continental Shelf, the High Seas and to Fishing and Conservation of the Living Resources of the Sea, United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1970,

imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/documents/untlegs0015.pdf.

– *Second United Nations Conference on the Law of the Sea, Diplomatic Conferences*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1960, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/diplomaticconferences/1960_los/.

– *Supplement to Laws and Regulations on the Regime of the High Seas (volumes I and II) and Laws Concerning the Nationality of Ships, United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1959, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/documents/untlegs0008.pdf.

– *Third United Nations Conference on the Law of the Sea, Diplomatic Conferences*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1973-1982, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/diplomaticconferences/1973_los/.

– *United Nations Conference on the Law of the Sea, Diplomatic Conferences*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1958, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/diplomaticconferences/1958_los/.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

– FISHLEX Database, http://extwprlegs1.fao.org/fishery/index.htm.

Organisation maritime internationale

– Global Integrated Shipping Information System, https://gisis.imo.org/Public/.

Droit de la propriété intellectuelle

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

– Patent Cooperation Treaty Case Law Database, www.wipo.int/pctcaselawdb/.

– WIPO Lex, www.wipo.int/wipolex/.

Droit des conflits armés

Comité international de la Croix-Rouge

– Harland, Christopher (dir.), *Basic Documents on International Humanitarian Law – South Asia Collection: Treaties, National Legislation, Case-law, and other Documents*, 2e ed., 2011.

– Customary IHL Database, International Committee of the Red Cross, https://ihl-databases.icrc.org/customary-ihl/eng/docs/home.

– Henckaerts, Jean-Marie and Doswald-Beck, Louise (dir.), *Customary International Humanitarian Law* (2 vols.), International Committee of the Red Cross and Cambridge University Press (English) / Bruylant (French), 2006, imprimé et en ligne, www.icrc.org/eng/resources/documents/publication/pcustom.htm.

– National Implementation of IHL, International Committee of the Red Cross, https://ihl-databases.icrc.org/ihl-nat.

Organisation des Nations Unies

– Compilation of military policy and practice on the use of explosive weapons in populated areas, United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, forthcoming, www.unocha.org/themes/explosive-weapons-populated-areas.

Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

– Legislation Database, www.opcw.org/our-work/national-implementation/implementing-legislation/legislation-database/.

Droit des traités

Conseil de l'Europe

– *Treaty making : Expression of Consent by States to be Bound by a Treaty = Conclusion des traités : expression par les états du consentement à être liés par un traité*, Council of Europe Committee of Legal Advisers on Public International Law and British Institute of International and Comparative Law, Kluwer Law International, 2001.

– European Observatory of Reservations to International Treaties, www.coe.int/en/web/cahdi/reservations.

Organisation des Nations Unies

– *Final Clauses of Multilateral Treaties Handbook*, Treaty Section, United Nations Office of Legal Affairs, 2003, imprimé et en ligne, https://treaties.un.org/Pages/Resource.aspx?path=Publication/FC/Page1_en.xml.

– *Laws and Practices concerning the Conclusion of Treaties with a Select Bibliography on the Law of Treaties, United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1953, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/documents/untlegs0003.pdf.

– *Review of the Multilateral Treaty-Making Process, United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1985, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/documents/untlegs0021.pdf.

– *Summary of Practice of the Secretary-General as Depositary of Multilateral Treaties*, Treaty Section, United Nations Office of Legal Affairs, 1999, imprimé et en ligne, https://treaties.un.org/pages/Resource.aspx?path=Publication/SoP/Page1_en.xml.

– *Treaty Handbook*, Treaty Section, United Nations Office of Legal Affairs, 2012, imprimé et en ligne, https://treaties.un.org/Pages/Resource.aspx?path=Publication/TH/Page1_en.xml.

– *United Nations Conference on the Law of Treaties, Diplomatic Conferences*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1968-1969, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/diplomaticconferences/1968_lot/.

– *United Nations Conference on the Law of Treaties between States and International Organizations or between International Organizations, Diplomatic Conferences*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1986, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/diplomaticconferences/1986_lot/.

Droit diplomatique et consulaire

Organisation des Nations Unies

– *Laws and Regulations regarding Diplomatic and Consular Privileges and Immunities, United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1958, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/documents/untlegs0007.pdf.

– *Supplement to the Volume on Laws and Regulations regarding Diplomatic and Consular Privileges and Immunities, United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1963, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/documents/untlegs0013.pdf.

– *United Nations Conference on Consular Relations, Diplomatic Conferences*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1963, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/diplomaticconferences/1963_cons_relations/.

– *United Nations Conference on Diplomatic Intercourse and Immunities, Diplomatic Conferences*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1961, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/diplomaticconferences/1961_dipl_intercourse/.

– *United Nations Conference on the Representation of States in their Relations with International Organizations, Diplomatic Conferences*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1975, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/diplomaticconferences/1975_representation/.

Droit international des droits de l'homme

– Tavernier, Paul, *Recueil juridique des droits de l'Homme en Afrique* (2 vols.), Bruylant, 2002-2005.

Conseil de l'Europe

– Country Monitoring Database, Commissioner for Human Rights, www.coe.int/en/web/commissioner/.

Organisation des Nations Unies

– United Nations Children's Fund: Evaluation database, www.unicef.org/evaldatabase/.

– *Yearbook on Human Rights for …*, United Nations, 1946-1988, http://heinonline.org/HOL/Index?index=unl/unyrbk&collection=intyb.

Droit international privé

Conférence de La Haye de droit international privé

– INCADAT: International Child Abduction Database, Hague Conference on Private International Law = Conférence de La Haye de droit international privé, www.incadat.com.

Droit pénal international et transnational

– ICD: International Crimes Database, T.M.C. Asser Instituut, Dutch Ministry of Security and Justice, and International Centre for Counter-Terrorism – The Hague, www.internationalcrimesdatabase.org.

Organisation des Nations Unies

– Historical Review of Developments relating to Aggression, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 2003, imprimé et en ligne, www.un.org/law/books/HistoricalReview-Aggression.pdf.

– Human Trafficking Knowledge Portal, United Nations Office on Drugs and Crime, www.unodc.org/cld/en/v3/htms/index.html.

– IMOLIN: International Money Laundering Information Network, United Nations Office on Drugs and Crime, www.imolin.org.

– International Instruments related to the Prevention and Suppression of International Terrorism, 3e ed., United Nations, 2008, imprimé et en ligne, www.un-ilibrary.org/peacekeeping-and-security/international-instruments-related-to-the-prevention-and-suppression-of-international-terrorism_6866fb0e-en.

– *National Laws and Regulations on the Prevention and Suppression of International Terrorism, Part I, United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 2002, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/book22.html.

– *National Laws and Regulations on the Prevention and Suppression of International Terrorism, Part II (A-L), United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 2005, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/book23.html.

– *National Laws and Regulations on the Prevention and Suppression of International Terrorism, Part II (M-Z), United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 2005, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/book24.html.

– Repository Cybercrime, United Nations Office on Drugs and Crime, www.unodc.org/cld/v3/cybrepo/.

– SHERLOC Portal: Sharing Electronic Resources and Laws on Crime, United Nations Office on Drugs and Crime, www.unodc.org/cld/v3/sherloc/.

– Smuggling of Migrants Knowledge Portal, United Nations Office on Drugs and Crime, www.unodc.org/cld/en/v3/som/.

– TRACK: Tools and Resources for Anti-Corruption Knowledge, United Nations Office on Drugs and Crime, www.track.unodc.org.

– *United Nations Conference of Plenipotentiaries on the Establishment of an International Criminal Court, Diplomatic Conferences*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 2002, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/diplomaticconferences/1998_icc/.

Emploi de la force

– Peace Accords Matrix, University of Notre Dame, Kroc Institute for International Peace Studies, https://peaceaccords.nd.edu.

Organisation des Nations Unies

– Peacekeeping Resource Hub, http://research.un.org/en/peacekeeping-community.

Énergie et ressources naturelles

Agence internationale de l'énergie atomique

– Stoiber, Carlton, et *al., Handbook on Nuclear Law*, International Atomic Energy Agency, 2003, imprimé et en ligne, http://www-pub.iaea.org/MTCD/Publications/PDF/Pub1160_web.pdf.

– Stoiber, Carlton, et al., *Handbook on Nuclear Law: Implementing Legislation*, International Atomic Energy Agency, 2010, imprimé et en ligne, http://www-pub.iaea.org/MTCD/Publications/PDF/Pub1456_web.pdf.

– The International Nuclear Information System, www.iaea.org/inis/.

Agence internationale pour les énergies renouvelables

– IEA/IRENA Joint Policies and Measures database, www.iea.org/policiesandmeasures/renewableenergy/.

– Resources, www.iea.org/policiesandmeasures/renewableenergy/.

Environnement

– Centre for Environmental Law and Global Sustainability, University of Ottawa, http://commonlaw.uottawa.ca/centre-environmental-law-global-sustainability/.

– ECOLEX Database, a joint initiative of the Food and Agriculture Organization of the United Nations, the International Union for the Conservation of Nature and Natural Resources, and the United Nations Environment Programme, www.ecolex.org.

– Robb, Cairo A. R. and Lee, Karen, *International Environmental Law Reports* (5 vols.), Cambridge University Press, 1999-2007.

Organisation des Nations Unies

– InforMEA Database, United Nations Environment Programme, www.informea.org.

– International Environmental Law-making and Diplomacy Reviews, United Nations Environment Programme and University of Eastern Finland, 2005, imprimé et en ligne, https://www.uef.fi/en/web/unep/international-enviromental-law-making-and-diplomacy-review.

Programme des Nations Unies pour les établissements humains

– UrbanLex: The Urban Law Database, United Nations Human Settlements Programme, http://urbanlex.unhabitat.org.

Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique

– The Access and Benefit-Sharing Clearing House, Convention on Biological Diversity, https://absch.cbd.int/search.

Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification

– Desertification: a visual synthesis, 2011, imprimé et en ligne, www.unccd.int/en/resources/publication/Pages/default.aspx.

– ELibrary and Official Documents Centre, imprimé et en ligne, http://knowledge.unccd.int/unccd-elibrary.

Espace extra-atmosphérique

– Hobe, *et al.* (dir.), *Cologne Commentary on Space Law*, Carl Heymanns Verlag, 2009.

Organisation des Nations Unies

– Space Law, United Nations Office for Outer Space Affairs, www.unoosa.org/oosa/en/ourwork/spacelaw/index.html.

Immunités des États et des organisations internationales

Conseil de l'Europe

– Hafner, Gerhard, *et al.*, *State Practice Regarding State Immunities = La pratique des États concernant les immunités des États*, Council of Europe Committee of Legal Advisers on Public International Law and Martinus Nijhoff, 2006.

– Immunities of States and international organisations, Committee of Legal Advisers on Public International Law, www.coe.int/en/web/cahdi/immunities and www.cahdidatabases.coe.int/Search/Index/1.

Organisation des Nations Unies

– *Legislative Texts and Treaty Provisions concerning the Legal Status, Privileges and Immunities of International Organizations (volume I), United*

Nations Legislative Series, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1959, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/documents/untlegs0010.pdf.

– *Legislative Texts and Treaty Provisions concerning the Legal Status, Privileges and Immunities of International Organizations (volume II), United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1961, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/documents/untlegs0011.pdf.

– *Materials on Jurisdictional Immunities of States and their Property, United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1982, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/documents/untlegs0020.pdf.

Investissement

– *IA Reporter : Investment Arbitration Reporter*, www.iareporter.com, disponible sur abonnement.

– *International Convention on the Settlement of Investment Disputes Reports*, Cambridge University Press, 1993-, imprimé et en ligne, http://ebooks.cambridge.org/clr/home.jsf.

– Investment Claims, Oxford University Press, www.investmentclaims.com, disponible sur abonnement.

– Investor-State LawGuide, www.investorstatelawguide.com, disponible sur abonnement.

– Italaw, www.italaw.com.

– Transnational Dispute Management, www.transnational-dispute-management.com, disponible sur abonnement.

Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements

– Investment Laws of the World, International Centre for Settlement of Investment Disputes and Oxford University Press, 1973-.

Migration et droit des réfugiés, y compris l'apatridie

Organisation internationale pour les migrations

– Migration Law Database, http://imldb.iom.int.

Mise en œuvre nationale du droit international

Organisation des Nations Unies

– Human Trafficking Knowledge Portal, United Nations Office on Drugs and Crime, www.unodc.org/cld/en/v3/htms/index.html.

– Refworld: Legal Information, United Nations High Commissioner for Refugees, www.refworld.org/category,LEGAL,,,,,0.html.

– Smuggling of Migrants Knowledge Portal, United Nations Office on Drugs and Crime, www.unodc.org/cld/en/v3/som/.

– *United Nations Conference on the Elimination or Reduction of Future Statelessness, Diplomatic Conferences*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1959-1961, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/diplomaticconferences/1959_statelessness/.

Conseil de l'Europe

– The implementation of United Nations sanctions, Committee of Legal Advisers on Public International Law, www.coe.int/en/web/cahdi/united-nations-sanctions and www.cahdidatabases.coe.int/Search/Index/3.

Nationalité

Organisation des Nations Unies

– *Laws concerning Nationality, United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1954, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/documents/untlegs0004.pdf.

– *Supplement to the Volume on Laws concerning Nationality 1954, United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1959, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/documents/untlegs0009.pdf.

Règlement pacifique des différends internationaux

Organisation des Nations Unies

– *Handbook on the Peaceful Settlement of Disputes between States*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1992, imprimé et en ligne, www.un.org/law/books/HandbookOnPSD.pdf.

Responsabilité de l'État pour faits internationalement illicites

Organisation des Nations Unies

– *Materials on the Responsibility of States for Internationally Wrongful Acts, United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 2012, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/book25.html.

Succession d'États

Conseil de l'Europe

– Klabbers, Jan, *et al*., *State Practice Regarding State Succession and Issues of Recognition = Pratique des États concernant la succession d'États et les questions de reconnaissance*, Council of Europe and Brill Nijhoff, 1999.

Organisation des Nations Unies

– *Materials on Succession of States, United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1967, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/documents/untlegs0014.pdf.

– *Materials on Succession of States in Respect of Matters Other than Treaties, United Nations Legislative Series*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1978, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/legislativeseries/documents/untlegs0017.pdf.

– *United Nations Conference on Succession of States in Respect of State Property, Archives and Debts, Diplomatic Conferences*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1983, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/diplomaticconferences/1983_succession/.

– *United Nations Conference on Succession of States in Respect of Treaties, Diplomatic Conferences*, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, 1977-1978, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/diplomaticconferences/1977_succession/.

Travail

Organisation internationale du Travail

– Compendium of Court Decisions, http://compendium.itcilo.org.

– EPLex: Employment protection legislation database, www.ilo.org/dyn/eplex/.

– ILO Legislative Series, 1919-1988, imprimé et en ligne, www.ilo.org/public/libdoc/ilo/P/09607/.

– LEGOSH: Database of occupational safety and health legislation, www.ilo.org/dyn/legosh/en/.

– NATLEX: Database of national labour, social security and related human rights legislation, www.ilo.org/dyn/natlex/.

– NORMLEX: Information System on International Labour Standards, www.ilo.org/dyn/normlex/en/.

Annexe IV

Recueils de traités et d'informations liées au dépositaire

– Parry, Clive, *Consolidated Treaty Series, 1648-1919*, Oceana Press, imprimé et en ligne, http://opil.ouplaw.com/home/OHT, (online Oxford University Press edition edited by Randall Lesaffer).

– Convenţii pentru care România îndeplineşte funcţia de depozitar, www.mae.ro/node/1492.

– Depositaire verdragen (Koninkrijk der Nederlanden) = Depositary treaties (Kingdom of the Netherlands), https://verdragenbank.overheid.nl.

– Depositar = Dépositaire = Depositario = Depositary, Schweizerische Eidgenossenschaft = Confédération suisse = Confederazione Svizzera = Confederaziun svizra, www.eda.admin.ch/eda/de/home/aussenpolitik/voelkerrecht/internationale-vertraege/depositar.html.

– Depositary Information, United States Department of State, www.state.gov/s/l/treaty/depositary/.

– Instrumentos Internacionales en Calidad de Depositario, Ministerio de Relaciones Exteriores, www.cancilleria.gov.co/juridicainternacional/tratados/depositarios.

– Hudson, Manley O., *International Legislation: a Collection of the Texts of Multipartite International Instruments of General Interest: Beginning with the Covenant of the League of Nations, Washington DC, Carnegie Endowment for International Peace, 1919-1945*, imprimé et en ligne, https://home.heinonline.org/titles/World-Treaty-Library/International-Legislation-A-Collection-of-the-Texts-of-Multipartite-International-Instruments-of-General-Interest-beginning-with-the-Covenant-of-the-League-of-Nations/.

– von Martens, Georg Friedrich, *et al., Nouveau Recueil général de traités et autres actes relatifs aux rapports de droit international, 1494-1944*, Gottingue, Dieterich, partiellement disponible au format numérique à l'adresse https://archive.org.

– De Lapradelle, Albert, *Recueil général périodique et critique des décisions conventions et lois relatives au droit international public et privé*, Les Éditions internationales, 1934-1939.

– Descamps, Edouard-Eugène-François, *et al., Recueil international des Traités du XIX^e^ siècle contenant l'ensemble du droit conventionnel entre les états et les sentences arbitrales*, Paris, Rousseau, 1901-1907.

– Descamps, Edouard-Eugène-François, *et al., Recueil international des traités du XIX^e^ siècle contenant l'ensemble du droit conventionnel entre les états et les sentences arbitrales*, Paris, Rousseau, 1801-1825.

– Tratados do que la España es depositaria, Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación, www.exteriores.gob.es/Portal/es/PoliticaExteriorCooperacion/Tratados/Nuevo/Paginas/inicio.aspx.

– Treaties for which the UK is depositary, Foreign and Commonwealth Office, www.gov.uk/government/collections/treaties-for-which-the-uk-is-depositary.

Agence internationale de l'énergie atomique

– IAEA Documents and Conventions, www.iaea.org/publications/documents.

Association des nations de l'Asie du Sud-Est

– ASEAN Legal Instruments, http://agreement.asean.org.

– Status of ASEAN Agreements, ASEAN Secretariat Resource Centre, http://arc-agreement.asean.org.

Association sud-asiatique de coopération régionale

– Digital Library: Agreements and Conventions, http://saarc-sec.org/digital_library.

Banque mondiale

– Global Preferential Trade Agreements Database, http://wits.worldbank.org/gptad/library.aspx.

Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements

– Database of Bilateral Investment Treaties, https://icsid.worldbank.org/en/Pages/Resources/Bilateral-Investment-Treaties-Database.aspx.

– *Investment, Promotion and Protection Treaties*, International Centre for Settlement of Investment Disputes and Oxford University Press, 1986-.

– Other Investment Treaties, https://icsid.worldbank.org/en/Pages/Resources/Other-Treaties.aspx.

Comité international de la Croix-Rouge

– Treaties, States Parties and Commentaries, International Committee of the Red Cross, https://ihl-databases.icrc.org/applic/ihl/ihl.nsf/vwTreatiesByDate.xsp.

Comisión Permanente del Pacífico Sur

– Acuerdos y Convenios, www.cpps-int.org/index.php/principal/2014-09-05-19-59-12.

– Instrumentos Internacionales, http://cpps.dyndns.info/consulta/index.php/instinter.

Communauté de développement de l'Afrique australe

– Documents and Publications, www.sadc.int/documents-publications/.

Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

– The Treaty, www.ctbto.org/the-treaty/.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

– International Investment Agreements Navigator, http://investmentpolicyhub.unctad.org/IIA.

Conseil de l'Europe

– *Council of Europe Treaty Series*, 2004-, imprimé et en ligne, www.coe.int/en/web/conventions.

– *European Treaty Series*, 1949-2003, imprimé et en ligne, www.coe.int/en/web/conventions.

– Treaty Office, www.coe.int/en/web/conventions.

Institut international pour l'unification du droit privé

– Instruments, www.unidroit.org.

Ligue des États arabes

– الاتفاقيات والمعاهدات، جامعة الدول العربية,
www.lasportal.org/ar/legalnetwork/Pages/agreements_treaties.aspx.

Organisation de l'aviation civile internationale

– DAGMAR: ICAO Database of Aeronautical Agreements and Arrangements, http://cfapp.icao.int/dagmar/main.cfm.

– Treaty collection, www.icao.int/Secretariat/Legal/Pages/TreatyCollection.aspx.

Organisation de la coopération islamique

– الاتفاقيات والمعاهدات, www.oic-oci.org/page/?p_id=91&p_ref=16&lan=ar.

Organisation des États américains

– *Multilateral Treaties and Bilateral Agreements*, Secretariat for Legal Affairs, Organization of American States, www.oas.org/en/sla/dil/treaties_agreements.asp.

Organisation des Nations Unies

– International Drug Control Conventions, Commission on Narcotic Drugs, United Nations Office on Drugs and Crime, imprimé et en ligne, www.unodc.org/unodc/en/commissions/CND/conventions.html.

– Language of Peace, United Nations and University of Cambridge, imprimé et en ligne, www.languageofpeace.org.

– Maritime Space: Legislation and Treaties, Division for Ocean Affairs and the Law of the Sea, United Nations Office of Legal Affairs, www.un.org/Depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/.

– *Multilateral Treaties Deposited with the Secretary-General*, United Nations, https://treaties.un.org/pages/Content.aspx?path=DB/MTDSGStatus/pageIntro_en.xml.

– *Multilateral Treaties Deposited with the Secretary-General: Status as at …*, United Nations, 1959-2009, imprimé et en ligne, https://treaties.un.org/pages/Content.aspx?path=Publication/MTDSG/Page1_en.xml.

– Peacemaker: Database of Peace Agreements, Department of Political Affairs, http://peacemaker.un.org/document-search#.

– The Core International Human Rights Instruments and their monitoring bodies, United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights, www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CoreInstruments.aspx.

– United Nations Commission on International Trade Law: Texts and Status, imprimé et en ligne, www.uncitral.org/uncitral/en/uncitral_texts.html.

– United Nations Treaties and Principles on Outer Space, including related General Assembly resolutions and other documents, United Nations Office for Outer Space Affairs, 2013, imprimé et en ligne, www.unoosa.org/oosa/en/ourwork/spacelaw/treaties.html.

– *United Nations Treaty Collection*, Treaty Section, United Nations Office of Legal Affairs, https://treaties.un.org.

– *United Nations Treaty Series = Recueil des traités des Nations Unies*, United Nations, 1945-, imprimé et en ligne, https://treaties.un.org/pages/Content.aspx?path=DB/UNTS/pageIntro_en.xml.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

– Conventions, Agreements and Treaties deposited with FAO, www.fao.org/legal/treaties/treaties-outside-fao-framework/en/.

– Treaties under Article XIV of the FAO Constitution, www.fao.org/legal/treaties/en/.

– WATERLEX Database, http://extwprlegs1.fao.org/watertreaties/index.htm.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

– Conventions, http://portal.unesco.org/en/ev.php-URL_ID=12025&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=-471.html.

– Yusuf, Abdulqawi (dir.), *L'action normative à l'UNESCO, volume II: Conventions, Recommandations, Déclarations et Chartes adoptées par l'UNESCO (1948-2006)*, UNESCO and Martinus Nijhoff, 2007.

– Standard-Setting Instruments, http://portal.unesco.org/en/ev.php-URL_ID=12024&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html.

Organisation du Traité de sécurité collective

– Правовая база ОДКБ, Организация Договора о коллективной безопасности, www.odkb-csto.org/documents/.

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

– Biodiversity-related Access and Benefit-sharing Agreements, www.wipo.int/tk/en/databases/contracts/list.html.

– WIPO Lex, www.wipo.int/wipolex/.

– WIPO-Administered Treaties, www.wipo.int/treaties/.

Organisation mondiale du commerce

– Official documents and legal texts, www.wto.org/english/docs_e/legal_e/legal_e.htm.

– Status of WTO Legal Instruments, World Trade Organization, 2015, imprimé et en ligne, www.wto.org/english/res_e/publications_e/legal_instru_e.htm.

– *The Legal Texts: The Results of the Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations*, World Trade Organization and Cambridge University Press, 2007.

Organisation internationale du Travail

– NORMLEX: Information System on International Labour Standards, www.ilo.org/dyn/normlex/en/.

Organisation maritime internationale

– Conventions, www.imo.org/en/About/Conventions/Pages/Home.aspx.

Secrétariat de la Communauté des Caraïbes

– Treaties, http://caricom.org/treaties.

Société des Nations

– *League of Nations Treaty Series = Recueil des traités de la Société des Nations*, 1920-1946, Harrison and Sons, imprimé et en ligne, https://treaties.un.org/pages/LONOnline.aspx.

Union africaine

– Treaties, Conventions, Protocols and Charters, https://au.int/en/treaties.

Union européenne

– International agreements, http://eur-lex.europa.eu/collection/eu-law/inter-agree.html.

– Treaties, http://eur-lex.europa.eu/collection/eu-law/treaties.html.

Annexe V

Juridictions internationales, juridictions mixtes et organes conventionnels

Juridictions internationales et juridictions mixtes

– American Society of International Law, *International Legal Materials*, 1962-, imprimé et en ligne, https://www.asil.org/resources/international-legal-materials.

– Bruns, Viktor *et al*., Fontes juris gentium, Series A, Section 1, Berlin, Heymanns, 1931-1990.

– Recueil de décisions de justice, Organisation internationale du Travail, disponible à l'adresse http://compendium.itcilo.org.

– Darby, W. Evans, *International Tribunals: a Collection of the Various Schemes which have been Propounded, and of Instances in the Nineteenth Century*, J. M. Dent and Co., 1904.

– De Lapradelle, Albert and Nicolas Politis, *Recueil des arbitrages internationaux* (3 vols.), 1798-1875.

– De Lapradelle, Albert, *Recueil général périodique et critique des décisions conventions et lois relatives au droit international public et privé*, Les Éditions internationales, 1934-1939.

– Descamps, Edouard-Eugène-François *et al., Recueil international des Traités du* XIX^e^ *siècle : contenant l'ensemble du droit conventionnel entre les états et les sentences arbitrales*, 1901-1907, Paris, Rousseau.

– Descamps, Edouard-Eugène-François *et al., Recueil international des traités du XIX^e^ siècle contenant l'ensemble du droit conventionnel entre les états et les sentences arbitrales*, 1801-1825, Paris, Rousseau.

– *International Law Reports*, Cambridge University Press, 1922-, imprimé et en ligne, http://ebooks.cambridge.org/clr/home.jsf (connu jusqu'en 1949 sous le nom d'Annual Digest of Public International Law).

– La Fontaine, Henri, *Pasicrisie internationale 1794-1900: histoire documentaire des arbitrages internationaux*, Stämpfli, 1902 (édition réimprimée par Brill-Nijhoff, 1997).

– Moore, John Bassett, *International Adjudications: Ancient and Modern: History and Documents* (6 vols.), Oxford University Press, 1929-1933.

– *Oxford Reports on International Law*, Oxford University Press, imprimé et en ligne, http://opil.ouplaw.com/home/oril.

– Stuyt, Alexander M., *Survey of International Arbitrations*, 1794-1990, 3^e^ ed., M. Nijhoff.

– United Nations, *Reports of International Arbitral Awards*, 1948-, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/riaa/.

– von Martens, Carl, *Causes célèbres du droit des gens*, 2^e^ ed. (5 vols.), Leipzig, Brockhaus, 1858-1861, digitized version available from https://archive.org.

Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements

– Cases, https://icsid.worldbank.org/en/Pages/cases/AdvancedSearch.aspx.

– ICSID Cases, 1991-1996.

– Tables of Decisions in ICSID Cases, https://icsid.worldbank.org/en/Pages/resources/Tables-of-ICSID-Decisions.aspx.

Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens

– Extraordinary Chambers in the Courts of Cambodia, www.eccc.gov.kh.

Corte Centroamericana de Justicia

– Corte Centroamericana de Justicia, http://portal.ccj.org.ni.

Cour africaine des droits de l'homme et des peuples

– African Court on Human and Peoples' Rights, www.african-court.org.

Cour commune de justice et d'arbitrage de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires

– Common Court of Justice and Arbitration of the Organization for the Harmonization in Africa of Business Law, www.ohada.org/index.php/en/court-of-justice-and-arbitration/ccja-at-a-glance.

– *Recueil de jurisprudence*, imprimé et en ligne, www.ohada.org/index.php/fr/jurisprudence-ohada/recueil-de-jurisprudence-n-22.

Cour de conciliation et d'arbitrage de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

– Court of Conciliation and Arbitration, www.osce.org/cca.

Cour de l'Union économique eurasienne

– Суда Евразийского экономического союза = Court of the Eurasian Economic Union, www.courteurasian.org.

Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

– La Cour de Justice de la Communauté de la CEDEAO = The Community Court of Justice of ECOWAS, www.courtecowas.org.

Cour de justice de l'Afrique de l'Est

– East African Court of Justice, http://eacj.org.

– East African Court of Justice Database, Southern African Legal Information Institute, www.saflii.org/ea/cases/EACJ/.

– *Law Digest: Judgments and Rulings of the East African Court of Justice*, Arusha, Tanzania, East Africa Law Society, 2011-.

Cour de justice de l'Association européenne de libre-échange

– EFTA Court, www.eftacourt.int.

– The EFTA Court: legal framework, case law, and composition 1994-2003, 2004.

Cour de Justice de l'Union économique et monétaire ouest-africaine

– Union économique et monétaire ouest-africaine, *Cour de Justice : Textes fondamentaux et jurisprudence*, Agence intergouvernementale de la francophonie and Éditions GIRAF, 2003.

– La Cour de Justice, www.uemoa.int/fr/organes-uemoa/la-cour-de-justice.

– *Recueil de la jurisprudence de la Cour*, Cour de Justice, Union économique et monétaire ouest-africaine, 2002.

Cour de justice de l'Union européenne

– Court of Justice of the European Communities (including Court of First Instance Decisions), British and Irish Legal Information Institute (BAILII), www.bailii.org/eu/cases/EUECJ/.

– Court of Justice of the European Union, http://curia.europa.eu.

– Customs case law of the European Court of Justice, Wolters Kluwer, 2014-.

– *European Court Reports*, imprimé et en ligne, http://curia.europa.eu/jcms/jcms/P_101083/.

– Guide to the case law of the Court of Justice of the European Union in the field of telecommunications, 2010.

– InfoCuria: Case-law of the Court of Justice, Court of Justice of the European Union, http://curia.europa.eu/jcms/jcms/j_6/en/.

– *Reports of Cases before the Court of Justice and the Court of First Instance*, Publications Office of the European Union, 1990-2009, imprimé et en ligne, https://publications.europa.eu/en/web/general-publications/publications.

– *Reports of Cases before the Court of Justice and the General Court*, Publications Office of the European Union, 2009-, imprimé et en ligne, https://publications.europa.eu/en/web/general-publications/publications.

Cour de justice du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe

– COMESA Court of Justice, http://comesacourt.org.

Cour de justice des Caraïbes

– The Caribbean Court of Justice, www.caribbeancourtofjustice.org.

Cour économique de la Communauté d'États indépendants

– Экономический Суд Содружества Независимых Государств = Economic Court of the Commonwealth of Independent States, http://sudsng.org and http://courtcis.org.

Cour européenne des droits de l'homme

– European Court of Human Rights, www.echr.coe.int.

– HUDOC Database, European Court of Human Rights, http://hudoc.echr.coe.int/sites/eng/Pages/search.aspx.

– Publications of the European Court of Human Rights, *Series A: Judgments and Decisions*, 1960-1996.

– Publications of the European Court of Human Rights, *Series B: Pleadings, Oral Arguments and Documents*, 1960-1987.

– *Reports of Judgments and Decisions*, European Court of Human Rights and Wolf Legal Publishers (depuis 2008; Carl Heymanss jusqu'en 2007), 1996-, imprimé et en ligne, www.echr.coe.int/Pages/home.aspx?p=library/collections&c=#n13699232460996504571890_pointer.

Cour interaméricaine des droits de l'homme

– Corte interamericana de Derechos Humanos = Inter-American Court of Human Rights, www.corteidh.or.cr.

– Cuadernillo de Jurisprudencia de la Corte Interamericana de Derechos Humanos, Corte Interamericana de Derechos Humanos = Inter-American Court of Human Rights, 2015-2015, http://www.corteidh.or.cr/index.php/en/court-today/publicaciones.

– *Digesto Themis*, Corte Interamericana de Derechos Humanos = Inter-American Court of Human Rights, www.corteidh.or.cr/cf/themis/digesto/.

– *Jurisprudence Bulletin of Inter-American Court of Human Rights*, 2014-, imprimé et en ligne, http://www.corteidh.or.cr/index.php/en/court-today/publicaciones.

– Corte Interamericana de Derechos Humanos = Inter-American Court of Human Rights, *Serie A: Fallos y Opiniones = Series A: Judgments and Opinions*, Secretaría de la Corte, 1982-, imprimé et en ligne, http://hrlibrary.umn.edu/iachr/series_A.html.

– Corte interamericana de Derechos humanos = Inter-American Court of Human Rights, *Serie B: Memorias, Argumentos Orales y Documentos = Series B: Pleadings, Oral Arguments and Documents*, San José, Costa Rica, Secretaría de la Corte, 1983-, imprimé et en ligne, http://hrlibrary.umn.edu/iachr/series_B.html.

– Corte Interamericana de Derechos Humanos = Inter-American Court of Human Rights, *Serie C: Resoluciones y Sentencias = Series C: Decisions and Judgments*, 1987-, imprimé et en ligne, http://hrlibrary.umn.edu/iachr/series_C.html#2014.

– Corte Interamericana de Derechos Humanos = Inter-American Court of Human Rights, *Serie D: Memorias, Argumentos Orales y Documentos = Series D: Pleadings, Oral Arguments and Documents*, 1994-, imprimé et en ligne, http://hrlibrary.umn.edu/iachr/series_D.html.

– Corte interamericana de Derechos Humanos = Inter-American Court of Human Rights, *Serie E: Medidas Provisionales = Series E: Provisional Measures*, 1996-, imprimé et en ligne, http://hrlibrary.umn.edu/iachr/series_E.html.

Cour internationale de Justice

- Cour internationale de Justice = International Court of Justice, www.icj-cij.org.
- *I.C.J. Pleadings*, 1947-, imprimé et en ligne, www.icj-cij.org/en/list-of-all-cases.
- *I.C.J. Reports*, 1947-, imprimé et en ligne, www.icj-cij.org/en/decisions.
- *Summaries of Judgments, Advisory Opinions and Orders of the International Court of Justice*, United Nations, 1948-, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/icjsummaries/volumes.shtml.
- *World Court Digest*, Max Planck Institute for Comparative Public Law and International Law, 1986-, imprimé et en ligne, www.mpil.de/en/pub/publications/archive/wcd.cfm, (suite de Fontes Juris Gentium, Series A, Section I).

Cour pénale internationale

- Klip, André and Freeland, Steven (dir.), *Annotated Leading Cases of International Criminal Tribunals*, Intersentia, 2005-, imprimé et en ligne, www.annotatedleadingcases.com, disponible sur abonnement.
- ICC Legal Tools Database, International Criminal Court, www.legal-tools.org.
- ICC Resource Library, www.icc-cpi.int/resource-library.
- International Criminal Court, www.icc-cpi.int.
- Laucci, Cyril (dir.), *The Annotated Digest of the International Criminal Court*, Brill, 2004-.

Cour permanente d'arbitrage

- *Analyses des sentences rendues par les Tribunaux d'Arbitrage, constitués conformément aux stipulations des Conventions de la Haye de 1899 et 1907* …, Bureau International de la Cour Permanente d'Arbitrage, 1899-1934.
- Cour permanente d'arbitrage = Permanent Court of Arbitration, https://pca-cpa.org.
- *PCA Award Series*, Permanent Court of Arbitration, 2005-, imprimé et en ligne, https://pca-cpa.org/en/documents/publications/.
- PCA Case Repository, Permanent Court of Arbitration, https://pcacases.com/web/allcases/.
- Publications du Bureau international : *Sentences arbitrales rendues par les Tribunaux arbitrage ... ou par les juridictions speciales d'arbitrage, Actes et protocoles, Rapports des commissions d'enquente ou de conciliation*, Bureau International de la Cour Permanente d'Arbitrage, 1902-1954.
- Scott, James Brown, *The Hague Court Reports: comprising the Awards, accompanied by Syllabi, the Agreements for Arbitration, and other Documents in each Case submitted to the Permanent Court of Arbitration and to Commissions of Inquiry under the Provisions of the Conventions of 1899 and 1907 for the Pacific Settlement of International Disputes*, Oxford University Press, 1916-1932.

Cour permanente de Justice internationale

– *Colección de decisiones del Tribunal permanente de Justicia internacional*, Biblioteca del Instituto ibero-americano de derecho comparado, 1924-1927.

– *Reports, Series A, B, A/B, C, D, E and F*, Permanent Court of International Justice, 1922-1946, imprimé et en ligne, www.icj-cij.org/en/pcij.

– *Summaries of Judgments, Advisory Opinions and Orders of the Permanent Court of International Justice*, United Nations, 2012, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/PCIJsummaries/documents/english/PCIJ_FinalText.pdf.

– *World Court Digest*, Max Planck Institute for Comparative Public Law and International Law, 1986-, imprimé et en ligne, www.mpil.de/en/pub/publications/archive/wcd.cfm, (suite de Fontes Juris Gentium, Series A, Section I).

– Hudson, Manley O., *World Court Reports: a Collection of the Judgments, Orders and Opinions of the Permanent Court of International Justice*, Washington D.C., Carnegie Endowment for International Peace, 1934-1943, imprimé et en ligne, http://heinonline.org/HOL/Index?index=intyb/worlcorep&collection=intyb.

Mécanisme pour les Tribunaux pénaux internationaux

– Case Law Database, http://cld.unmict.org.

– Judicial Records and Archives Database, http://jrad.unmict.org.

– United Nations Mechanism for International Criminal Tribunals, www.unmict.org.

Règlement des différends au titre de l'Accord de libre-échange nord-américain

– NAFTA Dispute Settlement, www.nafta-sec-alena.org/Home/Dispute-Settlement.

Règlement des différends au titre de la Charte de l'énergie

– Investment Dispute Settlement Cases, www.energycharter.org/what-we-do/dispute-settlement/investment-dispute-settlement-cases/.

Système de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce

– Dispute Settlement, www.wto.org/english/tratop_e/dispu_e/dispu_e.htm.

– *Dispute Settlement Reports*, World Trade Organization and Cambridge University Press, 1996-.

– *WTO Analytical Index*, 3e ed., World Trade Organization, 2012, imprimé et en ligne, https://docs.wto.org/gtd/Default.aspx?pagename=AnalyticalIndex&langue=e.

– *WTO Appellate Body Repertory of Reports and Awards 1995-2013*, 5e ed., World Trade Organization and Cambridge University Press, imprimé et en ligne, www.wto.org/english/tratop_e/dispu_e/repertory_e/repertory_e.htm.

Tribunal de la Communauté de développement de l'Afrique australe

– Southern African Development Community Tribunal, Southern African Legal Information Institute, www.saflii.org/sa/cases/SADCT/.

– Tribunal, www.sadc.int/about-sadc/sadc-institutions/tribun/.

Tribunal de Justicia de la Comunidad Andina

– *Jurisprudencia del Tribunal de Justicia de la Comunidad Andina*, Corporación de Estudios y Publicaciones, 2014, imprimé et en ligne, www.tribunalandino.org.ec/sitetjca1/index.php?option=com_filecabinet&view=files&id=7&Itemid=92.

– Tribunal de Justicia de la Comunidad Andina, www.tribunalandino.org.ec.

Tribunal des différends irano-américains

– *Iran-U.S. Claims Tribunal Reports*, Cambridge University Press, 1981-.

– Iran-United States Claims Tribunal = ایران دعاوی داوری دیوان -ایالات متحده, www.iusct.net.

Tribunal militaire international

– *Law Reports of Trials of War Criminals* (15 vols.), United Nations War Crimes Commission, 1947-1949, imprimé et en ligne, www.loc.gov/rr/frd/Military_Law/law-reports-trials-war-criminals.html.

– *Trial of the Major War Criminals before the International Military Tribunal* (42 vols.), 1947-1949, imprimé et en ligne, www.loc.gov/rr/frd/Military_Law/NT_major-war-criminals.html.

Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient

– *Law Reports of Trials of War Criminals* (15 vols.), United Nations War Crimes Commission, 1947-1949, imprimé et en ligne, www.loc.gov/rr/frd/Military_Law/law-reports-trials-war-criminals.html.

– Pritchard, John, *The Tokyo War Crimes Trial* (22 vols.), 1981.

Tribunal international du droit de la mer

– International Tribunal for the Law of the Sea, www.itlos.org.

– *ITLOS Pleadings, Minutes and Documents*, International Tribunal for the Law of the Sea and Kluwer Law International, 1997-, imprimé et en ligne, www.itlos.org/en/publications/.

– *ITLOS Reports (Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders)*, International Tribunal for the Law of the Sea and Brill Nijhoff, 1997-, imprimé et en ligne, www.itlos.org/en/publications/.

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie

– Klip, André and Freeland, Steven (dir.), *Annotated Leading Cases of International Criminal Tribunals*, Intersentia, 2005-, imprimé et en ligne, www.annotatedleadingcases.com, disponible sur abonnement.

– Case Law Database, http://cld.unmict.org.

– Court Records, http://icr.icty.org.

– *ICTY Digest*, 2006-, www.icty.org/en/documents/icty-digest.

– *ICTY Manual on Developed Practices*, International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia and United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute, 2009, imprimé et en ligne, www.icty.org/x/file/About/Reports%20and%20Publications/ICTY_Manual_on_Developed_Practices.pdf.

– Judicial Records and Archives Database, http://jrad.unmict.org.

– *Judicial Reports = Recueils judiciaires*, Martinus Nijhoff, 1994-1999, imprimé et en ligne, www.brill.com/publications/judicial-reports-recueils-judiciaires.

– *Judicial Supplement*, International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia, 1999-2004, www.icty.org/en/documents/judicial-supplement.

– United Nations International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia, www.icty.org.

Tribunal pénal international pour le Rwanda

– Klip, André and Freeland, Steven (dir.), *Annotated Leading Cases of International Criminal Tribunals*, Intersentia, 2005-, imprimé et en ligne, www.annotatedleadingcases.com, disponible sur abonnement.

– Case Law Database, http://cld.unmict.org.

– International Criminal Tribunal for Rwanda Basic Documents and Case Law, www.ictrcaselaw.org.

– Judicial Records and Archives Database, http://jrad.unmict.org.

– Legacy website of the International Criminal Tribunal for Rwanda, 1995-2015, http://unictr.unmict.org.

– *Reports of Orders, Decisions and Judgements = Recueil des ordonnances décisions, jugements et arrêts*, Bruylant, 1998-2007.

Tribunal Permanente de Revisión del Mercado Común del Sur = Tribunal Permanente de Revisão do Mercado Comum do Sul

– *Revista de la Secretaría del Tribunal Permanente de Revisión = Revista da Secretaria do Tribunal Permanente de Revisão*, 2013–, imprimé et en ligne, www.revistastpr.com/index.php/rstpr.

– Tribunal Permanente de Revisión = Tribunal Permanente de Revisão, www.tprmercosur.org.

Tribunal spécial pour la Sierra Leone

- Klip, André and Freeland, Steven (dir.), *Annotated Leading Cases of International Criminal Tribunals*, Intersentia, 2005-, imprimé et en ligne, www.annotatedleadingcases.com, disponible sur abonnement.
- Laucci, Cyril, *Digest of Jurisprudence of the Special Court for Sierra Leone*, 2003-2005, Nijhoff, 2007.
- Special Court for Sierra Leone and Residual Special Court for Sierra Leone, www.rscsl.org.

Tribunal spécial pour le Liban

- Klip, André and Freeland, Steven (dir.), *Annotated Leading Cases of International Criminal Tribunals*, Intersentia, 2005-, imprimé et en ligne, www.annotatedleadingcases.com, disponible sur abonnement.
- Special Tribunal for Lebanon, www.stl-tsl.org.
- *STL Casebooks*, Special Tribunal for Lebanon, 2012-, imprimé et en ligne, www.stl-tsl.org/en/documents/stl-casebooks.

Organes conventionnels

Conseil de l'Europe

- *Digest of the Case Law of the European Committee of Social Rights*, www.coe.int/en/web/turin-european-social-charter/case-law.
- ECRI HUDOC: European Commission against Racism and Intolerance, http://hudoc.ecri.coe.int.
- European Commission against Racism and Intolerance, www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/default_en.asp.
- European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, www.cpt.coe.int.
- European Committee of Social Rights, www.coe.int/en/web/turin-european-social-charter/european-committee-of-social-rights.
- European Social Charter Database HUDOC, http://hudoc.esc.coe.int.
- GRETA: Group of Experts on Action against Trafficking in Human Beings, www.coe.int/en/web/anti-human-trafficking/greta.
- GREVIO: Group of Experts on Action against Violence against Women and Domestic Violence, www.coe.int/en/web/istanbul-convention/grevio.
- HUDOC CPT: European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, http://hudoc.cpt.coe.int.
- Monitoring mechanisms, www.coe.int/en/web/human-rights-rule-of-law/monitoring-mechanism.
- Monitoring the implementation of the Framework Convention for the Protection of National Minorities, www.coe.int/en/web/minorities/monitoring.

Ligue des États arabes

– لجنة حقوق الإنسان, www.lasportal.org/ar/humanrights/Committee/Pages/default.aspx.

Organisation des États américains

– Inter-American Commission on Human Rights, www.oas.org/en/iachr/.

Organisation des Nations Unies

– Committee Against Torture, www.ohchr.org/EN/HRBodies/CAT/pages/catindex.aspx.

– Committee on Economic, Social and Cultural Rights, http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CESCR/pages/cescrindex.aspx.

– Committee on Enforced Disappearances, www.ohchr.org/EN/HRBodies/CED/Pages/CEDIndex.aspx.

– Committee on the Elimination of Discrimination against Women, www.ohchr.org/EN/HRBodies/CEDAW/pages/cedawindex.aspx.

– Committee on the Elimination of Racial Discrimination, www.ohchr.org/EN/HRBodies/CERD/Pages/CERDIndex.aspx.

– Committee on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of their Families, www.ohchr.org/EN/HRBodies/CMW/Pages/CMWIndex.aspx.

– Committee on the Rights of Persons with Disabilities, www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRPD/Pages/CRPDIndex.aspx.

– Committee on the Rights of the Child, www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRC/Pages/CRCIndex.aspx.

– Human Rights Committee, www.ohchr.org/EN/HRBodies/CCPR/Pages/CCPRIndex.aspx.

– Jurisprudence database, Jurisprudence emanating from the United Nations Treaty Bodies which receive and consider complaints from individuals, United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights, http://juris.ohchr.org.

– Subcommittee on Prevention of Torture and other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, www.ohchr.org/EN/HRBodies/OPCAT/Pages/OPCATIndex.aspx.

– The Core International Human Rights Instruments and their monitoring bodies, United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights, www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CoreInstruments.aspx.

– Treaty bodies database, United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights, http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/treatybodyexternal/TBSearch.aspx?Lang=en.

– Universal Human Rights Index, United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights, http://uhri.ohchr.org/fr/

Union africaine

– African Commission on Human and Peoples' Rights, www.achpr.org.

– *African Commission on Human and Peoples' Rights: Recommendations and Resolutions*, Banjul, Secretariat of the African Commission on Human and Peoples' Rights, 2002.

Annexe VI

Organes œuvrant à l'examen, à la codification, au développement progressif ou à l'harmonisation du droit international

Organes créés par des organisations intergouvernementales

Commission de l'Union africaine sur le droit international

– African Union Commission on International Law, https://au.int/en/aucil.

– *AUCIL Journal of International Law: a Journal of the African Union Commission on International Law*, 2013-, imprimé et en ligne, https://au.int/en/documents/30958/aucil-journal-international-law-issue-no-1-2013.

– *AUCIL Yearbook …: Yearbook of the African Union Commission on International Law*, 2013-.

– *Journal of the African Union Commission on International Law*, 2e ed., 2015-, imprimé et en ligne, https://au.int/en/documents/20151217/aucil-journal-international-law-issue-2.

Comité des conseillers juridiques sur le droit international public du Conseil de l'Europe

– CAHDI: Committee of Legal Advisers on Public International Law, www.coe.int/en/web/cahdi.

– The organisation and functions of the Office of the Legal Adviser of the Ministry of Foreign Affairs, www.cahdidatabases.coe.int/Search/Index/2.

Comité juridique interaméricain

– Inter-American Juridical Committee, www.oas.org/en/sla/iajc/.

– *Informe Anual del Comité Jurídico Interamericano a la Asamblea General = Annual Report of the Inter-American Juridical Committee to the General Assembly*, imprimé et en ligne, www.oas.org/es/sla/cji/informes_anuales.asp et www.oas.org/en/sla/iajc/annual_reports.asp.

– *La Democracia en los Trabajos del Comité Jurídico Interamericano (1946-2010)*, Comité Jurídico Interamericano, 2011, imprimé et en ligne, www.oas.org/es/sla/cji/docs/La_Democracia_CJI_1946-2010_publicacion_completa.pdf.

Commission du droit international

– *Analytical Guide to the Work of the International Law Commission*, United Nations, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/ilc/guide/gfra.shtml.

– International Law Commission, http://legal.un.org/ilc/.

– International Law Commission: full-text search, Codification Division, United Nations Office of Legal Affairs, http://legal.un.org/ilc/dtSearch/Search_Forms/dtSearch.html.

– *International Law on the Eve of the Twenty-first Century: Views from the International Law Commission*, United Nations, 1997, imprimé et en ligne, www.un.org/law/books/IntlLawOnEveOf21stCentury.pdf.

– *Making Better International Law: the International Law Commission at 50*, United Nations, 1998, imprimé et en ligne, www.un.org/law/books/MakingBetterIntlLaw.pdf.

– *The International Law Commission Fifty Years After: an Evaluation*, United Nations, 2000, imprimé et en ligne, www.un.org/law/books/ILCFiftyYearsAfter.pdf.

– *The Work of the International Law Commission*, 9e ed., United Nations, 2017, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/ilc/publications/.

– *Yearbook of the International Law Commission*, United Nations, 1949-, imprimé et en ligne, http://legal.un.org/ilc/publications/yearbooks/.

Commission des Nations Unies pour le droit commercial international

– CLOUT: Case Law on UNCITRAL Texts, International Trade Law Division, United Nations Office of Legal Affairs, www.uncitral.org/uncitral/en/case_law.html.

– United Nations Commission on International Trade Law, www.uncitral.org.

– *United Nations Commission on International Trade Law Yearbook*, United Nations, 1971-, imprimé et en ligne, www.uncitral.org/uncitral/en/publications/yearbook.html.

– United Nations Commission on International Trade Law: Library and Research Resources, imprimé et en ligne, www.uncitral.org/uncitral/en/publications.html.

Institut international pour l'unification du droit privé

– International Institute for the Unification of Private Law = Institut international pour l'unification du droit privé, www.unidroit.org.

Organismes privés

Association de droit international

– International Law Association, www.ila-hq.org.

– *International Law Association Reports of Conferences*, 1873-, imprimé et en ligne, www.ila-hq.org/index.php/publications/order-reports et http://heinonline.org/HOL/Index?index=ilarc/ilarc&collection=intyb.

– *International law FORUM du droit international: the Journal of the International Law Association*, 1999-2005, imprimé et en ligne, http://heinonline.org/HOL/Index?index=journals/intlfddb&collection=journals.

Harvard Research in International Law

– Hudson, Manley O. (dir.), *Research in International Law*, Harvard Law School, 1929-1932.

– Harvard Research in International Law: Original Materials (1929-1932) and Contemporary Analysis and Appraisal (2007), disponible sur abonnement, http://heinonline.org/HOL/Index?collection=hril.

Institut de droit international = Institute of International Law

– *Annuaire = Yearbook*, 1877-, imprimé et en ligne, www.idi-iil.org/fr/publications-par-categorie/annuaires/ et www.idi-iil.org/en/publications-par-categorie/annuaires/.

Annexe VII

Langues des ressources recensées

Langue	*Nombre de ressources*
1. Abkhaze	2
2. Afrikaans	1
3. Albanais	18
4. Allemand	141
5. Amharique	4
6. Anglais	1 699
7. Arabe	286
8. Arménien	10
9. Azéri	11
10. Bahasa (indonésien)	7
11. Bahasa (malais)	3
12. Bangla (Bengali)	6
13. Berbère	1
14. Biélorusse	14
15. Bosnien	18
16. Briman	4
17. Bulgare	33
18. Catalan	7
19. Chinois	156
20. Coréen	16
21. Croate	41
22. Danois	35
23. Dari (perse)	12
24. Dhivehi	7
25. Dzongkha	3
26. Espagnol	517
27. Estonien	27
28. Filipino	1
29. Finnois	32
30. Français	684
31. Géorgien	11
32. Grec	40
33. Hébreu	7
34. Hindi	6
35. Hongrois	30
36. Irlandais	24
37. Islandais	10
38. Italien	98
39. Japonais	33
40. Kazakh	9
41. Khmer	7
42. Kinyarwanda	9
43. Kirghize	9
44. Kirundi	2
45. Lao	5
46. Latin	3
47. Letton	32
48. Lituanien	32
49. Macédonien	15
50. Malgache	9
51. Malais	3
52. Maltais	29
53. Mongol	9
54. Monténégrin	9
55. Néerlandais	52
56. Népalais	6
57. Niuéen	1
58. Norvégien	6
59. Oromo	1
60. Ourdou	3
61. Ouzbek	17
62. Pachto	12
63. Paluan	1
64. Pendjabi	1
65. Persan (Farsi)	17
66. Polonais	36
67. Portugais	133
68. Romanche	3
69. Roumain	44
70. Russe	257
71. Same du Nord	2
72. Samoan	1
73. Serbe	30
74. Setswana	1
75. Singhalais	9
76. Slovaque	30
77. Slovène	30
78. Sotho du Sud	1
79. Suédois	37
80. Swahili	10
81. Tadjik	9
82. Tamoul	10
83. Tchèque	33
84. Tetum	6
85. Thaï	12
86. Tigrigna	6
87. Tongan	2
88. Turc	19
89. Turkmène	6
90. Ukrainien	18
91. Vietnamien	16